



CHAPITRE 271

Loi des compagnies

Signature
pour le
lt.-gouv.

1. Le lieutenant-gouverneur peut nommer sous ses seing et sceau une personne compétente pour signer tout document qu'il est autorisé à signer en vertu de la présente loi. L'écrit comportant cette nomination doit être déposé au secrétariat de la province, pour former partie des archives de ce ministère.

Durée.

Une nomination faite en vertu de l'alinéa précédent est valable pour tout le temps pendant lequel un administrateur remplit les fonctions du lieutenant-gouverneur, à moins que l'administrateur ne la révoque plus tôt.

Idem.

Un administrateur peut, de même, nommer une personne pour les fins du présent article et cette nomination est valable jusqu'à ce qu'elle soit révoquée par le lieutenant-gouverneur, par l'administrateur qui l'a faite ou par un autre administrateur. S. R. 1941, c. 276, a. 2; 1-2 Eliz. II, c. 58, a. 1; 9-10 Eliz. II, c. 80, a. 2.

Déléga-
tion de
pouvoirs.

2. Le secrétaire de la province, ou un fonctionnaire autorisé par lui sous son sceau d'office, peut exercer tous les pouvoirs confiés par la présente loi au lieutenant-gouverneur. S. R. 1941, c. 276, a. 2a; 12-13 Eliz. II, c. 59, a. 1.

PREMIÈRE PARTIE

DE LA CONSTITUTION EN CORPORATION PAR LETTRES PATENTES DES COM- PAGNIES À FONDS SOCIAL

SECTION I

DES DÉFINITIONS

Défini-
tions:

3. Dans la présente partie et dans toutes lettres patentes et lettres patentes sup-

CHAPTER 271

Companies Act

1. The Lieutenant-Governor may ap-<sup>Signing
for
Lt.-Gov.</sup>point under his hand and seal a competent person to sign any document that he is authorized to sign under any provision of this act. The writing by which such appointment is made must be filed in the Department of the Provincial Secretary, to form part of the archives of that department.

An appointment made under the pre-^{Duration.}ceding paragraph shall be valid for any period during which an administrator executes the office and functions of Lieutenant-Governor, unless the administrator revokes it sooner.

An administrator may, in the same^{Idem.}manner, appoint a person for the purposes of this section and such appointment shall be valid until revoked by the Lieutenant-Governor, the administrator who made it or another administrator. R. S. 1941, c. 276, s. 2; 1-2 Eliz. II, c. 58, s. 1; 9-10 Eliz. II, c. 80, s. 2.

2. The Provincial Secretary, or any<sup>Delega-
tion of
powers.</sup>functionary authorized by him under his seal of office, may exercise all the powers assigned by this act to the Lieutenant-Governor. R. S. 1941, c. 276, s. 2a; 12-13 Eliz. II, c. 59, s. 1.

PART I

INCORPORATION OF JOINT STOCK COM- PANIES BY LETTERS PATENT

DIVISION I

INTERPRETATION

3. In this Part, and in all letters patent<sup>Interpre-
tation:</sup>and supplementary letters patent issued

plémentaires accordées sous son empire, ainsi que dans les règlements faits par le lieutenant-gouverneur en conseil ou par les compagnies elles-mêmes, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente:

«compagnie»;

1° Le mot « compagnie » signifie toute compagnie à laquelle s'applique la présente partie;

«autre compagnie»;

2° L'expression « autre compagnie » signifie une compagnie constituée en corporation de quelque manière que ce soit;

«entreprise»;

3° Le mot « entreprise » signifie l'ensemble des travaux, des affaires et des opérations de toute espèce que la compagnie est autorisé à poursuivre;

«actionnaire»;

4° Le mot « actionnaire » signifie tout souscripteur d'actions ou porteur d'actions de la compagnie, et comprend les représentants de l'actionnaire;

«gérant»;

5° Le mot « gérant » comprend également le caissier, le secrétaire, le trésorier et le secrétaire-trésorier;

«obligations».

6° Le mot « obligations » comprend également les bons et les actions-obligations (*debenture stock*). S. R. 1941, c. 276, a. 3; 12-13 Eliz. II, c. 59, a. 2.

under it, as well as in all regulations made by the Lieutenant-Governor in Council or by-laws made by the companies themselves, unless the context otherwise requires,—

(1) The word “company” means any company to which this Part applies; “company”;

(2) The expression “other company” means a company incorporated in any manner whatever; “other company”;

(3) The word “undertaking” means the business of every kind which the company is authorized to carry on; “undertaking”;

(4) The word “shareholder” means every subscriber to or holder of stock in the company, and includes the representatives of the shareholder; “shareholder”;

(5) The word “manager” includes also the cashier, the secretary, the treasurer and the secretary-treasurer; “manager”;

(6) The word “debentures” includes also bonds and debenture-stock. R. S. 1941, c. 276, s. 3; 12-13 Eliz. II, c. 59, s. 2. “debentures”.

SECTION II

DE L'APPLICATION DE LA PRÉSENTE PARTIE

Application de la première partie.

4. 1. La présente partie s'applique:

a) À toute compagnie constituée en corporation sous son empire;

b) À toute compagnie constituée en corporation sous l'empire de la première partie du chapitre 223 des Statuts refondus, 1925 ou du chapitre 276 des Statuts refondus, 1941;

c) À toute compagnie constituée en corporation sous l'empire de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, 1920, telle qu'éditée par la loi 10 George V, chapitre 72;

d) À toute compagnie existant à la date de l'entrée en vigueur de la loi 10 George V, chapitre 72, et qui a été constituée en corporation par lettres patentes accordées en vertu d'une loi de cette province, à quelque époque que ce soit avant l'entrée en vigueur de ladite loi, pour une fin autre que les affaires d'assurance ou de fidéicommis;

e) À toute compagnie existant à ladite date qui avait été constituée en vertu d'une

DIVISION II

APPLICATION OF PART I

4. (1) This Part shall apply,—

(a) To every company incorporated under it;

(b) To every company incorporated under Part I of Chapter 223 of the Revised Statutes, 1925 or of Chapter 276 of the Revised Statutes, 1941;

(c) To every company incorporated under Part I of The Quebec Companies Act, 1920, as enacted by the act 10 George V, Chapter 72;

(d) To every company in existence at the date of the coming into force of the act 10 George V, Chapter 72, and incorporated by letters patent under any law of this Province at any date whatsoever before the coming into force of the said act for any purpose other than the business of insurance or trust business;

(e) To every company in existence at the said date, incorporated under any

Application of Part I.

loi spéciale ou d'une loi générale, et par la suite avait obtenu des lettres patentes l'autorisant à faire ses opérations sous l'empire de la loi 7 Édouard VII, chapitre 48, ou des articles 6002 à 6090 des Statuts refondus, 1909;

f) À toute corporation constituée sans capital-actions sous l'empire de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, 1920, ou du chapitre 223 des Statuts refondus, 1925, ou du chapitre 276 des Statuts refondus, 1941, ou en vertu d'une loi générale ou spéciale, et qui a obtenu, après la création d'un capital divisé en actions, des lettres patentes supplémentaires sous l'empire de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, 1920, ou du chapitre 223 des Statuts refondus, 1925, ou du chapitre 276 des Statuts refondus, 1941;

g) À toute corporation constituée sans capital-actions sous l'empire de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, 1920, du chapitre 223 des Statuts refondus, 1925, ou du chapitre 276 des Statuts refondus, 1941, ou de la présente loi ou en vertu d'une loi générale ou spéciale, qui obtient, après la création d'un capital divisé en actions, des lettres patentes supplémentaires sous l'empire de la présente partie.

Lettres
patentes
supplé-
mentaires.

2. S'il est nécessaire, pour le fonctionnement d'une compagnie par actions, créée en vertu d'une loi antérieure à l'entrée en vigueur de la Loi des compagnies de Québec, 1920, que des modifications soient faites à sa charte, le lieutenant-gouverneur peut émettre des lettres patentes supplémentaires modifiant la charte de telle compagnie, lesquelles lettres patentes sont octroyées sur requête du président et du secrétaire de la compagnie, accompagnée d'une résolution du conseil d'administration autorisant la demande. Le secrétaire de la province ou le sous-secrétaire de la province donne avis de l'émission de ces lettres patentes par une insertion dans la *Gazette officielle de Québec*, suivant la formule 1. S. R. 1941, c. 276, a. 4; 9-10 Eliz. II, c. 80, a. 3.

SECTION III

DES PRÉLIMINAIRES

Irrégularités.

5. Les dispositions de la présente partie relatives aux formalités à observer pour

special or general act, and which had subsequently obtained letters patent authorizing it to carry on business under the purview of the act 7 Edward VII, Chapter 48, or articles 6002 to 6090 of the Revised Statutes, 1909;

(f) To every corporation incorporated without share capital under the provisions of Part III of The Quebec Companies Act, 1920, or of Chapter 223 of the Revised Statutes, 1925 or of Chapter 276 of the Revised Statutes, 1941; or under a general or special act, and which, after the creation of a capital divided into shares, has obtained supplementary letters patent under Part I of The Quebec Companies Act, 1920, or of Chapter 223 of the Revised Statutes, 1925, or of Chapter 276 of the Revised Statutes, 1941;

(g) To every corporation incorporated without share capital under the provisions of Part III of The Quebec Companies Act, 1920, of Chapter 223 of the Revised Statutes, 1925, or of Chapter 276 of the Revised Statutes, 1941, or of this act, or under a general or special act, and which, after the creation of a capital divided into shares, obtains supplementary letters patent under the provisions of this Part.

(2) If it be necessary for the proper working of any joint stock company, created under an act prior to the coming into force of The Quebec Companies Act, 1920, that amendments be made to its charter, the Lieutenant-Governor may issue supplementary letters patent amending the charter of such company, which letters patent shall be granted on the petition of the president and secretary of the company, accompanied by a resolution of the board of directors authorizing the application. The Provincial Secretary or the Assistant Provincial Secretary shall give notice thereof by one insertion in the *Quebec Official Gazette*, as in form 1. R. S. 1941, c. 276, s. 4; 9-10 Eliz. II, c. 80, s. 3.

Supple-
mentary
letters
patent.

DIVISION III

PRELIMINARIES

5. The provisions of this Part relating to matters preliminary to the issue of the

Irrregular-
ities.

obtenir des lettres patentes ou lettres patentes supplémentaires ne sont que réglementaires; et des lettres patentes ou lettres patentes supplémentaires obtenues en vertu de la présente partie ne sont ni nulles ni annulables à raison de quelque irrégularité dans ces formalités. S. R. 1941, c. 276, a. 5.

letters patent or supplementary letters patent shall be deemed directory only, and no letters patent or supplementary letters patent issued under this Part shall be held void or voidable on account of any irregularity in respect of any such preliminary matters. R. S. 1941, c. 276, s. 5.

SECTION IV

DE LA FORMATION DE NOUVELLES COMPAGNIES

Constitu-
tion par
lettres
patentes.

Excep-
tions.

Requête:

Nom de la
com-
pagnie;

Objets;

Siège
social;

Capital;

Actions;

6. Le lieutenant-gouverneur peut, au moyen de lettres patentes, sous le grand sceau, accorder une charte à tout nombre de personnes, n'étant pas moindre que trois qui en font la demande par requête; cette charte constitue les requérants, ainsi que les autres personnes qui ont signé le mémoire des conventions ci-après mentionné et celles qui deviennent subséquemment actionnaires de la compagnie créée par elle, en corporation pour l'un des objets relevant de l'autorité législative de cette province, excepté pour la construction et l'exploitation de chemins de fer, autres que les tramways existants et dont les voies ferrées ne servent qu'à un service urbain exploité entièrement dans la province, pour les affaires d'assurances, et pour les affaires de fidéicommiss. S. R. 1941, c. 276, a. 6; 10 Geo. VI, c. 49, a. 1.

7. Les requérants doivent avoir au moins vingt et un ans révolus. Ils déposent au secrétariat de la province une requête contenant les déclarations suivantes:

1° Le nom projeté de la compagnie qui ne doit être celui d'aucune autre compagnie connue, constituée ou non en corporation, sauf si cette dernière y consent, et qui ne peut être confondu avec quelque autre dénomination sociale, ni être autrement inadmissible pour des raisons d'intérêt public;

2° Le ou les objets pour lesquels la constitution en corporation est demandée;

3° La localité, dans la province, où sera établi le siège social;

4° Le montant projeté du capital-actions;

5° Le nombre des actions et le montant de chaque action;

DIVISION IV

FORMATION OF NEW COMPANIES

6. The Lieutenant-Governor may, by letters patent under the Great Seal, grant a charter to any number of persons, not less than three, who apply therefor, constituting such persons, and others who have become subscribers to the memorandum of agreement hereinafter mentioned and who thereafter become shareholders in the company thereby created, a corporation, for any of the purposes or objects to which the legislative authority of the Province extends, except for the building and working of railways, other than existing tramways, the railroads of which are used exclusively for an urban system wholly operated within the province, the business of insurance or the transaction of trust business. R. S. 1941, c. 276, s. 6; 10 Geo. VI, c. 49, s. 1.

7. The applicants, who must be of the full age of twenty-one years, shall file in the Department of the Provincial Secretary an application setting forth the following particulars:

(1) The proposed corporate name of the company, which shall not be that of any other known company, incorporated or unincorporated, unless with the consent of the latter, or any name liable to be confounded therewith, or otherwise on public grounds objectionable;

(2) The purpose or purposes for which its incorporation is sought;

(3) The place within the Province where its head office is to be situated;

(4) The proposed amount of its capital stock;

(5) The number of shares and the amount of each share;

Requérants;	6° Les noms en toute lettres, ainsi que l'adresse et la profession de chaque requérant, avec mention spéciale des noms d'au moins trois d'entre eux qui doivent être les premiers administrateurs ou administrateurs provisoires de la compagnie;	(6) The name in full and the address and calling of each of the applicants, with special mention of the names of not less than three of their number, who are to be the first or provisional directors of the company;	Applicants;
Actions souscrites.	7° Le nombre et le montant des actions souscrites par chaque requérant. S. R. 1941, c. 276, a. 7; 9-10 Eliz. II, c. 80, a. 5.	(7) The amount of stock taken by each applicant. R. S. 1941, c. 276, s. 7; 9-10 Eliz. II, c. 80, s. 5.	Stock taken.
Dispositions des lettres patentes.	8. La requête peut demander l'insertion, dans les lettres patentes, de toute disposition qui, en vertu de la présente partie, peut être établie par les règlements de la compagnie ou par un règlement des administrateurs approuvé par le vote des actionnaires; et la disposition ainsi insérée ne peut, à moins d'une déclaration à cet effet dans les lettres patentes, être révoquée ni modifiée par règlement.	8. The application may ask for the embodying in the letters patent of any provision which, under this Part, might be made by by-law of the company or by by-law of the directors approved by a vote of the shareholders; and such provision so embodied shall not, unless provision to the contrary be made in the letters patent, be subject to repeal or alteration by by-law.	Provisions in letters patent.
Mémoire des conventions.	La requête est accompagnée d'un mémoire des conventions fait en double; ces deux documents peuvent être rédigés conformément aux formules 2 et 3.	The application shall be accompanied by a memorandum of agreement, in duplicate, both of which may be drafted in accordance with forms 2 and 3.	Memorandum of agreement.
Preuve.	Préalablement à l'obtention des lettres patentes, les requérants doivent établir, à la satisfaction du secrétaire de la province, la vérité et la suffisance des faits énoncés dans leur requête et leur mémoire des conventions, et, de plus, que le nom proposé pour la compagnie n'est celui d'aucune autre compagnie connue, constituée ou non en corporation, sauf si cette dernière y consent, et que son nom n'est pas susceptible d'être confondu avec le nom d'une autre compagnie; et le secrétaire de la province reçoit pour les fins ci-dessus et conserve en dépôt toute déposition nécessaire, faite par écrit, sous serment. S. R. 1941, c. 276, a. 8; 9-10 Eliz. II, c. 80, a. 6.	Before the letters patent are issued, the applicants shall establish, to the satisfaction of the Provincial Secretary, the sufficiency of their application and memorandum of agreement, and the truth and sufficiency of the facts therein set forth, and that the proposed name is not the name of any other known incorporated or unincorporated company, unless with the consent of the latter, or any name likely to be confounded therewith; and for that purpose the Provincial Secretary shall take and keep on record any requisite evidence in writing, given under oath. R. S. 1941, c. 276, s. 8; 9-10 Eliz. II, c. 80, s. 6.	Proof.
Énoncés des lettres patentes.	9. Les lettres patentes relatent toutes les allégations de la requête et du mémoire des conventions dont la mention est jugée nécessaire par le secrétaire de la province. S. R. 1941, c. 276, a. 9; 9-10 Eliz. II, c. 80, a. 6.	9. The letters patent shall recite such of the established averments in the application and memorandum of agreement as the Provincial Secretary thinks proper. R. S. 1941, c. 276, s. 9; 9-10 Eliz. II, c. 80, s. 6.	Facts recited.
Nom.	10. Le lieutenant-gouverneur peut donner à la compagnie un nom différent de celui proposé par les requérants, si ce dernier nom est sujet à objection. S. R. 1941, c. 276, a. 10.	10. The Lieutenant - Governor may give to the company a name different from that proposed by the applicants, if the proposed name be objectionable. R. S. 1941, c. 276, s. 10.	Name.

- Avis.** **11.** Le secrétaire de la province ou le sous-secrétaire de la province, aussitôt après l'octroi des lettres patentes en donne avis par une insertion dans la *Gazette officielle de Québec* suivant la formule 4; et, sujet à cette publication, mais à compter de la date des lettres patentes, les personnes dénommées dans ces lettres, ainsi que les autres personnes qui ont signé le mémoire des conventions et celles qui deviennent subséquemment actionnaires de la compagnie, sont une corporation sous le nom mentionné dans les lettres patentes. S. R. 1941, c. 276, a. 11; 9-10 Eliz. II, c. 80, a. 3.
- Formule.** **11.** Notice of the granting of the letters patent shall be forthwith given by the Provincial Secretary or the Assistant Provincial Secretary, by one insertion in the *Quebec Official Gazette*, as in form 4; and, subject to such publication, but counting from the date of the letters patent, the persons therein named, and such persons as have become subscribers to the memorandum of agreement or who thereafter become shareholders in the company, shall be a corporation, by the name mentioned in the letters patent. R. S. 1941, c. 276, s. 11; 9-10 Eliz. II, c. 80, s. 3.
- Correction des lettres patentes.** **12.** Quand des lettres patentes renferment quelque erreur de nom, ou une désignation inexacte, ou quelque faute de copiste, le secrétaire de la province ou le sous-secrétaire de la province peut, s'il n'y a pas de réclamation contraire, ordonner que les lettres patentes vicieuses soient corrigées ou annulées et qu'il en soit émises de correctes en leurs lieu et place.
- Effect.** **12.** Whenever the letters patent contain any misnomer, mis-description or other clerical error, the Provincial Secretary or the Assistant Provincial Secretary may, if there be no adverse claim, direct such letters patent to be corrected or to be cancelled, and correct ones to be issued in their stead.
- Effect.** The new or corrected letters patent shall have the same effect as if correctly issued at the date of the original letters patent, and acquired rights of third persons shall not be affected by such correction or re-issue.
- Avis.** **12.** Avis de la correction des lettres patentes ou de l'émission de nouvelles lettres patentes est immédiatement donné par le secrétaire de la province ou le sous-secrétaire de la province dans la *Gazette Officielle de Québec*, suivant la formule 5. S. R. 1941, c. 276, a. 12; 9-10 Eliz. II, c. 80, a. 3.
- Notice.** Notice of the correction of such letters patent or of the issue of new letters patent, shall forthwith be given by the Provincial Secretary or the Assistant Provincial Secretary in the *Quebec Official Gazette*, as in form 5. R. S. 1941, c. 276, s. 12; 9-10 Eliz. II, c. 80, s. 3.

SECTION V

DES COMPAGNIES À ACTIONS SANS VALEUR
NOMINALE

- Actions sans valeur nominale.** **13. 1.** Le capital autorisé d'une compagnie, à l'exception des actions rachetables ou prioritaires quant au capital, peut consister en totalité ou en partie d'actions sans valeur nominale.
- Capital versé.** **2.** Lorsque le capital autorisé d'une compagnie comprend des actions sans valeur nominale, son capital versé est, à l'égard de ces actions, un montant égal

DIVISION V

COMPANIES HAVING SHARES WITHOUT ANY
NOMINAL OR PAR VALUE

- 13. (1)** The authorized capital of a company, except redeemable shares or shares having priority as to capital, may consist in whole or in part of shares without par value.
- (2)** When the authorized capital of a company includes shares without par value, its paid-up capital, with respect to such shares, shall be an amount equal to

	à l'ensemble de la considération reçue par la compagnie pour celles de ces actions qui sont émises.	the aggregate of the consideration received by the company for such of such shares as are issued.
Valeur des actions.	3. Chaque action sans valeur nominale est égale à toute autre action similaire du capital-actions, sous réserve des droits, conditions ou restrictions privilégiés ou spéciaux afférents à toute catégorie d'actions.	(3) Each share without par value shall be equal to every other similar share of the capital stock, subject to the preferred or special rights, conditions or limitations attaching to any class of shares. Equality of shares.
Contenu du certificat.	4. Tout certificat d'actions sans valeur nominale doit porter à sa face, en caractères lisiblement écrits ou imprimés, le nombre d'actions qu'il représente et le nombre de telles actions que la compagnie est autorisée à émettre, et ce certificat ne doit pas mentionner de valeur nominale pour ces actions.	(4) Every certificate for shares without par value shall state on its face, in legible written or printed characters, the number of shares which it represents and the number of such shares which the company is authorized to issue, and such certificate shall not mention any par value for such shares. Share certificate.
Considération de la répartition.	5. En l'absence d'autres dispositions à cet égard dans les lettres patentes, les lettres patentes supplémentaires ou les règlements de la compagnie, l'émission et la répartition des actions sans valeur nominale peuvent être effectuées à l'occasion pour la considération payable en espèces, en biens ou en services qui peut être fixée par le conseil d'administration de la compagnie; et toutes les actions ainsi émises sont censées entièrement libérées sur réception par la compagnie de la considération pour leur émission et répartition, et le détenteur de ces actions n'en est pas responsable envers la compagnie ou ses créanciers. S. R. 1941, c. 276, a. 13; 12-13 Eliz. II, c. 59, a. 3.	(5) In the absence of other provisions in that respect in the letters patent, supplementary letters patent or by-laws of the company, the shares without par value may be issued and allotted from time to time for such consideration, payable in cash, property or services, as may be fixed by the board of directors of the company; and all shares so issued shall be deemed fully paid upon receipt by the company of the consideration for their issue and allotment, and the holder of such shares shall not be liable to the company or its creditors in respect thereof. R. S. 1941, c. 276, s. 13; 12-13 Eliz. II, c. 59, s. 3. Consideration for allotment.

SECTION VI

DES COMPAGNIES EXISTANTES

Requête. **14. 1.** Toute compagnie constituée en corporation avant le 14 février 1920, en vertu d'une loi spéciale ou d'une loi générale de cette province, autre que la loi 31 Victoria, chapitre 25, ou la Loi corporative des compagnies à fonds social, étant les articles 4694 à 4753 des Statuts refondus, 1888, ou la loi 7 Edouard VII, chapitre 48, ou la Loi des compagnies de Québec, étant les articles 6002 à 6090 des Statuts refondus, 1909, et les amendements à ces lois, pour un objet pour lequel la présente partie permet d'accorder des lettres patentes, et qui est actuellement une compagnie existante et valide, peut demander des lettres patentes pour faire ses opérations sous

DIVISION VI

EXISTING COMPANIES

14. (1) Any company incorporated before February 14th, 1920, for any purpose or object for which letters patent may be issued under this Part, whether under a special or a general act of this Province, other than the act 31 Victoria, Chapter 25, or the joint stock companies' incorporation act, being articles 4694 to 4753 of the Revised Statutes, 1888, or the act 7 Edward VII, Chapter 48, or The Quebec Companies' Act, being articles 6002 to 6090 of the Revised Statutes, 1909, and amendments thereto, and now being a subsisting and valid corporation, may apply for letters patent to carry on its business under this Part; and the Lieuten- Application.

	l'empire de la présente partie; et le lieutenant-gouverneur peut accorder l'émission de lettres patentes constituant les actionnaires de ladite compagnie en corporation comme compagnie régie par la présente partie.	ant-Governor may direct the issue of letters patent incorporating the shareholders of the said company as a company under this Part.
Actionnaires.	2. Il n'est pas nécessaire de mentionner les noms des actionnaires dans les lettres patentes.	(2) It shall not be necessary in any such letters patent to set out the names of the shareholders. Shareholders.
Avis.	3. Le secrétaire de la province ou le sous-secrétaire de la province doit aussitôt après l'octroi des lettres patentes, en donner avis par une insertion dans la <i>Gazette officielle de Québec</i> suivant la formule 6.	(3) Notice of the granting of the letters patent shall be forthwith given by the Provincial Secretary or the Assistant Provincial Secretary, by one insertion in the <i>Quebec Official Gazette</i> , as in form 6. Notice.
Succes-sion.	4. Sujet à cette publication, mais à compter de l'émission des lettres patentes, tous les droits, biens et obligations de l'ancienne compagnie passent à la nouvelle, et toutes les procédures qui auraient pu être commencées et continuées par ou contre l'ancienne compagnie peuvent l'être par ou contre la nouvelle.	(4) Subject to such publication, but counting from the issue of such letters patent, all the rights, property and obligations of the former company shall be and become transferred to the new company, and all proceedings may be commenced or continued by or against the new company that might have been commenced or continued by or against the old company. Succession.
Disposi-tions ap-plicables.	5. La compagnie, par la suite, est régie à tous égards par les dispositions de la présente partie, sauf que la responsabilité des actionnaires envers les créanciers de l'ancienne compagnie reste ce qu'elle était avant l'obtention des lettres patentes. S. R. 1941, c. 276, a. 14; 9-10 Eliz. II, c. 80, a. 3.	(5) The company shall thereafter be governed in all respects by the provisions of this Part, except that the liability of the shareholders to creditors of the old company shall remain as at the time of the issue of the letters patent. R. S. 1941, c. 276, s. 14; 9-10 Eliz. II, c. 80, s. 3. Provisions to apply.
Augmen-tation des pouvoirs.	15. Lorsqu'une compagnie existante demande des lettres patentes sous l'empire de la présente partie, le lieutenant-gouverneur peut étendre, par ces lettres patentes, suivant le désir des requérants, les pouvoirs de la compagnie à tous autres objets pour lesquels la présente partie permet d'accorder des lettres patentes, qu'il juge convenable de comprendre dans les lettres. S. R. 1941, c. 276, a. 15.	15. If an existing company applies for the issue of letters patent under this Part, the Lieutenant-Governor may, by the letters patent, extend the powers of the company to such other objects for which letters patent may be issued under this Part as the applicant desires, and as the Lieutenant-Governor thinks fit to include in the letters patent. R. S. 1941, c. 276, s. 15. Extended powers.
Premiers adminis-trateurs.	16. Le lieutenant-gouverneur peut désigner les premiers administrateurs de la nouvelle compagnie, dans les lettres patentes, et celles-ci peuvent être accordées à la nouvelle compagnie, soit sous le nom de l'ancienne, soit sous tout autre nom. S. R. 1941, c. 276, a. 16.	16. The Lieutenant-Governor may in any letters patent issued under this Part to any existing company name the first directors of the new company, and the letters patent may be issued to the new company by the name of the old company or by another name. R. S. 1941, c. 276, s. 16. First directors.
Nom.		Name.

SECTION VII

DE LA CONVERSION D'UNE COMPAGNIE SANS
CAPITAL-ACTIONS EN COMPAGNIE À
FONDS SOCIALRègle-
ment.

17. Une corporation constituée sans capital-actions en vertu de la troisième partie de la présente loi ou de toute autre loi générale ou spéciale de cette province peut, avec le consentement par écrit d'au moins les quatre cinquièmes des membres présents à une assemblée générale spéciale convoquée à cette fin, pourvoir, par règlement, à la création d'un capital divisé en actions ainsi qu'à la répartition et au paiement de ces actions; elle peut aussi prescrire les droits et privilèges des actionnaires. Ce règlement doit ensuite être transmis au secrétaire de la province ou au sous-secrétaire de la province, pour être confirmé par lettres patentes ou lettres patentes supplémentaires; et ce dernier doit en donner avis par une insertion dans la *Gazette officielle de Québec*, suivant la formule 7.

Lettres
patentes.Date de la
conver-
sion.

Sujet à la publication de cet avis, mais à compter de l'émission des lettres patentes ou des lettres patentes supplémentaires, la corporation cesse d'être régie par les dispositions de la troisième partie et est, à tous égards, soumise aux dispositions de la présente partie.

Cas
spécial.

Dans le cas d'une corporation constituée sous l'empire d'une loi générale ou spéciale, le règlement doit en outre, s'il n'y a pas été pourvu dans la charte la constituant en corporation, contenir tous les énoncés requis par l'article 7. S. R. 1941, c. 276, a. 17; 9-10 Eliz. II, c. 80, a. 4.

SECTION VIII

DE LA FUSION DES COMPAGNIES

Fusion.

18. 1. Deux ou plusieurs compagnies auxquelles s'applique la présente partie, poursuivant la même fin ou des fins similaires peuvent, de la manière qui y est prévue, se fusionner et faire tous les contrats et conventions nécessaires à cette fin.

Acte
d'accord.

2. Les compagnies qui projettent une fusion peuvent préparer à cette fin un acte d'accord prescrivant les termes et conditions de la fusion, la manière de la mettre à effet, le nom de la nouvelle compagnie, les

DIVISION VII

CONVERSION OF CORPORATION WITHOUT SHARE
CAPITAL INTO JOINT STOCK
COMPANY

17. A corporation without share capital, incorporated under Part III of this act or under any other special or general act of this Province, may, with the consent in writing of at least four-fifths of the members present at a special general meeting called for such purpose, provide by by-law for the creation of a capital divided into shares and for the allotment and payment of such shares, and may fix and prescribe the rights and privileges of the shareholders. Such by-law shall be forthwith transmitted to the Provincial Secretary or to the Assistant Provincial Secretary to be confirmed by letters patent or by supplementary letters patent; and the latter shall give notice thereof, by one insertion in the *Quebec Official Gazette*, as in form 7.

By-law.

Letters
patent.

Subject to the publication of such notice, but counting from the issue of the letters patent or supplementary letters patent, the corporation shall cease to be governed by the provisions of Part III, and shall in every respect be subject to the provisions of this Part.

Date of
conver-
sion.

In the case of a corporation incorporated under any general or special act, the by-law must, moreover, if not so provided in its charter of incorporation, contain all the declarations contained in section 7. R. S. 1941, c. 276, s. 17; 9-10 Eliz. II, c. 80, s. 4.

Special
case.

DIVISION VIII

AMALGAMATION OF COMPANIES

18. (1) Any two or more companies to which this Part applies, having the same or similar objects, may, in the manner herein provided, amalgamate, and may enter into all contracts and agreements necessary to such amalgamation.

Amalga-
mation.

(2) The companies proposing to amalgamate may enter into a joint agreement for such amalgamation, prescribing the terms and conditions thereof, the mode of carrying the same into effect, and stating the

Joint
agree-
ment.

noms, occupations et résidences de ses administrateurs provisoires, le mode d'élection des administrateurs subséquents, et tous autres détails nécessaires pour opérer la fusion et pourvoir à l'administration subséquente et au fonctionnement de la nouvelle compagnie, le nombre d'actions du capital de chacune des compagnies qui se fusionnent, la valeur au pair de chaque action, ainsi que le mode de conversion du capital-actions de chacune de ces compagnies en celui de la nouvelle.

Actionnaires.

3. L'acte d'accord doit être soumis aux actionnaires de chacune des compagnies qui se fusionnent, à une assemblée générale spéciale convoquée à cette fin.

Vote.

4. Si le vote d'au moins les deux tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à cette assemblée est en faveur de l'adoption de l'acte d'accord, le fait doit être certifié sur l'acte d'accord même, par le secrétaire de chacune de ces compagnies et sous le sceau de ces dernières.

Requête pour lettres patentes.

5. Les compagnies qui se fusionnent peuvent alors, par une requête conjointe, demander au lieutenant-gouverneur des lettres patentes, confirmant l'acte d'accord; si cette demande est accordée, avis en devra être publié par le secrétaire de la province ou le sous-secrétaire de la province, une fois dans la *Gazette officielle de Québec*, suivant la formule 8; et, sujet à cette publication, mais, à compter de la date des lettres patentes, les compagnies seront censées fusionnées et ne former qu'une seule corporation sous le nom donné dans les lettres patentes, et la compagnie ainsi constituée possédera tous les biens, droits, privilèges et franchises, et sera sujette à tous les contrats, responsabilités, incapacités et devoirs de chacune des compagnies ainsi fusionnées.

Date de la fusion.

Droits des créanciers.

6. Les droits des créanciers sur les biens des compagnies fusionnées en vertu des dispositions de la présente partie, de même que les charges sur ces biens, ne seront pas affectés par cette fusion, mais les dettes et obligations de ces compagnies seront à la charge, par la suite, de la compagnie nouvellement constituée et pourront être recouvrées de cette dernière ou rendues exé-

name of the new company, the names, callings and places of residence of the provisional directors thereof, and how and when the subsequent directors shall be elected, with such other details as may be necessary to perfect the amalgamation and to provide for the subsequent management and working of the new company, and the number of shares of the capital, the par value of each share, and the manner of converting the share capital of each of the companies into that of the new company.

(3) The agreement shall be submitted to the shareholders of each of the companies at a general meeting thereof called for the purpose of taking the same into consideration.

(4) If the vote of at least two-thirds in value of the shares represented by the shareholders present at such meeting is for the adoption of the agreement, that fact shall be certified upon the agreement by the secretary of each of such companies under the corporate seal thereof.

(5) Thereupon the amalgamating companies by their joint application may apply to the Lieutenant-Governor for letters patent confirming the agreement; if such application be granted, notice thereof shall be given by the Provincial Secretary or the Assistant Provincial Secretary by one insertion in the *Quebec Official Gazette*, as in form 8; and, subject to such notice, but counting from the date of the letters patent, the companies shall be deemed to be amalgamated and to form one corporation by the name in the letters patent provided, and the company so incorporated shall possess all the property, rights, privileges and franchises, and be subject to all the liabilities, contracts, disabilities and duties of each of the companies so amalgamated.

(6) All rights of creditors against the property, rights and assets of a company amalgamated or reincorporated under the provisions of this Part, and all liens upon its property, rights and assets, shall be unimpaired by such amalgamation or reincorporation, and all debts, contracts, liabilities and duties of such company shall thenceforth attach to the new reincorpo-

Shareholders.

Vote.

Application for letters patent.

Notice.

Date of amalgamation.

Rights of creditors.

cutoires contre elle comme si elle avait elle-même encouru ou contracté ces dettes et obligations. S. R. 1941, c. 276, a. 18; 9-10 Eliz. II, c. 80, a. 3.

rated company, and may be enforced against it to the same extent as if such debts, contracts, liabilities and duties had been incurred or contracted by it. R. S. 1941, c. 276, a. 18; 9-10 Eliz. II, c. 80, s. 3.

SECTION IX

DU CHANGEMENT DE NOM

Objec-
tions au
nom.

Lettres
patentes
supplé-
mentaires.

Demande
de la com-
pagnie.

Avis.

Date du
change-
ment.

19. S'il est démontré, à la satisfaction du secrétaire de la province, que le nom d'une compagnie (soit que ce nom lui ait été donné par les premières lettres patentes, ou par des lettres patentes supplémentaires, ou à la suite d'une fusion) est le même que celui d'une compagnie existante, constituée ou non en corporation, sauf si cette dernière y consent, ou y ressemble tellement qu'il puisse être confondu avec ce nom, ou que l'on puisse autrement y avoir objection pour des raisons d'intérêt public, le lieutenant-gouverneur peut accorder des lettres patentes supplémentaires amendant les lettres patentes antérieures et changeant le nom de la compagnie en quelque autre qui est indiqué par les lettres patentes supplémentaires. S. R. 1941, c. 276, a. 19; 9-10 Eliz. II, c. 80, a. 6.

20. Lorsqu'une compagnie désire prendre un autre nom, le lieutenant-gouverneur, sur preuve jugée par lui satisfaisante qu'elle ne demande pas ce changement dans un but illégitime, peut ordonner l'émission de lettres patentes supplémentaires amendant les lettres patentes antérieures et changeant le nom de la compagnie en quelque autre qui est indiqué par les lettres patentes supplémentaires. S. R. 1941, c. 276, a. 20.

21. Le secrétaire de la province, aussitôt après l'octroi des lettres patentes supplémentaires mentionnées dans les articles 19 et 20 en donne avis par une insertion dans la *Gazette officielle de Québec*, suivant la formule 9. Sujet à cette publication, mais à compter de la date des lettres patentes supplémentaires, la compagnie est désignée sous le nouveau nom mentionné dans ces lettres patentes supplémentaires. S. R. 1941, c. 276, a. 21; 9-10 Eliz. II, c. 80, a. 6.

DIVISION IX

CHANGE OF NAME

19. If it be made to appear, to the satisfaction of the Provincial Secretary, that the name of a company (whether given by the original or by supplementary letters patent, or on amalgamation) is the same as the name of an existing incorporated or unincorporated company, unless with the consent of the latter, or so similar thereto as to be liable to be confounded therewith, or otherwise on public grounds objectionable, the Lieutenant-Governor may direct the issue of supplementary letters patent, amending the former letters and changing the name of the company to some other name which shall be set forth in the supplementary letters patent. R. S. 1941, c. 276, s. 19; 9-10 Eliz. II, c. 80, s. 6.

20. When a company desires to adopt another name, the Lieutenant-Governor, upon being satisfied that the change desired is not for any improper purpose, may direct the issue of supplementary letters patent, amending the former letters patent and changing the name of the company to some other name, which shall be set forth in the supplementary letters patent. R. S. 1941, c. 276, s. 20.

21. Notice of the granting of the supplementary letters patent mentioned in sections 19 and 20 shall be given forthwith by the Provincial Secretary by one insertion in the *Quebec Official Gazette*, as in form 9. Subject to such publication, but counting from the date of the supplementary letters patent, the company shall be described by the new name set forth in such supplementary letters patent. R. S. 1941, c. 276, s. 21; 9-10 Eliz. II, c. 80, s. 6.

Effets
du chage-
ment.

22. Aucun changement de nom, fait en vertu des articles 19 et 20, n'apporte de modification aux droits ou obligations de la compagnie; et les procédures qui auraient pu être commencées ou continuées par ou contre la compagnie, sous son premier nom, peuvent l'être par ou contre elle, sous son nom nouveau. S. R. 1941, c. 276, a. 22.

22. No alteration of its name under sections 19 and 20 shall affect the rights or obligations of the company; and all proceedings may be commenced or continued by or against the company under its new name that might have been commenced or continued by or against the company under its former name. R. S. 1941, c. 276, s. 22.

Effect of
change.

SECTION X

DU TARIF DES DROITS ET DE L'ENREGISTREMENT
DES LETTRES PATENTESTarif des
droits.

23. 1. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire, amender, remplacer et abroger des tarifs des droits et honoraires payables lors de la demande de lettres patentes et de lettres patentes supplémentaires, ainsi qu'à l'occasion de tout acte qui doit être fait par le secrétaire de la province, par un officier de ce ministère, de même que par le lieutenant-gouverneur ou par une personne quelconque, en vertu de la présente partie.

Variation.

2. S'il le juge à propos, le lieutenant-gouverneur en conseil peut graduer ce tarif des droits suivant la nature de la compagnie, le chiffre de son capital-actions ou les autres caractères qu'elle présente.

Paiement.

3. Les lettres patentes ou lettres patentes supplémentaires accordées en vertu de la présente partie, ne sont livrées qu'après que tous les droits et honoraires exigibles ont été dûment payés.

Enregis-
trement.

4. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut également prescrire la manière dont les lettres patentes et les lettres patentes supplémentaires seront enregistrées, et déterminer toutes autres matières et formalités pour assurer la mise à exécution de la présente partie. S. R. 1941, c. 276, a. 23; 9-10 Eliz. II, c. 80, a. 7.

DIVISION X

TARIFF OF FEES AND REGISTRATION OF LETTERS
PATENT

23. (1) The Lieutenant-Governor in Council may, from time to time, establish, alter, replace or repeal the tariff of the duties and fees to be paid on application for letters patent and supplementary letters patent, as well as for every act to be done by the Provincial Secretary, by the Department of the Provincial Secretary, or by an officer of such department, as well as by the Lieutenant-Governor or by any person whomsoever, under this Part.

Tariff
of fees,
etc.

(2) The amount of the fees may be varied according to the nature of the company, the amount of the capital stock and other particulars, as the Lieutenant-Governor in Council thinks fit.

Variation.

(3) No letters patent or supplementary letters patent issued under this Part shall be delivered until after all duties and fees payable thereon are duly paid.

Payment.

(4) The Lieutenant-Governor in Council may likewise prescribe the manner in which letters patent and supplementary letters patent shall be registered, and may determine all other matters and prescribe all formalities necessary to ensure the carrying out of the objects of this Part. R. S. 1941, c. 276, s. 23; 9-10 Eliz. II, c. 80, s. 7.

Registra-
tion, etc.

SECTION XI

DE L'ANNULATION DE LA CHARTE

Annula-
tion.

24. À moins qu'un autre délai ne soit fixé dans les lettres patentes qui constituent une compagnie en corporation, la charte de la compagnie devient nulle de

DIVISION XI

FORFEITURE OF CHARTER

24. Unless another delay be specified in the letters patent incorporating a company, the charter of the company shall be forfeited *de jure* by non-user during

Non-user.

plein droit si la compagnie n'en a pas fait usage pendant trois années consécutives, ou si elle n'a pas commencé réellement ses opérations dans le délai de trois années à compter du jour où elle lui a été accordée sans qu'il soit nécessaire que la nullité de la charte soit confirmée par jugement d'une cour de justice. S. R. 1941, c. 276, a. 25.

three consecutive years, or if the company does not go into actual operation within three years after it is granted, without it being necessary that the forfeiture of the charter be confirmed by judgment of a court of justice. R. S. 1941, c. 276, s. 25.

Annulation de charte.

25. 1. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut décréter l'annulation de la charte d'une compagnie constituée par lettres patentes, qui n'a pas produit, pendant deux années consécutives, le rapport exigible en vertu de l'article 4 de la Loi des renseignements sur les compagnies (chap. 273).

25. (1) The Lieutenant-Governor in Council may order the annulment of the charter of any company constituted by letters patent, which has not filed, during two consecutive years, the return required under section 4 of the Companies Information Act (Chap. 273).

Cancellation of charter.

Avis.

Un avis de cette annulation est publié, par le secrétaire de la province, dans la *Gazette officielle de Québec* et à compter de cette publication la compagnie prend fin.

A notice of such annulment shall be published, by the Provincial Secretary, in the *Quebec Official Gazette*, and as from such publication the company shall become dissolved.

Notice.

Annulation de charte.

2. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut également décréter l'annulation de la charte d'une compagnie constituée par lettres patentes qui n'a pas produit, dans le délai déterminé, un rapport qui lui est réclamé par l'avis publié dans la *Gazette officielle de Québec*, en conformité des dispositions du second alinéa de l'article 5 de la Loi des renseignements sur les compagnies (chap. 273).

(2) The Lieutenant-Governor in Council may also order the annulment of the charter of any company constituted by letters patent, which has not filed, within the delay fixed, a return which is required from it by notice published in the *Quebec Official Gazette* in conformity with provisions of the second paragraph of section 5 of the Companies Information Act (Chap. 273).

Cancellation of charter.

Avis.

Un avis de cette annulation est publié par le secrétaire de la province dans la *Gazette officielle de Québec* et, à compter de cette publication, la compagnie prend fin.

A notice of such annulment shall be published, by the Provincial Secretary, in the *Quebec Official Gazette*, and as from such publication, the company shall become dissolved.

Notice.

Responsabilité des administrateurs.

3. Nonobstant l'annulation décrétée en vertu du paragraphe 1 ou du paragraphe 2, les personnes qui agissaient comme administrateurs de la compagnie, lors de l'annulation de sa charte, sont conjointement et solidairement responsables des dettes de la compagnie existantes lors de l'annulation envers tout créancier de la compagnie.

(3) Notwithstanding the annulment ordered under subsection 1 or subsection 2, the persons who acted as directors of the company, when its charter was so annulled, shall remain jointly and severally responsible for the company's debts as same existed at the time of such annulments towards any creditor of the company.

Liability of directors.

Recours.

Les recours pour pénalité en vertu des articles 4 et 5 de ladite Loi des renseignements sur les compagnies peuvent être exercés nonobstant cette annulation. S. R. 1941, c. 276, aa. 25a à 25c; 10 Geo. VI, c. 48, a. 1; 9-10 Eliz. II, c. 80, a. 6.

Any prosecutions for penalty under sections 4 and 5 of the Companies Information Act may be instituted notwithstanding such annulment. R. S. 1941, c. 276, ss. 25a to 25c; 10 Geo. VI, c. 48, s. 1; 9-10 Eliz. II, c. 80, s. 6.

Recourse.

SECTION XII

DIVISION XII

DE L'ABANDON DE LA CHARTE

SURRENDER OF CHARTER

Abandon
de la
charte.Condi-
tions.Annula-
tion.

Avis.

Respon-
sabilité
des admi-
nistra-
teurs.

26. 1. La charte d'une compagnie constituée par lettres patentes peut être abandonnée si cette compagnie prouve, à la satisfaction du secrétaire de la province:

a) Qu'elle n'a ni dettes ni obligations; ou

b) Qu'elle s'est départie de ses biens, a divisé son actif proportionnellement entre ses actionnaires ou membres et n'a pas de dettes ou de passif; ou

c) Qu'il a été pourvu aux dettes et obligations de la compagnie, ou que le paiement en a été assuré, ou que les créanciers de la compagnie ou leurs ayants droit y consentent; et

d) Que la compagnie a donné avis qu'elle demandera la permission d'abandonner sa charte, en publiant cet avis une fois dans la *Gazette officielle de Québec*, et une fois dans un journal français et une fois dans un journal anglais, publiés dans la localité, ou dans une localité aussi rapprochée que possible de celle où elle a son siège social.

2. Le secrétaire de la province peut, si l'on s'est dûment conformé aux dispositions de la présente partie, accepter l'abandon de la charte, en ordonner l'annulation, puis fixer une date à compter de laquelle la compagnie sera dissoute. Avis de cette dissolution sera publié une fois, par le secrétaire de la province ou le sous-secrétaire de la province, dans la *Gazette officielle de Québec*, suivant la formule 10, et, sur ce, la compagnie prendra fin, à compter de la date déterminée. S. R. 1941, c. 276, a. 26; 10 Geo. VI, c. 48, a. 2; 9-10 Eliz. II, c. 80, a. 6.

27. Nonobstant la dissolution d'une compagnie en exécution de l'article 26, les personnes qui agissaient comme administrateurs de cette compagnie lors de sa dissolution sont conjointement et solidairement responsables pour les dettes de la compagnie existantes lors de la dissolution, envers tout créancier de la compagnie qui n'a pas donné le consentement prévu par ledit article 26, à moins que l'administrateur poursuivi n'établisse sa bonne foi. S. R. 1941, c. 276, a. 27.

26. (1) The charter of a company incorporated by letters patent may be surrendered if the company prove, to the satisfaction of the Provincial Secretary,—

(a) That it has no debts or obligations; or

(b) That it has parted with its property, divided its assets rateably amongst its shareholders or members, and has no debts or liabilities; or

(c) That the debts and obligations of the company have been duly provided for or protected, or that the creditors of the corporation or their assignees consent; and

(d) That the company has given notice of the application for leave to surrender its charter, by publishing the same once in the *Quebec Official Gazette* and once in a newspaper published in the French language and once in a newspaper published in the English language at or as near as may be to the place where the company has its head office.

(2) The Provincial Secretary upon a due compliance with the provisions of this Part, may accept a surrender of the charter, direct its cancellation, and fix a date upon and from which the company shall be dissolved. Notice of such dissolution shall be given by the Provincial Secretary or the Assistant Provincial Secretary by one insertion in the *Quebec Official Gazette*, as in form 10, and the company shall thereupon become dissolved from and after the date fixed. R. S. 1941, c. 276, s. 26; 10 Geo. VI, c. 48, s. 2; 9-10 Eliz. II, c. 80, s. 6.

27. Notwithstanding the dissolution of a company under the application of the provisions of section 26, the persons acting as directors of such company at the time of its dissolution shall be jointly and severally liable for the debts of the company existing at the time of the dissolution, to every creditor of the company who has not given the consent contemplated by the said section 26, unless the director against whom suit is brought establish his good faith. R. S. 1941, c. 276, s. 27.

SECTION XIII

DIVISION XIII

DES POUVOIRS GÉNÉRAUX ET DES DEVOIRS DE LA
COMPAGNIEGENERAL POWERS AND DUTIES
OF THE COMPANYExercice
des
pouvoirs.

28. Les pouvoirs conférés à la compagnie par les lettres patentes ou les lettres patentes supplémentaires sont exercés conformément aux dispositions et avec les restrictions que contient la présente partie. S. R. 1941, c. 276, a. 28.

28. All powers given to the company by the letters patent or supplementary letters patent shall be exercised subject to the provisions and restrictions contained in this Part. R. S. 1941, c. 276, s. 28.

Exercice
of powers.Pouvoirs
généraux.

29. La compagnie peut acquérir et posséder tous biens meubles et immeubles, aliéner ses biens meubles ou immeubles et hypothéquer ces derniers; et elle est immédiatement saisie de toute propriété et des droits mobiliers et immobiliers, possédés pour elle jusqu'à la date des lettres patentes en vertu de tout fidéicomis créé en vue de sa constitution en corporation, ainsi que de tous pouvoirs, privilèges et immunités nécessaires ou inhérents à son entreprise.

29. The company may acquire and hold moveable and immoveable property, may sell and alienate such property, both moveable and immoveable, and hypothecate the latter, and shall forthwith become and be vested with all property and rights, moveable and immoveable, held for it up to the date of the letters patent, under any trust created with a view to its incorporation, and with all the powers, privileges and immunities requisite or incidental to the carrying on of its undertaking.

General
powers.Pouvoirs
addition-
nels.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent et sans restriction quant à leur application, la compagnie peut, sauf exclusion expresse dans les lettres patentes ou les lettres patentes supplémentaires:

Subject to the provisions of the preceding paragraph and without restricting their application, and saving express exclusion in the letters patent or supplementary letters patent, the company may:

Addition-
a powers.

a) acquérir, louer, échanger et détenir tous biens meubles et immeubles, droits et privilèges et en disposer par vente ou autrement;

(a) acquire, lease, exchange and hold any moveable or immoveable property, rights or privileges and dispose of the same by sale or otherwise;

b) solliciter, acquérir, mettre en valeur, utiliser, ou transiger avec des tiers pour leur mise en valeur ou leur utilisation, des brevets d'invention ou des droits sur ces brevets, des droits d'auteur, marques de commerce, formules, permis, concessions et intérêts de même nature, susceptibles de profiter à la compagnie ou de servir à quelque une de ses fins;

(b) apply for, acquire, develop, use or transact with others for the development or use of any patents or patent rights, copyrights, trade-marks, formulae, licences, concessions and the like calculated to benefit the company or to further any of its objects;

c) conclure, avec toute personne, société ou corporation exerçant ou se proposant d'exercer un commerce, une industrie ou des opérations qui peuvent être profitables à la compagnie, des conventions ayant trait au partage de profits ou de risques communs, à la fusion d'intérêts, à des concessions réciproques, à une coopération mutuelle et à toutes autres fins similaires;

(c) make with any person, society or corporation carrying on or about to carry on any trade, industry or business capable of benefiting the company, any agreement for sharing of profits, or joint adventure, union of interests, reciprocal concession, mutual co-operation or other similar purposes;

d) conclure avec toute autorité publique des arrangements de nature à favo-

(d) make with any public authority arrangements calculated to facilitate the

riser la poursuite des fins de la compagnie, les exécuter, exercer les droits et privilèges qui en résultent et remplir les obligations qui en découlent;

e) construire, posséder, entretenir, améliorer et utiliser, sur ses propriétés ou sur celles dont elle a la jouissance, tous ouvrages susceptibles de favoriser ses intérêts, et contribuer ou aider de toute manière à la construction, à l'amélioration et à l'entretien de tels ouvrages;

f) faire des prêts à toute corporation, société ou personne en relations d'affaires avec la compagnie, ainsi qu'à toute corporation dans le fonds social de laquelle elle possède des actions ou dont elle détient des obligations, les aider à obtenir des fonds et garantir l'exécution de leurs engagements;

g) émettre, endosser, accepter et escompter des billets à ordre, lettres de change, mandats et autres effets négociables;

h) vendre ou autrement aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise de la compagnie, pour toute considération qu'elle juge convenable, y compris des actions, obligations et autres valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables, en partie ou dans l'ensemble, à ceux de la compagnie;

i) rémunérer, en espèces, au moyen d'attribution d'actions, obligations ou autres valeurs de la compagnie, ou autrement, les services rendus relativement à la formation et à l'organisation de la compagnie, ainsi qu'à la vente, au placement ou à la garantie de placement d'actions, obligations et autres valeurs de la compagnie;

j) établir et maintenir ou aider à l'établissement ou au maintien de caisses de secours ou de retraite en faveur des employés, actuels ou anciens, de la compagnie ou de ses prédécesseurs en affaires, ou des parents ou personnes à charge de ces employés, leur accorder des pensions et des allocations et effectuer à leur acquit le paiement de primes d'assurance, le tout sujet à l'approbation du surintendant des assurances;

k) souscrire ou garantir des fonds pour fins de charité, de bienfaisance, d'éducation ou d'œuvres artistiques;

l) faire connaître ses produits ou ses opérations par tout mode légal de publicité

pursuit of the company's objects, and carry out the same and exercise the rights and privileges and discharge the obligations resulting therefrom;

(e) construct, possess, maintain, improve and use, on its properties or on those of which it has the enjoyment, any works capable of furthering its interests, and contribute to or assist in any way the construction, improvement and maintenance of such works;

(f) make loans to any corporation, society or person having business dealings with the company, or to any corporation any shares or securities of which are held by the company, assist them to obtain funds and guarantee the performance of their obligations;

(g) issue, endorse, accept and discount promissory notes, bills of exchange, warrants and other negotiable instruments;

(h) sell or otherwise dispose of the undertaking of the company in whole or in part for such consideration as it may think fit, including shares, bonds and other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

(i) pay, in cash or by the allotment of shares, bonds or other securities of the company or otherwise, for services rendered in respect of the formation and organization of the company and the sale, placing or guaranteeing of the placing of any shares, bonds or other securities of the company;

(j) establish and maintain or aid in the establishment or maintenance of relief or superannuation funds for present or former employees of the company or its predecessors in business, or the relatives or dependents of such employees, grant pensions and allowances to them and pay insurance premiums for them, the whole subject to the approval of the superintendent of insurance;

(k) subscribe or guarantee funds for charitable, benevolent, educational or artistic purposes;

(l) make known its products or activities by any legal mode of advertising which it

qu'elle juge utile à ses fins, y compris l'achat et l'exposition d'oeuvres d'art ou d'intérêt général, l'édition de livres et de périodiques, l'annonce par radiophonie, télévision et dans les journaux, revues et autres publications;

m) placer les deniers disponibles de la compagnie de toute autre manière qu'elle juge dans son intérêt;

n) prendre et détenir des privilèges ou des hypothèques en garantie du paiement du prix de vente d'une partie quelconque de ces biens ou de remboursement de toute créance qui lui est due, et disposer de ces créances privilégiées et hypothécaires par vente ou autrement;

o) exercer toute activité et prendre toute mesure incidente ou accessoire aux pouvoirs accordés à la compagnie par le présent article et par ses lettres patentes ou se rattachant à la réalisation de ses objets;

p) établir des agences et des succursales et exercer les pouvoirs lui résultant de la loi et de ses lettres patentes à titre de commettant, de mandataire, d'agent ou d'entrepreneur, soit seule, soit en société ou conjointement avec toute personne, société ou corporation;

q) partager entre ses actionnaires, en nature ou autrement, tout bien de la compagnie, à la condition que ce partage ait lieu pour lui permettre d'abandonner sa charte ou dans des circonstances où il serait permis de le faire en espèces.

Autres pouvoirs.

Dispositions applicables.

Siège social.

Avis.

Nonobstant l'alinéa précédent et ses sous-paragraphes, il peut être accordé à une compagnie, par lettres patentes ou lettres patentes supplémentaires, tous autres pouvoirs conciliables avec la loi.

Au surplus et sous réserve des dispositions particulières de la présente partie, la compagnie est soumise aux obligations et restrictions et elle possède les droits et privilèges que stipule le Code civil à l'égard des corporations. S. R. 1941, c. 276, aa. 29 et 29a; 1-2 Eliz. II, c. 58, aa. 2 et 3; 12-13 Eliz. II, c. 59, a. 5.

30. La compagnie doit toujours avoir dans la localité où est le principal siège de ses affaires, un bureau qui est son domicile légal; et elle doit donner avis de la situation et de tout changement de ce bureau

may deem useful for its purposes, including the purchase and exhibition of works of art or of general interest, the publication of books and periodicals and advertising by radio and television and in newspapers, reviews and other publications;

(m) invest the available funds of the company in any manner which it may consider to be in its interests;

(n) take and hold privileges or hypothecs to secure payment of the price of sale of any portion of such property or to secure the payment of any debt due to the company, and dispose of such privileged and hypothecary rights by sale or otherwise;

(o) carry on any activity and do anything incidental or accessory to the powers granted to the company by this section and its letters patent or connected with the attainment of its objects;

(p) establish agencies and branches and exercise its powers under the law and its letters patent as principal, mandatary, agent or contractor, either alone or in partnership or in conjunction with any person, society or corporation;

(q) distribute among its shareholders, in kind or otherwise, any property of the company, provided that such distribution is made for the purpose of enabling it to surrender its charter or in circumstances where it would be lawful to make the same in cash.

Notwithstanding the preceding paragraph and its sub-paragraphs, any other lawful powers may be granted to a company by letters patent or supplementary letters patent.

Furthermore and subject to the specific provisions of this Part, the company shall be subject to the obligations and restrictions and shall possess the rights and privileges declared in the Civil Code with respect to corporations. R. S. 1941, c. 276, ss. 29 and 29a; 1-2 Eliz. II, c. 58, ss. 2 and 3; 12-13 Eliz. II, c. 59, s. 5.

30. The company shall, at all times, have an office in the place in which its chief place of business is situated, which shall be the legal domicile of the company; and notice of the situation of such

Other powers.

Provisions to apply.

Head office.

Notice.

dans la *Gazette officielle de Québec*, suivant la formule 11.

Bureaux. La compagnie peut établir ailleurs les autres bureaux et agences qu'elle juge à propos. S. R. 1941, c. 276, a. 30.

Nom. **31.** La compagnie ne peut dans le cours de ses affaires se servir d'autre nom que celui qui lui est donné par les lettres patentes.

Nom français ou anglais. Si la compagnie a un nom français et un nom anglais, ou un nom comportant une version française et une version anglaise, elle peut être légalement désignée sous son nom français ou la version française de ce nom, ou sous son nom anglais ou la version anglaise de ce nom, ou à la fois sous les deux noms ou les deux versions. S. R. 1941, c. 276, a. 31; 8-9 Eliz. II, c. 85, a. 1.

Peine. **32.** Toute compagnie qui enfreint une disposition de l'article 31 est passible, en sus des frais, d'une amende d'au moins cinquante dollars et d'au plus cent dollars pour chaque jour pendant lequel dure l'infraction. S. R. 1941, c. 276, a. 32.

Contrats. **33.** Les contrats, conventions, engagements ou marchés faits, les lettres de change tirées, acceptées ou endossées et les billets et chèques faits, tirés ou endossés au nom de la compagnie par ses agents, officiers ou serviteurs, dans l'exercice ordinaire des pouvoirs qu'ils ont recus comme tels, en vertu de ses règlements, lient la compagnie; et, dans aucun cas, il n'est nécessaire d'apposer le sceau de la compagnie sur ces contrats, conventions, engagements, marchés, lettres de change, billets ou chèques, ni de prouver qu'ils ont été faits, tirés, acceptés ou endossés, selon le cas, conformément à un règlement, ou à une résolution, ou à un ordre spécial; et la personne qui agit de la sorte comme agent, officier ou serviteur de la compagnie, ne contracte par là aucune responsabilité personnelle envers les tiers; mais rien, dans la présente partie, n'autorise la compagnie à émettre un billet payable au porteur ou un billet à ordre destiné à circuler comme papier-monnaie ou comme billet de banque. S. R. 1941, c. 276, a. 33.

office and of any change therein shall be published in the *Quebec Official Gazette*, as in form 11.

The company may establish such other offices and agencies elsewhere as it deems expedient. R. S. 1941, c. 276, s. 30.

31. The company cannot, in the carrying out of its affairs, use any name other than that given to it by the letters patent.

If the company has a French and an English name, or a name consisting of a French and an English version, it may be legally designated by its French name or the French version thereof, or by its English name or the English version thereof, or by both names or both versions. R. S. 1941, c. 276, s. 31; 8-9 Eliz. II, c. 85, s. 1.

32. Every company infringing the provisions of section 31 shall be liable, in addition to the costs, to a fine of not less than fifty dollars nor more than one hundred dollars for each day of such infringement. R. S. 1941, c. 276, s. 32.

33. Every contract, agreement, engagement or bargain made, and every bill of exchange drawn, accepted or indorsed on behalf of the company, by any agent, officer or servant of the company, in general accordance with his powers as such under the by-laws of the company, shall be binding upon the company; and in no case shall it be necessary to have the seal of the company affixed to any such contract, agreement, engagement, bargain, bill of exchange, promissory note or cheque, or to prove that the same was made, drawn, accepted or indorsed, as the case may be, in pursuance of any by-law, resolution or special order; and the person so acting as agent, officer or servant of the company shall not be thereby subjected individually to any liability whatsoever to any third person therefor; provided always that nothing in this Part shall authorize the company to issue any promissory note payable to bearer or to order and intended to be circulated as money, or as a bank-note. R. S. 1941, c. 276, s. 33.

SECTION XIV

DIVISION XIV

DE L'AUGMENTATION ET DE LA DIMINUTION DES
POUVOIRS DE LA COMPAGNIEOBTAINING OF FURTHER POWERS OR RESTRICTION
OF POWERSRésolu-
tion:

34. La compagnie peut, en tout temps, au moyen d'une résolution adoptée par le vote d'au moins les deux tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale convoquée à cette fin, autoriser les administrateurs à demander des lettres patentes supplémentaires:

Augmen-
tation de
pouvoirs;

1^o Qui étendent les pouvoirs de la compagnie à tels autres objets pour lesquels une compagnie peut être constituée en corporation en vertu de la présente partie, que mentionne la résolution; ou

Diminu-
tions des
pouvoirs.

2^o Qui diminuent ou changent les pouvoirs de la compagnie, ou modifient quelque une des dispositions des lettres patentes ou des lettres patentes supplémentaires en la manière énoncée dans la résolution. S. R. 1941, c. 276, a. 34.

34. The company may, from time to time, by a resolution passed by the vote of at least two-thirds in value of the shares represented by the shareholders present at a special general meeting called for the purpose, authorize the directors to apply for supplementary letters patent:

Résolu-
tion:

(1) Extending the powers of the company to such further or other purposes or objects for which a company may be incorporated under this Part, as set out in such resolution; or

Extend-
ing
powers;

(2) Reducing, amending or varying such powers, or any provisions of the letters patent or supplementary letters patent, in the manner set out in such resolution. R. S. 1941, c. 276, s. 34.

Restrict-
ing
powers;

Demande.

35. Les administrateurs peuvent, dans les six mois après l'adoption de cette résolution, demander au lieutenant-gouverneur des lettres patentes supplémentaires pour la faire confirmer. S. R. 1941, c. 276, a. 35.

35. The directors may, at any time within six months after the passing of any such resolution, apply to the Lieutenant-Governor for the issue of such supplementary letters patent to confirm it. R. S. 1941, c. 276, s. 35.

Applica-
tion.

Preuve.

36. Avant l'émission des lettres patentes supplémentaires, les requérants doivent établir, à la satisfaction du secrétaire de la province, que la résolution autorisant la demande a été régulièrement adoptée; et le secrétaire de la province reçoit à cet effet et conserve en dépôt toute déposition nécessaire, faite par écrit, sous serment. S. R. 1941, c. 276, a. 36; 9-10 Eliz. II, c. 80, a. 6.

36. Before such supplementary letters patent are issued, the petitioners shall establish, to the satisfaction of the Provincial Secretary, the due passing of the resolution authorizing the application, and for that purpose the Provincial Secretary shall take and keep on record any requisite evidence in writing, given under oath. R. S. 1941, c. 276, s. 36; 9-10 Eliz. II, c. 80, s. 6.

Proof.

Lettres
patentes
supplé-
mentaires.

37. Sur preuve suffisante, le lieutenant-gouverneur peut accorder des lettres patentes supplémentaires, pour étendre les pouvoirs de la compagnie à tout ou partie des objets énoncés dans la résolution, ou diminuer ou changer ces pouvoirs, tel que mentionné dans la résolution; et le secrétaire de la province ou le sous-secrétaire de la province en donne avis immédiatement dans la *Gazette officielle de Québec*, suivant la formule 12; et, après cette publication, mais à compter de la date des lettres

37. Upon due proof so made, the Lieutenant-Governor may grant supplementary letters patent extending the powers of the company to all or any of the objects set out in the resolution, or reducing, amending or varying such powers, according to the tenor of the resolution; and notice thereof shall be forthwith given by the Provincial Secretary or the Assistant Provincial Secretary, in the *Quebec Official Gazette*, according to form 12; and, after such publication, but

Supple-
mentary
letters
patent.

Notice.

Avis.

patentes supplémentaires, l'entreprise de la compagnie s'étend ou se limite aux objets énoncés dans les lettres patentes supplémentaires, comme s'ils eussent été originairement mentionnés dans les lettres patentes ou la charte constituant la compagnie en corporation. S. R. 1941, c. 276, a. 37; 9-10 Eliz. II, c. 80, a. 3.

counting from the date of the supplementary letters patent, the undertaking of the company shall extend to or be limited to the objects set forth in the supplementary letters patent, as if such objects were mentioned in the letters patent or the charter by which the company was incorporated. R. S. 1941, c. 276, s. 37; 9-10 Eliz. II, c. 80, s. 3.

SECTION XV

DE LA RESPONSABILITÉ DES ACTIONNAIRES

Respon-
sabilité
limitée.

38. Les actionnaires ne sont pas responsables, en leur seule qualité d'actionnaires, des actes, omissions ou obligations, ni des engagements, réclamations, paiements, pertes, dommages, transactions ou autres actes quelconques de la compagnie, se rattachant à son entreprise, au delà du montant non payé sur leurs actions respectives dans le capital-actions. S. R. 1941, c. 276, a. 38.

Fidéicom-
missaires,
etc.

39. Celui qui est porteur d'actions de la compagnie en qualité d'exécuteur testamentaire, administrateur, tuteur, curateur, gardien ou fidéicommissaire de ou pour une personne mentionnée dans les livres de la compagnie comme étant ainsi représentée par lui, n'est personnellement sujet à aucune responsabilité comme actionnaire; mais les biens et deniers en sa possession sont responsables de la même manière et au même degré que le serait le testateur ou l'intestat, le mineur, pupille ou interdit, ou l'intéressé au fidéicommiss, s'il était vivant et capable d'agir, ou possédait les actions en son propre nom; et nulle personne possédant des actions à titre de garantie additionnelle n'est personnellement sujette à aucune telle responsabilité; mais celle qui a engagé ces actions en est réputée le porteur, et par conséquent est responsable comme actionnaire. S. R. 1941, c. 276, a. 39.

Droit
de vote.

40. Tout tel exécuteur testamentaire, administrateur, tuteur, curateur, gardien ou fidéicommissaire en possession d'actions, les représente aux assemblées de la compagnie où il peut voter comme un actionnaire; et toute personne qui a engagé ses actions peut les représenter aux assemblées, et,

DIVISION XV

LIABILITY OF SHAREHOLDERS

38. The shareholders of the company shall not, as such, be responsible for any act, default or liability of the company, or for any engagement, claim, payment, loss, injury, transaction, matter or thing relating to or connected with the company, beyond the amount unpaid on their respective shares in the capital stock thereof. R. S. 1941, c. 276, s. 38.

Limited
liability.

39. No person holding stock in the company as an executor, administrator, tutor, curator, guardian or trustee of or for any person named in the books of the company as being so represented by him, shall be personally subject to liability as a shareholder; but the estate and funds in the hands of such person shall be liable in like manner, and to the same extent, as the testator or intestate, or the minor, ward or interdicted person, or the person interested in such trust fund would be, if living and competent to act and holding such stock in his own name; and no person holding such stock as collateral security shall be personally subject to such liability, but the person pledging such stock shall be considered as holding the same, and shall be liable as a shareholder accordingly. R. S. 1941, c. 276, s. 39.

Fiducia-
ries, etc.

40. Every such executor, administrator, tutor, curator, guardian or trustee shall represent the stock held by him, at all meetings of the company, and may vote thereon as a shareholder; and every person who pledges his stock may represent the same at all such meetings, and, notwith-

Voting
rights.

bien qu'elles soient engagées, voter comme actionnaire. S. R. 1941, c. 276, a. 40. standing such pledge, vote thereon as a shareholder. R. S. 1941, c. 276, s. 40.

SECTION XVI

DES ACTIONS D'AUTRES COMPAGNIES

Règlement d'achat. **41.** La compagnie ne peut employer, en tout ou en partie, ses fonds pour l'achat d'actions d'autres compagnies, à moins que les administrateurs n'aient été expressément autorisés par un règlement fait par eux pour tel achat et sanctionné par le vote d'au moins les deux tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présents, à une assemblée générale de la compagnie dûment convoquée à cette fin; mais, si les lettres patentes autorisent tel achat, il n'est pas nécessaire d'adopter un règlement à cet égard.

Réserve. Cette disposition ne s'applique pas cependant aux compagnies dont l'objet est de faire le commerce d'actions de compagnies quant aux actions acquises avec intention de les revendre. S. R. 1941, c. 276, a. 41.

Exception.

DIVISION XVI

HOLDING STOCK OF OTHER COMPANIES

41. The company shall not use any of its funds in the purchase of stock in any other company unless and until the directors have been expressly authorized by a by-law passed by them for the purpose and sanctioned by the vote of at least two-thirds in value of the shares represented by the shareholders present at a general meeting of the company duly called for considering the subject of the by-law; but if the letters patent authorize such purchase it shall not be necessary to pass such by-law.

By-law to authorize purchase.

This section shall not apply to a company incorporated for the purpose of carrying on the business of buying, selling or dealing in shares, as to shares bought with the intention of reselling them. R. S. 1941, c. 276, s. 41.

Proviso.

Exception.

SECTION XVII

DES ACTIONS

Considération pour actions à valeur nominale. **42.** Les actions ayant une valeur nominale ne doivent pas être émises comme intégralement acquittées, sauf pour une considération payable en espèces au montant nominal total des actions ainsi émises, ou pour une considération payable en biens ou en services que les administrateurs, par résolution, déterminent comme le juste équivalent d'espèces jusqu'à concurrence du montant nominal total des actions ainsi émises en tenant compte de toutes les circonstances de l'opération.

Id., actions sans valeur nominale. La considération pour l'émission d'actions sans valeur nominale est déterminée suivant le paragraphe 5 de l'article 13.

Publication. Le montant des actions libérées doit être publié annuellement dans le rapport fait aux actionnaires. S. R. 1941, c. 276, a. 42; 12-13 Eliz. II, c. 59, a. 6.

Transfert d'actions. **43.** Les actions de la compagnie sont des biens mobiliers; elles sont transférables de la manière et sous les conditions et res-

DIVISION XVII

CAPITAL STOCK

42. Shares with par value shall not be issued as fully paid, save for a consideration payable in cash to the total par value of the shares so issued, or for a consideration payable in property or services which the directors determine by resolution to be, in all the circumstances of the transaction, the fair equivalent of cash to the total par value of the shares so issued.

Consideration for par value shares.

The consideration for the issue of shares without par value shall be determined in accordance with subsection 5 of section 13.

Id., for no par value shares.

The amount of the paid-up shares shall be published annually in the report to the shareholders. R. S. 1941, c. 276, s. 42; 12-13 Eliz. II, c. 59, s. 6.

Publication.

43. The stock of the company shall be moveable property, and shall be transferable, in such manner, and subject

Stock transfers.

trictions prescrites par la présente partie, les lettres patentes ou les règlements de la compagnie. S. R. 1941, c. 276, a. 43.

to all such conditions and restrictions, as are prescribed by this part or by the letters patent or by-laws of the company. R. S. 1941, c. 276, s. 43.

Répartition.

44. Si les lettres patentes ou les lettres patentes supplémentaires ne contiennent pas de dispositions expresses à cet effet, les actions de la compagnie ou les actions créées par suite de toute augmentation de son capital, lorsque la répartition n'en a pas été déterminée dans ces lettres patentes même, sont réparties dans le temps et de la manière que les administrateurs l'ordonnent par règlement. S. R. 1941, c. 276, a. 44.

44. If the letters patent, or the supplementary letters patent, make no other definite provision, the stock of the company, or any increased amount thereof, so far as it is not allotted thereby, shall be allotted at such times and in such manner as the directors, by by-law, may order. R. S. 1941, c. 276, s. 44.

Allotment.

Actions de plusieurs catégories.

45. 1. Les lettres patentes ou lettres patentes supplémentaires d'une compagnie peuvent prévoir des actions de plus d'une catégorie et les droits, conditions ou restrictions privilégiés ou spéciaux afférents à chaque catégorie d'actions, y compris :

a) une restriction du droit des détenteurs de ces actions à des dividendes, profits ou remboursements déterminés, ou

b) des dispositions à l'effet que les détenteurs de ces actions auront le droit de choisir un nombre déterminé d'administrateurs, ou qu'ils auront sur les affaires de la compagnie un pouvoir plus considérable ou moins étendu que les détenteurs d'actions d'une autre catégorie, ou

c) des dispositions restreignant ou étendant les droits des détenteurs de ces actions de toute autre manière non contraire à la loi, ou

d) des dispositions pourvoyant à l'achat ou au rachat par la compagnie de ces actions.

Séries d'actions d'une même catégorie.

2. Les lettres patentes ou lettres patentes supplémentaires peuvent autoriser l'émission d'une ou de plusieurs séries d'actions d'une même catégorie, et elles peuvent autoriser les administrateurs à déterminer à l'occasion, avant l'émission, la désignation, les droits, conditions et restrictions afférents aux actions de chaque série de cette catégorie.

Droit de vote.

3. Chaque action de toute série d'une même catégorie doit comporter le même droit de vote ou les mêmes conditions et restrictions relatives au droit de vote.

Dividendes, etc.

4. Lorsque des montants payables comme dividende, remboursement de capital

45. (1) The letters patent or supplementary letters patent of a company may provide for shares of more than one class, and for the preferred or special rights, conditions or limitations attaching to each class of shares, including :

Shares of different classes.

(a) a limitation of the right of the holders thereof to specific dividends, profits or repayments, or

(b) provision that the holders of such shares shall have the right to elect a stated number of directors, or that they shall have greater or less control of the affairs of the company than the holders of shares of another class, or

(c) provisions limiting or extending the rights of the holders of such shares in any other way not contrary to law, or

(d) provision for the purchase or redemption of such shares by the company.

(2) The letters patent or supplementary letters patent may authorize the issue of one or more series of shares of the same class, and authorize the directors to determine from time to time, before issue, the description, rights, conditions and limitations attaching to the shares of each series of such class.

Series of shares of one class.

(3) Each share of any series of the same class shall carry the same right to vote or the same conditions and limitations respecting the right to vote.

Right to vote.

(4) When amounts payable as dividends, repayment of capital or premium on the

Dividends, etc.

	ou prime sur remboursement de capital, ne sont pas acquittés en entier, les actions de toutes séries de la même catégorie participent au montant payable proportionnellement aux sommes qui seraient payables au cas de paiement intégral.	repayment of capital are not paid in full, the shares of all series of the same class shall participate in the amount payable proportionately to the sums which would be payable on a payment in full.
Règlement de conversion.	5. Les administrateurs d'une compagnie peuvent faire un règlement pour les fins visées au paragraphe 1 ou pour la conversion d'actions de toute catégorie en actions de toute autre catégorie.	(5) The directors of a company may make a by-law for the purposes contemplated in subsection 1 or for the conversion of shares of any class into shares of another class. By-law to create series or to convert.
Restriction.	6. La conversion d'actions ne doit pas augmenter ni diminuer le montant payé sur les actions émises de la compagnie.	(6) The conversion of shares must not increase or decrease the amount paid up on the company's issued shares. Restriction.
Consentement requis.	7. La conversion d'actions ne peut avoir lieu sans le consentement de leurs détenteurs, sauf en conformité de conditions y afférentes ou par compromis suivant l'article 46.	(7) No shares shall be converted without the consent of the holders thereof, except in conformity with the conditions attaching thereto or on a compromise under section 46. Consent before conversion.
Dispositions applicables.	8. Un règlement fait en vertu du paragraphe 5 est soumis aux articles 60, 61 et 62.	(8) Any by-law made under subsection 5 shall be subject to sections 60, 61 and 62. Provisions to apply.
Idem.	9. Une résolution adoptée en vertu du paragraphe 2 est soumise aux articles 61 et 62 de la même manière qu'un règlement mais ne requiert pas l'approbation des actionnaires.	(9) Any resolution passed under subsection 2 shall be subject to sections 61 and 62 in the same manner as a by-law but shall not be subject to approval by the shareholders. Idem.
Droits, etc., des détenteurs d'actions privilégiées.	10. Les détenteurs d'actions qui comportent des droits, conditions ou restrictions privilégiés ou spéciaux sont actionnaires et, à tous égards, jouissent de tous les droits et sont tenus à toutes les obligations d'actionnaires au sens de la présente partie, sous réserve cependant des dispositions des lettres patentes ou lettres patentes supplémentaires ou du règlement.	(10) Holders of shares entitled to preferred or special rights, conditions or limitations shall be shareholders and shall in all respects possess all the rights and be subject to all the obligations of shareholders within the meaning of this Part, subject however to the provisions of the letters patent, supplementary letters patent or by-laws. Status of holders of preferred shares, etc.
Droits des créanciers sauvegardés.	11. Les privilèges ou la priorité accordés à des détenteurs d'actions ne portent pas atteinte aux droits des créanciers de la compagnie.	(11) The privileges or preference granted to shareholders shall not affect the rights of the company's creditors. Rights of creditors.
Texte des droits, etc., partie du certificat.	12. Le texte complet des droits, conditions et restrictions privilégiés ou spéciaux afférents à des actions émises en vertu du présent article doit faire partie de tout certificat de telles actions à moins qu'un sommaire y soit inscrit avec mention que le texte en sera fourni sans frais sur demande.	(12) The whole text of the preferred or special rights, conditions and limitations attaching to shares issued under this section shall be a part of every certificate for such shares, unless a summary is inscribed thereon with a statement that the text thereof will be furnished free of cost on demand. Mention of preferences, etc., on shares certificate.
Rachat, etc., d'actions ne réduit pas le capital-actions.	13. L'achat ou le rachat d'actions par une compagnie dans l'exercice d'un droit y afférent n'est pas censé réduire son capital-actions si le prix est payé à même le produit d'une émission d'actions faite par elle à cette fin, ou à même son surplus disponible pour le paiement de dividendes	(13) The purchase or redemption of shares by a company in the exercise of a right attaching thereto shall not be deemed to reduce its capital stock if the price is paid out of the proceeds of an issue of shares made by it for such purpose, or out of its surplus available for the payment of Redemption, etc., of shares not to reduce capital.

à la condition, dans ce dernier cas, qu'aucun dividende cumulatif ne soit arriéré sur des actions qui ne sont pas achetées ou rachetées et qu'un montant égal à la partie du prix qui représente le remboursement du capital versé constitue un surplus spécial non susceptible de distribution avant l'annulation des actions dont il s'agit suivant l'article 55. S. R. 1941, c. 276, a. 45; 12-13 Eliz. II, c. 59, a. 7.

dividends, provided, in the latter case, that no cumulative dividend is in arrears on any shares not purchased or redeemed and that an amount equal to the portion of the price representing repayment of paid-up capital shall constitute a special surplus not available for distribution before the shares concerned are cancelled in accordance with section 55. R. S. 1941, c. 276, s. 45; 12-13 Eliz. II, c. 59, s. 7.

Com-
promis,
avec ac-
tion-
naires.

46. 1. Lorsqu'un compromis ou arrangement est proposé entre une compagnie et ses actionnaires ou une catégorie d'entre eux et que ce compromis ou arrangement est de nature à porter atteinte aux droits des actionnaires ou d'une catégorie d'entre eux, tels qu'établis par les lettres patentes ou les lettres patentes supplémentaires ou les règlements de la compagnie, un juge de la Cour supérieure dans le district où la compagnie a son siège social peut, sur demande sommaire de la compagnie ou d'un actionnaire, ordonner qu'une assemblée des actionnaires de la compagnie ou d'une catégorie d'actionnaires, selon le cas, soit convoquée de la manière que ledit juge prescrit.

As-
semblée.

Sanction
par un
juge.

2. Si les actionnaires ou une catégorie d'actionnaires, selon le cas, présents à l'assemblée, en personne ou par fondé de pouvoir, consentent, par le vote des trois quarts des actions de chaque catégorie représentées, au compromis ou arrangement, soit tel que proposé ou changé ou modifié à l'assemblée, ce compromis ou arrangement peut être sanctionné par un juge tel que susdit.

Lettres
patentes.

Si ce compromis ou arrangement est ainsi sanctionné, il doit ensuite être confirmé par lettres patentes supplémentaires dont avis doit être donné dans la *Gazette officielle de Québec* par le secrétaire de la province ou par le sous-secrétaire de la province. Sujet à cette publication, mais à compter de la date des lettres patentes supplémentaires, le compromis ou arrangement devient obligatoire à l'égard de la compagnie et des actionnaires ou d'une catégorie d'actionnaires, selon le cas. S. R. 1941, c. 276, a. 46; 9-10 Eliz. II, c. 80, a. 8.

Com-
promis
avec
créanciers.

47. 1. Lorsqu'un compromis ou un arrangement est proposé entre une compagnie et ses créanciers, ou une catégorie

46. (1) Where a compromise or arrangement is proposed between a company and its shareholders or any class of them, affecting the rights of shareholders or any class of them, under the company's letters patent or supplementary letters patent or by-laws, a judge of the Superior Court of the district in which the company has its head office may, on application in a summary way of the company or of any shareholder, order a meeting of the shareholders of the company or of any class of shareholders, as the case may be, to be summoned in such manner as the said judge directs.

Com-
promise
with
share-
holders.

Meeting.

(2) If the shareholders, or class of shareholders, as the case may be, present in person or by proxy at the meeting, agree, by three-fourths of the shares of each class represented, to the compromise or arrangement either as proposed or as altered or modified at such meeting, such compromise or arrangement may be sanctioned by a judge as aforesaid.

Sanction.

If so sanctioned, such compromise or arrangement shall thereupon be confirmed by supplementary letters patent, and notice thereof shall be given in the *Quebec Official Gazette* by the Provincial Secretary or by the Assistant Provincial Secretary. Subject to such publication, but counting from the date of the supplementary letters patent, the compromise or arrangement shall be binding on the company and the shareholders or class of shareholders, as the case may be. R. S. 1941, c. 276, s. 46; 9-10 Eliz. II, c. 80, s. 8.

Supp.
letters
patent.

47. (1) Where a compromise or arrangement is proposed between a company and its creditors, or any class of

Com-
promise
with
creditors.

Assemblée.	d'entre eux, un juge de la Cour supérieure du district où la compagnie a son siège social ou sa principale place d'affaires, peut, sur demande sommaire de la compagnie ou d'un créancier dont les droits peuvent être affectés, ordonner qu'une assemblée des créanciers de la compagnie ou d'une catégorie de créanciers, selon le cas, soit convoquée de la manière que le juge prescrit.	them, a judge of the Superior Court of the district in which the company has its head office or chief place of business may, on application in a summary way of the company or of any creditor who might be affected, order a meeting of the creditors of the company, or of any class of creditors, as the case may be, to be summoned in such manner as the said judge directs.
Sanction du compromis.	2. Si lesdits créanciers ou une catégorie des créanciers, selon le cas, présents à l'assemblée, en personne ou par fondé de pouvoir, consentent, par le vote des trois quarts en valeur des créanciers ou d'une catégorie des créanciers, selon le cas, présents ou représentés à l'assemblée, au compromis ou à l'arrangement, soit tel que proposé ou changé ou modifié à l'assemblée, ce compromis ou cet arrangement peut être sanctionné par un juge tel que susdit. Préalablement à cette sanction, le juge doit exiger que l'on produise devant lui une copie dûment certifiée d'une résolution de la compagnie contenant et approuvant le compromis ou l'arrangement tel que consenti par les créanciers.	(2) If the said creditors, or class of creditors, as the case may be, present in person or by proxy at the meeting, agree, by three-fourths in value of the creditors, or class of creditors, as the case may be, present or represented at the meeting, to the compromise or arrangement either as proposed or as altered or modified at such meeting, such compromise or arrangement may be sanctioned by a judge as aforesaid. Prior to any such sanction, the judge shall require the production before him of a duly certified copy of a resolution of the company, embodying and approving the said compromise or arrangement as agreed to by the creditors.
Copie du jugement.	Si ce compromis ou cet arrangement est ainsi sanctionné, une copie certifiée du jugement ou de l'ordonnance accordant cette sanction, doit être produite au bureau du secrétaire de la province et avis de la sanction doit être donné dans la <i>Gazette officielle de Québec</i> par le secrétaire de la province ou par le sous-secrétaire de la province.	If so sanctioned, a certified copy of the judgment or order giving such sanction shall be filed in the office of the Provincial Secretary and notice of the sanction shall be given in the <i>Quebec Official Gazette</i> by the Provincial Secretary or by the Assistant Provincial Secretary.
Compromis obligatoire.	À compter de la date de cette publication, le compromis ou l'arrangement devient obligatoire à l'égard de la compagnie et des créanciers ou d'une catégorie des créanciers, selon le cas.	From and after the date of such publication, the compromise or arrangement shall be binding on the company and the creditors or class of creditors, as the case may be.
«créanciers».	3. Le mot « créanciers », lorsqu'employé dans le présent article, comprend seulement ceux qui détiennent des certificats scrip d'intérêts (<i>scrip interest certificates</i>) ou certificats scrip de dividendes (<i>scrip dividend certificates</i>) et mandats (<i>warrants</i>), et pourvu que ces instruments ne portent aucune réclamation enregistrée ou aucun privilège enregistré contre les propriétés ou biens de la compagnie. S. R. 1941, c. 276, a. 47; 9-10 Eliz. II, c. 80, a. 8.	(3) The word "creditors" when used in this section shall include only the holders of scrip interest certificates, or scrip dividend certificates, and warrants, and provided the same do not carry any registered claim or registered privilege against the company's property or assets. R. S. 1941, c. 276, s. 47; 9-10 Eliz. II, c. 80, s. 8.
Avis du désir d'acquiescer actions.	48. 1. Quand une offre d'acquisition de toutes les actions d'une certaine catégorie a été acceptée par les détenteurs	48. (1) When an offer to acquire all the shares of a certain class has been accepted by the holders of 9/10 of the

Meeting.

Sanction of compromise.

Judgment, notice.

compromise binding.

"creditors".

Notice of wish to acquire shares.

des 9/10 des actions de cette catégorie, l'offrant peut, dans les six mois suivant la date de l'offre, donner avis qu'il désire acquérir les actions des actionnaires dissidents.

Mode de
donner
avis, etc.

2. Cet avis est donné en la manière prescrite par un juge de la Cour supérieure sur motion de l'offrant et il comporte notification qu'à moins que la Cour supérieure du district où la compagnie a son siège social n'en décide autrement, sur requête d'un actionnaire dissident produite dans le délai d'un mois à compter de la date de l'avis, l'offrant deviendra acquéreur des actions aux conditions de l'offre.

Paiement
à compa-
gnie de
fiducie.

3. Lorsqu'un avis a été ainsi donné et que le tribunal n'a pas ordonné le contraire, l'offrant doit, à l'expiration du délai d'un mois de la date de l'avis ou, si une requête est alors en instance, après qu'il a été statué définitivement sur cette requête, remettre, contre récépissé, à une compagnie de fiducie, au profit des actionnaires dissidents, les sommes ou valeurs offertes pour les actions qu'il a droit d'acquérir en vertu du présent article.

Transfert
d'actions.

4. Sur production d'une copie de l'offre, de l'avis et du récépissé, avec un certificat du protonotaire de la Cour supérieure du district où la compagnie a son siège social, attestant qu'une requête n'a pas été produite dans le délai fixé ou a été rejetée par jugement définitif, la compagnie doit inscrire sur ses registres l'offrant comme détenteur des actions qui étaient détenues par les actionnaires dissidents.

Exception
de déten-
teur dési-
gné.

5. Une offre d'acquisition de toutes les actions d'une certaine catégorie, sauf celles d'un détenteur y désigné, donne ouverture à l'application du présent article si elle est acceptée par les détenteurs des 9/10 des actions qu'elle vise et l'offrant acquiert aux mêmes conditions les actions du détenteur désigné. S. R. 1941, c. 276, a. 47a; 11-12 Eliz. II, c. 54, a. 1; 12-13 Eliz. II, c. 59, a. 8.

Fidéli-
commis
relatif à
des
actions.

49. La compagnie n'est pas tenue de veiller à l'exécution d'un fidéicommiss relatif à une action, soit exprès, soit implicite ou résultant de la loi; et le reçu donné par l'actionnaire au nom duquel l'action est inscrite dans les livres de la compagnie, est

shares of such class, the offerer may give notice, within six months after the date of the offer, that he wishes to acquire the shares of the dissentient shareholders.

(2) Such notice shall be given in the manner prescribed by a judge of the Superior Court on motion by the offerer and shall state that, unless the Superior Court of the district in which the company has its head office decides otherwise, upon petition by a dissentient shareholder filed within a delay of one month from the date of the notice, the offerer shall acquire the shares on the conditions of the offer.

How
notice
given, etc.

(3) When a notice has been so given and the court has not otherwise ordered, the offerer, at the expiration of the delay of one month from the date of the notice or, if a petition is then pending, after the court has adjudicated finally upon such petition, shall deliver, against a receipt, to a trust company for the benefit of the dissentient shareholders, the sums or securities offered for the shares which he is entitled to acquire under this section.

Payment
to trust
company.

(4) Upon production of a copy of the offer, notice and receipt, with a certificate of the prothonotary of the Superior Court of the district in which the company has its head office, certifying that no petition has been filed within the delay fixed or that one has been dismissed by final judgment, the company shall register in its books the offerer as the holder of the shares that were held by the dissentient shareholders.

Transfer
of shares.

(5) An offer to acquire all the shares of a certain class, except those of a shareholder mentioned therein, shall give rise to the application of this section if it is accepted by the holders of 9/10 of the shares to which it refers and the offerer acquires, on the same conditions, the shares of the shareholder mentioned. R. S. 1941, c. 276, s. 47a; 11-12 Eliz. II, c. 54, s. 1; 12-13 Eliz. II, c. 59, s. 8.

Exception
of a stated
sharehol-
der.

49. The company shall not be bound to see to the execution of any trust, whether express, implied or constructive, in respect of any share; and the receipt of the shareholder in whose name the same stands in the books of the company shall

Trust as
to shares.

pour elle une quittance valable et efficace de tous dividendes ou deniers payables à raison de ladite action, qu'avis du fidéicommiss ait été ou non été donné à la compagnie. La compagnie n'est pas tenue de veiller à l'emploi des deniers payés sur ce reçu. S. R. 1941, c. 276, a. 48.

be a valid and binding discharge to the company for any dividend or money payable in respect of such share, and whether or not notice of such trust has been given to the company; and the company shall not be bound to see to the application of the money paid upon such receipt. R. S. 1941, c. 276, s. 48.

SECTION XVIII

DES CERTIFICATS D'ACTIONS

Certificat
d'actions.

50. 1. Chaque actionnaire a droit de se faire remettre sans frais un certificat, sous le sceau de la compagnie, indiquant le nombre d'actions qu'il possède ainsi que le montant payé sur ces actions; mais la compagnie n'est pas tenue d'émettre plus qu'un certificat pour une ou plusieurs actions possédées conjointement par plusieurs personnes.

Preuve.

2. Le certificat fait preuve, par lui-même, que l'actionnaire a droit à l'action y mentionnée.

Remplacement.

3. Si un certificat d'action est détérioré, perdu ou détruit, il peut être renouvelé, sur paiement d'un honoraire, s'il en est de prescrit, n'excédant pas vingt-cinq centins, et aux conditions relatives à la preuve et à la protection de la compagnie, que les administrateurs jugeront convenables. S. R. 1941, c. 276, aa. 49 et 50.

Certificat
d'actions
au
porteur.

51. 1. Une compagnie, si elle y est autorisée par ses lettres patentes ou lettres patentes supplémentaires et, sujet à leurs dispositions, peut, en ce qui concerne les actions entièrement acquittées, émettre sous son sceau un certificat au porteur (*share warrant*) énonçant que le détenteur du certificat au porteur a droit à l'action ou aux actions y désignées; elle peut aussi pourvoir, au moyen de coupons ou autrement, au paiement des dividendes à venir sur la ou les actions visées dans ce certificat.

Droits du
porteur.

2. Un certificat d'action au porteur donne, à celui qui en est le porteur, droit aux actions y désignées, et ces actions peuvent être transférées par la livraison du certificat.

Remise
du
certificat.

3. Le porteur d'un certificat d'action au porteur a droit, sujet aux dispositions et règlements concernant les certificats d'ac-

DIVISION XVIII

SHARE CERTIFICATES

50. (1) Every shareholder shall, without payment, be entitled to a certificate ^{Stock certificate.} under the common seal of the company, stating the number of shares held by him and the amount paid up thereon; but, in respect of a share or shares held jointly by several persons, the company shall not be bound to issue more than one certificate.

(2) The certificate shall be *prima facie* ^{Evidence.} evidence of title of the shareholder to the shares mentioned in it.

(3) If a share certificate be defaced, ^{Replacement.} lost or destroyed, it may be renewed on payment of such fee, if any, not exceeding twenty-five cents, and on such terms, if any, as to evidence and indemnity, as the directors think fit. R. S. 1941, c. 276, ss. 49 and 50.

51. (1) A company, if so authorized ^{Share warrants.} by its letters patent or supplementary letters patent, and subject to the provisions thereof, may, with respect to any fully paid-up shares, issue under its seal a warrant stating that the bearer of the warrant is entitled to the share or shares therein specified, and may provide, by coupons or otherwise, for the payment of the future dividends on the share or shares included in the warrant hereafter termed a share warrant.

(2) A share warrant shall entitle the ^{Rights of bearer.} bearer thereof to the shares therein specified, and the shares may be transferred by delivery of the warrant.

(3) The bearer of a share warrant shall, ^{Surrender of warrant.} subject to the provisions and regulations respecting share warrants contained in the

tions au porteur contenus dans les lettres patentes ou les lettres patentes supplémentaires, sur remise de ce certificat pour annulation, de faire inscrire son nom comme actionnaire dans les livres de la compagnie, et celle-ci est responsable de tous dommages subis par lui que ce soit, à raison du fait qu'elle aurait inscrit dans ses livres le nom d'un porteur d'un certificat d'actions au porteur pour les actions y mentionnées sans que ce certificat d'actions au porteur lui ait été remis et ait été annulé.

Règle-
ments.

4. Le porteur d'un certificat d'action au porteur peut, si les règlements concernant les certificats d'actions au porteur y pourvoient, être considéré comme actionnaire de la compagnie, soit d'une manière absolue, soit pour les fins seulement prescrites par les règlements. Toutefois le porteur d'un certificat d'action au porteur n'est pas, du chef des actions y désignées, éligible au poste d'administrateur de la compagnie.

Émission
des certi-
ficats.

5. Lors de l'émission d'un certificat d'action au porteur pour une ou plusieurs actions, la compagnie doit rayer de ses livres le nom de l'actionnaire alors inscrit comme porteur de telle ou de telles actions, comme ayant cessé d'être actionnaire, et elle doit inscrire à son registre les détails qui suivent:

- a) Le fait de l'émission du certificat d'action au porteur;
- b) Un état indiquant le nombre d'actions compris dans le certificat;
- c) La date de l'émission du certificat.

Inscrip-
tions.

6. Jusqu'à ce que le certificat d'action au porteur soit remis, les détails ci-dessus sont réputés être les entrées dont la présente partie exige l'inscription dans les livres de la compagnie relativement à cette ou ces actions; et, lorsque tel certificat d'action au porteur est remis, la date de cette remise doit être inscrite comme le serait celle à laquelle une personne a cessé d'être actionnaire.

Assem-
blées.

7. A moins que le porteur d'un certificat d'action au porteur n'ait le droit d'assister et de voter aux assemblées générales, les actions représentées par ce certificat d'action au porteur ne sont pas considérées comme faisant partie du capital de la compagnie pour les fins d'une assemblée générale. S. R. 1941, c. 276, a. 51.

letters patent or supplementary letters patent, be entitled, on surrendering it for cancellation, to have his name entered on the books of the company as the holder of the shares specified in such share warrant, and the company shall be responsible for any loss incurred by any person by reason of the company entering on the books of the company the name of the bearer of a share warrant in respect of the shares therein specified without the warrant being surrendered and cancelled.

(4) The bearer of a share warrant may, if the provisions and regulations respecting share warrants so provide, be deemed to be a shareholder of the company either to the full extent or for any purposes defined by such regulations. In no case however, shall the bearer of a share warrant be qualified in respect of the shares specified in the warrant for being a director of the company.

Regula-
tions.

(5) On the issue of a share warrant the company shall remove from its books the name of the shareholder then entered therein as holding such share or shares, as if he had ceased to be a shareholder, and shall enter in such books the following particulars, namely:

Issue of
warrant.

- (a) The fact of the issue of the warrant;
- (b) A statement of the shares included in the warrant; and
- (c) The date of the issue of the warrant.

(6) Until the warrant is surrendered, the above particulars shall be deemed to be the particulars required by this Part to be entered in the books of the company in respect of such share or shares, and, on the surrender, the date of the surrender shall be entered as if it were the date at which a person ceased to be a shareholder.

Entries.

(7) Unless the bearer of a share warrant is entitled to attend and vote at general meetings, the shares represented by such share warrant shall not be counted as part of the stock of the company for the purposes of a general meeting. R. S. 1941, c. 276, s. 51.

Voting
rights.

SECTION XIX

DE L'AUGMENTATION ET DE LA RÉDUCTION DU
CAPITAL ET DE LA MODIFICATION DE LA
VALEUR DES ACTIONSConver-
sion des
actions.

52. 1. Les administrateurs de la compagnie peuvent en tout temps faire un règlement pour:

a) Subdiviser les actions existantes en actions de moindre quotité;

b) Changer les actions autorisées avec valeur au pair, émises ou non émises, en actions sans valeur au pair, sauf les actions privilégiées ayant des droits préférentiels en ce qui concerne le principal;

c) Changer les actions autorisées sans valeur au pair, émises ou non émises, en actions avec valeur au pair.

Refonte.

2. Les administrateurs de la compagnie peuvent aussi, en tout temps, lorsque la valeur au pair des actions existantes de la compagnie est inférieure à cent dollars chacune, adopter un règlement les refondant en actions d'une valeur au pair plus élevée; mais aucune telle action ainsi refondue ne doit excéder la valeur au pair de cent dollars.

Fractions
d'actions.

3. Pour les fins de cette refonte, la compagnie peut acheter des fractions d'actions, mais elle est obligée de vendre toutes actions qu'elle acquiert ainsi dans un délai de deux ans. S. R. 1941, c. 276, a. 52.

Énoncé du
montant
du capital.

53. Le règlement décrétant le changement visé par le sous-paragraphe c du paragraphe 1 de l'article 52 doit mentionner quel sera, à l'avenir, le capital de la compagnie. Pour ces fins, les actions émises sans valeur au pair et remplacées par des actions avec valeur au pair, sont tenues pour entièrement payées, mais leur valeur globale au pair ne doit pas dépasser la valeur de l'actif net de la compagnie tel que représenté par les actions sans valeur au pair émises avant le changement. S. R. 1941, c. 276, a. 53; 12-13 Eliz. II, c. 59, a. 9.

Augmen-
tation du
capital-
actions.

54. 1. Les administrateurs d'une compagnie peuvent faire un règlement pour augmenter le capital-actions jusqu'à concurrence du montant qu'ils considèrent nécessaire pour qu'elle puisse atteindre ses fins.

Règle-
ment.

2. Ce règlement indique le nombre des actions du capital nouveau, et peut pres-

DIVISION XIX

INCREASE AND REDUCTION OF CAPITAL,
AND ALTERATION IN THE
VALUES OF SHARES

52. (1) The directors of the company may, at any time, make a by-law: Conver-
sion of
shares.

(a) To subdivide the existing shares into shares of a smaller amount;

(b) To change the authorized shares with a par value, whether issued or not, into shares without par value, save in the case of preferred shares having preferential rights as to the principal;

(c) To change the authorized shares without par value, whether issued or not, into shares with a par value.

(2) The directors may also, at any time, whenever the par value of the existing shares of the company is less than one hundred dollars each, make a by-law consolidating them into shares of a greater par value; but no such consolidated share shall exceed the par value of one hundred dollars. Consoli-
dation.

(3) For the purpose of such consolidation, the company may purchase fractions of shares, and the company shall sell any such shares held by them, within a delay of two years. R. S. 1941, c. 276, s. 52. Frac-
tional
shares.

53. The by-law ordering the change contemplated by sub-paragraph c of subsection 1 of section 52 must mention what the capital of the company shall be in future. For such purpose, the shares issued without par value and replaced by shares with a par value shall be considered as fully paid, but their aggregate par value shall not exceed the value of the net assets of the company as represented by the shares without par value issued before the change. R. S. 1941, c. 276, s. 53; 12-13 Eliz. II, c. 59, s. 9. State-
ment of
capital.

54. (1) The directors of a company may make a by-law to increase the capital stock to any amount which they consider requisite for the due carrying out of its objects. Increase
of capital.

(2) Such by-law shall declare the number of the shares of such new stock, and By-laws.

crir la manière de les répartir; et, s'il ne fixe pas de mode de répartition, les administrateurs peuvent eux-mêmes le fixer. S. R. 1941, c. 276 a. 54; 12-13 Eliz. II, c. 59, a. 10.

may prescribe the manner in which the same shall be allotted; and in default of its so doing, the control of such allotment shall vest absolutely in the directors. R. S. 1941, c. 276, s. 54; 12-13 Eliz. II, c. 59, s. 10.

Réduction du capital.

55. Une compagnie peut, par règlement, réduire son capital-actions de toute manière, et, spécialement, sans restreindre la généralité des termes qui précèdent:

1° Éteindre ou diminuer la responsabilité découlant du non-paiement de ses actions;

2° Avec ou sans remise ou diminution de telle responsabilité, annuler toute partie du capital-actions entièrement versé qui a été réellement perdue ou qui excède l'actif de la compagnie; ou

3° Avec ou sans remise ou diminution de ladite responsabilité, rembourser toute partie du capital-actions qui excède les besoins de la compagnie;

Et réduire en conséquence le montant de son capital-actions ou la valeur de ses actions. S. R. 1941, c. 276, a. 55.

55. A company may by by-law reduce its share capital in any way, and in particular, without prejudice to the generality of the foregoing power, may,—

(1) Extinguish or reduce the liability on any of its shares in respect of share capital not paid up; or

(2) Either with or without extinguishing or reducing liability on any of its shares, cancel any paid-up share capital which is lost or unrepresented by available assets; or

(3) Either with or without extinguishing or reducing liability on any of its shares, pay off any paid-up share capital which is in excess of the wants of the company;

And may reduce the amount of its share capital and of its shares accordingly. R. S. 1941, c. 276, s. 55.

Opposition par un créancier.

56. 1. Si la réduction du capital-actions proposée doit entraîner soit une remise ou une diminution de responsabilité, soit un remboursement total ou partiel du capital versé, de même que dans les autres cas que le secrétaire de la province peut spécifier, tout créancier de la compagnie qui, à la date de la demande d'émission de lettres patentes supplémentaires, a, contre la compagnie, une créance ou réclamation qui serait valable si la compagnie procédait à une liquidation, a le droit de s'opposer à la réduction.

56. (1) Where the proposed reduction of share capital involves either extinction or diminution of liability in respect of unpaid share capital or the payment to any shareholder of any paid-up share capital, and in any other case if the Provincial Secretary so directs, every creditor of the company who at the date of the petition for supplementary letters patent is entitled to any debt or claim which, if that date were the commencement of the winding-up of the company, would be admissible in proof against the company, shall be entitled to object to the reduction.

Liste des créanciers.

2. Le secrétaire de la province dresse une liste des créanciers qui ont droit de faire cette opposition, et, à cette fin, il vérifie leurs noms et la nature et le montant de leurs créances ou réclamations. Il peut ensuite publier des avis fixant des délais aux créanciers non inscrits sur la liste, pour qu'ils s'y fassent inscrire sous peine d'être privés de leur droit de s'opposer à la réduction.

(2) The Provincial Secretary shall settle a list of creditors so entitled to object, and for that purpose shall ascertain the names of such creditors and the nature and amount of their debts or claims. He may thereupon publish notices fixing a delay within which creditors not entered on the list are to claim to be so entered or are to be excluded from the right of objecting to the reduction.

Paiement du créancier.

3. Lorsqu'un créancier, inscrit sur telle liste, ne consent pas à la réduction, le secrétaire de la province peut passer outre,

(3) Where a creditor entered on the list does not consent to the reduction, the Provincial Secretary may, if he thinks fit,

Reduction of capital.

Objections by creditors.

List of creditors.

Payment of creditor.

s'il le juge à propos, pourvu que la compagnie paye au créancier sa réclamation ou créance d'une des manières ci-après mentionnées, tel que déterminé par le secrétaire de la province, savoir:

a) Si la compagnie admet toute la créance, ou la réclamation ou si, tout en ne l'admettant pas, elle consent à la payer, elle doit la payer en entier;

b) Si la compagnie n'admet pas ou refuse de pourvoir au paiement en entier de la dette ou réclamation, ou si le montant de cette dette est conditionnel ou indéterminé, le secrétaire de la province fixe un montant, après l'avoir établi par enquête et adjudication, comme dans le cas d'une compagnie en liquidation. S. R. 1941, c. 276, a. 56; 9-10 Eliz. II, c. 80, a. 6.

dispense with the consent of that creditor, on the company paying to the creditor his debt or claim in one of the ways hereafter mentioned, as the Provincial Secretary may direct, to wit:

(a) If the company admits the full amount of his debt or claim, or, though not admitting it, is willing to pay it, then the full amount of the debt or claim;

(b) If the company does not admit or is not willing to provide for the full amount of the debt or claim, or if the amount is contingent or not ascertained, than an amount fixed by the Provincial Secretary after the like inquiry and adjudication as if the company were being wound up. R. S. 1941, c. 276, s. 56; 9-10 Eliz. II, c. 80, s. 6.

Responsa-
bilité des
action-
naires.

57. 1. Un actionnaire actuel ou ancien de la compagnie n'est responsable, relativement à une action, que pour des appels de versements ou des contributions dont le montant ne dépasse pas la différence, s'il en est, entre le montant versé ou, suivant le cas, le montant réduit, s'il en est, considéré comme versé sur ladite action, et la valeur de ladite action fixée par les lettres patentes supplémentaires.

Idem.

Toutefois, si un créancier, fondé, à cause d'une créance ou d'une réclamation, à s'opposer à la réduction du capital-actions, se trouve, par suite de son ignorance de la demande de réduction, ou de la nature de cette demande et de ses effets en ce qui concerne sa créance, non inscrit sur la liste des créanciers, et si, après la réduction effectuée, la compagnie est dans l'impossibilité, suivant les exigences des dispositions de la loi concernant la liquidation des compagnies, de lui payer sa créance ou réclamation, en ce cas:

a) Toute personne qui était actionnaire de la compagnie à la date de l'émission des lettres patentes supplémentaires, est passible de contribuer au paiement de ladite dette ou réclamation pour un montant ne dépassant pas celui qu'elle aurait eu à payer si la compagnie avait été mise en liquidation la veille du jour de l'émission des lettres patentes supplémentaires; et

b) Si la compagnie a été liquidée, le tribunal peut, à la demande dudit créancier, et sur la preuve de son ignorance, comme

57. (1) A shareholder of the company, past or present, shall not be liable in respect of any share to any call or contribution exceeding in amount the difference, if any, between the amount paid, or, as the case may be, the reduced amount, if any, which is to be deemed to have been paid, on the share, and the amount of the share as fixed by the supplementary letters patent.

Provided that if any creditor, entitled in respect of any debt or claim to object to the reduction of share capital, is, by reason of his ignorance of the proceedings for reduction, or of their nature and effect with respect to his claim, not entered on the list of creditors, and, after the reduction, the company is unable, within the meaning of the provisions respecting the winding-up of companies, to pay the amount of his debt, or claim, then:

(a) Every person who was a shareholder of the company at the date of the supplementary letters patent shall be liable to contribute for the payment of such debt or claim an amount not exceeding the amount which he would have been liable to contribute if the company had commenced to be wound up on the day before the date of the supplementary letters patent; and

(b) If the company is wound up, the court, on the application of any such creditor and proof of his ignorance as

Share-
holders'
liability.

Idem.

- susdit, s'il le juge à propos, dresser une liste de personnes ainsi tenues de contribuer, et ordonner des appels de versements et des poursuites contre les contributaires figurant ainsi sur ladite liste, comme s'ils étaient des contributaires ordinaires dans la liquidation de la compagnie.
- Restric-tion.** 2. Rien, dans le présent article, ne peut affecter les droits respectifs des contribu-taires entre eux ni les recours des créan-ciers contre la compagnie ou les actionnai-res. S. R. 1941, c. 276, a. 57.
- Dissimu-lation, etc.** **58.** Tout administrateur, gérant ou officier de la compagnie, qui: *a*) dissimule volontairement le nom d'un créancier ayant le droit de s'opposer à la réduction du capital ou, de propos délibéré, repré-sente faussement la nature ou le montant de la créance ou du droit d'un créancier; ou qui: *b*) aide ou participe à la commission de ladite dissimulation ou fausse représenta-tion,—est coupable d'une infraction ren-dant passible d'un an d'emprisonnement ou d'une amende n'excédant pas deux cents dollars, ou des deux peines à la fois. S. R. 1941, c. 276, a. 58.
- Peine.** **59.** Le secrétaire de la province peut exiger de la compagnie la publication, sui-vant le mode qu'il indique, des motifs de cette réduction, et de tels autres renseigne-ments utiles au public, qu'il juge à propos. S. R. 1941, c. 276, a. 59; 9-10 Eliz. II, c. 80, a. 6.
- Publica-tion.** **59.** The Provincial Secretary may re-quire the company to publish, as he directs, the reasons for reduction, or such other information in regard thereto as he may think expedient with a view to giving proper information to the public. R. S. 1941, c. 276, s. 59; 9-10 Eliz. II, c. 80, s. 6.
- Approba-tion du règlement.** **60.** Aucun règlement décrétant l'une des opérations visées par les dispositions des articles 52, 54 et 55 de la présente loi, n'entre en vigueur avant d'avoir été ap-prouvé par le vote d'au moins les deux tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présents, à une assemblée générale spéciale de la compagnie et avoir été ratifié ensuite par lettres patentes sup-plémentaires. S. R. 1941, c. 276, a. 60; 8-9 Eliz. II, c. 85, a. 2.
- Requête.** **61.** 1. La demande des lettres paten-tes supplémentaires, ratifiant le règlement, doit être faite par les administrateurs, dans les six mois au plus à compter de l'approba-tion du règlement par les actionnaires.
- Preuve requise.** 2. A leur requête, les administrateurs joignent une copie du règlement revêtu
- aforesaid, may, if it thinks fit, settle accordingly a list of persons so liable to contribute, and make and enforce calls and orders on the contributories settled on the list as if they were ordinary con-tributories in a winding-up.
- (2) Nothing in this section shall affect the rights of the contributories among themselves, nor the recourse of any creditor against the company or the share-holders. R. S. 1941, c. 276, s. 57.
- 58.** Any director, manager or officer of the company who (*a*) wilfully conceals the name of any creditor entitled to object to the reduction, or wilfully misrepresents the nature or amount of the debt or claim of any creditor; or who (*b*) aids or abets in any such concealment or misrepresenta-tion,—shall be guilty of an indictable offence and liable to one year's imprison-ment or to a fine of not more than two hundred dollars, or to both. R. S. 1941, c. 276, s. 58.
- 59.** The Provincial Secretary may re-quire the company to publish, as he directs, the reasons for reduction, or such other information in regard thereto as he may think expedient with a view to giving proper information to the public. R. S. 1941, c. 276, s. 59; 9-10 Eliz. II, c. 80, s. 6.
- 60.** No by-law enacting one of the operations contemplated by the provisions of sections 52, 54 and 55 of this act shall have any force or effect before it has been approved by the vote of at least two-thirds in value of the shares represented by the shareholders present at a special general meeting of the company, and afterwards confirmed by supplementary letters pa-tent. R. S. 1941, c. 276, s. 60; 8-9 Eliz. II, c. 85, s. 2.
- 61.** (1) The application for supple-mentary letters patent to confirm the by-law must be made by the directors not more than six months after the approval of the by-law by the shareholders.
- (2) The directors shall, with such appli-cation, produce a copy of such by-law,

du sceau de la compagnie et signée par le président ou le vice-président et le secrétaire; et ils doivent établir à la satisfaction du secrétaire de la province, que le règlement a été régulièrement adopté et approuvé, et que l'opération ou les opérations, prescrites par ce règlement, sont opportunes et faites de bonne foi.

Déposition.

3. Le secrétaire de la province reçoit à cet effet et conserve en dépôt toute déposition nécessaire, faite par écrit, sous serment. S. R. 1941, c. 276, a. 61; 9-10 Eliz. II, c. 80, a. 6.

Lettres patentes supplémentaires.

62. Sur preuve de l'adoption et de l'approbation du règlement, le lieutenant-gouverneur peut accorder des lettres patentes supplémentaires, et le secrétaire de la province ou le sous-secrétaire de la province en donne avis immédiatement dans la *Gazette officielle de Québec*, suivant la formule 13; et, à compter de la date des lettres patentes supplémentaires, le capital de la compagnie est et demeure modifié au montant, de la manière et aux conditions exprimées dans ledit règlement; et les dispositions de la présente partie s'appliquent à la totalité du capital, soit augmenté ou réduit, de même que si chacune des fractions de ce capital avait fait partie du fonds primitif de la compagnie. S. R. 1941, c. 276, a. 62; 9-10 Eliz. II, c. 80, a. 3.

under the seal of the company, and signed by the president or vice-president and the secretary, and establish, to the satisfaction of the Provincial Secretary, the due passage and approval of such by-law, and the expediency and *bona fide* character of the operation or operations thereby provided for.

(3) The Provincial Secretary shall, for that purpose, take and keep on record any requisite evidence in writing, given under oath. R. S. 1941, c. 276, s. 61; 9-10 Eliz. II, c. 80, s. 6.

Evidence.

62. Upon proof of the passing and approval of the by-law, the Lieutenant-Governor may grant such supplementary letters patent, and notice thereof shall be forthwith given by the Provincial Secretary or the Assistant Provincial Secretary in the *Quebec Official Gazette* in accordance with form 13; and thereupon, from the date of the supplementary letters patent, the capital stock of the company shall be and remain changed to the amount, in the manner and subject to the conditions set forth by such by-law; and the whole of the stock, as so increased or reduced, shall become subject to the provisions of this Part, in like manner as if every part thereof had been or formed part of the stock of the company originally subscribed. R. S. 1941, c. 276, s. 62; 9-10 Eliz. II, c. 80, s. 3.

Supp. letters patent.

SECTION XX

DES APPELS DE VERSEMENTS

Appel.

63. Les administrateurs peuvent, par résolution, exiger des actionnaires la totalité ou une partie du montant impayé sur des actions par eux souscrites ou détenues, aux époques et de la manière que requièrent ou permettent la présente partie et les lettres patentes, les lettres patentes supplémentaires ou les règlements de la compagnie. S. R. 1941, c. 276, a. 63; 12-13 Eliz. II, c. 59, a. 11.

Versements.

64. L'appel est censé fait le jour où les administrateurs ont adopté la résolution qui l'autorise; et, si un actionnaire manque d'effectuer un versement auquel il est tenu au jour ou avant le jour fixé pour le faire,

DIVISION XX

CALLS

63. The directors may, by resolution, demand from the shareholders the whole or any part of the amount unpaid on shares by them subscribed or held, at such times and in such manner as is required or permitted by this Part and the letters patent, supplementary letters patent or by-laws of the company. R. S. 1941, c. 276, s. 63; 12-13 Eliz. II, c. 59, s. 11.

64. A call shall be deemed to have been made at the time when the resolution of the directors authorizing such call was passed; and if a shareholder fails to pay any call due by him, on or before the day

Calls.

Payment.

il est sujet à l'obligation de payer l'intérêt au taux de six pour cent par an sur la somme exigible, depuis le jour indiqué pour le versement jusqu'à celui où ce versement est effectué par lui. S. R. 1941, c. 276, a. 64.

appointed for the payment thereon, he shall be liable to pay interest thereon at the rate of six per cent per annum, from the day appointed for payment to the time of actual payment thereof. R. S. 1941, c. 276, s. 64.

Verse-
ments
anticipés.

65. Les administrateurs peuvent, s'ils le jugent à propos, recevoir, en tout ou en partie, de tout actionnaire qui veut en faire l'avance, les montants dus sur les actions possédés par lui, en sus des sommes dont le versement serait alors exigible par suite d'appels; et, sur les deniers ainsi reçus par avance, ou sur toute partie de ces deniers qui, à quelque époque que ce soit, dépasse le montant alors exigible par suite d'appels de versements sur les actions pour lesquelles l'avance est faite, la compagnie peut payer tel intérêt, n'excédant pas huit pour cent par an, qui aura été convenu entre les administrateurs et l'actionnaire. S. R. 1941, c. 276, a. 65.

65. The directors may, if they think fit, receive from any shareholder willing to advance the same, all or any part of the amounts due on the shares held by such shareholder, beyond the sums then actually called for; and upon the moneys so paid in advance, or so much thereof as, from time to time, exceeds the amount of the call then made upon the shares in respect of which such advance is made, the company may pay interest at such rate, not exceeding eight per cent per annum, as may be agreed upon between the shareholders who pay such sum in advance, and the directors. R. S. 1941, c. 276, s. 65.

Payment
in
advance.

Confisca-
tion des
actions.

66. Si, après l'appel ou l'avis prescrit par les lettres patentes ou par une résolution des administrateurs ou par les règlements de la compagnie, un versement demandé sur des actions n'est pas effectué dans le temps fixé par ces lettres patentes, ou par résolution des administrateurs ou par les règlements, les administrateurs peuvent, à leur discrétion, par résolution adoptée à cet effet et dûment consignée dans leurs procès-verbaux, confisquer sommairement les actions sur lesquelles le versement n'a pas été effectué; et, de ce moment, elles appartiennent à la compagnie, et il peut en être disposé selon que les administrateurs l'ordonnent, d'après les règlements de la compagnie ou autrement; mais, nonobstant la confiscation ainsi faite, le porteur des actions au moment de la confiscation reste responsable, envers ceux qui sont alors créanciers de la compagnie, de la totalité du montant impayé sur ces actions au moment de la confiscation, moins les sommes qu'elles peuvent rapporter ultérieurement à la compagnie. S. R. 1941, c. 276, a. 66.

66. If, after such demand or notice as is prescribed by the letters patent, or by resolution of the directors, or by the by-laws of the company, any call made upon any share is not paid within such time as, by such letters patent or by resolution of the directors or by the by-laws, is limited in that behalf, the directors, in their discretion, by vote to that effect duly recorded in their minutes, may summarily declare forfeited any shares whereon such payment has not been made; and the same shall thereupon become the property of the company and may be disposed of as, by the by-laws of the company or otherwise, they prescribe; but notwithstanding such forfeiture, the holder of such shares at the time of forfeiture shall continue liable to the then creditors of the company for the full amount unpaid on such shares at the time of forfeiture, less any sums which are subsequently received by the company in respect thereof. R. S. 1941, c. 276, s. 66.

Forfeiture
of shares.

Proviso.

Réserve.

Recouvre-
ment des
verse-
ments.

67. Au lieu de confisquer les actions, les administrateurs, s'ils le jugent à propos, peuvent contraindre le retardataire à verser toute somme exigible et à payer l'intérêt

67. The directors may, if they see fit, instead of declaring forfeited any share or shares, enforce payment of all calls, and interest thereon, by action in any court

Enforcing
payment.

de cette somme par voie de poursuite devant une cour compétente; et, dans la demande, il n'est pas nécessaire d'exposer les faits spéciaux, mais il suffit d'alléguer que le défendeur est porteur d'une ou de plusieurs actions, en en indiquant le nombre, qu'il doit telle somme d'argent à laquelle se monte son arrérage de versements pour une ou plusieurs actions, à la suite d'un ou de plusieurs appels, en indiquant le nombre des appels et le montant de chacun d'eux, et que, par conséquent, un recours en justice est ouvert à la compagnie en vertu de la présente partie.

Preuve.

Un certificat sous le sceau de la compagnie et apparaissant à sa face comme signé par un de ses officiers, attestant que le défendeur est un actionnaire, que tels appels de versements ont été faits et que tel montant est dû par lui sur ces appels, est reçu dans toutes cours comme preuve à cet effet. S. R. 1941, c. 276, a. 67.

of competent jurisdiction; and in such action it shall not be necessary to set forth the special matter, but it shall be sufficient to declare that the defendant is a holder of one share or more, stating the number of shares, and is indebted in the sum of money to which the calls in arrears amount, in respect of one call or more, upon one share or more, stating the number of calls and the amount of each call, whereby an action has accrued to the company under this Part.

A certificate under the seal of the company, and purporting to be signed by any of its officers, to the effect that the defendant is a shareholder, that such calls have been made, and that so much is due by him thereon, shall be received in all courts as evidence to that effect. R. S. 1941, c. 276, s. 67.

SECTION XXI

DU TRANSFERT DES ACTIONS

Registre des transferts.

68. 1. Nul transfert d'actions, s'il n'est effectué par vente forcée ou à la suite d'un décret, ordre ou jugement d'une cour compétente, n'a, jusqu'à ce qu'il soit dûment inscrit sur le registre des transferts, aucun effet, excepté celui de constater les droits respectifs des parties au transfert et de rendre le cessionnaire responsable, dans l'intervalle, conjointement et solidairement avec le cédant, envers la compagnie et ses créanciers.

Exception.

2. Cette disposition ne s'applique pas cependant aux compagnies dont les actions sont cotées et négociées à une bourse reconnue, au moyen de certificats (*scrips*) communément en usage, endossés en blanc et transférables par livraison, lesquels constituent des transports valables; le détenteur d'un certificat (*scrip*) n'a pas néanmoins droit de voter sur les actions avant qu'elles aient été enregistrées en son nom dans les livres de la compagnie. S. R. 1941, c. 276, a. 68.

Responsabilité des administrateurs.

69. Nul transfert d'actions dont le montant n'a pas été payé intégralement, ne peut se faire sans le consentement des

DIVISION XXI

TRANSFER OF SHARES

68. (1) No transfer of shares, unless Entry in register.
made by sale under execution or under the decree, order or judgment of a court of competent jurisdiction, shall be valid for any purpose until entry thereof is duly made in the register of transfers, except for the purpose of exhibiting the rights of the parties thereto towards each other and of rendering the transferee liable in the meantime, jointly and severally with the transferor, to the company and its creditors.

(2) This section shall not apply to companies whose stock is listed and dealt with on any recognized stock exchange by means of scrip commonly in use, indorsed in blank and transferable by delivery, which shall constitute valid transfers; but the scrip-holder shall not be entitled to vote upon the shares until they are registered in his name in the books of the company. R. S. 1941, c. 276, s. 68.

69. No transfer of shares, whereof Directors' liability.
the whole amount has not been paid in, shall be made without the consent of the

- administrateurs; et, chaque fois qu'il est fait, avec ce consentement, un transfert d'actions non payées en entier à une personne qui paraît être sans moyens suffisants pour les libérer, les administrateurs sont conjointement et solidairement responsables envers les créanciers de la compagnie, de la même manière et au même degré que le serait le cédant si le transfert n'avait pas été effectué; mais, en ce cas, si quelque administrateur présente lorsqu'on permet le transfert, inscrit immédiatement, ou si quelque administrateur absent alors, inscrit dans les vingt-quatre heures à compter du moment qu'il l'apprend et le peut faire, sur le livre des procès-verbaux du conseil d'administration, sa protestation contre le transfert permis, et publie cette protestation, dans les huit jours qui suivent, dans au moins un des journaux de la localité où la compagnie a son siège social, ou, s'il n'est pas publié de journal dans cet endroit, dans la localité la plus proche où il en existe, — il peut par là, mais non autrement, se décharger de cette responsabilité. S. R. 1941, c. 276, a. 69.
- Protestation.**
- 70.** Une action ne peut être transférée avant que tous les versements exigibles aient été payés sur cette action au moment du transfert.
- Versements.**
- 70.** No share shall be transferable until all calls payable thereon up to the time of transfer have been fully paid.
- 70.** Les administrateurs peuvent refuser d'enregistrer tout transfert d'actions appartenant à un actionnaire endetté envers la compagnie.
- Débiteur.**
- The directors may decline to register any transfer of shares belonging to any shareholder who is indebted to the company.
- Application.**
- The provisions of the immediately preceding paragraph shall not apply to the shares contemplated by subsection 2 of section 68. S. R. 1941, c. 276, a. 70.
- 71.** Tout transfert des actions ou autres intérêts d'un actionnaire décédé, qu'effectue son représentant est, bien que celui-ci ne soit pas lui-même actionnaire, aussi valable que si ce représentant avait la qualité d'actionnaire au moment où il passe l'acte de transfert. S. R. 1941, c. 276, a. 71.
- Actionnaire décédé.**
- 71.** Any transfer of the shares or other interest of a deceased shareholder, made by his representative, shall, notwithstanding such representative is not himself a shareholder, be of the same validity as if he had been a shareholder at the time of his execution of the instrument of transfer. R. S. 1941, c. 276, s. 71.
- 72.** 1. Si une transmission d'actions ou autres valeurs d'une compagnie a lieu par l'effet d'une disposition testamentaire, ou par suite de succession *ab intestat*, et si la vérification du testament ou de la disposition
- Preuve du testament, etc.**
- 72.** (1) If a transmission of shares or other securities of a company takes place by virtue of any testamentary act or instrument, or in consequence of an intestacy, and if the probate of the will
- Probate, etc.**

tion testamentaire, ou les lettres d'administration ou une autre pièce judiciaire ou officielle sous l'autorité de laquelle on prétend attribuer le titre de bénéficiaire ou fiduciaire ou l'administration des biens personnels du défunt, paraissent avoir été accordées par un tribunal ou par une autre autorité compétente du Canada, ou de la Grande-Bretagne ou de l'Irlande ou d'une autre possession de Sa Majesté ou d'un pays étranger, la vérification dudit testament ou les lettres d'administration, ou l'autre pièce judiciaire ou officielle ou une expédition authentique ou un extrait officiel de ces pièces, ainsi qu'une déclaration par écrit révélant la nature de cette transmission et signée et exécutée par la personne ou les personnes qui réclament en vertu de ces pièces, doivent être produits et déposés entre les mains du gérant, du secrétaire, du trésorier ou d'un autre fonctionnaire de la compagnie nommé par les administrateurs pour les recevoir.

Autorisation de transférer, etc.

2. La production et la remise ainsi faites sont pour les administrateurs, sujet aux prescriptions des lois de la province concernant les droits sur les successions, une autorisation suffisante de payer le montant ou la valeur de tout dividende, coupon, obligation, débenture, effet ou action ou d'opérer le transfert ou de consentir au transfert de toute obligation, débenture, effet ou action en conséquence et en conformité du testament vérifié, des lettres d'administration ou de l'autre pièce susmentionnée. S. R. 1941, c. 276, a. 72.

or of the testamentary act or instrument, or the letters of administration or other judicial or official instrument, under which the title, whether as beneficiary or trustee, or the administration of the personal estate of the deceased, is claimed to vest, purports to be granted by any court or other competent authority of the Dominion of Canada, or of Great Britain or Ireland, or of any other of Her Majesty's dominions, or of any foreign country, the probate of the said will or the said letters of administration or the said other judicial or official instrument or an authenticated copy thereof or official extract therefrom shall, together with a declaration in writing showing the nature of such transmission and signed and executed by the person or persons claiming by virtue thereof, be produced and deposited with the manager, secretary, treasurer or other officer of the company named by the directors for the purpose of receiving the same.

(2) Such production and deposit shall be sufficient authority to the directors, subject to the provisions of the law of the Province respecting succession duties, for paying the amount or value of any dividend, coupon, bond, debenture, obligation or share, or for transferring or consenting to the transfer of any bond, debenture, obligation or share, in pursuance of, and in conformity with, such probate, letters of administration or other such document aforesaid. R. S. 1941, c. 276, s. 72.

Authority for transfer, etc.

Demande à la Cour.

73. 1. En cas de transmission, par le décès d'un actionnaire ou pour quelque autre cause, de l'intérêt dans une action du capital de la compagnie, ou, en cas de mutation de la propriété ou du droit légal de possession d'une action par tout mode légal autre que le transfert conformément aux dispositions de la présente partie, la compagnie, si les administrateurs ont des doutes raisonnables sur la légalité de la réclamation de celui qui prétend avoir droit à cette action, peut produire à la Cour supérieure dans et pour le district où est situé son siège social, une requête par écrit, adressée à cette cour ou à un de ses juges, énonçant les faits et le nombre d'actions que possédait précédemment la personne au

Requête.

73. (1) Whenever the interest in any shares of the capital stock of the company is transmitted by the death of any shareholder or otherwise, or whenever the ownership of any shares or the legal right of possession of the same changes by any lawful means other than by transfer, according to the provisions of this Part, and the directors of the company entertain reasonable doubts as to the legality of any claim to such shares, the company may make and file in the Superior Court in and for the district in which the head office of the company is situated, a petition in writing, addressed to such court or to one of the judges thereof, setting forth the facts and the number of shares previously belonging to the person in whose name

Reference to courts.

Petition.

nom de laquelle ladite action est inscrite dans les livres de la compagnie, et demandant une ordonnance ou jugement qui ad-juge ou attribue cette action à celui ou à ceux qui y ont légalement droit.

Avis. 2. Avis de l'intention de présenter la requête est donné à celui qui prétend avoir droit à l'action, ou à son procureur dûment autorisé à cet effet, lequel, sur production de la requête, doit justifier du droit à l'action ou aux actions mentionnées dans ladite requête; et le délai pour plaider, et les autres formalités, sont ceux observés devant la Cour supérieure dans les cas analogues.

Frais. 3. Les frais faits pour obtenir l'ordonnance ou le jugement sont payés par la personne ou par les personnes à qui l'action ou les actions sont déclarées appartenir légalement, et le transfert de celles-ci n'est inscrit dans les livres de la compagnie qu'après le paiement de ces frais, sauf le recours de celui qui justifie de son droit aux actions contre toute personne qui le lui a contesté.

Jugement. 4. La compagnie doit se conformer à l'ordonnance ou au jugement de la cour qui établit le droit à ces actions. Cet ordre ou ce jugement rend la compagnie indemne et l'affranchit de toutes responsabilités relativement à toute autre réclamation qui pourrait être faite pour cette même action. S. R. 1941, c. 276, a. 73.

such shares stand in the books of the company, and praying for an order or judgment adjudicating and awarding the said shares to the person or persons legally entitled to the same.

(2) Notice of the intention to present such petition shall be given to the person claiming such shares, or to the attorney of such person duly authorized for the purpose, who shall, upon the filing of such petition, establish his right to the shares referred to in such petition; and the time to plead and all other proceedings in such cases shall be the same as those observed in analogous cases before the said Superior Court.

(3) The costs and expenses incurred in procuring such order or judgment shall be paid by the person or persons to whom such shares are declared lawfully to belong, and such shares shall not be transferred in the books of the company until such costs and expenses are paid,—saving the recourse of such person against any person contesting his right to such shares.

(4) The company shall be guided by the order or judgment of the court establishing the right to such shares. Such order or judgment shall hold the company harmless and indemnified and released from every other claim to the said shares or arising in respect thereof. R. S. 1941, c. 276, s. 73.

SECTION XXII

DU POUVOIR D'EMPRUNTER, D'HYPOTHÉQUER ET DE
CONSTITUER DES NANTISSEMENTS ET DES GAGES

**Règle-
ment:** 74. 1. S'ils y sont autorisés par un règlement approuvé par le vote d'au moins les deux tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale dûment convoquée à cette fin, les administrateurs peuvent, lorsqu'ils le jugent opportun, —

Emprunts; a) Faire des emprunts de deniers sur le crédit de la compagnie;

Valeurs; b) Émettre des obligations ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables;

**Hypothèques et
nantisse-
ments:** c) Nonobstant les dispositions du Code civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage les biens mobiliers ou immobiliers,

DIVISION XXII

BORROWING POWERS, ETC.

74. (1) If authorized by by-law, sanctioned by a vote of not less than two-thirds in value of the shares represented by the shareholders present at a general meeting called for considering the by-law, the directors may, when they deem it expedient,—

(a) Borrow money upon the credit of the company; **Bor-
rowing;**

(b) Issue debentures or other securities of the company, and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient; **Securities;**

(c) Notwithstanding the provisions of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge the moveable or immoveable pro- **Hypothecate, etc.;**

présents ou futurs, de la compagnie, pour assurer le paiement de telles obligations ou autres valeurs, ou donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins; et constituer l'hypothèque, le nantissement ou le gage ci-dessus mentionnés par acte de fidéicommiss, conformément aux articles 23 et 24 de la Loi des pouvoirs spéciaux des corporations (chap. 275), ou de toute autre manière;

Hypothèques et nantissements.

d) Hypothéquer ou nantir les immeubles, ou donner en gage ou autrement frapper d'une charge quelconque les biens meubles de la compagnie, ou donner ces diverses espèces de garanties, pour assurer le paiement des emprunts faits autrement que par émission d'obligations, ainsi que le paiement ou l'exécution des autres dettes, contrats et engagements de la compagnie.

Emprunts sur billets.

2. Les limitations et restrictions du présent article ne s'appliquent pas aux emprunts faits par la compagnie au moyen de lettres de change ou billets faits, tirés, acceptés ou endossés par la compagnie ou en faveur de la compagnie. S. R. 1941, c. 276, a. 74.

Copie des actes de fidéicommiss.

75. 1. Une copie de tout acte de fidéicommiss passé pour garantir une émission d'obligations ou autres valeurs de la compagnie doit être envoyée à tout porteur de toutes obligations ou valeurs, sur demande, et paiement, si l'acte est imprimé, d'une somme de vingt-cinq centins ou de tel autre montant moins élevé que la compagnie peut fixer par règlement, ou, si l'acte n'est pas imprimé, de dix centins par cent mots de copie.

Pénalité.

2. Si cette copie est refusée ou n'est pas expédiée sur demande, la compagnie est passible d'une amende n'excédant pas cent dollars pour tel refus ou négligence, et d'une amende additionnelle n'excédant pas dix dollars pour chaque jour que se continue cette omission; et tout administrateur, gérant, secrétaire ou autre officier de la compagnie, qui, sciemment, autorise ou permet que telle transmission ne soit pas faite, est passible de la même pénalité. S. R. 1941, c. 276, a. 75.

party, present or future, of the company, to secure any such debentures, or other securities, or give part only of such guarantee for such purposes; and constitute the hypothec, mortgage or pledge above mentioned, by trust deed, in accordance with sections 23 and 24 of the Special Corporate Powers Act (Chap. 275), or in any other manner;

(d) Hypothecate or mortgage the immoveable property of the company, or pledge or otherwise affect the moveable property, or give all such guarantees, to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of any other debt, contract or obligation of the company.

Hypothecate, etc.

(2) The limitations and restrictions contained in this section shall not apply to the borrowing of money by the company on bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company. R. S. 1941, c. 276, s. 74.

Loans on notes, etc.

75. (1) A copy of any trust deed for securing any issue of debentures or other securities of the company shall be forwarded to every holder of any such debenture or other security at his request, on payment in the case of a printed trust deed of the sum of twenty-five cents, or such less sum as may be prescribed by by-law of the company, or, where the trust deed has not been printed, on payment of ten cents for every one hundred words required to be copied.

Copy of trust deed.

(2) If such copy is refused or is not forwarded upon request, the company shall be liable to a fine of not more than one hundred dollars for such refusal or neglect, and to a further fine of not more than ten dollars for every day during which the neglect to forward a copy continues; and every director, manager, secretary or other officer of the company who knowingly authorizes or permits the neglect shall be liable to the like penalty. R. S. 1941, c. 276, s. 75.

Penalty.

SECTION XXIII

DES DIVIDENDES

Divi-
dendes. **76.** 1. Il n'est déclaré aucun dividende qui entame le capital de la compagnie.

Fonds de
réserve. 2. Le dividende annuel peut cependant être augmenté ou entièrement payé à même le fonds de réserve. S. R. 1941, c. 276, a. 76.

Comp-
agnies
minières,
etc. **77.** Les dispositions du paragraphe 1 de l'article 76 n'empêchent pas une compagnie minière ou une compagnie, dont l'actif comprend en tout ou en partie des biens qui se consomment par l'exploitation qu'on en fait, de déclarer ou de payer un dividende à même les fonds provenant de cette exploitation.

Capital
entamé. Les pouvoirs conférés par l'alinéa précédent peuvent être exercés, bien que la valeur de l'actif net de la compagnie puisse par là être réduite à une somme moindre que la valeur de son capital-actions émis, pourvu que, après le paiement du dividende, la balance de l'actif soit suffisante pour rencontrer toutes les obligations de la compagnie mais sans tenir compte du capital payé.

Paiement
en nature. Une telle compagnie peut payer un dividende en distribuant, en espèces ou en nature, une certaine partie de ses biens; mais la valeur réelle de ces biens ne doit pas excéder le montant du dividende déclaré. S. R. 1941, c. 276, a. 77.

Paiement
en actions. **78.** Les administrateurs peuvent déclarer que le montant de tout dividende qu'ils sont légalement autorisés à déclarer sera payé, en tout ou en partie, en actions du capital-actions de la compagnie, et autoriser à cette fin l'émission de ces actions, totalement ou partiellement libérées, ou créditer le montant de tel dividende sur les actions non totalement payées déjà émises, et, dans ce dernier cas, la responsabilité des détenteurs de ces actions est réduite jusqu'à concurrence du montant de ce dividende. S. R. 1941, c. 276, a. 78.

Compen-
sation. **79.** Les administrateurs peuvent déduire des dividendes payables à un actionnaire toutes sommes d'argent qu'il doit à la compagnie par suite d'appels de versements ou autrement. S. R. 1941, c. 276, a. 79.

DIVISION XXIII

DIVIDENDS

76. (1) No dividend shall be declared which will impair the capital of the company. **Dividends.**

(2) The annual dividend may, however, be supplemented or paid entirely out of the reserve fund. **Reserve fund.** R. S. 1941, c. 276, s. 76.

77. The provisions of subsection 1 of section 76 shall not prevent a mining company or a company whose assets are wholly or in part composed of goods which are consumed by the use made of them from declaring or paying a dividend out of the funds derived from such use. **Mining co., etc.**

The powers conferred by the preceding paragraph may be exercised, although the value of the net assets of the company may thereby be reduced to a sum less than the value of its issued capital stock, provided that, after payment of the dividend, the remaining assets be sufficient to meet all the obligations of the company apart from the paid-up capital. **Impairment of capital.**

Such company may pay a dividend by distributing, in species or in kind, part of its property; but the real value of such property shall not exceed the amount of the dividend declared. R. S. 1941, c. 276, s. 77. **Payment in kind.**

78. The directors may provide that the amount of any dividend that they may lawfully declare shall be paid, in whole or in part, in capital stock of the company, and for that purpose they may authorize the issue of shares of the company as fully paid or partly paid, or may credit the amount of such dividend on the shares of the company already issued but not fully paid, and, in the latter case, the liability of the holders of such shares shall be reduced by the amount of such dividend. R. S. 1941, c. 276, s. 78. **Stock dividends.**

79. The directors may deduct from the dividends payable to any shareholder all such sums of money as are due from him to the company, on account of calls or otherwise. R. S. 1941, c. 276, s. 79. **Compen-sation.**

SECTION XXIV

DES ADMINISTRATEURS ET DE LEURS POUVOIRS

Conseil
d'adminis-
tration.

80. Les affaires de la compagnie sont administrées par un conseil d'administration composé d'au moins trois membres. S. R. 1941, c. 276, a. 80.

Adminis-
trateurs
pro-
visaires.

81. Les personnes désignées comme tels dans les lettres patentes sont les administrateurs de la compagnie jusqu'à ce que d'autres personnes soient dûment nommées à leur place; et en l'absence d'autres dispositions à cet égard dans les lettres patentes, leur nombre constitue celui des administrateurs à élire jusqu'à ce qu'il y ait été pourvu autrement, conformément à l'article 84.

Défaut de
les rem-
placer.

Si elles n'ont pas été ainsi remplacées dans les six mois qui suivent la date de la constitution en corporation de la compagnie, une desdites personnes ou, si elles sont mortes, leurs héritiers ou ayants cause peuvent faire tenir une assemblée en donnant un avis de quinze jours francs de la date et de l'endroit de cette assemblée, dans la *Gazette officielle de Québec*, et lesdites personnes ou leurs héritiers ou ayants cause, présents à cette assemblée, peuvent adopter des règlements, répartir des actions et élire des administrateurs. S. R. 1941, c. 276, a. 81.

Élection
différée.

82. Si, à une époque quelconque, une élection d'administrateurs n'est pas faite, ou si elle n'est pas faite au temps fixé, la compagnie n'est point pour cela dissoute; mais l'élection peut avoir lieu à une assemblée générale subséquente de la compagnie convoquée à cette fin; et les administrateurs sortant de charge restent en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. S. R. 1941, c. 276, a. 82.

Qualités
requis-
des admi-
nistra-
teurs.

83. 1. Nul ne peut être élu ni nommé administrateur d'une compagnie à moins qu'il ne soit actionnaire, ou qu'une autre compagnie dont il est officier ou administrateur ne le soit et, si les règlements de la compagnie le stipulent, qu'il ne possède absolument en son propre nom, ou du chef de cette autre compagnie,

DIVISION XXIV

DIRECTORS AND THEIR POWERS

80. The affairs of the company shall be managed by a board of not less than three directors. R. S. 1941, c. 276, s. 80.

Board.

81. The persons named as such, in the letters patent, shall be the directors of the company, until replaced by others duly appointed in their stead, and, in the absence of other provisions in respect thereof in the letters patent, their number shall be that of the directors to be elected, until otherwise provided in accordance with section 84.

Pro-
visional
directors.

If not so replaced within six months from the date of the incorporation of the company, any of said persons or, if they be not living, their heirs or assigns, may cause a meeting to be held by giving fifteen clear days' notice of the time and place thereof in the *Quebec Official Gazette*, and the said persons, their heirs or assigns, present at such meeting, may pass by-laws, allot stock, and elect directors. R. S. 1941, c. 276, s. 81.

Neglect to
replace.

82. If, at any time, an election of directors is not made or does not take effect at the proper time, the company shall not be held to be thereby dissolved, but such election may take place at any subsequent general meeting of the company called for that purpose, and the retiring directors shall continue in office until their successors are elected. R. S. 1941, c. 276, s. 82.

Delay to
elect.

83. (1) No person shall be elected or appointed a director of a company unless he, or any other company of which he is an officer or director, is a shareholder and, if the by-laws of the company so provide, owning shares of the company absolutely in his own right or in the right of such other company to a required

Qualifica-
tion.

des actions de la compagnie jusqu'à concurrence d'un montant déterminé et qu'aucun versement sur ces actions ne soit en souffrance.

Exécuteur testamentaire, etc. 2. Celui qui détient, à titre d'exécuteur testamentaire, de tuteur, de curateur ou de fiduciaire, des actions sur lesquelles aucun versement n'est en souffrance, peut être élu ou nommé administrateur, et lorsqu'une autre compagnie détient de telles actions à l'un de ces titres, tout officier de cette autre compagnie peut être élu ou nommé administrateur.

Responsabilité. 3. Un administrateur élu ou nommé en exécution du paragraphe 2 n'est pas personnellement responsable sous le régime de l'article 93, mais la succession ou autre propriétaire véritable des actions détenues par cet administrateur ou par la compagnie dont il est officier, est assujéti aux responsabilités imposées aux administrateurs par le dit article.

Failli non éligible. 4. Un failli non libéré ne peut être élu ou nommé administrateur et lorsqu'un administrateur devient un failli il cesse d'être administrateur. S. R. 1941, c. 276, a. 83; 12-13 Eliz. II, c. 59, a. 12.

Changement du nombre d'administrateurs. **84.** La compagnie peut, par règlement, augmenter le nombre de ses administrateurs ou le réduire à trois au minimum, ou changer son siège social pourvu qu'il soit fixé dans la province; mais aucun règlement pour l'un de ces objets n'est valide, ni mis à exécution, à moins qu'il n'ait été approuvé par le vote d'au moins les deux tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale convoquée à cette fin, et qu'une copie, certifiée sous le sceau de la compagnie, n'en ait été remise au secrétaire de la province.

Avis. Un avis de ce règlement est publié dans la *Gazette officielle de Québec*. S. R. 1941, c. 276, a. 84; 9-10 Eliz. II, c. 80, a. 6; 12-13 Eliz. II, c. 59, a. 13.

Élection des administrateurs. **85.** Les actionnaires, réunis en assemblée générale, dans une localité située dans la province, élisent des administrateurs aux époques, de la manière et pour tel terme, ne dépassant pas deux ans, que les

amount and not in arrears in respect of any calls thereon.

(2) Any person holding, as testamentary executor, tutor, curator or trustee, shares not in arrears in respect of any call, may be elected or appointed a director and, where another company holds such shares in any of such capacities, any officer of such other company may be elected or appointed a director.

(3) A director elected or appointed under subsection 2 shall not be personally liable under section 93, but the estate or other beneficial owner of the shares held by such director or by the company of which he is an officer, shall be subject to the liabilities imposed upon the directors by the said section.

(4) An undischarged bankrupt shall not be elected or appointed a director, and when any director becomes a bankrupt he shall thereby cease to be a director. R. S. 1941, c. 276, s. 83; 12-13 Eliz. II, c. 59, s. 12.

84. The company may, by by-law, increase, or decrease to not less than three, the number of its directors, or may change the company's head office, provided it be within the Province, but no by-law for either of the said purposes shall be valid or acted upon unless it be approved by the vote of at least two-thirds in value of the shares represented by the shareholders present at a special general meeting called for considering the by-law, nor until a copy of such by-law, certified under the seal of the company, has been deposited with the Provincial Secretary.

A notice of such by-law shall be published in the *Quebec Official Gazette*. R. S. 1941, c. 276, s. 84; 9-10 Eliz. II, c. 80, s. 6; 12-13 Eliz. II, c. 59, s. 13.

85. Directors of the company shall be elected by the shareholders, in general meeting of the company assembled, at some place within the Province, at such times, in such manner and for such term,

lettres patentes ou, si elles ne contiennent aucune mention à ce sujet, que les règlements de la compagnie prescrivent. S. R. 1941, c. 276, a. 85.

not exceeding two years, as the letters patent or, if they make no provision therefor, as the by-laws of the company prescribe. R. S. 1941, c. 276, s. 85.

Élection: **86.** En l'absence d'autres dispositions à cet égard, dans les lettres patentes ou dans les règlements de la compagnie:

86. In the absence of other provisions in such behalf in the letters patent or by-laws of the company,—

Annuelle; 1° L'élection des administrateurs a lieu annuellement, et tous les administrateurs alors en fonction se retirent; mais ils peuvent être réélus s'ils ont, du reste, les qualités requises;

(1) The election of directors shall take place yearly, and all the directors then in office shall retire, but, if otherwise qualified, they shall be eligible for reelection;

Scrutin; 2° Les élections des administrateurs se font au scrutin;

(2) Every election of directors shall be by ballot;

Vacance; 3° S'il survient des vacances dans le conseil d'administration, les administrateurs peuvent y pourvoir, en nommant aux places vacantes, pour le reste du terme, des actionnaires de la compagnie possédant les qualités requises;

(3) Any vacancy occurring in the board of directors may be filled, for the remainder of the term, by the directors, from among the qualified shareholders of the company;

Officiers. 4° Les administrateurs élisent parmi eux un président et, s'ils le jugent à propos, un président d'assemblées et un ou plusieurs vice-présidents de la compagnie; ils peuvent aussi nommer tous autres officiers de la compagnie. S. R. 1941, c. 276, a. 86.

(4) The directors shall elect from among themselves a president and, if they see fit, a chairman of meetings and one or more vice-presidents of the company, and may also appoint all other officers thereof. R. S. 1941, c. 276, s. 86.

Frais et dépenses des administrateurs. **87.** Tout administrateur peut, avec le consentement de la compagnie donné en assemblée générale, être indemnisé et remboursé, par la compagnie, des frais et dépenses qu'il fait au cours ou à l'occasion d'une action, poursuite ou procédure intentée ou exercée contre lui, à raison d'actes, de choses ou faits accomplis ou permis par lui dans l'exercice et pour l'exécution de ses fonctions; et aussi de tous autres frais et dépenses qu'il fait au cours ou à l'occasion des affaires relevant de sa charge, excepté ceux résultant de sa faute. S. R. 1941, c. 276, a. 87.

87. Every director of the company may, with the consent of the company, given at any general meeting thereof, be indemnified and saved harmless out of the funds of the company, from and against all costs, charges and expenses which he sustains or incurs in or about any action, suit or proceeding which is brought, commenced or prosecuted against him, for or in respect of any act, deed, matter or thing made, done or permitted by him, in or about the execution of the duties of his office, and also from and against all other costs, charges and expenses which he sustains or incurs, in or about or in relation to the affairs thereof,—except such costs, charges or expenses as are occasioned by his own fault. R. S. 1941, c. 276, s. 87.

Administration. **88.** 1. Les administrateurs de la compagnie peuvent en administrer les affaires et passer, en son nom, toutes espèces de contrats permis par la loi.

88. (1) The directors may administer the affairs of the company in all things, and make or cause to be made for it, in its name, any kind of contract which it may lawfully enter into.

Règlements. 2. Ils peuvent faire des règlements non contraires à la loi ou aux lettres patentes pour régler les objets suivants:

(2) They may make by-laws not contrary to law, nor to the letters patent of the company, for the following purposes:

a) La répartition des actions, les appels de versements, les versements, l'émission et l'enregistrement des certificats d'actions, la confiscation des actions à défaut de paiement, la disposition des actions confisquées et de leur produit, et le transfert des actions;

b) La déclaration et le paiement des dividendes;

c) Le nombre des administrateurs, la durée de leur charge, le montant d'actions qu'ils doivent posséder pour être éligibles, et leur rétribution, s'ils doivent en recevoir une;

d) La nomination, les fonctions, les devoirs et la destitution de tous agents, officiers et serviteurs de la compagnie, le cautionnement à fournir par eux à la compagnie, et leur rémunération;

e) L'époque et le lieu, dans la province, des assemblées annuelles de la compagnie, la convocation des assemblées régulières et spéciales du conseil d'administration et de la compagnie, le quorum, les conditions exigées des fondés de pouvoir non autrement déterminées par la présente partie et la manière de procéder à ces assemblées;

f) L'imposition et le recouvrement des amendes et des confiscations susceptibles d'être déterminées par règlement;

g) La conduite des affaires de la compagnie sous tous autres rapports.

Révocation, etc.

3. Les administrateurs peuvent révoquer, modifier ou remettre en vigueur ces règlements; mais chaque règlement (excepté ceux relatifs aux matières énoncées dans le sous-paragraphe *d* du paragraphe 2 du présent article), et chaque révocation, modification ou remise en vigueur d'un règlement, à moins qu'ils ne soient ratifiés dans l'intervalle par une assemblée générale de la compagnie dûment convoquée à cette fin, ne sont en vigueur que jusqu'à la prochaine assemblée annuelle de la compagnie; et s'ils ne sont pas ratifiés à cette assemblée, ils cessent, mais de ce jour seulement, d'être en vigueur. S. R. 1941, c. 276, a. 88.

Comité exécutif.

89. Lorsque le conseil d'administration d'une compagnie se compose de plus de six administrateurs il peut, s'il y est autorisé par règlement régulièrement adopté par le vote d'au moins les deux tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale

(a) The regulating of the allotment of stock, the making of calls thereon, the payment thereof, the issue and registration of certificates of stock, the forfeiture of stock for non-payment, the disposal of forfeited stock and of the proceeds thereof, and the transfer of stock;

(b) The declaration and payment of dividends;

(c) The number of the directors, their term of service, the amount of their stock qualifications, and their remuneration, if any;

(d) The appointment, functions, duties and removal of all agents, officers and servants of the company, the security to be given by them to the company, and their remuneration;

(e) The time and the place within the Province for the holding of the annual meetings of the company, the calling of meetings, regular and special, of the board of directors and of the company, the quorum, the requirements as to proxies not otherwise prescribed by this Part, and the procedure in all things at such meetings;

(f) The imposition and recovery of all penalties and forfeitures which admit of regulation by by-law;

(g) The conduct in all other particulars of the affairs of the company.

(3) The directors may repeal, amend or re-enact such by-laws, but every such by-law (except by-laws made respecting the matters set forth in paragraph *d* of subsection 2 of this section) and every repeal, amendment or re-enactment thereof, unless in the meantime confirmed at a general meeting of the company duly called for that purpose, shall have effect only until the next annual meeting of the company, and, in default of confirmation thereat, shall, at and from that time only, cease to be in force. R. S. 1941, c. 276, s. 88.

Repeal, etc.

89. When the board of directors of a company consists of more than six directors it may, if thereunto authorized by by-law regularly adopted by the vote of at least two-thirds in value of the shares represented by the shareholders present at a special general meeting of the com-

Executive committee.

de la compagnie, choisir parmi ses membres un comité exécutif composé d'au moins trois administrateurs. Ce comité exécutif peut exercer les pouvoirs du conseil d'administration délégués par ce règlement, sujet aux restrictions contenues dans ce règlement et sujet aux autres règlements qui peuvent être édictés de temps à autre par les administrateurs. S. R. 1941, c. 276, a. 89.

pany, elect from among its members an executive committee composed of at least three directors. The executive committee may exercise the powers of the board of directors delegated by such by-law, subject to the restrictions therein contained and subject to the other by-laws which may be enacted from time to time by the directors. R. S. 1941, c. 276, s. 89.

Distribu-
tion de
l'actif.

90. Les administrateurs d'une compagnie qui, pour quelque raison autre que sa liquidation, a discontinué ses opérations peuvent, s'il a été pourvu au paiement ou à la garantie de toutes ses dettes ou obligations, adopter un règlement pour la distribution, aux actionnaires, de tout ou partie de l'actif de la compagnie. Cette distribution ne pourra avoir lieu que quinze jours après la publication d'un sommaire du règlement dans la *Gazette officielle de Québec*. S. R. 1941, c. 276, a. 90.

90. When a company has ceased to carry on business, except for the purpose of winding-up its affairs, and has no debts or obligations that have not been provided for or protected, the directors may pass by-laws for distributing the assets of the corporation, or any part of them, among the shareholders. No such distribution shall be made until fifteen days after the publication of a summary of the by-law in the *Quebec Official Gazette*. R. S. 1941, c. 276, s. 90.

Distribu-
tion of
assets.

SECTION XXV

DE LA RESPONSABILITÉ DES ADMINISTRATEURS

Divi-
dende
illégal.

91. Si les administrateurs déclarent et payent quelque dividende après l'insolvabilité de la compagnie, ou quelque dividende dont le paiement la rend insolvable ou diminue son capital, ils sont conjointement et solidairement responsables, tant envers la compagnie qu'envers ses actionnaires individuellement et ses créanciers, de toutes les dettes de la compagnie alors existantes, et de toutes celles contractées ensuite pendant qu'ils demeurent en fonction; mais, dans ce cas, si quelque administrateur présent lorsque le dividende est déclaré, inscrit immédiatement ou si quelque administrateur absent alors, inscrit, dans les vingt-quatre heures à compter du moment qu'il apprend la déclaration et le peut faire, sur le livre des procès-verbaux du conseil d'administration, son opposition contre le dividende, et publie cette opposition dans la huitaine suivante, dans au moins un journal de la localité où la compagnie a son siège principal, ou, s'il n'y a pas là de journal, dans la localité la plus voisine où il y en existe; il est par là, et non autrement, exonéré de toute responsabilité. S. R. 1941, c. 276, a. 91.

Protesta-
tion.

DIVISION XXV

LIABILITY OF DIRECTORS

91. If the directors of the company declare and pay any dividend when the company is insolvent, or any dividend the payment of which renders the company insolvent or impairs the capital thereof, they shall be jointly and severally liable, as well to the company as to the individual shareholders and creditors thereof, for all the debts of the company then existing and for all thereafter contracted during their continuance in office, but if any director present when such dividend is declared does forthwith, or if any director then absent does, within twenty-four hours after he becomes aware thereof and able so to do, enter on the minutes of the board of directors his protest against the same, and within eight days thereafter publishes such protest in at least one newspaper published at the place in which the head office or chief place of business of the company is situated, or, if there is no newspaper there published, then in the newspaper nearest thereto, such director may thereby, and not otherwise, exonerate himself from such liability. R. S. 1941, c. 276, s. 91.

Improper
dividends.

Protest.

Prêt aux actionnaires.

92. La compagnie ne peut faire de prêt à aucun de ses actionnaires; et si quelque prêt semblable se fait, tous administrateurs et autres officiers de la compagnie qui l'ont effectué ou qui, de quelque manière que ce soit, y ont consenti, sont conjointement et solidairement responsables envers la compagnie et ses créanciers de la somme prêtée et de l'intérêt. S. R. 1941, c. 276, a. 92.

92. No loan shall be made by the company to any shareholder. If such loan is made, all directors and other officers of the company making the same, or in anywise assenting thereto, shall be jointly and severally liable for the amount of such loan, with interest, to the company, and also to the creditors of the company. R. S. 1941, c. 276, s. 92.

Loans to shareholders.

Salaires des employés.

93. 1. Les administrateurs de la compagnie sont solidairement responsables envers ses employés, jusqu'à concurrence de six mois de salaire, pour services rendus à la compagnie pendant leur administration respective.

93. (1) The directors of the company shall be jointly and severally liable to its employees for all debts not exceeding six months' wages due for services rendered to the company whilst they are such directors respectively.

Wages of employees.

Responsabilité assujettie à certaines conditions.

2. Un administrateur ne devient responsable d'une telle dette que si

(2) No director shall be liable to an action therefor unless

Conditions of liability to action.

a) la compagnie est poursuivie dans l'année du jour où la dette est devenue exigible et le bref d'exécution est rapporté insatisfait en totalité ou en partie; ou si

(a) the company is sued within one year after the debt became due and the writ of execution is returned unsatisfied wholly or in part; or

b) la compagnie, pendant cette période, fait l'objet d'une ordonnance de mise en liquidation ou devient faillie au sens de la Loi sur la faillite et une réclamation de cette dette est déposée. S. R. 1941, c. 276, a. 93; 12-13 Eliz. II, c. 59, a. 14.

(b) during such delay, a winding-up order is made against the company or it becomes bankrupt within the meaning of the Bankruptcy Act and a claim for such debt is filed. R. S. 1941, c. 276, s. 93; 12-13 Eliz. II, c. 59, s. 14.

SECTION XXVI

DIVISION XXVI

DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

GENERAL MEETINGS

Convocation.

94. À défaut d'autres dispositions contenues dans les lettres patentes, les lettres patentes supplémentaires ou les règlements de la compagnie, avis de la date et de l'endroit d'une assemblée générale, y compris les assemblées annuelles et spéciales, doit être donné au moins dix jours avant ces assemblées, par lettre recommandée, à chaque actionnaire, à sa dernière adresse connue, et par un avis dans un journal publié en français et un journal publié en anglais dans la localité où la compagnie a son siège social et, s'il n'y a pas de journaux publiés dans cette localité ou qu'il n'y en ait qu'un, par un avis inséré dans un ou deux journaux, suivant le cas, publiés dans la localité la plus proche. S. R. 1941, c. 276, a. 94.

94. In default of other express provision in the letters patent or supplementary letters patent or by-laws of a company, notice of the time and place for holding general meetings, including the annual and special meetings, shall be given at least ten days previously thereto by registered letter to each shareholder at his last known address, and by an advertisement in a newspaper published in the English language and in a newspaper published in the French language at the place where the company has its head office, or if there is only one, by a notice inserted in one or two newspapers, as the case may be, published in the nearest place. R. S. 1941, c. 276, s. 94.

Notice.

Assem-
blées an-
nuelles.

95. 1. Une assemblée annuelle des actionnaires de la compagnie doit être tenue, chaque année, à l'époque et à l'endroit déterminés par les lettres patentes ou les règlements de la compagnie, et, à défaut de pareilles dispositions à cet égard, une assemblée annuelle doit avoir lieu le quatrième mercredi de janvier de chaque année, et, si ce jour est férié, le jour juridique suivant, dans la localité désignée dans les lettres patentes comme étant le siège social de la compagnie.

Rapports,
etc.

2. À cette assemblée les administrateurs doivent soumettre à la compagnie,

a) Un bilan dressé à une date ne précédant pas de plus de quatre mois cette assemblée annuelle; toutefois, une compagnie qui fait des opérations hors de la province peut, par résolution adoptée à une assemblée générale, étendre cette période, pourvu qu'elle n'excède pas six mois;

b) Un relevé général des recettes et des dépenses pendant l'exercice se terminant à la date la plus rapprochée de ce bilan;

c) Le rapport du vérificateur ou des vérificateurs des comptes;

d) Tous autres renseignements relatifs à la situation financière de la compagnie exigés par les lettres patentes, les lettres patentes supplémentaires ou les règlements de la compagnie.

Bilan.

3. Chaque bilan doit être dressé de manière à énoncer séparément au moins les item suivants de l'actif et du passif:

a) Les deniers en caisse;

b) Les créances de la compagnie contre ses clients;

c) Les créances de la compagnie contre les administrateurs, officiers et actionnaires, respectivement;

d) Les marchandises en main;

e) Les dépenses faites en vue d'opérations futures;

f) Les biens mobiliers et immobiliers;

g) La clientèle (*goodwill*), les concessions, les brevets et droits d'auteur, les marques de commerce, les loyers, les contrats et les permis;

h) Les dettes de la compagnie garanties par hypothèques ou autres charges sur les biens de la compagnie;

i) Les dettes non garanties de la compagnie;

95. (1) An annual meeting of the shareholders of the company shall be held at such time and place in each year as the letters patent or by-laws of the company provide, and in default of such provisions in that behalf an annual meeting shall be held at the place named in the letters patent as the place of the head office of the company, on the fourth Wednesday in January in every year, and, if such day be a holiday, then on the next following juridical day.

Annual
meeting.

(2) At such meeting the directors shall lay before the company,—

State-
ments,
etc.

(a) A balance sheet made up to a date not more than four months before such annual meeting; provided however that a company which carries on its undertaking outside the Province may, by resolution at a general meeting, extend this period to not more than six months;

(b) A general statement of income and expenditure for the financial period ending nearest to the date of such balance sheet;

(c) The report of the auditor or auditors;

(d) Such further information respecting the company's financial position as the letters patent, supplementary letters patent or by-laws of the company require.

(3) Every balance sheet shall be drawn up so as to distinguish severally at least the following classes of assets and liabilities, namely:

Balance
sheet.

(a) Cash;

(b) Debts owing to the company by its customers;

(c) Debts owing to the company by its directors, officers and shareholders respectively;

(d) Stock in trade;

(e) Expenditures made on account of future business;

(f) Moveable and immoveable property;

(g) Goodwill, franchises, patents and copyrights, trade-marks, leases, contracts and licenses;

(h) Debts owing by the company, secured by mortgage or other lien upon the property of the company;

(i) Debts owing by the company, but not secured;

j) Le montant des actions ordinaires, souscrites et réparties, et le montant versé sur ces actions, en indiquant quelle proportion de ces actions a été émise pour services rendus, commissions ou acquisitions d'actif, depuis la dernière assemblée annuelle;

k) Le montant des actions privilégiées, souscrites et réparties, et le montant versé sur ces actions, en indiquant quelle proportion de ces actions a été répartie pour services rendus, commissions ou acquisitions d'actif, depuis la dernière assemblée annuelle;

l) Les obligations indirectes et conditionnelles;

m) Le montant à déduire pour la dépréciation de l'usine, de l'outillage, du fonds de commerce et de toutes autres choses de même nature. S. R. 1941, c. 276, a. 95.

(j) Amount of common shares, subscribed for and allotted, and the amount paid thereon, showing the amount thereof allotted for services rendered, for commissions or for assets acquired since the last annual meeting;

(k) Amount of preferred shares subscribed for and allotted and the amount paid thereon, showing the amount thereof allotted for services rendered, for commissions or for assets acquired since the last annual meeting;

(l) Indirect and contingent liabilities;

(m) Amount written off on account of depreciation of plant, machinery, stock-in-trade and all other similar items. R. S. 1941, c. 276, s. 95.

Assemblée
spéciale.

96. 1. Sur réception par le secrétaire de la compagnie d'une demande par écrit, signée par les porteurs d'au moins un dixième des actions souscrites de la compagnie, indiquant les objets de l'assemblée projetée, les administrateurs ou, s'ils ne sont pas en nombre suffisant pour former un quorum, l'administrateur ou les administrateurs qui restent, doivent immédiatement convoquer une assemblée générale spéciale de la compagnie pour l'expédition de l'affaire mentionnée dans la demande.

Convocation
par les action-
naires.

2. Si l'assemblée n'est pas convoquée et tenue dans les vingt et un jours à compter de la date à laquelle la demande de convocation a été déposée au siège social de la compagnie, tous actionnaires, signataires de la demande ou non, possédant au moins un dixième en valeur des actions souscrites de la compagnie, peuvent eux-mêmes convoquer cette assemblée générale spéciale.

Convoca-
tion par
les admi-
nistra-
teurs.

3. Les administrateurs peuvent, en tout temps, à leur discrétion, convoquer une assemblée générale spéciale de la compagnie pour l'expédition de toute affaire.

Avis.

4. L'avis de toute assemblée générale spéciale doit indiquer l'affaire qui doit y être prise en considération. S. R. 1941, c. 276, a. 96.

Président.

97. Le président d'assemblées, s'il y en a un, doit présider toute assemblée générale de la compagnie. S'il n'y a pas de président d'assemblées ou s'il est absent, le président de la compagnie préside alors de

96. (1) Upon the receipt by the secretary of the company of a requisition in writing, signed by the holders of not less than one-tenth of the subscribed shares of the company, setting out the objects of the proposed meeting, the directors, or, if there is not a quorum in office, the remaining directors or director, shall forthwith convene a special general meeting of the company for the transaction of the business mentioned in the requisition. Special meetings.

(2) If the meeting is not called and held within twenty-one days from the date upon which the requisition was left at the head office of the company, any shareholders holding not less than one-tenth in value of the subscribed shares of the company, whether they signed the requisition or not, may themselves convene such special general meeting. Calling by share-holders.

(3) The directors may at any time, of their own motion, call a special general meeting of the company for the transaction of any business. Calling by directors.

(4) Notice of any special general meeting shall state the business which is to be transacted thereat. R. S. 1941, c. 276, s. 96. Notice.

97. The chairman of meetings, if there be one, shall preside at every general meeting of the company. If there is no chairman of meetings or if he is absent, then the president of the company shall Presiding officer.

droit et en son absence ce droit est dévolu au vice-président. Si, à une assemblée, aucun des officiers susmentionnés n'est présent dans les quinze minutes qui suivent l'heure fixée pour la tenue de l'assemblée, les actionnaires présents doivent choisir un d'entre eux pour remplir les fonctions de président de cette assemblée. S. R. 1941, c. 276, a. 97.

de jure preside as chairman, and, in his absence, such right shall devolve upon the vice-president. If, at any meeting, none of the above-mentioned officers is present within fifteen minutes after the time appointed for holding the meeting, the shareholders present shall choose one of their number to be chairman of such meeting. R. S. 1941, c. 276, s. 97.

Résolu-
tion.

98. 1. Dans toute assemblée générale, à moins qu'un vote ne soit demandé, la déclaration par le président qu'une résolution a été adoptée et une entrée faite à cet effet dans les procès-verbaux de la compagnie constituent, à première vue, la preuve de ce fait, sans qu'il soit nécessaire de prouver la quantité ou la proportion des votes enregistrés en faveur de cette résolution ou contre elle.

98. (1) At any general meeting, unless a poll be demanded, a declaration by the chairman that a resolution has been carried, and an entry to that effect in the minutes of the company, shall be *prima facie* evidence of the fact, without proof of the number or proportion of the votes recorded in favour of or against such resolution.

Le vote.

2. Si un vote est demandé, il doit être pris de la manière prescrite par les règlements et, si les règlements ne contiennent aucune disposition à cet égard, de la manière qu'indiquera le président.

(2) If a poll is demanded it shall be taken in such manner as the by-laws prescribe, and, if the by-laws make no provision therefor, then as the chairman may direct.

Vote pré-
pondérant.

3. En l'absence d'autres dispositions à cet égard dans les lettres patentes, les lettres patentes supplémentaires ou les règlements de la compagnie, dans le cas d'égalité des votes, à une assemblée générale, le président a droit à un second vote ou vote prépondérant.

(3) Failing other provisions in that behalf in the letters patent, supplementary letters patent or by-laws of the company, in the case of an equality of votes at any general meeting the chairman shall be entitled to a second or casting-vote.

Compagnie du
type fa-
miliai.

4. Toutefois, lorsqu'il s'agit de l'élection d'administrateurs d'une compagnie qui n'a jamais offert d'actions de son fonds social en vente au public et dont au moins soixante pour cent des actions est détenu par les membres d'une même famille, le président n'a pas droit à un second vote ou vote prépondérant, mais dans ce cas, s'il y a égalité de voix et impossibilité pour les actionnaires de s'entendre sur le choix d'un ou de plusieurs administrateurs, celui-ci ou ceux-ci sont désignés, parmi les personnes qualifiées pour remplir la fonction, par un comité d'arbitrage composé de trois personnes nommées ainsi qu'il suit: une par chacun des actionnaires ou groupes d'actionnaires opposés et la troisième par les deux arbitres ainsi nommés; si ceux-ci ne s'entendent pas pour faire cette nomination, elle est faite, sur requête sommaire d'un actionnaire, signifiée au siège social de la compagnie, avec au moins un jour d'avis de sa présentation, par le juge

(4) Nevertheless, in the case of the election of directors of a company which has never offered shares of its capital stock for sale to the public and of which sixty per centum or more of the shares are held by members of the same family, the chairman shall not be entitled to a second or casting-vote, but in such case, if there is an equality of votes, and the shareholders cannot agree on the choice of one or more directors, such director or directors shall be chosen, from amongst the persons qualified for office, by a board of arbitration composed of three persons appointed as follows: one by each of the opposing shareholders or groups of shareholders and the third by the two arbitrators so appointed; if the latter do not agree on such appointment, it shall be made, on summary petition by a shareholder, served at the corporate seat of the company, with at least one day's notice of its presentation, by the chief district

en chef de district ou le juge en chef adjoint de district, selon que le siège social de la compagnie est situé dans un district judiciaire relevant de la juridiction administrative de l'un ou de l'autre. A défaut par l'un ou par l'autre de ces actionnaires ou groupes d'actionnaires de nommer son arbitre séance tenante ou dans les deux jours qui suivent l'assemblée, celui-ci est désigné par le juge en chef de district ou le juge en chef adjoint de district, suivant la même procédure. S. R. 1941, c. 276, a. 98; 1-2 Eliz. II, c. 59, a. 1; 12-13 Eliz. II, c. 59, a. 15.

judge or the associate chief district judge, according as the corporate seat of the company is situated in a judicial district within the administrative jurisdiction of the one or of the other. On failure by one or other of such shareholders or groups of shareholders to appoint his or its arbitrator at the meeting or within two days thereafter, he shall be designated by the chief district judge or associate chief district judge, in accordance with the same procedure. R. S. 1941, c. 276, s. 98; 1-2 Eliz. II, c. 59, s. 1; 12-13 Eliz. II, c. 59, s. 15.

Vote des
action-
naires.

99. Sujet aux lettres patentes, aux lettres patentes supplémentaires ou aux règlements, chaque actionnaire, à toutes les assemblées des actionnaires, a droit à autant de votes qu'il possède d'actions de la compagnie, et il peut voter par fondé de pouvoir; mais aucun actionnaire, qui doit des arrérages sur un appel quelconque, n'a le droit de voter à une assemblée. S. R. 1941, c. 276, a. 99.

99. Subject to the letters patent, supplementary letters patent or by-laws, at all meetings of shareholders every shareholder shall be entitled to as many votes as he holds shares in the company, and may vote by proxy, but no shareholder in arrears in respect of any call shall be entitled to vote at any meeting. R. S. 1941, c. 276, s. 99.

Votes of
share-
holders.

Procura-
tions.

100. 1. L'acte nommant un fondé de pouvoir doit être fait par écrit sous la signature du mandant ou de son procureur autorisé par écrit, ou, si le mandant est une corporation, soit sous le sceau de la corporation ou la signature d'un officier ou soit sous la signature d'un procureur ainsi autorisé; et la procuration devient caduque après l'expiration d'un an à compter de sa date, à moins qu'elle ne soit pour une autre période.

100. (1) The instrument appointing a proxy shall be in writing under the hand of the appointor or of his attorney duly authorized in writing, or, if the appointor be a corporation, either under the common seal of the corporation or under the hand of an officer or attorney so authorized, and shall cease to be valid after the expiration of one year from the date thereof, unless it be for some other period.

Proxies.

Présomp-
tion.

Tout actionnaire représenté à une assemblée générale ou spéciale des actionnaires par un fondé de pouvoir dûment constitué suivant la loi ou les règlements de la compagnie est présumé être présent lui-même à l'assemblée.

Any shareholder represented at a general or special meeting of shareholders by proxy, given according to law or the by-laws of the company, shall be considered to be present himself at the meeting.

Presump-
tion.

Condi-
tions
requises.

2. Nulle personne ne peut remplir les fonctions de fondé de pouvoir à moins d'avoir autrement droit personnellement d'être présente et de voter à l'assemblée à laquelle elle remplit les fonctions de fondé de pouvoir ou d'avoir été nommée pour remplir ces fonctions de fondé de pouvoir pour une corporation.

(2) No person shall act as proxy unless he is entitled on his own behalf to be present and vote at the meeting at which he acts as proxy, or has been appointed to act at that meeting as proxy for a corporation.

Qualifica-
tion.

Votation.

3. Un fondé de pouvoir d'un actionnaire absent n'a pas le droit de voter en levant la main.

(3) A proxy for an absent shareholder shall not have the right to vote on a show of hands.

Voting.

Formule. 4. Un acte nommant un fondé de pouvoir doit être fait suivant la formule 14 ou toute autre formule qui peut être prescrite par les règlements de la compagnie, et ne doit contenir que la nomination du fondé de pouvoir avec, s'il y a lieu, la révocation d'un acte antérieur nommant un fondé de pouvoir.

Révocation. 5. Un acte nommant un fondé de pouvoir peut être révoqué en tout temps. S. R. 1941, c. 276, a. 100.

(4) An instrument appointing a proxy **Form.** may be in accordance with form 14 or such other form as may be prescribed by the by-laws of the company, and shall not contain anything but the appointment of the proxy or a revocation of a former instrument appointing a proxy.

(5) An instrument appointing a proxy **Revoca-** tion. may be revoked at any time. R. S. 1941, c. 276, s. 100.

SECTION XXVII

DES LIVRES DE LA COMPAGNIE

Livre des actionnaires.

101. 1. La compagnie fait tenir par son secrétaire ou par quelque autre officier spécialement chargé de ce soin, un livre ou des livres où sont enregistrés:

a) Une copie des lettres patentes constituant en corporation la compagnie, de toutes lettres patentes supplémentaires, et de tous les règlements de la compagnie;

b) Les noms, par ordre alphabétique, de toutes les personnes qui sont ou qui ont été actionnaires;

c) L'adresse et l'occupation ou profession de chaque personne pendant qu'elle est actionnaire, en autant qu'on peut les constater;

d) Le nombre des actions possédées par chaque actionnaire;

e) Les versements acquittés et ce qui reste à payer sur les actions de chaque actionnaire;

f) Les noms, adresses et professions de ceux qui sont ou qui ont été administrateurs de la compagnie, avec les diverses dates auxquelles ils sont devenus ou ont cessé d'être administrateurs.

Registre des transferts.

2. La compagnie doit aussi avoir un livre portant le nom de « Registre des transferts »; et, dans ce livre sont inscrites les particularités de chaque transfert d'actions de son capital. S. R. 1941, c. 276, a. 101.

Registre des hypothèques.

102. 1. Toute compagnie doit tenir un registre des hypothèques et y inscrire toute hypothèque et charge grevant les biens de la compagnie, donnant, pour chaque cas, une description succincte des biens hypothéqués, ou grevés, le montant

DIVISION XXVII

BOOKS OF THE COMPANY

101. (1) The company shall cause a **Book** book or books to be kept by the secretary, **Contents.** or by some other officer specially charged with that duty, wherein shall be kept recorded:

(a) A copy of the letters patent incorporating the company, and of any supplementary letters patent, and of every by-law of the company;

(b) The names, alphabetically arranged, of all persons who are or have been shareholders;

(c) The address and calling of every such person, while such shareholder, as far as can be ascertained;

(d) The number of shares of stock held by each shareholder;

(e) The amounts paid in and remaining unpaid, respectively, on the stock of each shareholder;

(f) The names, addresses and callings of all persons who are or have been directors of the company, with the several dates at which each became or ceased to be such director.

(2) A book called the register of transfers shall be provided, and in such book **Register** shall be entered the particulars of every **of trans-** transfer of shares in the capital of the company. R. S. 1941, c. 276, s. 101.

102. (1) Every company shall keep a **Register** register of mortgages, and enter therein all **of mort-** mortgages and charges affecting property **gages.** of the company, giving in each case a short description of the property mortgaged or charged, the amount of the mortgage or

de l'hypothèque ou de la charge et, sauf dans le cas d'obligations ou autres valeurs à ordre ou au porteur, les noms des créanciers hypothécaires ou des ayants droit. En ce qui regarde les hypothèques et charges garantissant le paiement des obligations et autres valeurs payables à ordre ou au porteur, il suffit d'indiquer le nom du fidéicommissaire en faveur duquel l'hypothèque est constituée.

Omission
des
entrées.

Amende.

2. Tout administrateur, gérant ou autre officier de la compagnie, qui, sciemment et volontairement, autorise ou permet l'omission d'une des entrées exigées par le présent article, se rend passible, sur poursuite sommaire, d'une amende n'excédant pas deux cents dollars. S. R. 1941, c. 276, a. 102.

Accès aux
livres.

103. Les livres et registres mentionnés aux articles 101 et 102 peuvent être consultés tous les jours, au siège social de la compagnie, les dimanches et jours de fête exceptés, pendant les heures raisonnables d'affaires, par les actionnaires, les porteurs d'actions ordinaires ou privilégiées et les créanciers de la compagnie, ainsi que par leurs représentants et par tout créancier ayant un jugement contre un actionnaire; et il est permis à l'actionnaire et au créancier ou à leurs représentants d'en faire des extraits. S. R. 1941, c. 276, a. 103; 11 Geo. VI, c. 65, a. 1.

Livres à
être tenus.

104. Toute compagnie doit tenir, à son siège social dans la province, un ou plusieurs livres où sont inscrits:

- a) ses recettes et déboursés et les matières auxquelles se rapportent les uns et les autres;
- b) ses transactions financières;
- c) ses créances et obligations;
- d) les procès-verbaux des assemblées de ses actionnaires et de ses administrateurs et des votes pris à ces assemblées.

Certificat.

Chaque procès-verbal inscrit dans ce ou ces livres doit être certifié par le président de la compagnie ou de l'assemblée, ou par le secrétaire de la compagnie. S. R. 1941, c. 276, a. 103a; 11 Geo. VI, c. 65, a. 2.

Infrac-
tions et
peines.

105. 1. Tout administrateur, officier ou serviteur de la compagnie

- a) qui refuse de montrer les livres et registres mentionnés aux articles 101 et

charge, and (except in the case of debentures and other securities payable to order or to bearer) the names of the mortgagees or persons entitled thereto. As regards the hypothecs and charges securing the payment of debentures and other securities payable to order or to bearer, it shall be sufficient to mention the name of the trustee in whose favour the hypothec is created.

(2) If any director, manager or other officer of the company knowingly and wilfully authorizes or permits the omission of any entry required to be made in pursuance of this section, he shall be liable on summary proceeding to a fine of not more than two hundred dollars. R. S. 1941, c. 276, s. 102.

Omitting
entries.

Fine.

103. The books and registers mentioned in sections 101 and 102 shall, during reasonable business hours of every day, except Sundays and holidays, be kept open at the head office or chief place of business of the company, for the inspection of holders of preferred or common shares and creditors of the company, and their representatives, and of any judgment creditor of a shareholder; and every such shareholder, creditor or representative may make extracts therefrom. R. S. 1941, c. 276, s. 103; 11 Geo. VI, c. 65, s. 1.

Access to
books.

104. Every company shall keep, at its head office in the Province, one or more books in which are entered:

- (a) its receipts and disbursements and the matters to which each of them relates;
- (b) its financial transactions;
- (c) its credits and liabilities;
- (d) the minutes of the meetings of its shareholders and of its directors and of the votes taken at such meetings.

All the minutes entered in such book or books shall be certified by the president of the company or the chairman of the meeting or by the secretary of the company. R. S. 1941, c. 276, s. 103a; 11 Geo. VI, c. 65, s. 2.

Books to
be kept.

Certifi-
cate.

105. (1) Every director, officer or servant of the company

- (a) who refuses to exhibit the books and registers mentioned in sections 101

Offences
and penal-
ties.

102 ou de permettre que ces livres et registres soient examinés et qu'il en soit fait des extraits; ou

b) qui, sciemment, fait ou participe à une fausse entrée dans un des livres et registres mentionnés aux articles 101, 102 et 104, ou refuse ou néglige d'y faire toute entrée nécessaire, est passible d'une amende de cent dollars pour chaque fausse entrée et pour chaque refus ou négligence, et il est responsable des dommages résultant des pertes qu'une partie intéressée peut souffrir de ces actes et omissions.

Livres non
tenus.

2. Toute compagnie qui néglige de tenir quelqu'un des livres ou des registres mentionnés ci-dessus est passible d'une amende de vingt dollars au plus pour chaque jour que continue cette omission, ainsi que des dommages résultant de toutes pertes qu'une partie intéressée peut souffrir par suite de cette négligence. S. R. 1941, c. 276, aa. 104 et 105; 11 Geo. VI, c. 65, aa. 3 et 4.

Preuve.

106. Ces livres et registres font, à première vue, preuve des faits qui y sont énoncés, dans toute action, poursuite ou procédure, soit contre la compagnie ou contre un actionnaire. S. R. 1941, c. 276 a. 106; 11 Geo. VI, c. 65, a. 5.

and 102 or to allow the said books and registers to be inspected and extracts taken therefrom; or

(b) who, knowingly, makes or assists in making any untrue entry in any such books and registers mentioned in sections 101, 102 and 104, or who refuses or neglects to make any proper entry therein, shall be liable to a fine of one hundred dollars for every such untrue entry and for every such refusal or neglect, and shall be responsible for the damages resulting from the losses which any interested party may have sustained from such acts and omissions.

(2) Every company which neglects to keep any such books or registers as aforesaid shall be liable to a penalty of not more than twenty dollars for each day that such neglect continues, and also in damages for all loss or injury which any party interested may have sustained thereby. R. S. 1941, c. 276, ss. 104 and 105; 11 Geo. VI, c. 65, ss. 3 and 4.

Not
keeping
books.

106. Such books and registers shall be *prima facie* evidence of all facts purporting to be thereby stated, in any action, suit or proceeding against the company or against any shareholder. R. S. 1941, c. 276, s. 106; 11 Geo. VI, c. 65, s. 5.

Evidence.

SECTION XXVIII

DE L'INSPECTION

Inspec-
teurs du
gouverne-
ment.

107. 1. Le secrétaire de la province peut nommer un ou plusieurs inspecteurs compétents pour examiner les affaires d'une compagnie et en faire rapport de la manière qu'il détermine, à la demande d'actionnaires possédant une partie des actions émises par la compagnie, suffisante, à son avis, pour justifier cette demande.

Demande.

2. La demande doit être appuyée de la preuve que peut exiger le secrétaire de la province pour établir que les requérants sont fondés à demander cet examen et agissent sans intention de nuire; et le secrétaire de la province peut, avant de nommer un inspecteur, exiger que les requérants fournissent un cautionnement

DIVISION XXVIII

INSPECTION

107. (1) The Provincial Secretary may appoint one or more competent inspectors to investigate the affairs of any company, and to report thereon in such manner as the Provincial Secretary may direct, on the application of shareholders holding such a proportion of the issued stock of the company as in the opinion of the Provincial Secretary warrants the application.

(2) The application shall be supported by such evidence as the Provincial Secretary may require for the purpose of showing that the applicants have good reason for and are not actuated by malicious motives in applying for the investigation; and the Provincial Secretary may, before appointing an inspector, require the appli-

Govern-
ment in-
spectors.

Applica-
tion.

- pour garantir le paiement des frais de l'enquête.
- Officiers de la cie.** 3. Il est du devoir des officiers et employés de la compagnie, de mettre à la disposition du ou des inspecteurs les livres et documents dont ils ont la garde ou le contrôle.
- Interrogatoire.** 4. Le ou les inspecteurs peuvent interroger sous serment les officiers et employés de la compagnie, relativement aux affaires de la compagnie, et ils sont autorisés à faire prêter ce serment.
- Refus.** 5. Si un officier ou employé refuse de produire un livre ou document qu'il est tenu de produire en vertu du présent article, ou de répondre à une question relative aux affaires de la compagnie, il est passible, sur poursuite sommaire, d'une amende n'excédant pas cent dollars, dans chaque cas.
- Rapport.** 6. L'examen terminé, les inspecteurs doivent faire connaître leur opinion dans un rapport produit au secrétariat de la province, et le secrétaire de la province en transmet une copie à la compagnie; et, sur demande, un autre exemplaire de ce rapport doit être remis aux requérants.
- Forme.** 7. Le rapport doit être écrit ou imprimé, selon que l'ordonne le secrétaire de la province.
- Frais.** 8. Les frais occasionnés, directement ou indirectement, par l'enquête sont à la charge des requérants ou de la compagnie, selon que le secrétaire de la province le décrète, ou à la fois des requérants et de la compagnie, dans la proportion qu'il fixe, lorsqu'il juge équitable de les partager entre les parties.
- Recouvrement.** Ils sont recouvrables, à la poursuite de l'inspecteur de toute partie contre qui ils ont été adjugés.
- Taxation.** Ces frais sont taxés par le juge en chef de district ou, au cas d'incapacité d'agir de sa part, par suite d'absence, de maladie ou d'autre cause, par le juge en chef adjoint de district, sur demande verbale de l'inspecteur, après avis d'au moins trois jours à toute partie qui doit les payer, de l'heure, de la date et du lieu où il présentera l'état de ses frais pour taxation.
- Certificats incontestables.** Le certificat d'adjudication des frais par le secrétaire de la province et le certificat de taxation du juge sont incontestables.
- cants to give security for payment of the costs of the inquiry.
- (3) It shall be the duty of all officers and agents of the company to produce to the inspectors all books and documents in their custody or control.
- (4) An inspector may examine on oath the officers and agents of the company in relation to its business, and may administer an oath accordingly.
- (5) If any officer or agent refuses to produce any book or document which under this section it is his duty to produce, or to answer any question relating to the affairs of the company, he shall be liable on summary proceeding to a fine of not more than one hundred dollars in respect of each offence.
- (6) On the conclusion of the investigation the inspectors shall report their opinion to the Department of the Provincial Secretary, and a copy of the report shall be forwarded by the Provincial Secretary to the company, and a further copy shall, at the request of the applicants for the investigation, be delivered to them.
- (7) The report shall be written or printed, as may be directed by the Provincial Secretary.
- (8) The expenses of and incidental to the investigation shall be borne by the applicants or the company, as the Provincial Secretary may order, or by both the applicants and the company, in the proportion which the Provincial Secretary shall determine, when he shall deem it equitable to apportion them between the parties.
- They shall be recoverable at the instance of the inspector from any party against whom they have been adjudged.
- Such expenses shall be taxed by the Chief District Judge or, in case of his inability to act, on account of absence, illness or other cause, by the Associate Chief District Judge, upon verbal application of the inspector, after a notice of at least three days, to every party obliged to pay the same, of the hour, date and place where he will present the statement of his expenses for taxation.
- The certificate of adjudication of the expenses by the Provincial Secretary and the taxation certificate of the Judge shall
- Officers, etc.**
- Examination.**
- Refusal to answer, etc.**
- Report.**
- Form.**
- Expenses.**
- Recovery.**
- Taxation.**
- Certificates incontestable.**

et font preuve de l'obligation de toute partie contre qui ils ont été adjugés d'en payer le montant déterminé par le certificat de taxation. S. R. 1941, c. 276, a. 107; 14 Geo. VI, c. 70, a. 1; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 20; 12-13 Eliz. II, c. 59, a. 16.

be incontestable and shall be evidence of the obligation of any party against whom they have been adjudged to pay the amount determined by the taxation certificate. R. S. 1941, c. 276, a. 107; 14 Geo. VI, c. 70, s. 1; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 20; 12-13 Eliz. II, c. 59, s. 16.

Inspecteurs de la cie.

108. 1. Une compagnie peut, par résolution, à une assemblée annuelle ou à une assemblée générale spéciale, nommer des inspecteurs pour examiner l'état de ses affaires.

Pouvoirs.

2. Les inspecteurs ainsi nommés par la compagnie ont les mêmes pouvoirs et devoirs que les inspecteurs nommés par le secrétaire de la province, sauf que leur rapport, au lieu d'être adressé au secrétaire de la province, doit être transmis aux personnes et suivant le mode que la compagnie détermine par résolution.

Peine.

3. En cas de refus de produire un livre ou un document dont les inspecteurs ainsi nommés demandent la production, ou de répondre à une de leurs questions, les officiers et les employés de la compagnie encourent les mêmes pénalités que celles dont ils sont passibles pour refus de produire les livres ou documents demandés par les inspecteurs nommés par le secrétaire de la province. S. R. 1941, c. 276, a. 108.

Force probante du rapport.

109. Un exemplaire du rapport des inspecteurs nommés en vertu de la présente section, revêtu du sceau de la compagnie dont ils ont examiné les opérations, est admis en justice comme preuve de l'opinion des inspecteurs sur les matières auxquelles le rapport s'étend. S. R. 1941, c. 276, a. 109.

108. (1) A company may, by resolution passed at any annual or special general meeting, appoint inspectors to investigate its affairs. Company's inspectors.

(2) Inspectors so appointed by the company shall have the same powers and duties as inspectors appointed by the Provincial Secretary, except that, instead of reporting to the Provincial Secretary, they shall report in such manner and to such persons as the company by resolution may direct. Powers.

(3) Officers and agents of the company shall be liable to the like penalties in case of refusal to produce any book or document required to be produced to inspectors so appointed, or to answer any question, as they would have been liable to if the inspectors had been appointed by the Provincial Secretary. R. S. 1941, s. 276, s. 108. Penalties.

109. A copy of the report of any inspectors appointed under this division, authenticated by the seal of the company whose affairs they have investigated, shall be admissible in any legal proceeding as evidence of the opinion of the inspectors in relation to any matter contained in the report. R. S. 1941, c. 276, c. 109. Evidence.

SECTION XXIX

DES VÉRIFICATEURS

Nomina-
tion.

110. 1. Toute compagnie doit, à chaque assemblée générale annuelle, nommer un ou plusieurs vérificateurs des comptes, qui restent en fonction jusqu'à l'assemblée générale annuelle suivante.

Idem.

2. Si aucun vérificateur n'a été nommé par l'assemblée générale annuelle, le secrétaire de la province peut, à la demande d'un actionnaire de la compagnie, nommer

DIVISION XXIX

AUDITORS

110. (1) Every company shall at each annual general meeting appoint an auditor or auditors to hold office until the next annual general meeting. Appointment.

(2) If no appointment of auditors is made at any annual general meeting, the Provincial Secretary may, on the application of any shareholder of the company,

un vérificateur des comptes de la compagnie pour l'année courante et fixer les honoraires que la compagnie doit lui payer.

Inhabilité. 3. Aucun administrateur ou officier de la compagnie ne peut être nommé vérificateur des comptes de cette compagnie.

Vacance. 4. Les administrateurs peuvent remplir toute vacance dans la charge de vérificateur; mais tant que dure cette vacance, le vérificateur ou les vérificateurs encore en fonction, s'il en est, continuent à exercer leur charge. S. R. 1941, c. 276, a. 110.

Pouvoirs des vérificateurs. **111.** 1. Tout vérificateur des comptes d'une compagnie a accès, en tout temps, aux livres, comptes et pièces justificatives de la compagnie, et a droit d'exiger des administrateurs et officiers de la compagnie les renseignements et explications nécessaires pour l'exécution de son mandat.

Rapport. 2. Les vérificateurs doivent faire aux actionnaires un rapport sur les comptes qu'ils ont examinés et sur tout bilan présenté aux assemblées générales de la compagnie pendant la durée de leur mandat. Ce rapport doit mentionner:

a) S'ils ont obtenu ou non tous les renseignements et toutes les explications qu'ils ont demandés; et,

b) Si le bilan qui fait l'objet de leur rapport est rédigé de manière à représenter fidèlement l'état véritable et exact des affaires de la compagnie, du mieux qu'ils ont pu s'en rendre compte par les renseignements et les explications qui leur ont été donnés et d'après ce qu'indiquent les livres de la compagnie.

Bilan. 3. Le bilan doit être signé, pour le conseil d'administration, par deux des administrateurs de la compagnie, et le rapport du vérificateur doit y être annexé ou y être relié par un renvoi; et le rapport doit être lu devant les actionnaires en assemblée générale, et il peut être examiné par tout actionnaire.

Copies. 4. Tout actionnaire a droit de se faire dès lors donner une copie du bilan et du rapport des vérificateurs, moyennant le paiement d'un honoraire n'excédant pas dix centins par cent mots.

Bilan irrégulier. 5. Si une copie d'un bilan non signé suivant les exigences du présent article

appoint an auditor of the company for the current year, and fix the remuneration to be paid to him by the company for his services.

(3) No director or officer of a company may be appointed auditor of the company. **Disqualification.**

(4) The directors may fill any vacancy in the office of auditor, but while any such vacancy continues the remaining auditor or auditors, if any, shall continue to act. **Vacancy.** R. S. 1941, c. 276, s. 110.

111. (1) Every auditor of a company shall have a right of access at all times to the books and accounts and vouchers of the company, and shall be entitled to require from the directors and officers of the company such information and explanation as may be necessary for the performance of the duties of the auditors. **Powers.**

(2) The auditors shall make a report to the shareholders on the accounts examined by them, and on every balance sheet laid before the company in general meeting during their tenure of office, and the report shall state: **Report.**

(a) Whether or not they have obtained all the information and explanations they have required, and

(b) Whether the balance sheet referred to in the report is drawn up so as to exhibit a true and correct view of the state of the company's affairs according to the best of their information and the explanations given to them, and as shown by the books of the company.

(3) The balance sheet shall be signed on behalf of the board by two of the directors of the company, and the auditor's report shall be attached to the balance sheet, or there shall be inserted at the foot of the balance sheet a reference to the report, and the report shall be read before the shareholders in general meeting, and shall be open to inspection by any shareholder. **Balance sheet.**

(4) Thereafter any shareholder shall be entitled to be furnished with a copy of the balance sheet and auditor's report at a charge of not more than ten cents for every one hundred words. **Copies.**

(5) If any copy of a balance sheet which has not been signed as required by this **Improper balance sheet.**

est émise, publiée ou mise en circulation, ou si une copie d'un bilan est émise, publiée ou mise en circulation sans être accompagnée d'une copie du rapport des vérificateurs ou sans contenir un renvoi à ce rapport suivant les prescriptions du présent article, la compagnie, de même que tout administrateur, gérant ou autre officier de la compagnie, qui est sciemment partie à cette contravention, est, sur poursuite sommaire, passible d'une amende n'excédant pas deux cents dollars. S. R. 1941, c. 276, a. 111.

Amende.

SECTION XXX

DE LA PROCÉDURE

112. Les convocations, avis, ordres ou autres actes qui doivent être authentiqués par la compagnie, peuvent être signés par tout administrateur, gérant ou autre officier autorisé, mais n'ont pas besoin d'être revêtus du sceau de la compagnie. S. R. 1941, c. 276, a. 112.

Attestation.

113. Sujet aux dispositions de l'article 94, en ce qui regarde les assemblées générales, les avis qui doivent être signifiés aux actionnaires par la compagnie le sont, soit personnellement, soit par la poste, par lettres recommandées adressées aux actionnaires, à leurs résidences indiquées sur les registres de la compagnie. S. R. 1941, c. 276, a. 113.

Signification des avis.

114. La signification d'un avis ou autre document que la compagnie adresse par la poste à un actionnaire est censée avoir été faite au temps où, suivant le cours ordinaire du service de la poste, doit avoir lieu la remise de la lettre recommandée qui le contient; et, pour prouver le fait et la date de la signification, il suffit d'établir que la lettre a été recommandée, correctement adressée et qu'elle a été déposée au bureau de poste, la date où elle a été déposée, et quel temps était nécessaire pour sa remise, suivant le cours ordinaire du service de la poste. S. R. 1941, c. 276, a. 114.

Avis transmis par la poste.

115. Une copie d'un règlement de la compagnie, revêtue de son sceau et portant la signature d'un de ses officiers, est

Preuve des règlements.

section is issued, circulated or published, or if any copy of a balance sheet is issued, circulated, or published without either having a copy of the auditor's report attached thereto or containing such reference to such report as is required by this section, the company, and every director, manager or other officer of the company who is knowingly a party to the default, shall, on summary proceeding, be liable to a fine of not more than two hundred dollars. R. S. 1941, c. 276, s. 111.

Fine.

DIVISION XXX

PROCEDURE

112. Any summons, notice, order or proceeding requiring authentication by the company, may be signed by any director, manager or other authorized officer of the company, and need not be under the seal of the company. R. S. 1941, c. 276, s. 112.

Authentication.

113. Subject to the provisions of section 94 respecting general meetings, notices to be served by the company upon the shareholders may be served either personally or by sending them through the post, in registered letters, addressed to the shareholders at their places of abode as they appear on the books of the company. R. S. 1941, c. 276, s. 113.

Service of notices.

114. A notice or other document served by post by the company on a shareholder shall be held to be served at the time when the registered letter containing it would be delivered in the ordinary course of post, and to prove the fact and time of service it shall be sufficient to prove that such letter was properly addressed and registered, and was put into the post-office, and the time when it was put in, and the time requisite for its delivery in the ordinary course of post. R. S. 1941, c. 276, s. 114.

Service by post.

115. A copy of any by-law of the company, under its seal, and purporting to be signed by any officer of the company,

Proof of by-law.

admise, contre tout actionnaire de la compagnie, comme faisant, par lui-même, preuve du règlement, dans toutes les cours de la province. S. R. 1941, c. 276, a. 115.

shall be received as against any shareholder of the company, as *prima facie* evidence of such by-law in all courts in the Province. R. S. 1941, c. 276, s. 115.

Preuve de la constitution de la compagnie.

116. Dans aucune action ou autre procédure en justice, il n'est nécessaire d'énoncer le mode de constitution de la compagnie en corporation autrement que par la mention de la compagnie sous son nom de corporation, telle que constituée par lettres patentes, ou par lettres patentes supplémentaires, selon le cas, en vertu de la présente partie; et l'avis de l'émission de ces lettres patentes ou des lettres patentes supplémentaires, qui a été inséré dans la *Gazette officielle de Québec*, fait preuve, par lui-même, de ce qu'il contient; et, lors de la production des lettres patentes ou des lettres patentes supplémentaires, ou de toute ampliation ou expédition de ces lettres patentes, ledit avis est présumé avoir été donné. S. R. 1941, c. 276, a. 116

116. In any action or other legal proceeding, it shall not be requisite to set forth the mode of incorporation of the company, otherwise than by mention of it under its corporate name, as incorporated by virtue of letters patent or supplementary letters patent, as the case may be, under this Part, and the notice in the *Quebec Official Gazette* of the issue of such letters patent or supplementary letters patent shall be *prima facie* proof of all things therein contained, and on production of the letters patent or supplementary letters patent, or of any exemplification or copy thereof, the fact of such notice shall be presumed. R. S. 1941, c. 276, s. 116.

Proof of incorporation.

Force probante des lettres patentes.

117. Sauf le cas de procédures formées en vertu des articles 1007 et suivants du Code de procédure civile, par *scire facias* ou autrement, demandant la rescision ou l'annulation de lettres patentes ou de lettres patentes supplémentaires, ces lettres patentes ou lettres patentes supplémentaires, ou toute ampliation ou expédition de ces lettres patentes, font preuve des faits et choses qu'elles renferment. S. R. 1941, c. 276, a. 117.

117. Except in any proceeding under articles 1007 and following of the Code of Civil Procedure, by *scire facias* or otherwise, for the purpose of rescinding or annulling the same, the letters patent or supplementary letters patent, or any exemplification or copy thereof, shall be proof of every matter and thing therein set forth. R. S. 1941, c. 276, s. 117.

Proof of letters patent.

Preuve par serment.

118. La preuve de tout fait qu'il est nécessaire d'établir en vertu de la présente partie peut se faire par serment. S. R. 1941, c. 276, a. 118.

118. Proof of any matter which is necessary to be made under this Part may be made by oath. R. S. 1941, c. 276, s. 118.

Proof by oath.

Obligataires, etc.

119. Les porteurs d'actions privilégiées et d'obligations d'une compagnie ont le même droit que les actionnaires ordinaires d'examiner le bilan, le rapport des vérificateurs et tous autres rapports. S. R. 1941, c. 276, a. 119.

119. Every holder of preferred shares or debentures of a company shall have the same right as an ordinary shareholder to examine the financial statement, the auditor's report or any other report. R. S. 1941, c. 276, s. 119.

Preference shareholders, etc.

SECTION XXXI

DES CONTRAVENTIONS ET DES PEINES

Poursuite pour infraction.

120. Quiconque, étant administrateur, gérant ou employé d'une compagnie, commet une contravention aux dispositions de

DIVISION XXXI

OFFENCES AND PENALTIES

120. Everyone who, being a director, manager or officer of a company, commits any act contrary to the provisions of

General penalty.

Réserve. la présente partie ou omet ou néglige de se conformer à ses prescriptions, est passible, sur poursuite sommaire, si la présente partie n'édicte aucune peine pour cette contravention, omission ou négligence particulière, d'une amende n'excédant pas deux cents dollars ou d'un emprisonnement n'excédant pas deux mois, ou de ces deux peines à la fois. Toutefois, nulle poursuite ne doit être intentée en vertu du présent article sans le consentement par écrit du secrétaire de la province. S. R. 1941, c. 276, a. 120; 9-10 Eliz. II, c. 80, a. 6.

this Part, or fails or neglects to comply with any such provisions, shall, if no penalty for such act, failure or neglect is expressly provided by this Part, be liable, on summary proceeding, to a fine of not more than two hundred dollars, or to imprisonment for not more than two months, or to both such fine and imprisonment; provided that no proceeding shall be taken under this section without the consent in writing of the Provincial Secretary. R. S. 1941, c. 276, s. 120; 9-10 Eliz. II, c. 80, s. 6. Proviso.

DEUXIÈME PARTIE

DES CLAUSES GÉNÉRALES DES
COMPAGNIES À FONDS SOCIAL

SECTION I

DES DÉFINITIONS

Défini-
tions:

121. Les expressions qui suivent, tant dans la présente partie que dans la charte, ont la signification qui leur est par les présentes dispositions attribuée, à moins qu'il n'y ait quelque chose dans la teneur ou dans le contexte qui répugne à cette signification, savoir:

«charte»; 1^o L'expression « charte » signifie toute loi de la Législature de cette province à l'effet de constituer en corporation une compagnie à fonds social pour quelque une des fins du ressort de la Législature, sauf pour la construction et l'exploitation des chemins de fer, pour les affaires d'assurance, pour la transaction des affaires de fidéicommiss, ainsi que pour tous autres objets pour lesquels il existe d'autres dispositions particulières;

«compa-
gnie»; 2^o L'expression « compagnie » signifie la compagnie constituée par la charte;

«autre
compa-
gnie». 3^o L'expression « autre compagnie » signifie une compagnie constituée de quelque manière que ce soit;

«entre-
prise»; 4^o L'expression « entreprise » signifie l'ensemble des travaux, affaires et opérations de toute espèce, que la compagnie est autorisée à poursuivre;

«action-
naire»; 5^o L'expression « actionnaire » signifie tout souscripteur d'actions ou porteur d'actions de la compagnie, et comprend les représentants personnels de l'actionnaire;

PART II

JOINT STOCK COMPANIES
GENERAL CLAUSES

DIVISION I

DEFINITIONS

121. The following expressions, both in this Part and in the charter, shall have the following meanings, unless the subject matter or context otherwise requires,— Interpre-
tation:

(1) The word “charter” means any act of the Legislature of this Province incorporating a joint stock company for any of the purposes or objects to which the legislative authority of the Province extends, except for the building and working of railways, for the transaction of insurance or trust business, or for any other purpose for which other special provisions of law exist; “charter”;

(2) The word “company” means the company incorporated by the charter; “com-
pany”;

(3) The expression “other company” means a company incorporated in any manner whatever; “other
com-
pany”.

(4) The word “undertaking” means the whole of the works and business of every kind, which the company is authorized to carry on; “under-
taking”;

(5) The word “shareholder” or “stockholder” means every subscriber to, or holder of, stock in the company, and extends to and includes the personal representatives of the shareholder; “share-
holder”;

«gérant»; 6° L'expression «gérant» comprend également le caissier, le secrétaire, le trésorier et le secrétaire-trésorier;

«obligations». 7° L'expression «obligations» comprend également les bons et les actions-obligations (*debenture stock*). S. R. 1941, c. 276, a. 121; 12-13 Eliz. II, c. 59, a. 17.

(6) The word "manager" includes also "manager"; the cashier, the secretary, the treasurer and the secretary-treasurer;

(7) The word "debentures" includes also "debentures". bonds and debenture-stock. R. S. 1941, c. 276, s. 121; 12-13 Eliz. II, c. 59, s. 17.

SECTION II

DE L'APPLICATION DE LA PRÉSENTE PARTIE

Applica-
tion de la
deuxième
partie.

122. La présente partie s'applique:

1° A toute compagnie à fonds social qui sera créée par une loi de la Législature de cette province après l'entrée en vigueur de la présente partie pour une fin autre que la construction et l'exploitation de chemins de fer ou les affaires d'assurances ou pour toutes autres fins pour lesquelles il existe d'autres dispositions législatives particulières;

2° À toute compagnie à fonds social qui a été créée par une loi de la Législature de cette province avant l'entrée en vigueur de la présente partie et qui était, avant leur abrogation, régie par les dispositions des articles 5957 à 6001 des Statuts refondus, 1909, ou par les dispositions de la deuxième partie de la Loi des compagnies de Québec, 1920, ou de la deuxième partie du chapitre 223 des Statuts refondus, 1925 ou du chapitre 276 des Statuts refondus, 1941. S. R. 1941, c. 276, a. 122 et c. 284, a. 3.

Articles
des
chartes.

123. Aux fins d'incorporer la présente partie ou quelqu'une de ses dispositions dans une charte, il n'est pas besoin de les relater; à moins qu'elles ne soient expressément modifiées ou exceptées par cette charte, ces dispositions sont interprétées comme si elles y étaient formellement incorporées et reproduites. S. R. 1941, c. 276, a. 123.

SECTION III

DU TARIF DES DROITS

Tarif des
droits.

124. 1. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire, amender, remplacer et abroger des tarifs de droits et honoraires payables lors de l'accomplissement de tout acte qui doit être fait par le secrétaire de la province, par le secrétariat de la pro-

DIVISION II

APPLICATION OF PART II

122. This Part shall apply,—

Applica-
tion of
Part II.

(1) To every joint stock company incorporated by an act of the Legislature of this Province, after the coming into force of this Part, for any purpose other than the building and working of railways or the transaction of insurance or for any other purpose for which other special provisions of law exist;

(2) To every joint stock company incorporated by an act of the Legislature of this Province before the coming into force of this Part, and which was, before their repeal, governed by the provisions of articles 5957 to 6001 of the Revised Statutes, 1909, or by the provisions of Part II of The Quebec Companies' Act, 1920, or of Part II of Chapter 223 of the Revised Statutes, 1925 or of Chapter 276 of the Revised Statutes, 1941. R. S. 1941, c. 276, s. 122, and c. 284, s. 3.

123. The provisions of this Part, even although not specially inserted in the charter, shall, save insofar as they are expressly varied or excepted by such charter, be construed as if formally embodied and reproduced therein. R. S. 1941, c. 276, s. 123.

Charter
provisions.

DIVISION III

TARIFF OF FEES

124. (1) The Lieutenant-Governor in Council may establish, alter, replace or repeal the tariff of the duties and fees to be paid on the doing of any act to be done by the Provincial Secretary, by the Department of the Provincial Secretary

Tariff of
fees.

vince ou par un officier de ce ministère, de même que par le lieutenant-gouverneur ou par une personne quelconque, en vertu de la présente partie.

Réglementation.

2. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut également prescrire et déterminer toutes autres matières et formalités pour assurer la mise à exécution de la présente partie. S. R. 1941, c. 276, a. 124, parag. 1 et 2; 9-10 Eliz. II, c. 80, a. 7.

Paiement des honoraires.

125. Les actes qui doivent être faits par le secrétaire de la province ou les certificats ou documents qu'il doit émettre en vertu de la présente partie ne le sont qu'après que tous les droits et honoraires exigibles ont été payés. S. R. 1941, c. 276, a. 124, parag. 3; 9-10 Eliz. II, c. 80, a. 7.

or by an officer of such department as well as by the Lieutenant-Governor or by any person whomsoever, under this Part.

(2) The Lieutenant-Governor in Council may likewise determine all other matters and prescribe all formalities necessary to ensure the carrying out of the objects of this Part. R. S. 1941, c. 276, s. 124, subsec. 1 and 2; 9-10 Eliz. II, c. 80, s. 7.

125. No act to be done by the Provincial Secretary, or document or certificate to be issued by him under this Part, shall be so done or issued until after payment of all the duties and fees payable in respect thereof. R. S. 1941, c. 276, s. 124; subsec. 3; 9-10 Eliz. II, c. 80, s. 7.

SECTION IV

DE L'ANNULATION DE LA CHARTE

Annulation.

126. A moins qu'un autre délai ne soit fixé dans la charte qui constitue une compagnie en corporation, la charte devient nulle de plein droit si la compagnie n'en a pas fait usage pendant trois années consécutives, ou si elle n'a pas commencé réellement ses opérations, dans le délai de trois années à compter du jour où elle lui a été accordée. S. R. 1941, c. 276, a. 126.

SECTION V

DE L'ABANDON DE LA CHARTE

Abandon de la charte.

Conditions.

127. 1. La charte d'une compagnie peut être abandonnée si cette compagnie prouve, à la satisfaction du secrétaire de la province:

a) Qu'elle n'a ni dettes ni obligations; ou
b) Qu'elle s'est départie de ses biens, a divisé son actif proportionnellement entre ses actionnaires ou membres et n'a pas de dettes ou de passif; ou
c) Qu'il a été pourvu aux dettes et obligations de la compagnie, ou que le paiement en a été assuré, ou que les créanciers de la compagnie ou leurs ayants droit y consentent; et

d) Que la compagnie a donné avis qu'elle demandera la permission d'abandonner sa charte, en publiant cet avis une fois dans la *Gazette officielle de Québec*, et

DIVISION IV

FORFEITURE OF CHARTER

126. Unless another delay be specified in the charter of a company, such charter shall be forfeited *de jure* by non-user during three consecutive years, or if the company does not go into actual operation within three years after it is granted. R. S. 1941, c. 276, s. 126.

DIVISION V

SURRENDER OF CHARTER

127. (1) The charter of a company may be surrendered if the company prove, to the satisfaction of the Provincial Secretary:—

(a) That it has no debts or obligations, or
(b) That it has parted with its property, divided its assets rateably among its shareholders or members, and has no debts or liabilities; or

(c) That the debts and obligations of the company have been duly provided for or protected, or that the creditors of the company or their assignees consent; and

(d) That the company has given notice of the application for leave to surrender by publishing the same once in the *Quebec Official Gazette* and once in a newspaper

une fois dans un journal français et une fois dans un journal anglais publié dans la localité ou dans une localité aussi rapprochée que possible de celle où elle a son siège social.

Annulation.

Avis.

2. Le secrétaire de la province peut, si l'on s'est dûment conformé aux dispositions de la présente partie, accepter l'abandon de la charte, en ordonner l'annulation, puis fixer une date à compter de laquelle la corporation sera dissoute. Avis de cette dissolution sera publié une fois par le secrétaire de la province ou le sous-secrétaire de la province dans la *Gazette officielle de Québec*, suivant la formule 10 et, sur ce, la compagnie prendra fin, à compter de la date déterminée. S. R. 1941, c. 276, a. 127; 11 Geo. VI, c. 65, a. 6; 9-10 Eliz. II, c. 80 aa. 3, 6.

Responsabilité des administrateurs.

128. Nonobstant la dissolution d'une compagnie en exécution de l'article 127, les personnes qui agissaient comme administrateurs de cette compagnie lors de sa dissolution sont conjointement et solidairement responsables pour les dettes de la compagnie existantes lors de sa dissolution, envers tout créancier de la compagnie qui n'a pas donné le consentement prévu par ledit article 127, à moins que l'administrateur poursuivi n'établisse sa bonne foi. S. R. 1941, c. 276, a. 128.

SECTION VI

DES POUVOIRS GÉNÉRAUX ET DES DEVOIRS DE LA COMPAGNIE

Exercice des pouvoirs.

129. Les pouvoirs conférés à la compagnie par la charte sont exercés conformément aux dispositions et avec les restrictions de la présente partie. S. R. 1941, c. 276, a. 129.

Pouvoirs généraux.

130. La compagnie peut acquérir et posséder tous biens meubles et immeubles, aliéner ses biens meubles et immeubles et les hypothéquer; et elle est immédiatement saisie de toute propriété et des droits mobiliers et immobiliers possédés pour elle jusqu'à la date de sa charte en vertu de tout fidéicommiss créé en vue de sa constitution en corporation, ainsi que de tous pouvoirs, privilèges et immunités nécessaires ou inhérents à son entreprise.

published in the French language and once in a newspaper published in the English language at or as near as may be to the place where the company has its head office.

(2) The Provincial Secretary, upon a due compliance with the provisions of this Part, may accept a surrender of the charter, direct its cancellation, and fix a date upon and from which the company shall be dissolved. Notice of such dissolution shall be given by the Provincial Secretary or the Assistant Provincial Secretary by one insertion in the *Quebec Official Gazette*, as in form 10, and the company shall thereupon become dissolved from and after the date fixed. R. S. 1941, c. 276, s. 127; 11 Geo. VI, c. 65, s. 6; 9-10 Eliz. II, c. 80, ss. 3, 6.

Cancellation.

Notice.

128. Notwithstanding the dissolution of a company under the application or the provisions of section 127, the persons acting as directors of such company at the time of its dissolution shall be jointly and severally liable for the debts of the company existing at the time of its dissolution, to every creditor of the company who has not given the consent contemplated by the said section 127, unless the director against whom suit is brought establish his good faith. R. S. 1941, c. 276, s. 128.

Directors' liability.

DIVISION VI

GENERAL POWERS AND DUTIES OF THE COMPANY

129. All powers given by the charter to the company shall be subject to the provisions and restrictions contained in this Part. R. S. 1941, c. 276, s. 129.

Exercise of powers.

130. The company may acquire and hold moveable and immoveable property, may sell and alienate such property, both moveable and immoveable, and hypothecate the latter, and shall forthwith become and be vested with all property and rights, moveable and immoveable, held for it up to the date of its charter, under any trust created with a view to its incorporation, and with all the powers, privileges and immunities requisite or incidental to the carrying on of its undertaking.

General powers.

Pouvoirs
addition-
nels.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent et sans restriction quant à leur application, la compagnie peut, sauf exclusion expresse dans la charte:

a) acquérir, louer, échanger et détenir tous biens meubles et immeubles, droits et privilèges et en disposer par vente ou autrement;

b) solliciter, acquérir, mettre en valeur, utiliser, ou transiger avec des tiers pour leur mise en valeur ou leur utilisation, des brevets d'invention ou des droits sur ces brevets, des droits d'auteur, marques de commerce, formules, permis, concessions et intérêts de même nature, susceptibles de profiter à la compagnie ou de servir à quelque-une de ses fins;

c) conclure, avec toute personne, société ou corporation exerçant ou se proposant d'exercer un commerce, une industrie ou des opérations qui peuvent être profitables à la compagnie, des conventions ayant trait au partage de profits ou de risques communs, à la fusion d'intérêts, à des concessions réciproques, à une coopération mutuelle et à toutes autres fins similaires;

d) conclure avec toute autorité publique des arrangements de nature à favoriser la poursuite des fins de la compagnie, les exécuter, exercer les droits et privilèges qui en résultent et remplir les obligations qui en découlent;

e) construire, posséder, entretenir, améliorer et utiliser, sur ses propriétés ou sur celles dont elle a la jouissance, tous ouvrages susceptibles de favoriser ses intérêts, et contribuer ou aider de toute manière à la construction, à l'amélioration et à l'entretien de tels ouvrages;

f) faire des prêts à toute corporation, société ou personne en relations d'affaires avec la compagnie, ainsi qu'à toute corporation dans le fonds social de laquelle elle possède des actions ou dont elle détient des obligations, les aider à obtenir des fonds et garantir l'exécution de leurs engagements;

g) émettre, endosser, accepter et escompter des billets à ordre, lettres de change, mandats et autres effets négociables;

h) vendre ou autrement aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise de la compagnie, pour toute considé-

Subject to the provisions of the preceding paragraph and without restricting their application, and saving express exclusion in the charter, the company may:

(a) acquire, lease, exchange and hold any moveable or immoveable property, rights or privileges and dispose of the same by sale or otherwise;

(b) apply for, acquire, develop, use or transact with others for the development or use of any patents or patent rights, copyrights, trade-marks, formulae, licences, concessions and the like, calculated to benefit the company or to further any of its objects;

(c) make, with any person, society or corporation carrying on or about to carry on any trade, industry or business capable of benefiting the company, any agreement for sharing of profits or joint adventure, union of interests, reciprocal concession, mutual co-operation or other similar purposes;

(d) make with any public authority arrangements calculated to facilitate the pursuit of the company's objects, and carry out the same and exercise the rights and privileges and discharge the obligations resulting therefrom;

(e) construct, possess, maintain, improve and use, on its properties or on those of which it has the enjoyment, any works capable of furthering its interests, and contribute to or assist in any way the construction, improvement and maintenance of such works;

(f) make loans to any corporation, society or person having business dealings with the company, or to any corporation any shares or securities of which are held by the company, assist them to obtain funds and guarantee the performance of their obligations;

(g) issue, endorse, accept and discount promissory notes, bills of exchange, warrants and other negotiable instruments;

(h) sell or otherwise dispose of the undertaking of the company in whole or in part for such consideration as it may think fit,

Addition-
al powers.

ration qu'elle juge convenable, y compris des actions, obligations et autres valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables, en partie ou dans l'ensemble, à ceux de la compagnie;

i) rémunérer, en espèces, au moyen d'attribution d'actions, obligations ou autres valeurs de la compagnie, ou autrement, les services rendus relativement à la formation et à l'organisation de la compagnie, ainsi qu'à la vente, au placement ou à la garantie de placement d'actions, obligations et autres valeurs de la compagnie;

j) établir et maintenir ou aider à l'établissement ou au maintien de caisses de secours ou de retraite en faveur des employés, actuels ou anciens, de la compagnie ou de ses prédécesseurs en affaires, ou des parents ou personnes à charge de ces employés, leur accorder des pensions et des allocations et effectuer à leur acquit le paiement de primes d'assurance, le tout sujet à l'approbation du surintendant des assurances;

k) souscrire ou garantir des fonds pour fins de charité, de bienfaisance, d'éducation ou d'oeuvres artistiques;

l) faire connaître ses produits ou ses opérations par tout mode légal de publicité qu'elle juge utile à ses fins, y compris l'achat et l'exposition d'oeuvres d'art ou d'intérêt général, l'édition de livres et de périodiques, l'annonce par radiophonie, télévision et dans les journaux, revues et autres publications;

m) placer les deniers disponibles de la compagnie sur garantie par privilèges ou hypothèques, par l'achat d'immeubles ou de toute autre manière que la compagnie juge dans son intérêt;

n) prendre et détenir des privilèges ou des hypothèques en garantie du paiement du prix de vente d'une partie quelconque de ces biens ou de remboursement de toute créance qui lui est due, et disposer de ces créances privilégiées et hypothécaires par vente ou autrement;

o) exercer toute activité et prendre toute mesure incidente ou accessoire aux pouvoirs accordés à la compagnie par le présent article et par sa charte ou se rattachant à la réalisation de ses objets;

p) établir des agences et des succursales et exercer les pouvoirs lui résultant de la

including shares, bonds and other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

(i) pay, in cash or by the allotment of shares, bonds or other securities of the company or otherwise, for services rendered in respect of the formation and organization of the company and the sale, placing or the guaranteeing of the placing of any shares, bonds or other securities of the company;

(j) establish and maintain or aid in the establishment or maintenance of relief or superannuation funds for present or former employees of the company or its predecessors in business or the relatives or dependents of such employees, grant pensions and allowances to them and pay insurance premiums for them, the whole subject to the approval of the superintendent of insurance;

(k) subscribe or guarantee funds for charitable, benevolent, educational or artistic purposes;

(l) make known its products or activities by any legal mode of advertising which it may deem useful for its purposes, including the purchase and exhibition of works of art or of general interest, the publication of books and periodicals and advertising by radio and television and in newspapers, reviews and other periodicals;

(m) invest the available funds of the company on the security of privileges or hypothecs, in the purchase of immovables or in any other manner which the company may consider to be in its interests;

(n) take and hold privileges or hypothecs to secure payment of the price of sale of any portion of such property or to secure the payment of any debt due to the company, and dispose of such privileged and hypothecary rights by sale or otherwise;

(o) carry on any activity and do anything incidental or accessory to the powers granted to the company by this section and its letters patent or connected with the attainment of its objects;

(p) establish agencies and branches and exercise its powers under the law and its

	loi et de sa charte à titre de commettant, de mandataire, d'agent ou d'entrepreneur, soit seule, soit en société ou conjointement avec toute personne, société ou corporation;	letters patent as principal, mandatary, agent or contractor, either alone or in partnership or in conjunction with any person, society or corporation;
Autres pouvoirs.	q) partager entre ses actionnaires, en nature ou autrement, tout bien de la compagnie, à la condition que ce partage ait lieu pour lui permettre d'abandonner sa charte ou dans des circonstances où il serait permis de le faire en espèces.	(q) distribute among its shareholders, in kind or otherwise, any property of the company, provided that such distribution is made for the purpose of enabling it to surrender its charter or in circumstances where it would be lawful to make the same in cash.
Dispositions applicables.	Nonobstant l'alinéa précédent et ses sous-paragraphes, il peut être accordé à une compagnie, par sa charte, tous autres pouvoirs conciliables avec la loi.	Notwithstanding the preceding paragraph and its sub-paragraphs, any other lawful powers may be granted to a company by letters patent or supplementary letters patent.
	Au surplus et sous réserve des dispositions particulières de la présente partie, la compagnie est soumise aux obligations et restrictions et elle possède les droits et privilèges que stipule le Code civil à l'égard des corporations. S. R. 1941, c. 276, aa. 130 et 130a; 1-2 Eliz. II, c. 58, aa. 4 et 5; 12-13 Eliz. II, c. 59, a. 19.	Furthermore and subject to the specific provisions of this Part, the company shall be subject to the obligations and restrictions and shall possess the rights and privileges declared in the Civil Code with respect to corporations. R. S. 1941, c. 276, ss. 130 and 130a; 1-2 Eliz. II, c. 58, ss. 4 and 5; 12-13 Eliz. II, c. 59, s. 19.
Siège social.	131. La compagnie doit toujours avoir dans la localité où est le principal siège de ses affaires, un bureau qui est son domicile légal; et elle doit donner avis de la situation et de tout changement de ce bureau dans la <i>Gazette officielle de Québec</i> , suivant la formule 11.	131. The company shall, at all times, have an office in the place in which its chief place of business is situate, which shall be the legal domicile of the company, and notice of the situation thereof or of any change therein shall be published in the <i>Quebec Official Gazette</i> , as in form 11.
Avis.		Notice.
Bureaux.	La compagnie peut établir ailleurs les autres bureaux et agences qu'elle juge à propos. S. R. 1941, c. 276, a. 131.	The company may establish such other offices and agencies elsewhere as it deems expedient. R. S. 1941, c. 276, s. 131.
Nom.	132. La compagnie ne peut dans le cours de ses affaires se servir d'autre nom que celui qui lui est donné par sa charte.	132. The company cannot, in the carrying out of its affairs, use any name other than that given to it by its charter.
Nom français ou anglais.	Si la compagnie a un nom français et un nom anglais, ou un nom comportant une version française et une version anglaise, elle peut être légalement désignée sous son nom français ou la version française de ce nom, ou sous son nom anglais ou la version anglaise de ce nom, ou à la fois sous les deux noms ou les deux versions. S. R. 1941, c. 276, a. 132; 8-9 Eliz. II, c. 85, a. 3.	If the company has a French and an English name, or a name consisting of a French and an English version, it may be legally designated by its French name or the French version thereof, or by its English name or the English version thereof, or by both names or both versions. R. S. 1941, c. 276, s. 132; 8-9 Eliz. II, c. 85, s. 3.
Pénalité.	133. Toute compagnie qui enfreint une disposition de l'article 132 est passible, en sus des frais, d'une amende d'au moins cinquante dollars et d'au plus cent dollars pour chaque jour pendant lequel dure l'infraction. S. R. 1941, c. 276, a. 133.	133. Every company infringing the provisions of section 132 shall be liable, in addition to the costs, to a fine of not less than fifty dollars nor more than one hundred dollars for each day of such infringement. R. S. 1941, c. 276, s. 133.

Contrats. **134.** Les contrats, conventions, engagements ou marchés faits, les lettres de change tirées, acceptées ou endossées et les billets et chèques faits, tirés ou endossés au nom de la compagnie par ses agents, officiers ou serviteurs, dans l'exercice ordinaire des pouvoirs qu'ils ont reçus comme tels, en vertu de ses règlements, lient la compagnie, et, dans aucun cas, il n'est nécessaire d'apposer le sceau de la compagnie sur ces contrats, conventions, engagements, marchés, lettres de change, billets ou chèques, ni de prouver qu'ils ont été faits, tirés, acceptés ou endossés, selon le cas, conformément à un règlement, ou à une résolution ou à un ordre spécial; et la personne qui agit de la sorte comme agent, officier ou serviteur de la compagnie, ne contracte par là aucune responsabilité personnelle envers les tiers; mais rien, dans la présente partie, n'autorise la compagnie à émettre un billet payable au porteur ou un billet à ordre destiné à circuler comme papier-monnaie ou comme billet de banque. S. R. 1941, c. 276, a. 134.

Contracts. **134.** Every contract, agreement, engagement or bargain made, and every bill of exchange drawn, accepted or indorsed, and every promissory note and cheque made, drawn or indorsed on behalf of the company, by any agent, officer or servant of the company, in general accordance with his powers as such under the by-laws of the company, shall be binding upon the company, and in no case shall it be necessary to have the seal of the company affixed to any such contract, agreement, engagement, bargain, bill of exchange, promissory note or cheque, or to prove that the same was made, drawn, accepted or indorsed, as the case may be, in pursuance of any by-law, resolution or special order; and the person so acting as agent, officer or servant of the company shall not be thereby subjected individually to any liability whatsoever to any third person therefor, provided always that nothing in this Part shall authorize the company to issue any note payable to the bearer thereof, or any promissory note intended to be circulated as money or as a bank-note. R. S. 1941, c. 276, s. 134.

SECTION VII

DE LA RESPONSABILITÉ DES ACTIONNAIRES

Responsabilité limitée. **135.** Les actionnaires ne sont pas responsables, en leur seule qualité d'actionnaires, des actes, omissions ou obligations ni des engagements, réclamations, paiements, pertes, dommages, transactions ou autres actes quelconques de la compagnie, se rattachant à son entreprise, au-delà du montant non payé sur leurs actions respectives dans le capital-actions. S. R. 1941, c. 276, a. 135.

Fidéicommissaires, etc. **136.** Celui qui est porteur d'actions de la compagnie en qualité d'exécuteur testamentaire, administrateur, tuteur, curateur, gardien ou fidéicommissaire de ou pour une personne mentionnée dans les livres de la compagnie comme étant ainsi représentée par lui, n'est personnellement sujet à aucune responsabilité comme actionnaire; mais les biens et deniers en sa possession sont responsables, de la même manière et au même degré que le serait le testateur ou l'intestat, le mi-

DIVISION VII

LIABILITY OF SHAREHOLDERS

Limited liability. **135.** The shareholders of the company shall not as such be responsible for any act, default or liability whatever of the company, or for any engagement, claim, payment, loss, injury, transaction, matter or thing whatever, relating to or connected with the company, beyond the amount unpaid on their respective shares in the capital stock thereof. R. S. 1941, c. 276, s. 135.

Fiduciaries, etc. **136.** No person holding stock in the company as an executor, administrator, tutor, curator, guardian or trustee of or for any person named in the books of the company as being so represented by him, shall be personally subject to liability as a shareholder, but the estate and funds in the hands of such person shall be liable in like manner, and to the same extent, as the testator or intestate, or the minor, ward or interdicted person, or the person interested in such trust fund would be, if

neur, pupille ou interdit, ou l'intéressé au fidéicommiss, s'il était vivant et capable d'agir, ou possédait les actions en son propre nom; et nulle personne possédant des actions à titre de garantie additionnelle (*collateral security*) n'est personnellement sujette à aucune telle responsabilité; mais celle qui a engagé ces actions en est réputée le porteur, et par conséquent est responsable comme actionnaire. S. R. 1941, c. 276, a. 136.

living and competent to act and holding such stock in his own name; and no person holding such stock as collateral security shall be personally subject to such liability, but the person pledging such stock shall be considered as holding the same and shall be liable as a shareholder accordingly. R. S. 1941, c. 276, s. 136.

Droit de vote.

137. Tout tel exécuteur testamentaire, administrateur, tuteur, curateur, gardien ou fidéicommissaire en possession d'actions, les représente aux assemblées de la compagnie, où il peut voter comme un actionnaire; et toute personne qui a engagé ses actions peut les représenter aux assemblées, et, bien qu'elles soient engagées, voter comme actionnaire. S. R. 1941, c. 276, a. 137.

137. Every such executor, administrator, tutor, curator, guardian or trustee shall represent the stock held by him, at all meetings of the company, and may vote thereon as a shareholder, and every person who pledges his stock may represent the same at all such meetings, and, notwithstanding such pledge, vote thereon as a shareholder. R. S. 1941, c. 276, s. 137. Voting rights.

SECTION VIII

DES ACTIONS D'AUTRES COMPAGNIES

Règlement d'achat.

Réserve.

Exception.

138. La compagnie ne peut employer, en tout ou en partie, ses fonds pour l'achat d'actions d'autres compagnies, à moins que les administrateurs n'aient été expressément autorisés par un règlement fait par eux pour tel achat et sanctionné par le vote d'au moins les deux tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale de la compagnie convoquée à cette fin; mais si la charte autorise tel achat, il n'est pas nécessaire d'adopter un règlement à cet égard. Cette disposition ne s'applique pas cependant aux compagnies dont l'objet est de faire le commerce d'actions de compagnies, quant aux actions acquises avec intention de les revendre. S. R. 1941, c. 276, a. 138.

SECTION IX

DES ACTIONS

Conditions à l'émission d'actions à valeur nominale.

139. Les actions ayant une valeur nominale ne doivent pas être émises comme intégralement acquittées, sauf pour une considération payable en espèces au montant nominal total des actions ainsi

DIVISION VIII

HOLDING STOCK OF OTHER COMPANIES

138. The company shall not use any of its funds in the purchase of stock in any other company unless and until the directors have been expressly authorized by a by-law passed by them for the purpose and sanctioned by a vote of not less than two-thirds in value of the shares represented by the shareholders present at a general meeting of the company called for considering the subject of the by-law; but if the charter authorizes such purchase it shall not be necessary to pass such by-law. By-law to authorize purchase.

This section shall not apply to a company incorporated for the purpose of carrying on the business of buying, selling or dealing in shares, as to shares bought with the intention of reselling them. R. S. 1941, c. 276, s. 138. Proviso. Exception.

DIVISION IX

CAPITAL STOCK

139. Shares with par value shall not be issued as fully paid, save for a consideration payable in cash to the total par value of the shares so issued, or for a consideration payable in property or Consideration for par-value shares.

	émises, ou pour une considération payable en biens ou en services que les administrateurs, par résolution, déterminent comme le juste équivalent d'espèces jusqu'à concurrence du montant nominal total des actions ainsi émises en tenant compte de toutes les circonstances de l'opération.	services which the directors determine by resolution to be, in all the circumstances of the transaction, the fair equivalent of cash to the total par value of the shares so issued.
Id., sans valeur nominale.	La considération pour l'émission d'actions sans valeur nominale est déterminée suivant le paragraphe 4 de l'article 154.	The consideration for the issue of shares without par value shall be determined in accordance with subsection 4 of section 154.
Mention au rapport annuel.	Le montant des actions libérées doit être publié annuellement dans le rapport fait aux actionnaires. S. R. 1941, c. 276, a. 139; 12-13 Eliz. II, c. 59, a. 20.	The amount of the paid-up shares shall be published annually in the report to the shareholders. R. S. 1941, c. 276, s. 139; 12-13 Eliz. II, c. 59, s. 20.
Transfert d'actions.	140. Les actions de la compagnie sont des biens mobiliers; elles sont transférables de la manière, et sous les conditions et restrictions prescrites par la présente partie, par la charte ou par les règlements de la compagnie. S. R. 1941, c. 276, a. 140.	140. The stock of the company shall be deemed moveable property, and shall be transferable, in such manner only, and subject to all such conditions and restrictions as by this Part, or by the charter or the by-laws of the company, shall be prescribed. R. S. 1941, c. 276, s. 140.
Répartition.	141. Si la charte ne renferme pas de dispositions expresses à cet effet, les actions de la compagnie sont réparties dans le temps et de la manière que les administrateurs l'ordonnent par règlement. S. R. 1941, c. 276, a. 141.	141. If the charter makes no other definite provision, the stock of the company shall be allotted when and as the directors, by by-law, may order. R. S. 1941, c. 276, s. 141.
Actions privilégiées, etc.	142. 1. Les administrateurs d'une compagnie peuvent faire un règlement pour l'émission d'actions qui comportent des droits, conditions ou restrictions privilégiés ou spéciaux ou pour la conversion d'actions de toute catégorie en actions de toute autre catégorie.	142. (1) The directors of a company may make a by-law for the issuing of shares carrying preferred or special rights, conditions or limitations, or for the conversion of shares of any class into shares of another class.
Actions de diverses catégories.	2. Ce règlement peut prévoir des actions de plus d'une catégorie et des droits, conditions ou restrictions privilégiés ou spéciaux afférents à chaque catégorie d'actions, y compris: a) une restriction du droit des détenteurs de ces actions à des dividendes, profits ou remboursements déterminés, ou b) des dispositions à l'effet que les détenteurs de ces actions auront le droit de choisir un nombre déterminé d'administrateurs, ou qu'ils auront sur les affaires de la compagnie un pouvoir plus considérable ou moins étendu que les détenteurs d'actions d'une autre catégorie, ou c) des dispositions restreignant ou étendant les droits des détenteurs de ces ac-	(2) Such by-law may provide for shares of more than one class and for the preferred or special rights, conditions or limitations attaching to each class of shares, including: (a) a limitation of the right of the holders thereof to specific dividends, profits or repayments, or (b) provision that the holders of such shares shall have the right to elect a stated number of directors, or that they shall have greater or less control of the affairs of the company than the holders of shares of another class, or (c) provisions limiting or extending the rights of the holders of such shares in

	tions de toute autre manière non contraire à la loi, ou	any other way not contrary to law, or
	d) des dispositions pourvoyant à l'achat ou au rachat par la compagnie de ces actions.	(d) provision for the purchase or redemption of such shares by the company.
Séries d'actions de même catégorie.	3. Ce règlement peut autoriser l'émission d'une ou de plusieurs séries d'actions d'une même catégorie, et il peut autoriser les administrateurs à déterminer à l'occasion, avant l'émission, la désignation, les droits, conditions et restrictions afférents aux actions de chaque série de cette catégorie.	(3) Such by-law may authorize the issue of one or more series of shares of the same class, and authorize the directors to determine from time to time, before issue, the description, rights, conditions and limitations attaching to the shares of each series of such class.
Droit de vote, etc.	4. Chaque action de toute série d'une même catégorie doit comporter le même droit de vote ou les mêmes conditions et restrictions relatives au droit de vote.	(4) Each share of any series of the same class shall carry the same right to vote or the same conditions and limitations respecting the right to vote.
Dividende, etc.	5. Lorsque des montants payables comme dividende, remboursement de capital ou prime sur remboursement de capital, ne sont pas acquittés en entier, les actions de toutes séries de la même catégorie participent au montant payable proportionnellement aux sommes qui seraient payables au cas de paiement intégral.	(5) When amounts payable as dividends, repayment of capital or premium on the repayment of capital are not paid in full, the shares of all series of the same class shall participate in the amount payable proportionately to the sums which would be payable on a payment in full.
Restriction.	6. La conversion d'actions ne doit pas augmenter ni diminuer le montant payé sur les actions émises de la compagnie.	(6) The conversion of shares must not increase or decrease the amount paid up on the company's issued shares.
Consentement requis.	7. La conversion d'actions ne peut avoir lieu sans le consentement de leurs détenteurs, sauf en conformité de conditions y afférentes ou par compromis suivant l'article 143.	(7) No shares shall be converted without the consent of the holders thereof, except in conformity with conditions attaching thereto or on a compromise under section 143.
Dispositions applicables.	8. Un règlement fait en vertu du paragraphe 2 est soumis aux articles 151, 152 et 153.	(8) Any by-law made under subsection 2 shall be subject to sections 151, 152 and 153.
Idem.	9. Une résolution adoptée en vertu du paragraphe 3 est soumise aux articles 152 et 153 de la même manière qu'un règlement mais ne requiert pas l'approbation des actionnaires.	(9) Any resolution passed under subsection 3 shall be subject to sections 152 and 153 in the same manner as a by-law but shall not be subject to approval by the shareholders.
Droits, etc., des détenteurs d'actions privilégiées.	10. Les détenteurs d'actions qui comportent des droits, conditions ou restrictions privilégiés ou spéciaux sont actionnaires et, à tous égards, jouissent de tous les droits et sont tenus à toutes les obligations d'actionnaires au sens de la présente partie, sous réserve cependant des dispositions de la charte ou du règlement de la compagnie.	(10) Holders of shares entitled to preferred or special rights, conditions or limitations shall be shareholders and shall in all respects possess all the rights and be subject to all the obligations of shareholders within the meaning of this Part, subject however to the provisions of the company's charter or by-laws.
Droits des créanciers sauvegardés.	11. Les privilèges ou la priorité accordés à des détenteurs d'actions ne portent pas atteinte aux droits des créanciers de la compagnie.	(11) The privileges or preference granted to shareholders shall not affect the rights of the company's creditors.

Texte des
droits,
etc., par-
tie du cer-
tificate.

12. Le texte complet des droits, conditions et restrictions privilégiés ou spéciaux afférents à des actions émises en vertu du présent article doit faire partie de tout certificat de telles actions à moins qu'un sommaire y soit inscrit avec mention que le texte en sera fourni sans frais sur demande.

(12) The whole text of the preferred or special rights, conditions and limitations attaching to shares issued under this section shall be a part of every certificate for such shares, unless a summary is inscribed thereon with a statement that the text thereof will be furnished free of cost on demand.

Mention
of prefer-
ences,
etc., on
share cer-
tificate.

Rachat,
etc., d'ac-
tions ne
réduit pas
capital-
actions.

13. L'achat ou le rachat d'actions par une compagnie dans l'exercice d'un droit y afférent n'est pas censé réduire son capital-actions si le prix est payé à même le produit d'une émission d'actions faite par elle à cette fin, ou à même son surplus disponible pour le paiement de dividendes à la condition, dans ce dernier cas, qu'aucun dividende cumulatif ne soit arriéré sur des actions qui ne sont pas achetées ou rachetées et qu'un montant égal à la partie du prix qui représente le remboursement du capital versé constitue un surplus spécial non susceptible de distribution avant l'annulation des actions dont il s'agit suivant l'article 12 de la Loi des pouvoirs spéciaux des corporations (chap. 275). S. R. 1941, c. 276, a. 142; 12-13 Eliz. II, c. 59, a. 21.

(13) The purchase or redemption of shares by a company in the exercise of a right attaching thereto shall not be deemed to reduce its capital stock if the price is paid out of the proceeds of an issue of shares made by it for such purpose, or out of its surplus available for the payment of dividends provided, in the latter case, that no cumulative dividend is in arrears on any shares not purchased or redeemed and that an amount equal to the portion of the price representing repayment of paid-up capital shall constitute a special surplus not available for distribution before the shares concerned are cancelled in accordance with section 12 of the Special Corporate Powers Act (Chap. 275). R. S. 1941, c. 276, s. 142; 12-13 Eliz. II, c. 59, s. 21.

Redemp-
tion, etc.,
of shares
not to re-
duce
capital.

Com-
promis
avec ac-
tionnaires.

143. 1. Lorsqu'un compromis ou arrangement est proposé entre une compagnie et ses actionnaires ou une catégorie d'entre eux et que ce compromis ou arrangement est de nature à porter atteinte aux droits des actionnaires ou d'une catégorie d'entre eux, tels qu'établis par la charte, par les lettres patentes ou les lettres patentes supplémentaires ou les règlements de la compagnie, un juge de la Cour supérieure dans le district où la compagnie a son siège social peut, sur demande sommaire de la compagnie ou d'un actionnaire, ordonner qu'une assemblée des actionnaires de la compagnie ou d'une catégorie d'actionnaires, selon le cas, soit convoquée de la manière que ledit juge prescrit.

143. (1) Where a compromise or arrangement is proposed between a company and its shareholders or any class of them, affecting the rights of shareholders or any class of them, under the company's charter, letters patent or supplementary letters patent or by-laws, a judge of the Superior Court of the district in which the company has its head office may, on application in a summary way of the company or of any shareholder, order a meeting of the shareholders of the company, or of any class of shareholders, as the case may be, to be summoned in such manner as the said judge directs.

Com-
promise
with
share-
holders.

Assem-
blée.

Meeting.

Sanction
par un
juge.

2. Si les actionnaires ou une catégorie d'actionnaires, selon le cas, présents à l'assemblée, en personne ou par fondé de pouvoir, consentent, par le vote des trois quarts des actions de chaque catégorie représentées, au compromis ou arrangement, soit tel que proposé ou changé ou modifié à l'assemblée, ce compromis ou arrangement peut être sanctionné par un juge tel que susdit.

(2) If the shareholders, or class of shareholders, as the case may be, present in person or by proxy at the meeting, agree, by three-fourths of the shares of each class represented, to the compromise or arrangement either as proposed or as altered or modified at such meeting, such compromise or arrangement may be sanctioned by a judge as aforesaid.

Sanction
of com-
promise.

Lettres
patentes.

Si ce compromis ou arrangement est ainsi sanctionné, il doit ensuite être confirmé par lettres patentes ou par lettres patentes supplémentaires, selon le cas, dont avis doit être donné dans la *Gazette officielle de Québec* par le secrétaire de la province. Sujet à cette publication, mais à compter de la date des lettres patentes ou des lettres patentes supplémentaires, selon le cas, le compromis ou arrangement devient obligatoire à l'égard de la compagnie et des actionnaires ou d'une catégorie d'actionnaires, selon le cas. S. R. 1941, c. 276, a. 143.

If so sanctioned, such compromise or arrangement shall thereupon be confirmed by letters patent or supplementary letters patent, as the case may be, and notice thereof shall be given in the *Quebec Official Gazette* by the Provincial Secretary. Subject to such publication, but counting from the date of the letters patent or supplementary letters patent, as the case may be, the compromise or arrangement shall be binding on the company and the shareholders or class of shareholders, as the case may be. R. S. 1941, c. 276, s. 143.

Letters
patent.Com-
promis
avec
créanciers.

144. 1. Lorsqu'un compromis ou un arrangement est proposé entre une compagnie et ses créanciers, ou une catégorie d'entre eux, un juge de la Cour supérieure du district où la compagnie a son siège social ou sa principale place d'affaires, peut, sur demande sommaire de la compagnie ou d'un créancier dont les droits peuvent être affectés, ordonner qu'une assemblée des créanciers de la compagnie ou d'une catégorie de créanciers, selon le cas, soit convoquée de la manière que le juge prescrit.

144. (1) Where a compromise or arrangement is proposed between a company and its creditors, or any class of them, a judge of the Superior Court of the district in which the company has its head office or chief place of business may, on application in a summary way of the company or of any creditor who might be affected, order a meeting of the creditors of the company, or of any class of creditors, as the case may be, to be summoned in such manner as the said judge directs.

Com-
promise
with
creditors.Assem-
blée.Sanction
du com-
promis.

2. Si lesdits créanciers ou une catégorie des créanciers, selon le cas, présents à l'assemblée, en personne ou par fondé de pouvoir, consentent, par le vote des trois quart en valeur des créanciers ou d'une catégorie des créanciers, selon le cas, présents ou représentés à l'assemblée, au compromis ou à l'arrangement, soit tel que proposé ou changé ou modifié à l'assemblée, ce compromis ou cet arrangement peut être sanctionné par un juge tel que susdit. Préalablement à cette sanction, le juge doit exiger que l'on produise devant lui une copie dûment certifiée d'une résolution de la compagnie contenant et approuvant le compromis ou l'arrangement tel que consenti par les créanciers.

(2) If the said creditors, or class of creditors, as the case may be, present in person or by proxy at the meeting, agree, by three-fourths in value of the creditors, or class or creditors, as the case may be, present or represented at the meeting, to the compromise or arrangement either as proposed or as altered or modified at such meeting, such compromise or arrangement may be sanctioned by a judge as aforesaid. Prior to any such sanction, the judge shall require the production before him of a duly certified copy of a resolution of the company, embodying and approving the said compromise or arrangement as agreed to by the creditors.

Meeting.

Sanction
of com-
promise.Copie du
jugement.

Si ce compromis ou cet arrangement est ainsi sanctionné, une copie certifiée du jugement ou de l'ordonnance accordant cette sanction, doit être produite au bureau du secrétaire de la province et avis de la sanction doit être donné dans la *Gazette officielle de Québec* par le secrétaire de la province.

If so sanctioned, a certified copy of the judgment or order giving such sanction shall be filed in the office of the Provincial Secretary and notice of the sanction shall be given in the *Quebec Official Gazette* by the Provincial Secretary.

Judgment.

Notice.

Avis.

Com-
promis
obligatoire.

À compter de la date de cette publication, le compromis ou l'arrangement devient obligatoire à l'égard de la compagnie et des créanciers ou d'une catégorie des créanciers, selon le cas.

«créan-
ciers».

3. Le mot « créanciers », lorsqu'employé dans le présent article, comprend seulement ceux qui détiennent des certificats scrip d'intérêts (*scrip interest certificates*) ou certificats scrip de dividendes (*scrip dividend certificates*) et mandats (*warrants*), et pourvu que ces instruments ne portent aucune réclamation enregistrée ou aucun privilège enregistré contre les propriétés ou biens de la compagnie. S. R. 1941, c. 276, a. 144.

From and after the date of such publication, the compromise or arrangement shall be binding on the company and the creditors, or class or creditors, as the case may be.

Com-
promise
binding.

3. The word "creditors" when used in this section shall include only the holders of scrip interest certificates, or scrip dividend certificates, and warrants, and provided the same do not carry any registered claim or registered privilege against the company's property or assets. R. S. 1941, c. 276, s. 144.

"credi-
tors".

Avis du
désir d'ac-
quérir
actions.

145. 1. Quand une offre d'acquisition de toutes les actions d'une certaine catégorie a été acceptée par les détenteurs des 9/10 des actions de cette catégorie, l'offrant peut, dans les six mois suivant la date de l'offre, donner avis qu'il désire acquérir les actions des actionnaires dissidents.

Mode de
donner
avis, etc.

2. Cet avis est donné en la manière prescrite par un juge de la Cour supérieure sur motion de l'offrant et il comporte notification qu'à moins que la Cour supérieure du district où la compagnie a son siège social n'en décide autrement, sur requête d'un actionnaire dissident produite dans le délai d'un mois à compter de la date de l'avis, l'offrant deviendra acquéreur des actions aux conditions de l'offre.

Paiement
à compa-
gnie de
fiducie.

3. Lorsqu'un avis a été ainsi donné et que le tribunal n'a pas ordonné le contraire, l'offrant doit, à l'expiration du délai d'un mois de la date de l'avis ou, si une requête est alors en instance, après qu'il a été statué définitivement sur cette requête, remettre, contre récépissé, à une compagnie de fiducie, au profit des actionnaires dissidents, les sommes ou valeurs offertes pour les actions qu'il a droit d'acquérir en vertu du présent article.

Transfert
d'actions.

4. Sur production d'une copie de l'offre, de l'avis et du récépissé, avec un certificat du protonotaire de la Cour supérieure du district où la compagnie a son siège social, attestant qu'une requête n'a pas été produite dans le délai fixé ou a été rejetée par jugement définitif, la compagnie doit inscrire sur ses registres l'offrant comme détenteur des actions qui étaient détenues

145. (1) When an offer to acquire all the shares of a certain class has been accepted by the holders of 9/10 of the shares of such class, the offerer may give notice, within six months after the date of the offer, that he wishes to acquire the shares of the dissentient shareholders.

Notice of
wish to
acquire
shares.

(2) Such notice shall be given in the manner prescribed by a judge of the Superior Court on motion by the offerer and shall state that, unless the Superior Court of the district in which the company has its head office decides otherwise, upon petition by a dissentient shareholder filed within a delay of one month from the date of the notice, the offerer shall acquire the shares on the conditions of the offer.

How
notice
given, etc.

(3) When a notice has been so given and the court has not otherwise ordered, the offerer, at the expiration of the delay of one month from the date of the notice or, if a petition is then pending, after the court has adjudicated finally upon such petition, shall deliver, against a receipt, to a trust company for the benefit of the dissentient shareholders, the sums or securities offered for the shares which he is entitled to acquire under this section.

Payment
to trust
company.

(4) Upon production of a copy of the offer, notice and receipt, with a certificate of the prothonotary of the Superior Court of the district in which the company has its head office, certifying that no petition has been filed within the delay fixed or that one has been dismissed by final judgment, the company shall register in its books the offerer as the holder of the

Transfer
of shares.

par les actionnaires dissidents.

Exception
de déten-
teur dési-
gné.

5. Une offre d'acquisition de toutes les actions d'une certaine catégorie, sauf celles d'un détenteur y désigné, donne ouverture à l'application du présent article si elle est acceptée par les détenteurs des 9/10 des actions qu'elle vise et l'offrant acquiert aux mêmes conditions les actions du détenteur désigné. S. R. 1941, c. 276, a. 144a; 11-12 Eliz. II, c. 54, a. 2; 12-13 Eliz. II, c. 59, a. 22.

Fidéi-
commis
relatif à
des ac-
tions.

146. La compagnie n'est pas tenue de veiller à l'exécution d'un fidéicommiss relatif à une action, soit exprès, implicite ou résultant de la loi; et le reçu donné par l'actionnaire au nom duquel l'action est inscrite dans les livres de la compagnie, est pour elle une quittance valable et efficace de tous dividendes ou deniers payables à raison de ladite action, qu'avis du fidéicommiss ait été ou non donné à la compagnie. La compagnie n'est pas tenue de veiller à l'emploi des deniers payés sur ce reçu. S. R. 1941, c. 276, a. 145.

shares that were held by the dissentient shareholders.

(5) An offer to acquire all the shares of a certain class, except those of a shareholder mentioned therein, shall give rise to the application of this section if it is accepted by the holders of 9/10 of the shares to which it refers and the offerer acquires, on the same conditions, the shares of the shareholder mentioned. R. S. 1941, c. 276, s. 144a; 11-12 Eliz. II, c. 54, s. 2; 12-13 Eliz. II, c. 59, s. 22.

Exception
of a stated
share-
holder.

146. The company shall not be bound to see to the execution or any trust, whether express, implied or constructive, in respect of any share, and the receipt of the shareholder in whose name the same stands in the books of the company shall be a valid and binding discharge to the company for any dividend or money payable in respect of such share, whether or not notice of such trust shall have been given to the company, and the company shall not be bound to see to the application of the money paid upon such receipt. R. S. 1941, c. 276, s. 145.

Trusts as
to shares.

SECTION X

DES CERTIFICATS D'ACTIONS

Certificat
d'actions.

147. 1. Chaque actionnaire a droit de se faire remettre sans frais un certificat sous le sceau de la compagnie, indiquant le nombre d'actions qu'il possède ainsi que le montant payé sur ces actions, mais la compagnie n'est pas tenue d'émettre plus qu'un certificat pour une ou plusieurs actions possédées conjointement par plusieurs personnes.

Preuve.

2. Le certificat fait preuve par lui-même que l'actionnaire a droit à l'action y mentionnée.

Rempla-
cement.

3. Si un certificat d'action est détérioré, perdu ou détruit, il peut être renouvelé, sur paiement d'un honoraire, s'il en est de prescrit, n'excédant pas vingt-cinq centins, et aux conditions relatives à la preuve et à la protection de la compagnie, que les administrateurs jugeront convenables. S. R. 1941, c. 276, aa. 146 et 147.

Certificat
d'action
au por-
teur.

148. 1. Une compagnie, si elle y est autorisée par sa charte, et sujet à ses dispositions, peut, en ce qui concerne les

DIVISION X

SHARE CERTIFICATES

147. (1) Every shareholder shall, without payment, be entitled to a certificate under the common seal of the company, stating the number of shares held by him and the amount paid up thereon, but, in respect of a share or shares held jointly by several persons, the company shall not be bound to issue more than one certificate.

Stock
certificate.

(2) The certificate shall be *prima facie* evidence of title of the shareholder to the shares mentioned in it.

Evidence.

(3) If a share certificate be defaced, lost or destroyed, it may be renewed on payment of such fee, if any, not exceeding twenty-five cents, and on such terms, if any, as to evidence and indemnity, as the directors think fit. R. S. 1941, c. 276, ss. 146 and 147.

Replace-
ment.

148. (1) A company, if so authorized by its charter, and subject to the provisions thereof, may, with respect to any

Share
warrants.

actions entièrement acquittées, émettre sous son sceau un certificat au porteur (*share warrant*) énonçant que le détenteur du certificat au porteur a droit à l'action ou aux actions y désignées; elle peut aussi pourvoir au moyen de coupons ou autrement, au paiement des dividendes à venir sur la ou les actions visées dans ce certificat.

Droits du porteur.

2. Un certificat d'action au porteur donne, à celui qui en est le porteur, droit aux actions y désignées et ces actions peuvent être transférées par la livraison du certificat.

Remise du certificat.

3. Le porteur d'un certificat d'action au porteur a droit, sujet aux dispositions et règlements concernant les certificats d'actions au porteur contenus dans la charte, sur remise de ce certificat pour annulation, de faire inscrire son nom comme actionnaire dans les livres de la compagnie, et celle-ci est responsable de tous dommages subis par qui que ce soit à raison du fait qu'elle aurait inscrit dans ses livres le nom d'un porteur d'un certificat d'action au porteur pour les actions y mentionnées sans que ce certificat d'action au porteur lui ait été remis et ait été annulé.

Règlements.

4. Le porteur d'un certificat d'action au porteur peut, si les règlements concernant les certificats d'actions au porteur y pourvoient, être considéré comme actionnaire de la compagnie, soit d'une manière absolue, soit pour les fins seulement prescrites par les règlements. Toutefois le porteur d'un certificat d'action au porteur n'est pas, du chef des actions y désignées, éligible au poste d'administrateur de la compagnie.

Émission des certificats.

5. Lors de l'émission d'un certificat d'action au porteur pour une ou plusieurs actions, la compagnie doit rayer de ses livres le nom de l'actionnaire alors inscrit comme porteur de telle ou de telles actions, comme ayant cessé d'être actionnaire, et elle doit inscrire à son registre les détails qui suivent:

- a) Le fait de l'émission du certificat;
- b) Un état indiquant le nombre d'actions compris dans le certificat;
- c) La date de l'émission du certificat d'action.

Inscriptions.

6. Jusqu'à ce que le certificat d'action au porteur soit remis, les détails ci-dessus sont réputés être les entrées dont la

fully paid-up shares, issue under its seal a warrant stating that the bearer of the warrant is entitled to the share or shares therein specified, and may provide, by coupons or otherwise, for the payment of the future dividends on the share or shares included in the warrant, hereafter termed a share warrant.

2. A share warrant shall entitle the bearer thereof to the shares therein specified, and the shares may be transferred by delivery of the warrant. Rights of bearer.

(3) The bearer of a share warrant shall, subject to the provisions and regulations respecting share warrants contained in the charter, be entitled, on surrendering it for cancellation, to have his name entered on the books of the company as the holder of the shares specified in such share warrant, and the company shall be responsible for any loss incurred by any person by reason of the company entering on the books of the company the name of the bearer of a share warrant in respect of the shares therein specified without the warrant being surrendered and cancelled. Surrender of warrant.

(4) The bearer of a share warrant may, if the provisions and regulations respecting share warrants so provide, be deemed to be a shareholder of the company either to the full extent or for any purposes defined by such regulations. In no case, however, shall the bearer of a share warrant be qualified in respect of the shares specified in the warrant for being a director of the company. Regulations.

(5) On the issue of a share warrant the company shall remove from its books the name of the shareholder then entered therein as holding such share or shares, as if he had ceased to be a shareholder and shall enter in such books the following particulars, namely: Issue of warrants.

- (a) The fact of the issue of the warrant;
- (b) A statement of the shares included in the warrant; and
- (c) The date of the issue of the warrant.

(6) Until the warrant is surrendered, the above particulars shall be deemed to be the particulars required by this Part to be Entries.

présente partie exige l'inscription dans les livres de la compagnie relativement à cette ou ces actions; et, lorsque tel certificat d'action au porteur est remis, la date de cette remise doit être inscrite comme le serait celle à laquelle une personne a cessé d'être actionnaire.

Assem-
blées.

7. À moins que le porteur d'un certificat d'action au porteur n'ait le droit d'assister et de voter aux assemblées générales, les actions représentées par ce certificat d'action au porteur ne sont pas considérées comme faisant partie du capital de la compagnie, pour les fins d'une assemblée générale. S. R. 1941, c. 276, a. 148.

entered in the books of the company in respect of such share or shares, and, on the surrender, the date of the surrender shall be entered as if it were the date at which a person ceased to be a shareholder.

(7) Unless the bearer of a share warrant is entitled to attend and vote at general meetings, the shares represented by such share warrant shall not be counted as part of the stock of the company for the purposes of a general meeting. R. S. 1941, c. 276, s. 148.

Voting
rights.

SECTION XI

DE LA MODIFICATION DE LA VALEUR DES ACTIONS

Conver-
sion des
actions.

149. 1. Les administrateurs de la compagnie peuvent, en tout temps, faire un règlement pour:

a) Subdiviser ses actions existantes en actions de moindre quotité;

b) Changer les actions autorisées avec valeur au pair, émises ou non émises, en actions sans valeur au pair, sauf les actions privilégiées ayant des droits préférentiels en ce qui concerne le principal;

c) Changer les actions autorisées sans valeur au pair, émises ou non émises, en actions avec valeur au pair.

Refonte.

2. Les administrateurs de la compagnie peuvent aussi, en tout temps, lorsque la valeur au pair des actions existantes de la compagnie est inférieure à cent dollars chacune, adopter un règlement les refondant en actions d'une valeur au pair plus élevée, mais aucune telle action ainsi refondue ne doit excéder la valeur au pair de cent dollars.

Fractions
d'actions.

3. Pour les fins de cette refonte, la compagnie peut acheter des fractions d'actions, mais elle est obligée de vendre toutes actions qu'elle acquiert ainsi dans un délai de deux ans. S. R. 1941, c. 276, a. 149.

Énoncé du
montant
du capital.

150. Le règlement décrétant le changement visé par le sous-paragraphe c du paragraphe 1 de l'article 149 doit mentionner quel sera, à l'avenir, le capital de la compagnie. Pour ces fins, les actions émises sans valeur au pair et remplacées

DIVISION XI

CHANGING THE VALUE OF THE SHARES

149. (1) The directors of the company may, at any time, make a by-law:

Con-
version of
shares.

(a) To subdivide the existing shares into shares of a smaller amount;

(b) To change the authorized shares with a par value, whether issued or not, into shares without par value, save in the case of preferred shares having preferential rights as to the principal;

(c) To change the authorized shares without par value, whether issued or not, into shares with a par value.

(2) The directors may also, at any time, whenever the par value of the existing shares of the company is less than one hundred dollars each, make a by-law consolidating them into shares of a greater par value; but no such consolidated share shall exceed the par value of one hundred dollars.

Consolida-
tion.

(3) For the purpose of such consolidation, the company may purchase fractions of shares, and the company shall sell any such shares held by them, within a delay of two years. R. S. 1941, c. 276, s. 149.

Frac-
tional
shares.

150. The by-law ordering the change contemplated by sub-paragraph c of sub-section 1 of section 149 must mention what the capital of the company shall be in future. For such purpose, the shares issued without par value and replaced by

State-
ment of
capital.

par des actions avec valeur au pair, sont tenues pour entièrement payées, mais leur valeur globale au pair ne doit pas dépasser la valeur de l'actif net de la compagnie tel que représenté par les actions sans valeur au pair émises avant le changement. S. R. 1941, c. 276, a. 150; 12-13 Eliz. II, c. 59, a. 23.

shares with a par value shall be considered as fully paid, but their aggregate par value shall not exceed the value of the net assets of the company as represented by the shares without par value issued before the change. R. S. 1941, c. 276, s. 150; 12-13 Eliz. II, c. 59, s. 23.

Approba-
tion du
règlement.

151. Aucun règlement décrétant l'une des opérations visées par les dispositions de l'article 149 de la présente loi n'entre en vigueur qu'après avoir été approuvé par le vote d'au moins les deux tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale de la compagnie, et avoir été ratifié ensuite par le lieutenant-gouverneur. S. R. 1941, c. 276, a. 151.

151. No by-law enacting one of the operations contemplated by the provisions of section 149 of this act shall have any force or effect until it is approved by the vote of at least two-thirds in value of the shares represented by the shareholders present at a special general meeting of the company, and afterwards confirmed by the Lieutenant-Governor. R. S. 1941, c. 276, s. 151. Approval
of by-law.

Requête.

152. 1. La demande de ratification du règlement par le lieutenant-gouverneur doit être faite par les administrateurs, dans les six mois au plus, à compter de l'approbation du règlement par les actionnaires.

152. (1) The application for confirmation of the by-law by the Lieutenant-Governor must be made by the directors not more than six months after the approval of the by-law by the shareholders. Applica-
tion.

Preuve
requise.

2. À leur requête, les administrateurs joignent une copie du règlement, revêtue du sceau de la compagnie et signée par le président ou le vice-président et le secrétaire; et ils doivent établir, à la satisfaction du secrétaire de la province que le règlement a été régulièrement adopté et approuvé, et que l'opération ou les opérations prescrites par ce règlement sont opportunes et faites de bonne foi.

2. The directors shall, with such application, produce a copy of such by-law, under the seal of the company, and signed by the president or vice-president and the secretary, and establish, to the satisfaction of the Provincial Secretary, the due passage and approval of such by-law, and the expediency and *bona fide* character of the operation or operations thereby provided for. Proof.

Déposi-
tion.

3. Le secrétaire de la province reçoit à cet effet et conserve en dépôt toute déposition nécessaire, faite par écrit, sous serment. S. R. 1941, c. 276, a. 152; 9-10 Eliz. II, c. 80, a. 6.

(3) The Provincial Secretary shall, for that purpose, take and keep of record any requisite evidence in writing, given under oath. R. S. 1941, c. 276, s. 152; 9-10 Eliz. II, c. 80, s. 6. Evidence.

Lettres
patentes.

153. Sur preuve de l'adoption et de l'approbation du règlement, le lieutenant-gouverneur peut accorder des lettres patentes confirmant le règlement, et le secrétaire de la province ou le sous-secrétaire de la province en donne avis immédiatement dans la *Gazette officielle de Québec*, suivant la formule 15; et, à compter de la date des lettres patentes, le capital de la compagnie est modifié, de la manière et aux conditions exprimées dans ledit règlement. S. R. 1941, c. 276, a. 153; 9-10 Eliz. II, c. 80, a. 3.

153. Upon proof of the passing and approval of the by-law, the Lieutenant-Governor may grant letters patent confirming such by-law, and notice thereof shall be forthwith given by the Provincial Secretary or the Assistant Provincial Secretary in the *Quebec Official Gazette*, according to form 15; and thereupon, from the date of the letters patent, the capital of the company shall be changed, in the manner and subject to the conditions set forth by such by-law. R. S. 1941, c. 276, s. 153; 9-10 Eliz. II, c. 80, s. 3. Letters
patent.

Capital versé, au cas d'actions sans valeur nominale.

Égalité des actions.

Mention au certificat d'actions.

Considération de la répartition, etc.

154. 1. Lorsque le capital autorisé d'une compagnie comprend des actions sans valeur nominale, son capital versé est, à l'égard de ces actions, un montant égal à l'ensemble de la considération reçue par la compagnie pour celles de ces actions qui sont émises.

2. Chaque action sans valeur nominale est égale à toute autre action similaire du capital-actions, sous réserve des droits, conditions ou restrictions privilégiés ou spéciaux afférents à toute catégorie d'actions.

3. Tout certificat d'actions sans valeur nominale doit porter à sa face, en caractères lisiblement écrits ou imprimés, le nombre d'actions qu'il représente et le nombre de telles actions que la compagnie est autorisée à émettre, et ce certificat ne doit pas mentionner de valeur nominale pour ces actions.

4. En l'absence d'autres dispositions à cet égard dans la charte ou les règlements de la compagnie, l'émission et la répartition des actions sans valeur nominale peuvent être effectuées à l'occasion pour la considération payable en espèces, en biens ou en services qui peut être fixée par le conseil d'administration de la compagnie; et toutes les actions ainsi émises sont censées entièrement libérées sur réception par la compagnie de la considération pour leur émission et répartition, et le détenteur de ces actions n'en est pas responsable envers la compagnie ou ses créanciers. S. R. 1941, c. 276, a. 153a; 12-13 Eliz. II, c. 59, a. 24.

154. (1) When the authorized capital of a company includes shares without par value, its paid-up capital, with respect to such shares, shall be an amount equal to the aggregate of the consideration received by the company for such of such shares as are issued.

(2) Each share without par value shall be equal to every other similar share of the capital stock, subject to the preferred or special rights, conditions or limitations attaching to any class of shares.

(3) Every certificate for shares without par value shall state on its face, in legibly written or printed characters, the number of shares which it represents and the number of such shares which the company is authorized to issue, and such certificate shall not mention any par value for such shares.

(4) In the absence of other provisions in that respect in the charter or by-laws of the company, the shares without par value may be issued and allotted from time to time for such consideration, payable in cash, property or services, as may be fixed by the board of directors of the company; and all shares so issued shall be deemed fully paid upon receipt by the company of the consideration for their issue and allotment, and the holder of such shares shall not be liable to the company or its creditors in respect thereof. R. S. 1941, c. 276, s. 153a; 12-13 Eliz. II, c. 59, s. 24.

SECTION XII

DES APPELS DE VERSEMENTS

Appels.

155. 1. Les administrateurs peuvent, par résolution, exiger des actionnaires la totalité ou une partie du montant impayé sur des actions par eux souscrites ou détenues, aux époques et de la manière que requièrent ou permettent la présente partie et la charte ou les règlements de la compagnie.

Versements.

2. L'appel est censé fait le jour où les administrateurs ont adopté la résolution qui l'autorise; et, si un actionnaire manque d'effectuer un versement auquel il est tenu au jour ou avant le jour fixé pour le faire,

DIVISION XII

CALLS

155. (1) The directors may, by resolution, demand from the shareholders the whole or any part of the amount unpaid on shares by them subscribed or held, at such times and in such manner as is required or permitted by this Part and the charter or by-laws of the company.

(2) A call shall be deemed to have been made at the time when the resolution of the directors authorizing such call was passed; and if a shareholder fails to pay any call due by him, on or before the day

il est sujet à l'obligation de payer l'intérêt, au taux de six pour cent par an, sur la somme exigible, depuis le jour indiqué pour le versement jusqu'à celui où ce versement est effectué par lui. S. R. 1941, c. 276, aa. 154 et 155; 12-13 Eliz. II, c. 59, a. 25.

appointed for the payment thereof, he shall be liable to pay interest thereon at the rate of six per cent per annum, from the day appointed for payment to the time of actual payment thereof. R. S. 1941, c. 276, ss. 154 and 155; 12-13 Eliz. II c. 59, s. 25.

Verse-
ments an-
ticipés.

156. Les administrateurs peuvent, s'ils le jugent à propos, recevoir, en tout ou en partie, de tout actionnaire qui veut en faire l'avance, les montants dûs sur les actions possédées par lui, en sus des sommes dont le versement serait alors exigible par suite d'appels; et, sur les deniers ainsi reçus par avance, ou sur toute partie de ces deniers qui, à quelque époque que ce soit, dépasse le montant alors exigible par suite d'appels de versements sur les actions pour lesquelles l'avance est faite, la compagnie peut payer tel intérêt, n'excédant pas huit pour cent par an, qui aura été convenu entre les administrateurs et l'actionnaire. S. R. 1941, c. 276, a. 156.

156. The directors may, if they think fit, receive from any shareholder willing to advance the same, all or any part of the amounts due on the shares held by such shareholder, beyond the sums then actually called for; and upon the moneys so paid in advance, or so much thereof as, from time to time, exceeds the amount of the call then made upon the shares in respect of which such advance is made, the company may pay interest at such rate, not exceeding eight per cent per annum, as may be agreed upon between the shareholders who pay such sum in advance, and the directors. R. S. 1941, c. 276, s. 156.

Payment
in ad-
vance.

Confisca-
tion des
actions.

157. Si, après l'appel ou l'avis prescrit par sa charte ou par une résolution des administrateurs ou par les règlements de la compagnie, un versement demandé sur des actions n'est pas effectué dans le temps fixé par la charte, ou par résolution des administrateurs, ou par les règlements, les administrateurs peuvent, à leur discrétion, par résolution adoptée à cet effet et dûment consignée dans leurs procès-verbaux, confisquer sommairement les actions sur lesquelles le versement n'a pas été effectué; et, de ce moment, elles appartiennent à la compagnie, et il peut en être disposé selon que les administrateurs l'ordonnent, d'après les règlements de la compagnie ou autrement; mais, nonobstant la confiscation ainsi faite, le porteur des actions au moment de la confiscation reste responsable, envers ceux qui sont alors créanciers de la compagnie, de la totalité du montant impayé sur ces actions au moment de la confiscation, moins les sommes qu'elles peuvent rapporter ultérieurement à la compagnie. S. R. 1941, c. 276, a. 157.

157. If after such demand or notice as is prescribed by the charter, or by resolution of the directors, or by the by-laws of the company, any call made upon any share is not paid within such time as, by such charter or by resolution of the directors or by the by-laws, is limited in that behalf, the directors, in their discretion, by vote to that effect duly recorded in their minutes, may summarily declare forfeited any shares whereon such payment has not been made, and the same shall thereupon become the property of the company and may be disposed of as, by the by-laws of the company or otherwise, they prescribe; but, notwithstanding such forfeiture, the holder of such shares at the time of forfeiture shall continue liable to the then creditors of the company for the full amount unpaid on such shares at the time of forfeiture, less any sums which are subsequently received by the company in respect thereof. R. S. 1941, c. 276, s. 157.

Forfeiture of
shares.

Proviso.

Réserve.

Recouvre-
ment des
verse-
ments.

158. Au lieu de confisquer les actions, les administrateurs, s'ils le jugent à propos, peuvent contraindre le retardataire à verser

158. The directors may, if they see fit, instead of declaring forfeited any share or shares, enforce payment of all calls, and

Enforcing
payment.

toute somme exigible et à payer l'intérêt de cette somme par voie de poursuite devant une cour compétente; et, dans la demande, il n'est pas nécessaire d'exposer les faits spéciaux, mais il suffit d'alléguer que le défendeur est porteur d'une ou de plusieurs actions, en indiquant le nombre, qu'il doit telle somme d'argent à laquelle se monte son arrérage de versements pour une ou plusieurs actions, à la suite d'un ou de plusieurs appels, en indiquant le nombre des appels et le montant de chacun d'eux, et que, par conséquent, un recours en justice est ouvert à la compagnie en vertu de la présente partie.

Preuve. Un certificat, sous le sceau de la compagnie et apparaissant à sa face comme signé par un de ses officiers, attestant que le défendeur est un actionnaire, que tels appels de versement ont été faits et que tel montant est dû par lui sur ces appels, est reçu dans toutes cours comme preuve à cet effet. S. R. 1941, c. 276, a. 158.

interest thereon, by action in any court of competent jurisdiction; and in such action it shall not be necessary to set forth the special matter, but it shall be sufficient to declare that the defendant is a holder of one share or more, stating the number of shares, and is indebted in the sum of money to which the calls in arrears amount, in respect of one call or more, upon one share or more, stating the number of calls and the amount of each call, whereby an action has accrued to the company under this Part.

Proof. A certificate under the seal of the company, and purporting to be signed by any of its officers, to the effect that the defendant is a shareholder, that such calls have been made and that so much is due by him thereon, shall be received in all courts as evidence to that effect. R. S. 1941, c. 276, s. 158.

SECTION XIII

DU TRANSFERT DES ACTIONS

Registre des transferts. **159.** 1. Nul transfert d'actions, s'il n'est effectué par vente forcée ou à la suite d'un décret, ordre ou jugement d'une cour compétente, n'a, jusqu'à ce qu'il soit dûment inscrit sur le registre des transferts, aucun effet, excepté celui de constater les droits respectifs des parties au transfert et de rendre le cessionnaire responsable, dans l'intervalle, conjointement et solidairement avec le cédant, envers la compagnie et ses créanciers.

Exception. 2. Cette disposition ne s'applique pas cependant aux compagnies dont les actions sont cotées et négociées à une bourse reconnue, au moyen de certificats (*scrips*) communément en usage, endossés en blanc et transférables par livraison, lesquels constituent des transports valables; le détenteur d'un certificat (*scrip*) n'a pas néanmoins droit de voter sur les actions avant qu'elles aient été enregistrées en son nom dans les livres de la compagnie. S. R. 1941, c. 276, a. 159.

Responsabilité des administrateurs. **160.** Nul transfert d'actions dont le montant n'a pas été payé intégralement, ne peut se faire sans le consentement des

DIVISION XIII

TRANSFER OF SHARES

Entry in register. **159.** (1) No transfer of shares, unless made by sale under execution or under the decree, order or judgment of a court of competent jurisdiction, shall be valid for any purpose until entry thereof is duly made in the register of transfers, except for the purpose of exhibiting the rights of the parties thereto towards each other and of rendering the transferee liable in the meantime, jointly and severally with the transferor, to the company and its creditors.

Exception. (2) This section shall not apply to companies whose stock is listed and dealt with on any recognized stock exchange by means of scrip commonly in use, endorsed in blank and transferable by delivery, which shall constitute a valid transfer; but the scrip-holder shall not be entitled to vote upon the shares until they are registered in his name in the books of the company. R. S. 1941, c. 276, s. 159.

Directors' liability. **160.** No transfer of shares, whereof the whole amount has not been paid in, shall be made without the consent of the

- administrateurs; et, chaque fois qu'il est fait, avec ce consentement, un transfert d'actions non payées en entier à une personne qui paraît être sans moyens suffisants pour les libérer, les administrateurs sont conjointement et solidairement responsables envers les créanciers de la compagnie, de la même manière et au même degré que le serait le cédant si le transfert n'avait pas été effectué; mais, en ce cas, si quelqu'administrateur présente lorsqu'on permet le transfert, inscrit immédiatement, ou si quelqu'administrateur absent alors, inscrit dans les vingt-quatre heures à compter du moment qu'il l'apprend et le peut faire, sur le livre des procès-verbaux du conseil d'administration, sa protestation contre le transfert permis, et publie cette protestation, dans les huit jours qui suivent, dans au moins un des journaux de la localité où la compagnie a son siège social, ou, s'il n'est pas publié de journal dans cet endroit, dans la localité la plus proche où il en existe, il peut par là, mais non autrement, se décharger de cette responsabilité. S. R. 1941, c. 276, a. 160.
- 161.** Une action ne peut être transférée avant que tous les versements exigibles aient été payés sur cette action au moment du transfert.
- 161.** No share shall be transferable until all calls payable thereon up to the time of transfer have been fully paid.
- Les administrateurs peuvent refuser d'enregistrer tout transfert d'actions appartenant à un actionnaire endetté envers la compagnie.
- The directors may decline to register any transfer of shares belonging to any shareholder who is indebted to the company.
- Les dispositions de l'alinéa immédiatement précédent ne s'appliquent pas aux actions visées par le paragraphe 2 de l'article 159. S. R. 1941, c. 276, a. 161.
- The provisions of the immediately preceding paragraph shall not apply to the shares contemplated by subsection 2 of section 159. R. S. 1941, c. 276, s. 161.
- 162.** Tout transfert des actions ou autres intérêts d'un actionnaire décédé, qu'effectue son représentant est, bien que celui-ci ne soit pas lui-même actionnaire, aussi valable que si ce représentant avait la qualité d'actionnaire au moment où il passe l'acte de transfert. S. R. 1941, c. 276, a. 162.
- 162.** Any transfer of the shares or other interest of a deceased shareholder, made by his representative, shall, notwithstanding such representative is not himself a shareholder, be of the same validity as if he had been a shareholder at the time of his execution of the instrument of transfer. R. S. 1941, c. 276, s. 162.
- 163.** 1. Si une transmission d'actions ou d'autres valeurs d'une compagnie a lieu par l'effet d'une disposition testamentaire ou par suite de succession *ab intestat*, et si la vérification du testament ou de la dispo-
- 163.** (1) If a transmission of shares or other securities of a company takes place by virtue of any testamentary act or instrument, or in consequence of an intestacy, and if the probate of the will or of the

Protestation.

Protest.

Versements.

Calls.

Débiteur.

Debtor.

Application.

Application.

Actionnaire décédé.

Deceased shareholder.

Preuve du testament, etc.

Probate, etc.

sition testamentaire, ou les lettres d'administration ou une autre pièce judiciaire ou officielle sous l'autorité de laquelle on prétend attribuer le titre de bénéficiaire, ou fiduciaire ou l'administration des biens personnels du défunt, paraissent avoir été accordées par un tribunal ou par une autre autorité compétente du Canada, ou de la Grande-Bretagne ou de l'Irlande ou d'une autre possession de Sa Majesté ou d'un pays étranger, la vérification dudit testament ou les lettres d'administration, ou l'autre pièce judiciaire ou officielle ou une expédition authentique ou un extrait officiel de ces pièces, ainsi qu'une déclaration par écrit révélant la nature de cette transmission et signée et exécutée par la personne ou les personnes qui réclament en vertu de ces pièces, doivent être produits et déposés entre les mains du gérant, du secrétaire, du trésorier ou d'un autre fonctionnaire de la compagnie nommé par les administrateurs pour les recevoir.

Autorisation de transférer, etc.

2. La production et la remise ainsi faites sont pour les administrateurs, sujet aux prescriptions des lois de la province concernant les droits sur les successions, une autorisation suffisante de payer le montant ou la valeur de tout dividende, coupon, obligation, débenture, effet ou action, ou d'opérer le transfert ou de consentir au transfert de toute obligation (*debenture*), effet ou action, en conséquence, et en conformité du testament vérifié, des lettres d'administration ou de l'autre pièce susmentionnée. S. R. 1941, c. 276, a. 163.

Demande à la cour.

164. 1. En cas de transmission, par le décès d'un actionnaire ou pour quelque autre cause, de l'intérêt dans une action du capital de la compagnie, ou, en cas de mutation de la propriété ou du droit légal de possession d'une action, par tout mode légal autre que le transfert conformément aux dispositions de la présente partie, la compagnie, si les administrateurs ont des doutes raisonnables sur la légalité de la réclamation de celui qui prétend avoir droit à cette action, peut produire à la Cour supérieure dans et pour le district où est situé son siège social, une requête par écrit, adressée à cette cour ou à un de ses juges, énonçant les faits et le nombre d'actions que possédait précédemment la

Requête.

testamentary act or instrument, or the letters of administration, or other judicial or official instrument, under which the title, whether as beneficiary or trustee, or the administration of the personal estate of the deceased, is claimed to vest, purports to be granted by any court or other competent authority of the Dominion of Canada, or of Great Britain or Ireland, or of any other of Her Majesty's dominions, or of any foreign country, the probate of the said will, or the said letters of administration, or the said other judicial or official instrument or an authenticated copy thereof or official extract therefrom, shall, together with a declaration in writing showing the nature of such transmission and signed and executed by the person or persons claiming by virtue thereof, be produced and deposited with the manager, secretary, treasurer, or other officer of the company named by the directors for the purpose of receiving the same.

(2) Such production and deposit shall be sufficient authority to the directors, subject to the provisions of the law of the Province respecting succession duties, for paying the amount or value of any dividend, coupon, bond, debenture, obligation or share, or for transferring, or consenting to the transfer of any bond, debenture, obligation or share, in pursuance of, and in conformity with, such probate, letters of administration or other such document aforesaid. R. S. 1941, c. 276, s. 163.

Authority for transfer, etc.

164. (1) Whenever the interest in any shares of the capital stock of the company is transmitted by the death of any shareholder or otherwise, or whenever the ownership of any shares or the legal right of possession of the same changes by any lawful means other than by transfer, according to the provisions of this Part, and the directors of the company entertain reasonable doubt as to the legality of any claim to such shares, the company may make and file in the Superior Court in and for the district in which the head office of the company is situated, a petition in writing, addressed to such court or to one of the judges thereof, setting forth the facts and the number of shares previously

Reference to courts.

Petition.

personne au nom de laquelle ladite action est inscrite dans les livres de la compagnie, et demandant une ordonnance ou jugement qui adjuge ou attribue cette action à celui ou à ceux qui y ont légalement droit.

Avis. 2. Avis de l'intention de présenter la requête est donné à celui qui prétend avoir droit à l'action, ou à son procureur dûment autorisé à cet effet, lequel, sur production de la requête, doit justifier du droit à l'action ou aux actions mentionnées dans ladite requête; et le délai pour plaider, et les autres formalités, sont ceux observés devant la Cour supérieure dans les cas analogues.

Frais. 3. Les frais faits pour obtenir l'ordonnance ou le jugement sont payés par la personne ou par les personnes à qui l'action ou les actions sont déclarées appartenir légalement, et le transfert de celles-ci n'est inscrit dans les livres de la compagnie qu'après le paiement de ces frais, sauf le recours de celui qui justifie de son droit aux actions contre toute personne qui le lui a contesté.

Jugement. 4. La compagnie doit se conformer à l'ordonnance ou au jugement de la cour qui établit le droit à ces actions. Cet ordre ou ce jugement rend la compagnie indemne et l'affranchit de toute responsabilité relativement à toute autre réclamation qui pourrait être faite pour cette même action. S. R. 1941, c. 276, a. 164.

belonging to the person in whose name such shares stand in the books of the company, and praying for an order or judgment adjudicating and awarding the said shares to the person or persons legally entitled to the same.

(2) Notice of the intention to present such petition shall be given to the person claiming such shares, or to the attorney of such person duly authorized for the purpose, who shall, upon the filing of such petition, establish his right to the shares referred to in such petition; and the time to plead and all other proceedings in such case shall be the same as those observed in analogous cases before the said Superior Court.

(3) The costs and expenses incurred in procuring such order or judgment shall be paid by the person or persons to whom such shares are declared lawfully to belong, and such shares shall not be transferred in the books of the company until such costs and expenses are paid, saving the recourse of such person against any person contesting his right to such shares.

(4) The company shall be guided by the order or judgment of the court establishing the right to such shares. Such order or judgment shall hold the company harmless and indemnified and released from every other claim to the said shares or arising in respect thereof. R. S. 1941, c. 276, s. 164.

SECTION XIV

DU POUVOIR D'EMPRUNTER, D'HYPOTHÉQUER ET DE
CONSTITUER DES NANTISSEMENTS ET DES GAGES

Règlement: 165. 1. S'ils y sont autorisés par un règlement approuvé par le vote d'au moins les deux tiers des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale convoquée à cette fin, les administrateurs peuvent, lorsqu'ils le jugent opportun:

Emprunts; a) Faire des emprunts de deniers sur le crédit de la compagnie;

Valeurs; b) Émettre des obligations ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables;

DIVISION XIV

BORROWING POWERS, ETC.

165. (1) If authorized by by-law, sanctioned by a vote of not less than two-thirds in value of the shares represented by the shareholders present at a general meeting called for considering the by-law, the directors may, when they deem it expedient,—

(a) Borrow money upon the credit of the company;

(b) Issue debentures or other securities of the company, and pledge or sell the same for such sums and at such price as may be deemed expedient;

Hypothèques et nantissements;

Idem.

Emprunts sur billets.

Copie des actes de fidéicommiss.

Peine.

c) Nonobstant les dispositions du Code civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, de la compagnie pour assurer le paiement de telles obligations ou autres valeurs, ou donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins; et constituer l'hypothèque, le nantissement ou le gage ci-dessus mentionné par acte de fidéicommiss, conformément aux articles 23 et 24 de la Loi des pouvoirs spéciaux des corporations (chap. 275) ou de de toute autre manière;

d) Hypothéquer ou nantir les immeubles, ou donner en gage ou autrement frapper d'une charge quelconque les biens meubles de la compagnie, ou donner ces diverses espèces de garanties, pour assurer le paiement des emprunts faits autrement que par émission d'obligations, ainsi que le paiement ou l'exécution des autres dettes, contrats et engagements de la compagnie.

2. Les limitations et restrictions du présent article ne s'appliquent pas aux emprunts faits par la compagnie au moyen de lettres de change ou billets faits, tirés, acceptés ou endossés par la compagnie ou en faveur de la compagnie. S. R. 1941, c. 276, a. 165.

166. 1. Une copie de tout acte de fidéicommiss passé pour garantir une émission d'obligations ou autres valeurs de la compagnie doit être envoyée à tout porteur de toutes obligations ou valeurs, sur demande, et paiement, si l'acte est imprimé, d'une somme de vingt-cinq centins ou de tel autre montant moins élevé que la compagnie peut fixer par règlement, ou, si l'acte n'est pas imprimé, de dix centins par cent mots de copie.

2. Si cet exemplaire est refusé ou n'est pas expédié sur demande, la compagnie est passible d'une amende n'excédant pas cent dollars, pour tel refus ou négligence, et d'une amende additionnelle n'excédant pas dix dollars pour chaque jour que se continue cette omission; et tout administrateur, gérant, secrétaire ou autre officier de la compagnie, qui, sciemment, autorise ou permet que telle transmission ne soit pas faite, est passible de la même pénalité. S. R. 1941, c. 276, a. 166.

(c) Notwithstanding the provisions of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge the moveable or immoveable property, present or future, of the company, to secure any such debentures or other securities, or give part only of such guarantee for such purposes; and constitute the hypothec, mortgage or pledge above mentioned, by trust deed, in accordance with sections 23 and 24 of the Special Corporate Powers Act (Chap. 275) or in any other manner;

(d) Hypothecate or mortgage the immoveable property of the company, or pledge or otherwise affect the moveable property, or give all such guarantees, to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of any other debt, contract or obligation of the company.

(2) The limitations and restrictions contained in this section shall not apply to the borrowing of money by the company on bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or indorsed by or on behalf of the company. R. S. 1941, c. 276, s. 165.

166. (1) A copy of any trust deed for securing any issue of debentures or other securities of the company shall be forwarded to every holder of any such debenture or other security at his request, on payment in the case of a printed trust deed of the sum of twenty-five cents, or such less sum as may be prescribed by by-law of the company, or, where the trust deed has not been printed, on payment of ten cents for every one hundred words required to be copied.

(2) If such copy is refused or is not forwarded upon request, the company shall be liable to a fine of not more than one hundred dollars for such refusal or neglect, and to a further fine of not more than ten dollars for every day during which the neglect to forward a copy continues; and every director, manager, secretary or other officer of the company who knowingly authorizes or permits the neglect shall be liable to the like penalty. R. S. 1941, c. 276, s. 166.

Hypothec etc.;

Idem.

Loans on notes, etc.

Copy of trust deed.

Penalty.

SECTION XV

DES DIVIDENDES

Divi-
dendes.

167. 1. Il n'est déclaré aucun dividende qui entame le capital de la compagnie.

Fonds de
réserve.

2. Le dividende annuel peut cependant être augmenté ou entièrement payé à même le fonds de réserve. S. R. 1941, c. 276, a. 167.

Com-
pagnies
minières,
etc.

168. Les dispositions du paragraphe 1 de l'article 167 n'empêchent pas une compagnie minière ou une compagnie dont l'actif comprend en tout ou en partie des biens qui se consomment par l'exploitation qu'on en fait, de déclarer ou de payer un dividende à même les fonds provenant de cette exploitation.

Capital
entamé.

Les pouvoirs conférés par l'alinéa précédent peuvent être exercés, bien que la valeur de l'actif net de la compagnie puisse par là être réduite à une somme moindre que la valeur de son capital-actions émis, pourvu que, après le paiement du dividende, la balance de l'actif soit suffisante pour rencontrer toutes les obligations de la compagnie mais sans tenir compte du capital payé.

Paiement
en nature.

Une telle compagnie peut payer un dividende en distribuant, en espèces ou en nature, une certaine partie de ses biens; mais la valeur réelle de ces biens ne doit pas excéder le montant du dividende déclaré. S. R. 1941, c. 276, a. 168.

Paiement.

169. Les administrateurs peuvent déclarer que le montant de tout dividende qu'ils sont légalement autorisés à déclarer sera payé en tout ou en partie en actions de capital-actions de la compagnie et autoriser à cette fin l'émission de ces actions totalement ou partiellement libérées, ou créditer le montant de tel dividende sur les actions non totalement payées déjà émises, et, dans ce dernier cas, la responsabilité des détenteurs de ces actions est réduite jusqu'à concurrence du montant du dividende. S. R. 1941, c. 276, a. 169.

Compen-
sation.

170. Les administrateurs peuvent déduire des dividendes payables à un actionnaire toutes sommes d'argent qu'il doit à la compagnie par suite d'appels de versements ou autrement. S. R. 1941, c. 276, a. 170.

DIVISION XV

DIVIDENDS

167. (1) No dividend shall be declared which will impair the capital of the company. Dividends.

(2) The annual dividend may, however, be supplemented or paid entirely out of the reserve fund. R. S. 1941, c. 276, s. 167. Reserve fund.

168. The provisions of subsection 1 of section 167 shall not prevent a mining company or a company whose assets are wholly or in part composed of goods which are consumed by the use made of them from declaring or paying a dividend out of the funds derived from such use. Mining Co., etc.

The powers conferred by the preceding paragraph may be exercised, although the value of the net assets of the company may thereby be reduced to a sum less than the value of its issued capital stock, provided that, after payment of the dividend, the remaining assets be sufficient to meet all the obligations of the company apart from the paid-up capital. Impairment of capital.

Such company may pay a dividend by distributing, in species or in kind, part of its property; but the real value of such property shall not exceed the amount of the dividend declared. R. S. 1941, c. 276, s. 168. Payment in kind.

169. The directors may provide that the amount of any dividend that they may lawfully declare shall be paid, in whole or in part, in capital stock of the company, and for that purpose may authorize the issue of shares of the company as fully paid or partly paid, or may credit the amount of such dividend on the shares of the company already issued but not fully paid, and, in the latter case, the liability of the holders of such shares shall be reduced by the amount of such dividend. R. S. 1941, c. 276, s. 169. Stock dividends.

170. The directors may deduct from the dividend payable to any shareholder all such sums of money as are due from him to the company, on account of calls or otherwise. R. S. 1941, c. 276, s. 170. Compensation.

Monnaie étrangère.

171. Lorsque le capital de la compagnie est composé d'actions souscrites et payées, et dont la valeur nominale est exprimée en monnaie étrangère, la répartition des profits sous quelque forme que ce soit et le remboursement du capital, au cas échéant, sont calculés et payables en monnaie du même pays ayant force libératoire au jour de la répartition. S. R. 1941, c. 276, a. 171.

171. When the capital of a company is composed of subscribed and paid-up shares the nominal value whereof is expressed in foreign currency, the division of profits in any manner whatsoever and the repayment of the capital, as the case may be, shall be calculated and payable in currency of the same country, effective as a medium of discharge at the time of the division. R. S. 1941, c. 276, s. 171.

Foreign currency.

SECTION XVI

DES ADMINISTRATEURS ET DE LEURS POUVOIRS

Conseil d'administration.

172. Les affaires de la compagnie sont administrées par un conseil d'administration composé d'au moins trois membres. S. R. 1941, c. 276, a. 172.

172. The affairs of the company shall be managed by a board of not less than three directors. R. S. 1941, c. 276, s. 172.

Board.

Administrateurs provisoires.

173. Les personnes désignées comme tels dans la charte sont les administrateurs de la compagnie, jusqu'à ce qu'elles soient dûment remplacées; et, en l'absence d'autres dispositions à cet égard dans la charte, leur nombre constitue celui des administrateurs à élire jusqu'à ce qu'il y ait été pourvu autrement conformément à l'article 176.

173. The persons named as such in the charter shall be the directors of the company, until duly replaced; and, in the absence of other provisions in respect thereof in the charter, their number shall be that of the directors to be elected, until otherwise provided in accordance with section 176.

Provisional directors.

Défaut de remplacer.

Si elles n'ont pas été ainsi remplacées dans les six mois qui suivent la date de la constitution en corporation de la compagnie, une desdites personnes ou, si elles sont mortes, leurs héritiers ou ayants cause, peuvent faire tenir une assemblée en donnant un avis de quinze jours francs de la date et de l'endroit de cette assemblée dans la *Gazette officielle de Québec*, et lesdites personnes ou leurs héritiers ou ayants cause, présents à cette assemblée, peuvent adopter des règlements, répartir des actions et élire des administrateurs. S. R. 1941, c. 276, a. 173.

If not so replaced within six months from the date of the incorporation of the company, any of said persons or, if they be not living, their heirs or assigns, may cause a meeting to be held by giving fifteen clear days' notice of the time and place thereof, in the *Quebec Official Gazette*, and the said persons, or their heirs or assigns, present at such meeting, may pass by-laws, allot stock and elect directors. R. S. 1941, c. 276, s. 173.

Neglect to replace.

Élection différée.

174. Si, à une époque quelconque, une élection d'administrateurs n'est pas faite, ou si elle n'est pas faite au temps fixé, la compagnie n'est point pour cela dissoute; mais l'élection peut avoir lieu à une assemblée générale subséquente de la compagnie convoquée à cette fin; et les administrateurs sortant de charge restent en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. S. R. 1941, c. 276, a. 174.

174. If, at any time, an election of directors be not made, or do not take effect at the proper time, the company shall not be held to be thereby dissolved; but such election may take place at any general meeting of the company called for that purpose; and the retiring directors shall continue in office until their successors are elected. R. S. 1941, c. 276, s. 174.

Delay to elect.

Qualités
requis-
des admi-
nistra-
teurs.

175. 1. Nul ne peut être élu ni nommé administrateur d'une compagnie à moins qu'il ne soit actionnaire, ou qu'une autre compagnie dont il est officier ou administrateur ne le soit et, si les règlements de la compagnie le stipulent, qu'il ne possède absolument en son propre nom, ou du chef de cette autre compagnie, des actions de la compagnie jusqu'à concurrence d'un montant déterminé et qu'aucun versement sur ces actions ne soit en souffrance.

Exécu-
teur tes-
tamen-
taire, etc.

2. Celui qui détient, à titre d'exécuteur testamentaire, de tuteur, de curateur ou de fiduciaire, des actions sur lesquelles aucun versement n'est en souffrance, peut être élu ou nommé administrateur, et lorsqu'une autre compagnie détient de telles actions à l'un de ces titres, tout officier de cette autre compagnie peut être élu ou nommé administrateur.

Respon-
sabilité.

3. Un administrateur élu ou nommé en exécution du paragraphe 2 n'est pas personnellement responsable sous le régime de l'article 185, mais la succession ou autre propriétaire véritable des actions détenues par cet administrateur ou par la compagnie dont il est officier, est assujéti aux responsabilités imposées aux administra-
teurs par le dit article.

Failli non
éligible.

4. Un failli non libéré ne peut être élu ou nommé administrateur, et lorsqu'un administrateur devient un failli il cesse d'être administrateur. S. R. 1941, c. 276, a. 173; 12-13 Eliz. II, c. 59, a. 26.

Change-
ment du
nombre
d'admi-
nistra-
teurs.

176. La compagnie peut, par règle-
ment, augmenter le nombre de ses admi-
nistrateurs ou le réduire à trois au mini-
mum, mais aucun tel règlement n'est
valide ni mis à exécution, à moins qu'il
n'ait été approuvé par le vote d'au moins
les deux tiers en valeur des actions repré-
sentées par les actionnaires présents à une
assemblée générale spéciale convoquée à
cette fin, et qu'une copie, certifiée sous le
sceau de la compagnie, n'en ait été remise
au secrétaire de la province.

Avis.

Un avis de ce règlement est publié
dans la *Gazette officielle de Québec*. S. R.
1941, c. 276, a. 176; 9-10 Eliz. II, c. 80,
a. 6; 12-13 Eliz. II, c. 59, a. 27.

Élection
des ad-
minis-
trateurs.

177. Les actionnaires, réunis en as-
semblée générale, dans une localité située
dans la province, élisent des administra-

175. (1) No person shall be elected or appointed a director of a company unless he, or any other company of which he is an officer or director, is a shareholder and, if the by-laws of the company so provide, owning shares of the company absolutely in his own right or in the right of such other company to a required amount and not in arrears in respect of any calls thereon.

Qualifica-
tion.

(2) Any person holding, as testamentary executor, tutor, curator or trustee, shares not in arrears in respect of any call, may be elected or appointed a director and, when another company holds such shares in any of such capacities, any officer of such other company may be elected or appointed a director.

Testa-
mentary
executor,
etc.

(3) A director elected or appointed under subsection 2 shall not be personally liable under section 185, but the estate or other beneficial owner of the shares held by such director or by the company of which he is an officer, shall be subject to the liabilities imposed upon the directors by the said section.

Respon-
sibility.

(4) An undischarged bankrupt shall not be elected or appointed a director, and when any director becomes a bankrupt he shall thereby cease to be a director. R. S. 1941, c. 276, s. 173; 12-13 Eliz. II, c. 59, s. 26.

Bank-
ruptcy.

176. The company may, by by-law, increase, or decrease to not less than three, the number of its directors, but no such by-law shall be valid or acted upon, unless it be approved by the vote of at least two-thirds in value of the shares represented by the shareholders present at a special general meeting called for considering the by-law, nor until a copy of such by-law, certified under the seal of the company, has been deposited with the Provincial Secretary.

Changing
number of
directors.

A notice of such by-law shall be published in the *Quebec Official Gazette*. R. S. 1941, c. 276, s. 176; 9-10 Eliz. II, c. 80, s. 6; 12-13 Eliz. II, c. 59, s. 27.

Notice.

177. Directors of the company shall be elected by the shareholders, in general meeting of the company assembled, at

Election of
directors.

teurs aux époques, de la manière et pour tel terme ne dépassant pas deux ans, que la charte ou, si elle ne contient aucune disposition à ce sujet, que les règlements de la compagnie prescrivent. S. R. 1941, c. 276, a. 177.

some place within the Province, at such times, in such manner, and for such term, not exceeding two years, as the charter, or, if it makes no provision therefor, as the by-laws of the company prescribe. R. S. 1941, c. 276, s. 177.

Élection: 178. En l'absence d'autres dispositions à cet égard, dans la charte ou dans les règlements de la compagnie, —

Élection: 178. In the absence of other express provisions in such behalf, in the charter or the by-laws of the company, —

Annuelle; 1^o L'élection des administrateurs a lieu annuellement, et tous les administrateurs alors en fonction se retirent; mais ils peuvent être réélus s'ils ont, du reste, les qualités requises;

Annual; (1) The election of directors shall take place yearly, and all the directors then in office shall retire, but, if otherwise qualified, they shall be eligible for reelection;

Scrutin; 2^o Les élections des administrateurs se font au scrutin;

(2) Every election of directors shall be by ballot;

Vacance; 3^o S'il survient des vacances dans le conseil d'administration, les administrateurs peuvent y pourvoir en nommant aux places vacantes, pour le reste du terme, des actionnaires de la compagnie possédant les qualités requises;

Vacancy; (3) Any vacancy occurring in the board of directors may be filled, for the remainder of the term, by the directors, from among the qualified shareholders of the company;

Officiers. 4^o Les administrateurs élisent parmi eux un président et, s'ils le jugent à propos, un président d'assemblées et un ou plusieurs vice-présidents de la compagnie; ils peuvent aussi nommer tous autres officiers de la compagnie. S. R. 1941, c. 276, a. 178.

Officers. (4) The directors shall elect from among themselves a president, and, if they see fit, a chairman of meetings and one or more vice-presidents of the company, and may also appoint all other officers thereof. R. S. 1941, c. 276, s. 178.

Comité exécutif. 179. Lorsque le conseil d'administration d'une compagnie se compose de plus de six administrateurs il peut, s'il est autorisé par règlement régulièrement adopté par le vote d'au moins les deux tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale de la compagnie, choisir parmi ses membres un comité exécutif composé d'au moins trois administrateurs. Ce comité exécutif peut exercer les pouvoirs du conseil d'administration délégués par ce règlement, sujet aux restrictions contenues dans ce règlement et sujet aux autres règlements qui peuvent être édictés de temps à autre par les administrateurs. S. R. 1941, c. 276, a. 179.

Executive committee. 179. When the board of directors of a company consists of more than six directors it may, if thereunto authorized by by-law regularly adopted by the vote of at least two-thirds in value of the shares represented by the shareholders present at a special general meeting of the company, elect from among its members an executive committee composed of at least three directors. The executive committee may exercise the powers of the board of directors delegated by such by-law, subject to the restrictions therein contained and subject to the other by-laws which may be enacted from time to time by the directors. R. S. 1941, c. 276, s. 179.

Frais et dépenses des administrateurs. 180. Tout administrateur peut, avec le consentement de la compagnie donné en assemblée générale, être indemnisé et remboursé, par la compagnie, des frais et dépenses qu'il fait au cours ou à l'occasion d'une action, poursuite ou procédure inten-

Expenses, etc. 180. Every director of the company may, with the consent of the company, given at any general meeting thereof, be indemnified and saved harmless, out of the funds of the company, from and against all costs, charges and expenses

tée ou exercée contre lui, à raison d'actes, de choses ou faits accomplis ou permis par lui dans l'exercice et pour l'exécution de ses fonctions; et aussi de tous autres frais et dépenses qu'il fait au cours ou à l'occasion des affaires relevant de sa charge, excepté ceux résultant de sa faute. S. R. 1941, c. 276, a. 180.

which he sustains or incurs in or about any action, suit or proceeding which is brought, commenced or prosecuted against him, for or in respect of any act, deed, matter or thing made, done or permitted by him, in or about the execution of the duties of his office; and also from and against all other costs, charges and expenses which he sustains or incurs, in or about or in relation to the affairs thereof,—except such costs, charges or expenses as are occasioned by his own fault. R. S. 1941, c. 276, s. 180.

Adminis-
tration.

181. 1. Les administrateurs de la compagnie peuvent en administrer les affaires et passer en son nom toutes espèces de contrats permis par la loi.

181. (1) The directors may administer the affairs of the company in all things, and may make or cause to be made for it in its name any kind of contract which it may lawfully enter into.

Règle-
ments.

2. Ils peuvent faire des règlements non contraires à la loi ou à la charte pour régler les objets suivants:

(2) They may make by-laws not contrary to law, nor to the charter of the company, for the following purposes:

a) La répartition des actions, les appels de versements, les versements, l'émission et l'enregistrement des certificats d'actions, la confiscation des actions à défaut de paiement, la disposition des actions confisquées et de leur produit, et le transfert des actions;

(a) The regulating of the allotment of stock, the making of calls thereon, the payment thereof, the issue and registration of certificates of stock, the forfeiture of stock for non-payment, the disposal of forfeited stock and of the proceeds thereof, and the transfer of stock;

b) La déclaration et le paiement des dividendes;

(b) The declaration and payment of dividends;

c) Le nombre des administrateurs, la durée de leur charge, le montant d'actions qu'ils doivent posséder pour être éligibles, et leur rétribution, s'ils doivent en recevoir une;

(c) The number of the directors, their term of service, the amount of their stock qualifications, and their remuneration, if any;

d) La nomination, les fonctions, les devoirs et la destitution de tous agents, officiers et serviteurs de la compagnie, le cautionnement à fournir par eux à la compagnie, et leur rémunération;

(d) The appointment, functions, duties and removal of all agents, officers and servants of the company, the security to be given by them to the company, and their remuneration;

e) L'époque et le lieu, dans la province, des assemblées annuelles de la compagnie, la convocation des assemblées régulières et spéciales du conseil d'administration et de la compagnie, le quorum, les conditions exigées des fondés de pouvoir non autrement déterminées par la présente partie, et la manière de procéder à ces assemblées;

(e) The time and the place within the Province for the holding of the annual meetings of the company, the calling of meetings, regular and special, of the board of directors and of the company, the quorum, the requirements as to proxies not otherwise prescribed by this Part, and the procedure in all things at such meetings;

f) L'imposition et le recouvrement des amendes et des confiscations susceptibles d'être déterminées par règlement;

(f) The imposition and recovery of all penalties and forfeitures which admit of regulation by by-law;

g) La conduite des affaires de la compagnie sous tous autres rapports.

(g) The conduct in all other particulars of the affairs of the company.

Révoca-
tion, etc.

3. Les administrateurs, peuvent révoquer, modifier ou remettre en vigueur ces

(3) The directors may repeal, amend or re-enact such by-laws; but every such by-

Adminis-
tration.

By-laws.

Repeal,
etc.

règlements, mais chaque règlement (excepté ceux relatifs aux matières énoncées dans le sous-paragraphe *d* du paragraphe 2 du présent article), et chaque révocation, modification ou remise en vigueur d'un règlement, à moins qu'ils ne soient ratifiés dans l'intervalle par une assemblée générale de la compagnie dûment convoquée à cette fin, ne sont en vigueur que jusqu'à la prochaine assemblée annuelle de la compagnie; et s'ils ne sont pas ratifiés à cette assemblée, ils cessent, mais de ce jour seulement, d'être en vigueur. S. R. 1941, c. 276, a. 181.

Distribu-
tion de
l'actif.

182. Les administrateurs d'une compagnie qui, pour quelque raison autre que sa liquidation, a discontinué ses opérations peuvent, s'il a été pourvu au paiement ou à la garantie de toutes ses dettes ou obligations, adopter un règlement pour la distribution, aux actionnaires, de tout ou partie de l'actif de la compagnie. Cette distribution ne peut avoir lieu que quinze jours après la publication d'un sommaire du règlement dans la *Gazette officielle de Québec*. S. R. 1941, c. 276, a. 182.

SECTION XVII

DE LA RESPONSABILITÉ DES ADMINISTRATEURS

Divi-
dende
illégal.

183. Si les administrateurs déclarent et payent quelque dividende après l'insolvabilité de la compagnie, ou quelque dividende dont le paiement la rend insolvable ou diminue son capital, ils sont conjointement et solidairement responsables, tant envers la compagnie qu'envers ses actionnaires individuellement et ses créanciers, de toutes les dettes de la compagnie alors existantes, et de toutes celles contractées ensuite pendant qu'ils demeurent en fonction; mais, dans ce cas, si quelque administrateur présent lorsque le dividende est déclaré, inscrit immédiatement, ou si quelque administrateur absent alors, inscrit, dans les vingt-quatre heures à compter du moment qu'il apprend la déclaration et le peut faire, sur le livre des procès-verbaux du conseil d'administration, son opposition contre le dividende et publie cette opposition, dans la huitaine suivante, dans au moins un journal de la localité où la compagnie a son siège principal, ou,

Protesta-
tion.

law (except by-laws made respecting the matters set forth in paragraph *d* of subsection 2 of this section) and every repeal, amendment or re-enactment thereof, unless in the meantime confirmed at a general meeting of the company duly called for that purpose, shall have effect only until the next annual meeting of the company, and, in default of confirmation thereat, shall, at and from that time only, cease to be in force. R. S. 1941, c. 276, s. 181.

182. When a company has ceased to carry on business, except for the purpose of winding up its affairs, and has no debts or obligations that have not been provided for a protected, the directors may pass by-laws for distributing the assets of the corporation, or any part of them, among the shareholders. No such distribution may be made until fifteen days after the publication of a summary of the by-law in the *Quebec Official Gazette*. R. S. 1941, c. 276, s. 182.

Distribu-
tion of
assets.

DIVISION XVII

LIABILITY OF DIRECTORS

183. If the directors of the company declare and pay any dividend when the company is insolvent, or any dividend the payment of which renders the company insolvent or impairs the capital thereof, they shall be jointly and severally liable, as well to the company as to the individual shareholders and creditors thereof, for all the debts of the company then existing and for all thereafter contracted during their continuance in office; but if any director present when such dividend is declared does forthwith, or if any director then absent does, within twenty-four hours after he becomes aware thereof and able so to do, enter on the minutes of the board of directors his protest against the same, and within eight days thereafter publishes such protest in at least one newspaper published at the place in which the head office or chief place of business of the company is situated, or, if there is no newspaper there published, then in the news-

Improper
dividends.

Protest.

s'il n'y a pas là de journal, dans la localité la plus voisine où il y en existe, il est par là, et non autrement, exonéré de toute responsabilité. S. R. 1941, c. 276, a. 183.

Prêt aux actionnaires.

184. La compagnie ne peut faire de prêt à aucun de ses actionnaires; et si quelque prêt semblable se fait, tous administrateurs et autres officiers de la compagnie qui l'ont effectué ou qui, de quelque manière que ce soit, y ont consenti, sont conjointement et solidairement responsables, envers la compagnie et ses créanciers, de la somme prêtée et de l'intérêt. S. R. 1941, c. 276, a. 184.

Salaires des employés.

185. 1. Les administrateurs de la compagnie sont solidairement responsables envers ses employés, jusqu'à concurrence de six mois de salaire, pour services rendus à la compagnie pendant leur administration respective.

Responsabilité assujettie à certaines conditions.

2. Un administrateur ne devient responsable d'une telle dette que si
a) la compagnie est poursuivie dans l'année du jour où la dette est devenue exigible et le bref d'exécution est rapporté insatisfait en totalité ou en partie; ou si
b) la compagnie, pendant cette période, fait l'objet d'une ordonnance de mise en liquidation ou devient faillie au sens de la Loi sur la faillite (S.R.C., 1952, chap. 14) et une réclamation de cette dette est déposée. S. R. 1941, c. 276, a. 185; 12-13 Eliz. II. c. 59, a. 28.

SECTION XVIII

DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Convocation.

186. À défaut d'autres dispositions contenues dans la charte ou dans les règlements de la compagnie, avis de la date d'une assemblée générale, y comprises les assemblées annuelles et spéciales, doit être donné au moins dix jours avant ces assemblées, par lettre recommandée, à chaque actionnaire, à sa dernière adresse connue, et par un avis dans un journal publié en français et un journal publié en anglais, dans la localité où la compagnie a son siège social et, s'il n'y a pas de journaux publiés dans cette localité ou qu'il n'y en ait qu'un, par un avis inséré dans un ou deux journaux suivant le cas, publié dans la localité la plus proche. S. R. 1941, c. 276, a. 186.

paper nearest thereto, such director may thereby, and not otherwise, exonerate himself from such liability. R. S. 1941, c. 276, s. 183.

184. No loan shall be made by the company to any shareholder. If such loan is made, all directors and other officers of the company making the same, or in anywise assenting thereto, shall be jointly and severally liable for the amount of such loan, with interest, to the company, and also to the creditors of the company. R. S. 1941, c. 276, s. 184.

Loans to shareholders.

185. (1) The directors of the company shall be jointly and severally liable to its employees for all debts not exceeding six months' wages due for services rendered to the company whilst they are such directors respectively.

Wages of employees.

(2) No director shall be liable to an action therefor, unless

Conditions of liability to action.

(a) the company is sued within one year after the debt became due and the writ of execution is returned unsatisfied, wholly or in part; or

(b) during such delay, a winding-up order is made against the company or it becomes bankrupt within the meaning of the Bankruptcy Act (R.S.C., 1952, Chap. 14) and a claim for such debt is filed. R. S. 1941, c. 276, s. 185; 12-13 Eliz. II, c. 59, s. 28.

DIVISION XVIII

GENERAL MEETINGS

186. In default of other express provision in the charter or by-laws of a company, notice of the time for holding general meetings, including the annual and special meetings, shall be given at least ten days previously thereto by registered letter to each shareholder at his last known address, and by an advertisement in a newspaper published in French and in a newspaper published in English, at the place where the company has its head office, or, if there are no newspapers published at that place, or if there is only one, by a notice inserted in one or two newspapers, as the case may be, published in the nearest place. R. S. 1941, c. 276, s. 186.

Notice.

Assem-
blées
annuelles.

187. 1. Une assemblée annuelle des actionnaires de la compagnie doit être tenue, chaque année, à l'époque et à l'endroit déterminés par la charte ou les règlements de la compagnie, et, à défaut de pareille disposition à cet égard, une assemblée annuelle doit avoir lieu le quatrième mercredi de janvier de chaque année, et, si ce jour est férié, le jour juridique suivant, dans la localité désignée dans la charte comme étant le siège social de la compagnie.

Rapports,
etc.

2. A cette assemblée les administrateurs doivent soumettre à la compagnie, —

a) Un bilan dressé à une date ne précédant pas de plus de quatre mois cette assemblée annuelle; toutefois, une compagnie qui fait des opérations hors de la province peut, par résolution adoptée à une assemblée générale, étendre cette période pourvu qu'elle n'excède pas six mois;

b) Un relevé général des recettes et des dépenses pendant l'exercice se terminant à la date la plus rapprochée de ce bilan;

c) Le rapport du vérificateur ou des vérificateurs des comptes;

d) Tous autres renseignements relatifs à la situation financière de la compagnie exigés par la charte ou les règlements de la compagnie;

Bilan.

3. Chaque bilan doit être dressé de manière à énoncer séparément, au moins les item suivants de l'actif et du passif:

a) Les deniers en caisse;

b) Les créances de la compagnie contre ses clients;

c) Les créances de la compagnie contre les administrateurs, officiers et actionnaires, respectivement;

d) Les marchandises en mains;

e) Les dépenses faites en vue d'opérations futures;

f) Les biens mobiliers et immobiliers;

g) La clientèle (*goodwill*), les concessions, les brevets et droits d'auteur, les marques de commerce, les loyers, les contrats et les permis;

h) Les dettes de la compagnie garanties par hypothèques ou autres charges sur les biens de la compagnie;

i) Les dettes non garanties de la compagnie;

j) Le montant des actions ordinaires, souscrites et réparties, et le montant versé sur ces actions, en indiquant quelle propor-

187. (1) An annual meeting of the shareholders of the company shall be held at such time and place in each year as the charter or by-laws of the company provide, and in default of such provisions in that behalf an annual meeting shall be held at the place named in the charter as the place of the head office of the company, on the fourth Wednesday in January in every year, and, if such day be a holiday, then on the next following juridical day.

Annual
meeting.

(2) At such meeting the directors shall lay before the company, —

State-
ments,
etc.

(a) A balance sheet made up to a date not more than four months before such annual meeting; provided however that a company which carries on its undertaking outside the Province may, by resolution passed at a general meeting, extend this period to not more than six months;

(b) A general statement of income and expenditure for the financial period ending nearest to the date of such balance sheet;

(c) The report of the auditor or auditors;

(d) Such further information respecting the company's financial position as the charter or by-laws of the company require.

(3) Every balance sheet shall be drawn up so as to distinguish severally at least the following classes of assets and liabilities, namely:

Balance
sheet.

(a) Cash;

(b) Debts owing to the company by its customers;

(c) Debts owing to the company by its directors, officers and shareholders respectively;

(d) Stock-in-trade;

(e) Expenditures made on account of future business;

(f) Moveable and immoveable property;

(g) Goodwill, franchises, patents and copyrights, trade-marks, leases, contracts and licenses;

(h) Debts owing by the company, secured by mortgage or other lien upon the property of the company;

(i) Debts owing by the company, but not secured;

(j) Amount of common shares subscribed for and allotted, and the amount paid thereon, showing the amount thereof

tion de ces actions a été émise pour services rendus, commissions ou acquisitions d'actif, depuis la dernière assemblée annuelle;

k) Le montant des actions privilégiées, souscrites et réparties, et le montant versé sur ces actions, en indiquant quelle proportion de ces actions a été répartie pour services rendus, commissions ou acquisitions d'actif, depuis la dernière assemblée annuelle;

l) Les obligations indirectes et conditionnelles;

m) Le montant à déduire pour la dépréciation de l'usine, de l'outillage, du fonds de commerce et de toutes autres choses de même nature. S. R. 1941, c. 276, a. 187.

allotted for services rendered, for commissions or for assets acquired since the last annual meeting;

(k) Amount of preferred shares subscribed for and allotted and the amount paid thereon, showing the amount thereof allotted for services rendered, for commissions, or for assets acquired since the last annual meeting;

(l) Indirect and contingent liabilities;

(m) Amount written off on account of depreciation of plant, machinery, goodwill and all other similar items. R. S. 1941, c. 276, s. 187.

Assemblée
spéciale.

188. 1. Sur réception par le secrétaire de la compagnie d'une demande par écrit, signée par les porteurs d'au moins un dixième des actions souscrites de la compagnie, indiquant les objets de l'assemblée projetée, les administrateurs ou, s'il ne sont pas en nombre suffisant pour former un quorum, l'administrateur ou les administrateurs qui restent, doivent immédiatement convoquer une assemblée générale spéciale de la compagnie pour l'expédition de l'affaire mentionnée dans la demande.

Convoca-
tion par
les action-
naires.

2. Si l'assemblée n'est pas convoquée et tenue dans les vingt et un jours à compter de la date à laquelle la demande de convocation a été déposée au siège social de la compagnie, tous actionnaires, signataires de la demande ou non, possédant au moins un dixième en valeur des actions souscrites de la compagnie, peuvent eux-mêmes convoquer cette assemblée générale spéciale.

Convoca-
tion par
les admi-
nistra-
teurs.

3. Les administrateurs peuvent, en tout temps, à leur discrétion, convoquer une assemblée générale spéciale de la compagnie pour l'expédition de toute affaire.

Avis.

4. Avis de toute assemblée générale spéciale doit indiquer l'affaire qui doit y être prise en considération. S. R. 1941, c. 276, a. 188.

Président.

189. Le président d'assemblées, s'il y en a un, doit présider toute assemblée générale de la compagnie. S'il n'y a pas de président d'assemblées ou s'il est absent, le président de la compagnie préside alors de droit et en son absence ce droit est dévolu au vice-président. Si, à une assemblée,

188. (1) Upon the receipt by the secretary of the company of a requisition in writing, signed by the holders of not less than one-tenth of the subscribed shares of the company, setting out the objects of the proposed meeting, the directors, or, if there is not a quorum in office, the remaining directors or director, shall forthwith convene a special general meeting of the company for the transaction of the business mentioned in the requisition.

Special
meetings.

(2) If the meeting is not called and held within twenty-one days from the date upon which the requisition was left at the head office of the company, any shareholders holding not less than one-tenth in value of the subscribed shares of the company, whether they signed the requisition or not, may themselves convene such special general meeting.

Calling
by share-
holders.

(3) The directors may at any time, of their own motion, call a special general meeting of the company for the transaction of any business.

Calling
by direc-
tors.

(4) Notice of any special general meeting shall state the business which is to be transacted thereat. R. S. 1941, c. 276, s. 188.

Notice.

189. The chairman of meetings, if there be one, shall preside at every general meeting of the company. If there is no chairman of meetings or if he is absent, then the president of the company shall *de jure* preside as chairman, and, in his absence, such right shall devolve upon the

Presiding
officer.

aucun des officiers susmentionnés n'est présent dans les quinze minutes qui suivent l'heure fixée pour la tenue de l'assemblée, les actionnaires présents doivent choisir un d'entre eux pour remplir les fonctions de président de cette assemblée. S. R. 1941, c. 276, a. 189.

vice-president. If, at any meeting, none of the above-mentioned officers is present within fifteen minutes after the time appointed for holding the meeting, the shareholders present shall choose one of their number to be chairman of such meeting. R. S. 1941, c. 276, s. 189.

Résolution.

190. 1. Dans toute assemblée générale, à moins qu'un vote ne soit demandé, la déclaration par le président qu'une résolution a été adoptée et une entrée faite à cet effet dans les procès-verbaux de la compagnie constituent, à première vue, la preuve de ce fait, sans qu'il soit nécessaire de prouver la quantité ou la proportion des votes enregistrés en faveur de cette résolution ou contre elle.

190. (1) At any general meeting, unless a poll be demanded, a declaration by the chairman that a resolution has been carried, and an entry to that effect in the minutes of the company, shall be *prima facie* evidence of the fact, without proof of the number or proportion of the votes recorded in favour of or against such resolution. Resolutions.

Vote.

2. Si un vote est demandé, il doit être pris de la manière prescrite par les règlements et, si les règlements ne contiennent aucune disposition à cet égard, de la manière qu'indiquera le président.

(2) If a poll is demanded it shall be taken in such manner as the by-laws prescribe, and, if the by-laws make no provision therefor, then as the chairman may direct. Voting.

Vote prépondérant.

3. En l'absence d'autres dispositions à cet égard dans la charte ou les règlements de la compagnie, dans le cas d'égalité des votes, à une assemblée générale, le président a droit à un second vote ou vote prépondérant. S. R. 1941, c. 276, a. 190; 12-13 Eliz. II, c. 59, a. 29.

(3) Failing other provisions in that behalf in the charter or by-laws of the company, in the case of an equality of votes at any general meeting the chairman shall be entitled to a second or casting-vote. R. S. 1941, c. 276, s. 190; 12-13 Eliz. II, c. 59, s. 29. Casting-vote.

Vote des actionnaires.

191. A moins de dispositions spéciales dans la charte, ou dans le règlement autorisant l'émission d'actions privilégiées, chaque actionnaire, à toutes les assemblées des actionnaires, a droit à autant de votes qu'il possède d'actions de la compagnie, et il peut voter par fondé de pouvoir; mais aucun actionnaire, qui doit des arrérages sur un appel quelconque, n'a le droit de voter à une assemblée. S. R. 1941, c. 276, a. 191.

191. Unless otherwise specially provided in the charter or in any by-law authorizing the issue of preferred stock, at all meetings of shareholders every shareholder shall be entitled to as many votes as he holds shares in the company, and may vote by proxy, but no shareholder in arrears in respect of any call shall be entitled to vote at any meeting. R. S. 1941, c. 276, s. 191. Votes of shareholders.

Procurat.

192. 1. L'acte nommant un fondé de pouvoir doit être fait par écrit sous la signature du mandant ou de son procureur autorisé par écrit, ou, si le mandant est une corporation, soit sous le sceau de la corporation ou sous la signature d'un officier, ou soit sous la signature d'un procureur ainsi autorisé; et la procuration devient caduque après l'expiration d'un an à compter de sa date, à moins qu'elle ne soit pour une autre période.

192. (1) The instrument appointing a proxy shall be in writing under the hand of the appointor or of his attorney duly authorized in writing, or, if the appointor be a corporation, either under the seal of the corporation or under the hand of an officer or attorney so authorized, and shall cease to be valid after the expiration of one year from the date thereof, unless it be for some other period. Proxies.

Présomption.

Tout actionnaire représenté à une assemblée générale ou spéciale des actionnaires

Any shareholder represented at a general or special meeting of shareholders by Presump-

	par un fondé de pouvoir dûment constitué suivant la loi ou les règlements de la compagnie, est présumé être présent lui-même à l'assemblée.	proxy, given according to law or the by-laws of the company, shall be considered to be present himself at the meeting.
Condi- tions requis.	2. Nulle personne ne peut remplir les fonctions de fondé de pouvoir à moins d'avoir autrement droit personnellement d'être présente et de voter à l'assemblée à laquelle elle remplit les fonctions de fondé de pouvoir ou d'avoir été nommée pour remplir ces fonctions de fondé de pouvoir pour une corporation.	(2) No person shall act as proxy unless he is entitled on his own behalf to be present and vote at the meeting at which he acts as proxy, or has been appointed to act at that meeting as proxy for a corporation. Qualifica- tion.
Votation.	3. Un fondé de pouvoir d'un actionnaire absent n'a pas le droit de voter en levant la main.	(3) A proxy for an absent shareholder shall not have the right to vote on a show of hands. Voting.
Formule.	4. Un acte nommant un fondé de pouvoir doit être fait suivant la formule 14 ou toute autre formule qui peut être prescrite par les règlements de la compagnie et ne doit contenir que la nomination du fondé de pouvoir avec, s'il y a lieu, la révocation d'un acte antérieur nommant un fondé de pouvoir.	(4) An instrument appointing a proxy may be in accordance with form 14 or such other form as may be prescribed by the by-laws of the company, and shall not contain anything but the appointment of the proxy or a revocation of a former instrument appointing a proxy. Form.
Révoca- tion.	5. Un acte nommant un fondé de pouvoir peut être révoqué en tout temps. S. R. 1941, c. 276, a. 192.	(5) An instrument appointing a proxy may be revoked at any time. R. S. 1941, c. 276, s. 192. Revoca- tion.

SECTION XIX

DES LIVRES DE LA COMPAGNIE

Livre des actionnaires. **193.** 1. La compagnie fait tenir par son secrétaire, ou par quelque autre officier spécialement chargé de ce soin, un livre ou des livres où sont enregistrés:

- Contenu.**
- a) Les règlements de la compagnie;
 - b) Les noms, par ordre alphabétique, de toutes les personnes qui sont ou qui ont été actionnaires;
 - c) L'adresse et l'occupation ou profession de chaque personne pendant qu'elle est actionnaire, en autant qu'on peut les constater;
 - d) Le nombre des actions possédées par chaque actionnaire;
 - e) Les versements acquittés et ce qui reste à payer sur les actions de chaque actionnaire;
 - f) Les noms, adresses et professions de ceux qui sont ou ont été administrateurs de la compagnie, avec les diverses dates auxquelles ils sont devenues ou ont cessé d'être administrateurs.

DIVISION XIX

BOOKS OF THE COMPANY

193. (1) The company shall cause a book or books to be kept by the secretary, or by some other officer specially charged with that duty, wherein shall be kept recorded:

- Contents**
- (a) Every by-law of the company;
 - (b) The names, alphabetically arranged, of all persons who are or have been shareholders;
 - (c) The address and calling of every such person, while such shareholder, as far as can be ascertained;
 - (d) The number of shares of stock held by each shareholder;
 - (e) The amounts paid in, and remaining unpaid, respectively, on the stock of each shareholder; and
 - (f) The names, addresses and callings of all persons who are or have been directors of the company, with the several dates at which each became or ceased to be such director.

Registre
des
transferts.

2. La compagnie doit aussi avoir un livre portant le nom de « Registre des transferts »; et, dans ce livre sont inscrits les particularités de chaque transfert d'actions de son capital. S. R. 1941, c. 276, a. 193.

(2) A book called the register of transfers shall be provided, and in such book shall be entered the particulars of every transfer of shares in the capital of the company. R. S. 1941, c. 276, s. 193.

Register
of trans-
fers.Registre
des hypo-
thèques.

194. 1. Toute compagnie doit tenir un registre des hypothèques et y inscrire toute hypothèque et charge grevant les biens de la compagnie, donnant, pour chaque cas, une description succincte des biens hypothéqués ou grevés, le montant de l'hypothèque ou de la charge et, sauf dans le cas d'obligations ou autres valeurs à ordre ou au porteur, les noms des créanciers hypothécaires ou des ayants droit. En ce qui regarde les hypothèques et charges garantissant le paiement des obligations et autres valeurs payables à ordre ou au porteur, il suffit d'indiquer le nom du fidéicommissaire en faveur duquel l'hypothèque est constituée.

194. (1) Every company shall keep a register of mortgages, and enter therein all mortgages and charges specifically affecting property of the company, giving in each case a short description of the property mortgaged or charged, the amount of the mortgage or charge, and (except in the case of debentures or other securities to order or to bearer) the names of the mortgagees or persons entitled thereto. In regard to hypothecs or other charges securing the payment of debentures or other securities payable to order or to bearer, it shall be sufficient to mention the name of the trustee in whose favour the hypothec is created.

Register
of mort-
gages.Omission
des
entrées.

2. Tout administrateur, gérant ou autre officier de la compagnie, qui, sciemment et volontairement, autorise ou permet l'omission d'une des entrées exigées par le présent article, se rend passible, sur poursuite sommaire, d'une amende n'excédant pas deux cents dollars. S. R. 1941, c. 276, a. 194.

(2) If any director, manager or other officer of the company knowingly and wilfully authorizes or permits the omission of an entry required to be made in pursuance of this section, he shall be liable on summary proceeding to a fine of not more than two hundred dollars. R. S. 1941, c. 276, s. 194.

Omitting
entries.

Amende.

Fine.

Accès aux
livres.

195. Les livres et registres mentionnés aux articles 193 et 194 peuvent être consultés tous les jours, au siège social de la compagnie, les dimanches et jours de fête exceptés, pendant les heures raisonnables d'affaires, par les actionnaires, les porteurs d'actions ordinaires ou privilégiées et les créanciers de la compagnie, ainsi que par leurs représentants et par tout créancier ayant un jugement contre un actionnaire; et il est permis à l'actionnaire et au créancier ou à leurs représentants d'en faire des extraits. S. R. 1941, c. 276, a. 195; 11 Geo. VI, c. 65, a. 7.

195. The books and registers mentioned in sections 193 and 194 shall, during reasonable business hours of every day, except Sundays and holidays, be kept open, at the head office or chief place of business of the company, for the inspection of holders of preferred or common shares and creditors of the company, and their representatives, and of any judgment creditor of a shareholder; and every such shareholder, creditor or representative may make extracts therefrom. R. S. 1941, c. 276, s. 195; 11 Geo. VI, c. 65, s. 7.

Access to
books.Livres à
être tenus.

196. Toute compagnie doit tenir, à son siège social dans la province, un ou plusieurs livres où sont inscrits:

196. Every company shall keep, at its head office in the Province, one or several books in which are entered:

Books to
be kept.

a) ses recettes et déboursés et les matières auxquelles se rapportent les uns et les autres;

(a) its receipts and disbursements and the matters to which each of them relates;

b) ses transactions financières;

(b) its financial transactions;

c) ses créances et obligations;

(c) its credits and liabilities;

d) les procès-verbaux des assemblées de ses actionnaires et de ses administrateurs et des votes pris à ces assemblées.

Certifi-
cat.

Chaque procès-verbal inscrit dans ce ou ces livres doit être certifié par le président de la compagnie ou de l'assemblée, ou par le secrétaire de la compagnie. S. R. 1941, c. 276, a. 195a; 11 Geo. VI, c. 65, a. 8.

(d) the minutes of the meetings of its shareholders and of its directors and of the votes taken at such meetings.

All the minutes entered in such book or books shall be certified by the president of the company or the chairman of the meeting or by the secretary of the company. R. S. 1941, c. 276, s. 195a; 11 Geo. VI, c. 65, s. 8.

Certifica-
te.

Infractions
et
peines.

197. 1. Tout administrateur, officier ou serviteur de la compagnie

a) qui refuse de montrer les livres et registres mentionnés aux articles 193 et 194 ou de permettre que ces livres et registres soient examinés et qu'il en soit fait des extraits; ou

b) qui, sciemment, fait ou participe à une fausse entrée dans un des livres et registres mentionnés aux articles 193, 194 et 196, ou refuse ou néglige d'y faire toute entrée nécessaire, est passible d'une amende de cent dollars pour chaque fausse entrée et pour chaque refus ou négligence, et il est responsable des dommages résultant des pertes qu'une partie intéressée peut souffrir de ces actes et omissions.

197. (1) Every director, officer or servant of the company

(a) who refuses to exhibit the books and registers mentioned in sections 193 and 194 or to allow the said books and registers to be inspected and extracts taken therefrom; or

(b) who, knowingly, makes or assists in making any untrue entry in any of the books and registers mentioned in sections 193, 194 and 196, or who refuses or neglects to make any proper entry therein, shall be liable to a fine of one hundred dollars for every such untrue entry and for every such refusal or neglect, and shall be responsible for the damages resulting from the losses which any party interested may have sustained from such acts and omissions.

Offences
and penal-
ties.

Livres non
tenus.

2. Toute compagnie qui néglige de tenir quelqu'un des livres ou des registres mentionnés ci-dessus est passible d'une amende de vingt dollars au plus pour chaque jour que continue cette omission, ainsi que des dommages résultant de toutes pertes qu'une partie intéressée peut souffrir par suite de cette négligence. S. R. 1941, c. 276, aa. 196 et 197; 11 Geo. VI, c. 65, aa. 9 et 10.

(2) Every company which neglects to keep any such books or registers as aforesaid, shall be liable to a penalty of not more than twenty dollars for each day that such neglect continues, and also in damages for all loss or injury which any party interested may have sustained thereby. R. S. 1941, c. 276, ss. 196 and 197; 11 Geo. VI, c. 65, ss. 9 and 10.

Not
keeping
books.

Preuve.

198. Ces livres et registres font, à première vue, preuve des faits qui y sont énoncés, dans toute action, poursuite ou procédure, soit contre la compagnie ou contre un actionnaire. S. R. 1941, c. 276, a. 198; 11 Geo. VI, c. 65, a. 11.

198. Such books and registers shall be *prima facie* evidence of all facts purporting to be thereby stated, in any action, suit or proceeding against the company or against any shareholder. R. S. 1941, c. 276, s. 198; 11 Geo. VI, c. 65, s. 11.

Evidence.

SECTION XX

DIVISION XX

DE L'INSPECTION

INSPECTION

Inspection
du
gouvernement.

199. 1. Le secrétaire de la province peut nommer un ou plusieurs inspecteurs compétents pour examiner les affaires d'une compagnie et en faire rapport de la

199. (1) The Provincial Secretary may appoint one or more competent inspectors to investigate the affairs of any company and to report thereon in such

Government
inspectors.

manière qu'il détermine, à la demande d'actionnaires possédant une partie des actions émises par la compagnie, suffisante à son avis, pour justifier cette demande.

Demande. 2. La demande doit être appuyée de la preuve que peut exiger le secrétaire de la province, pour établir que les requérants sont fondés à demander cet examen et agissent sans intention de nuire; et le secrétaire de la province peut, avant de nommer un inspecteur, exiger que les requérants fournissent un cautionnement pour garantir le paiement des frais de l'enquête.

Officiers de la cie. 3. Il est du devoir des officiers et employés de la compagnie, de mettre à la disposition du ou des inspecteurs les livres et documents dont ils ont la garde ou le contrôle.

Interrogatoire. 4. Le ou les inspecteurs peuvent interroger sous serment les officiers et employés de la compagnie, relativement aux affaires de la compagnie, et ils sont autorisés à faire prêter ce serment.

Refus. 5. Si un officier ou employé refuse de produire un livre ou document qu'il est tenu de produire en vertu du présent article, ou de répondre à une question relative aux affaires de la compagnie, il est passible, sur poursuite sommaire, d'une amende n'excédant pas cent dollars dans chaque cas.

Rapport. 6. L'examen terminé, les inspecteurs doivent faire connaître leur opinion dans un rapport produit au secrétariat de la province, et le secrétaire de la province en transmet une copie à la compagnie et, sur demande un autre exemplaire de ce rapport doit être remis aux requérants.

Forme. 7. Le rapport doit être écrit ou imprimé, selon que l'ordonne le secrétaire de la province.

Frais. 8. Les frais occasionnés, directement ou indirectement, par l'enquête sont à la charge des requérants ou de la compagnie, selon que le secrétaire de la province le décrète, ou à la fois des requérants et de la compagnie, dans la proportion qu'il fixe, lorsqu'il juge équitable de les partager entre les parties.

manner as the Provincial Secretary may direct, on the application of shareholders holding such a proportion of the issued stock of the company as in the opinion of the Provincial Secretary warrants the application.

(2) The application shall be supported by such evidence as the Provincial Secretary may require for the purpose of showing that the applicants have good reason for and are not actuated by malicious motives in requiring the investigation; and the Provincial Secretary may, before appointing an inspector, require the applicants to give security for payment of the costs of the inquiry.

(3) It shall be the duty of all officers and agents of the company to produce to the inspectors all books and documents in their custody or control.

(4) An inspector may examine on oath the officers and agents of the company in relation to its business, and may administer an oath accordingly.

(5) If any officer or agent refuses to produce any book or document which under this section it is his duty to produce, or to answer any question relating to the affairs of the company, he shall be liable on summary proceeding to a fine of not more than one hundred dollars in respect of each offence.

(6) On the conclusion of the investigation the inspectors shall report their opinion to the Department of the Provincial Secretary, and a copy of the report shall be forwarded by the Provincial Secretary to the company, and a further copy shall, at the request of the applicants for the investigation, be delivered to them.

(7) The report shall be written or printed, as may be directed by the Provincial Secretary.

(8) The expenses of and incidental to the investigation shall be borne by the applicants or the company, as the Provincial Secretary may order, or by both the applicants and the company, in the proportion which the Provincial Secretary shall determine, when he shall deem it equitable to apportion them between the parties.

Recou- vrement.	Ils sont recouvrables, à la poursuite de l'inspecteur, de toute partie contre qui ils ont été adjugés.	They shall be recoverable at the instance of the inspector from any party against whom they have been adjudged.	Recovery.
Taxation.	Ces frais sont taxés par le juge en chef de district ou, au cas d'incapacité d'agir de sa part, par suite d'absence, de maladie ou d'autre cause, par le juge en chef adjoint de district, sur demande verbale de l'inspecteur, après avis d'au moins trois jours à toute partie qui doit les payer, de l'heure, de la date et du lieu où il présentera l'état de ses frais pour taxation.	Such expenses shall be taxed by the Chief District Judge or, in case of his inability to act, on account of absence, illness or other cause, by the Associate Chief District Judge, upon verbal application of the inspector, after a notice of at least three days, to every party obliged to pay the same, of the hour, date and place where he will present the statement of his expenses for taxation.	Taxation.
Certifi- cats in- contesta- bles.	Le certificat d'adjudication des frais par le secrétaire de la province et le certificat de taxation du juge sont incontestables et font preuve de l'obligation de toute partie contre qui ils ont été adjugés d'en payer le montant déterminé par le certificat de taxation. S. R. 1941, c. 276, a. 199; 14 Geo. VI, c. 70, a. 2; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 20; 9-10 Eliz. II, c. 80, a. 6.	The certificate of adjudication of the expenses by the Provincial Secretary and the taxation certificate of the judge shall be incontestable and shall be evidence of the obligation of any party against whom they have been adjudged to pay the amount determined by the taxation certificate. R. S. 1941, c. 276, s. 199; 14 Geo. VI, c. 70, s. 2; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 20; 9-10 Eliz. II, c. 80, s. 6.	Certifica- tes in- contest- able.
Inspec- teurs de la cie.	200. 1. Une compagnie peut, par résolution, à une assemblée annuelle ou à une assemblée générale spéciale, nommer des inspecteurs pour examiner l'état de ses affaires.	200. (1) A company may, by resolution at any annual or special general meeting, appoint inspectors to investigate its affairs.	Com- pany's in- spectors.
Pouvoirs.	2. Les inspecteurs ainsi nommés par la compagnie ont les mêmes pouvoirs et devoirs que les inspecteurs nommés par le secrétaire de la province, sauf que leur rapport, au lieu d'être adressé au secrétaire de la province, doit être transmis aux personnes et suivant le mode que la compagnie détermine par résolution.	(2) Inspectors so appointed by the company shall have the same powers and duties as inspectors appointed by the Provincial Secretary, except that, instead of reporting to the Provincial Secretary, they shall report in such manner and to such persons as the company by resolution may direct.	Powers.
Peines.	3. En cas de refus de produire un livre ou un document dont les inspecteurs ainsi nommés demandent la production ou de répondre à une de leurs questions, les officiers et les employés de la compagnie encourrent les mêmes pénalités que celles dont ils sont passibles pour refus de produire les livres ou documents demandés par les inspecteurs nommés par le secrétaire de la province. S. R. 1941, c. 276, a. 200.	(3) Officers and agents of the company shall be liable to the like penalties in case of refusal to produce any book or document required to be produced to inspectors so appointed, or to answer any question, as they would have been liable to if the inspectors had been appointed by the Provincial Secretary. R. S. 1941, c. 276, s. 200.	Penalties.
Force pro- bante du rapport.	201. Un exemplaire du rapport des inspecteurs nommés en vertu de la présente section, revêtu du sceau de la compagnie dont ils ont examiné les opérations, est admis en justice comme preuve de l'opinion des inspecteurs sur les matières auxquelles le rapport s'étend. S. R. 1941, c. 276, a. 201.	201. A copy of the report of any inspectors appointed under this division, authenticated by the seal of the company whose affairs they have investigated, shall be admissible in any legal proceeding as evidence of the opinion of the inspectors in relation to any matter contained in the report. R. S. 1941, c. 276, s. 201.	Evidence.

SECTION XXI

DIVISION XXI

DES VÉRIFICATEURS

AUDITORS

Nomination.

202. 1. Toute compagnie doit, à chaque assemblée générale annuelle, nommer un ou plusieurs vérificateurs des comptes, qui restent en fonction jusqu'à l'assemblée générale annuelle suivante.

Idem.

2. Si aucun vérificateur n'a été nommé par l'assemblée générale annuelle, le secrétaire de la province peut, à la demande d'un actionnaire de la compagnie, nommer un vérificateur des comptes de la compagnie pour l'année courante et fixer les honoraires que la compagnie doit lui payer.

Inhabilité.

3. Aucun administrateur ou officier de la compagnie ne peut être nommé vérificateur des comptes de cette compagnie.

Vacance.

4. Les administrateurs peuvent remplir toute vacance dans la charge de vérificateur; mais tant que dure cette vacance, le vérificateur ou les vérificateurs encore en fonction, s'il en est, continuent à exercer leur charge. R. S. 1941, c. 276, a. 202.

Pouvoirs des vérificateurs.

203. 1. Tout vérificateur des comptes d'une compagnie a accès, en tout temps, aux livres, comptes et pièces justificatives de la compagnie, et a droit d'exiger des administrateurs et officiers de la compagnie les renseignements et explications nécessaires pour l'exécution de son mandat.

Rapport.

2. Les vérificateurs doivent faire aux actionnaires un rapport sur les comptes qu'ils ont examinés, et sur tout bilan présenté aux assemblées générales de la compagnie pendant la durée de leur mandat. Ce rapport doit mentionner:

a) S'ils ont obtenu ou non tous les renseignements et toutes les explications qu'ils ont demandés; et

b) Si le bilan qui fait l'objet de leur rapport est rédigé de manière à représenter fidèlement l'état véritable et exact des affaires de la compagnie, du mieux qu'ils ont pu s'en rendre compte par les renseignements et les explications qui leur ont été données et d'après ce qu'indiquent les livres de la compagnie.

Bilan.

3. Le bilan doit être signé, pour le conseil d'administration, par deux administrateurs de la compagnie, et le rapport du

202. (1) Every company shall at each annual general meeting appoint an auditor or auditors to hold office until the next annual general meeting. ^{Appointment.}

(2) If no appointment of auditors is made at any annual general meeting, the Provincial Secretary may, on the application of any shareholder of the company, appoint an auditor of the company for the current year, and fix the remuneration to be paid to him by the company for his services. ^{Prov. Secy.}

(3) No director or officer of a company may be appointed auditor of the company. ^{Disqualification.}

(4) The directors may fill any vacancy in the office of auditor; but while any such vacancy continues the remaining auditor or auditors, if any, shall continue to act. ^{Vacancy.} R. S. 1941, c. 276, s. 202.

203. (1) Every auditor of a company shall have a right of access at all times to the books and accounts and vouchers of the company, and shall be entitled to require from the directors and officers of the company such information and explanation as may be necessary for the performance of the duties of the auditors. ^{Powers.}

(2) The auditors shall make a report to the shareholders on the accounts examined by them, and on every balance sheet laid before the company in general meeting during their tenure of office, and the report shall state,— ^{Report.}

(a) Whether or not they have obtained all the information and explanations they have required; and

(b) Whether the balance sheet referred to in the report is drawn up so as to exhibit a true and correct view of the state of the company's affairs according to the best of their information and the explanations given to them, and as shown by the books of the company.

(3) The balance sheet shall be signed on behalf of the board by two of the directors of the company, and the auditor's report ^{Balance sheet.}

vérificateur doit y être annexé ou y être relié par un renvoi; et le rapport doit être lu devant les actionnaires en assemblée générale, et il peut être examiné par tout actionnaire.

Copies. 4. Tout actionnaire a droit de se faire dès lors donner une copie du bilan et du rapport des vérificateurs, moyennant le paiement d'un honoraire n'excédant pas dix centins par cent mots.

Bilan irrégulier. 5. Si une copie d'un bilan non signé suivant les exigences du présent article est émise, publiée ou mise en circulation, ou si une copie d'un bilan est émise, publiée ou mise en circulation sans être accompagnée d'une copie du rapport des vérificateurs ou sans contenir un renvoi à ce rapport suivant les prescriptions du présent article, la compagnie, de même que tout administrateur, gérant ou autre officier de la compagnie, qui est sciemment partie à cette contravention, est, sur poursuite sommaire, passible d'une amende n'excédant pas deux cents dollars. S. R. 1941, c. 276, a. 203.

shall be attached to the balance sheet, or there shall be inserted at the foot of the balance sheet a reference to the report, and the report shall be read before the company in general meeting, and shall be open to inspection by any shareholder.

(4) Thereafter any shareholder shall be entitled to be furnished with a copy of the balance sheet and auditor's report at a charge of not more than ten cents for every one hundred words. Copies.

(5) If any copy of a balance sheet which has not been signed as required by this section is issued, circulated or published, or if any copy of a balance sheet is issued, circulated, or published without either having a copy of the auditor's report attached thereto or containing such reference to that report as is required by this section, the company, and every director, manager or other officer of the company who is knowingly a party to the default, shall on summary proceeding, be liable to a fine of not more than two hundred dollars. R. S. 1941, c. 276, s. 203. Improper balance sheet. Fine.

SECTION XXII

DE LA PROCÉDURE

Attestation. 204. Les convocations, avis, ordres ou autres actes qui doivent être authentiqués par la compagnie, peuvent être signés par tout administrateur, gérant ou autre officier autorisé, mais n'ont pas besoin d'être revêtus du sceau de la compagnie. S. R. 1941, c. 276, a. 204.

Signification des avis. 205. Sujet aux dispositions de l'article 186 en ce qui regarde les assemblées générales, les avis qui doivent être signifiés aux actionnaires par la compagnie le sont, soit personnellement, soit par la poste, par lettres recommandées, adressées aux actionnaires, à leurs résidences indiquées sur les registres de la compagnie. S. R. 1941, c. 276, a. 205.

Avis transmis par la poste. 206. La signification d'un avis ou autre document que la compagnie adresse par la poste à un actionnaire est censée avoir été faite au temps où, suivant le cours ordinaire du service de la poste, doit avoir lieu la remise de la lettre recommandée

DIVISION XXII

PROCEDURE

204. Any summons, notice, order or proceeding requiring authentication by the company, may be signed by any director, manager or other authorized officer of the company, and need not be under the seal of the company. R. S. 1941, c. 276, s. 204. Authentication.

205. Subject to the provisions of section 186 respecting general meetings, notices to be served by the company upon the shareholders may be served either personally or by sending them through the post, in registered letters, addressed to the shareholders at their places of abode as they appear on the books of the company. R. S. 1941, c. 276, s. 205. Service of notices.

206. A notice or other document served by post by the company on a shareholder, shall be held to be served at the time when the registered letter containing it would be delivered in the ordinary course of post; and to prove that fact

qui le contient; et, pour prouver le fait et la date de la signification, il suffit d'établir que la lettre a été recommandée, correctement adressée, et qu'elle a été déposée au bureau de poste, la date où elle a été déposée, et quel temps était nécessaire pour sa remise, suivant le cours ordinaire du service de la poste. S. R. 1941, c. 276, a. 206.

and time of service it shall be sufficient to prove that such letter was properly addressed and registered, and was put into the post-office, and the time when it was put in, and the time requisite for its delivery in the ordinary course of post. R. S. 1941, c. 276, s. 206.

Preuve de
règle-
ments.

207. Une copie d'un règlement de la compagnie, revêtue de son sceau et portant la signature d'un de ses officiers, est admise, contre tout actionnaire de la compagnie, comme faisant, par elle-même, preuve du règlement, dans toutes les cours de la province. S. R. 1941, c. 276, a. 207.

207. A copy of any by-law of the company, under its seal, and purporting to be signed by any officer of the company, shall be received as against any shareholder of the company, as *prima facie* evidence of such by-law in all courts in this Province. R. S. 1941, c. 276, s. 207.

Proof of
by-law.

Preuve de
la cons-
titution
de la com-
pagnie.

208. Dans aucune action ou autre procédure en justice, il n'est nécessaire d'énoncer le mode de constitution de la compagnie en corporation autrement que par la mention de la compagnie sous son nom de corporation, telle que constituée par la charte. S. R. 1941, c. 276, a. 208.

208. In any action or other legal proceeding, it shall not be requisite to set forth the mode of incorporation of the company, otherwise than by mention of it under its corporate name, as incorporated by virtue of its charter. R. S. 1941, c. 276, s. 208.

Proof of
incorpora-
tion.

Preuve
par
serment.

209. La preuve de tout fait qu'il est nécessaire d'établir en vertu de la présente partie peut se faire par serment. S. R. 1941, c. 276, a. 209.

209. Proof of any matter which is necessary to be made under this act may be made by oath. R. S. 1941, c. 276, s. 209.

Proof by
oath.

Obliga-
taires, etc.

210. Les porteurs d'actions privilégiées et d'obligations d'une compagnie ont le même droit que les actionnaires ordinaires d'examiner le bilan, le rapport des vérificateurs et tous autres rapports. S. R. 1941, c. 276, a. 210.

210. Every holder of preferred shares or debentures of a company shall have the same right as an ordinary shareholder to examine the financial statement, the auditor's report or any other report. R. S. 1941, c. 276, s. 210.

Preference
share-
holders,
etc.

SECTION XXIII

DES CONTRAVENTIONS ET DES PEINES

Poursuite
pour in-
fractions.

211. Quiconque, étant administrateur, gérant ou employé d'une compagnie, commet une contravention aux dispositions de la présente partie, ou omet ou néglige de se conformer à ses prescriptions, est passible, sur poursuite sommaire, si la présente partie n'édicte aucune peine pour cette contravention, omission ou négligence particulière, d'une amende n'excédant pas deux cents dollars ou d'un emprisonnement n'excédant pas deux mois, ou de ces deux peines à la fois. Toutefois, nulle poursuite ne doit être intentée en vertu du présent article sans le consentement, par écrit, du procureur général. S. R. 1941, c. 276, a. 211.

Réserve.

DIVISION XXIII

OFFENCES AND PENALTIES

211. Every one who, being a director, manager or officer of a company, commits any act contrary to the provisions of this Part, or fails or neglects to comply with any such provision, shall, if no fine for such act, failure or neglect is expressly provided by this Part, be liable, on summary proceeding, to a fine of not more than two hundred dollars, or to imprisonment for not more than two months, or to both such fine and imprisonment; provided that no proceeding shall be taken under this section without the consent in writing of the Attorney-General. R. S. 1941, c. 276, s. 211.

General
penalty.

Proviso.

TROISIÈME PARTIE

PART III

DES CORPORATIONS OU ASSOCIATIONS
N'AYANT PAS DE CAPITAL-ACTIONS,
CONSTITUÉES PAR LETTRES
PATENTES

CORPORATIONS OR ASSOCIATIONS HAV-
ING NO SHARE CAPITAL, INCORPO-
ATED BY LETTERS PATENT

SECTION I

DIVISION I

DES DÉFINITIONS

DEFINITIONS

Défini-
tions:

212. Dans la présente partie et dans toutes lettres patentes ou lettres patentes supplémentaires accordées sous son empire ainsi que dans les règlements de la corporation, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente;

«corpora-
tion»;

1° Le mot « corporation » signifie toute corporation ou association à laquelle s'applique la présente partie;

«entre-
prise»;

2° Le mot « entreprise » signifie l'ensemble des travaux ou opérations de toutes sortes que la corporation est autorisée à faire;

«mem-
bre».

3° Le mot « membre » signifie toute personne reconnue comme tel par les règlements de la corporation. S. R. 1941, c. 276, a. 212.

212. In this Part, and in all letters patent and supplementary letters patent issued under it, as well as in all by-laws made by the corporations, unless the context otherwise requires,—

Interpre-
tation:

(1) The word “corporation” means any corporation or association to which this Part applies;

(2) The word “undertaking” means the business or operations of every kind which the corporation or association is authorized to carry on;

(3) The word “member” means any person recognized as such by the rules or by-laws of the corporation. R. S. 1941, c. 276, s. 212.

“under-
taking”;

“mem-
ber”.

SECTION II

DIVISION II

DE L'APPLICATION DE LA PRÉSENTE PARTIE

APPLICATION OF PART III

Applica-
tion de
la troi-
sième
partie.

213. La présente partie s'applique:

1° À toute association constituée en corporation sous son empire;

2° À toute association constituée en corporation sous l'empire de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, 1920, ou du chapitre 223 des Statuts refondus, 1925 ou du chapitre 276 des Statuts refondus, 1941;

3° À toute corporation existant en vertu d'une loi spéciale ou générale qui a obtenu des lettres patentes en vertu des dispositions de l'article 6088 des Statuts refondus, 1909 contenu dans la Loi des compagnies de Québec, 1920, de l'article 201 du chapitre 223 des Statuts refondus, 1925 ou de l'article 217 du chapitre 276 des Statuts refondus, 1941;

4° À toute corporation existant en vertu d'une loi spéciale ou générale qui obtient des lettres patentes en vertu des dispositions de l'article 217.

213. This Part shall apply to:

(1) Every corporation incorporated under it;

(2) Every corporation incorporated under Part III of The Quebec Companies Act, 1920, or of Chapter 223 of the Revised Statutes, 1925 or of Chapter 276 of the Revised Statutes, 1941;

(3) Every corporation existing under any special or general act, which has obtained letters patent under the provisions of sections 6088 of the Revised Statutes, 1909, as contained in The Quebec Companies Act, 1920, of section 201 of Chapter 223 of the Revised Statutes of Quebec, 1925, or of section 217 of Chapter 276 of the Revised Statutes, 1941;

(4) Every corporation existing under any special or general act, which obtains letters patent under the provisions of section 217.

Applica-
tion of
Part III.

5° De plus, elle régit *mutatis mutandis*, l'organisation des sociétés historiques, c'est-à-dire, celles dont l'objet est de faire des recherches historiques ou de rassembler et de conserver des matériaux, pour l'histoire en général, ou pour une histoire particulière.

6° Les sociétés historiques constituées en corporation avant le 7 mars, 1934, sont, depuis cette date, régies par les dispositions de la présente partie et par celles de la présente loi auxquelles cette troisième partie réfère. S. R. 1941, c. 276, a. 213, et c. 303, aa. 2 et 3.

(5) Moreover, it shall govern, *mutatis mutandis*, the organization of historical societies, that is to say, societies whose object is the making of historical research or gathering and conserving material, for history in general or for a particular history.

(6) The historical societies incorporated before the 7th of March, 1934 are, since such date, governed by the provisions of this part and by those provisions of this act to which this part refers. R. S. 1941, c. 276, s. 213, and c. 303, ss. 2 and 3.

SECTION III

DE LA FORMATION ET DU FONCTIONNEMENT DE LA CORPORATION

Constitution par lettres patentes.

214. Le lieutenant-gouverneur peut, au moyen de lettres patentes, sous le grand sceau, accorder une charte à tout nombre de personnes, n'étant pas moindre que trois, qui demandent leur constitution en corporation sans intention de faire un gain pécuniaire, dans un but national, patriotique, religieux, philanthropique, charitable, scientifique, artistique, social, professionnel, athlétique ou sportif ou autre du même genre.

Effet.

Cette charte constitue les requérants qui ont signé la requête et le mémoire ci-après mentionnés et les personnes qui deviennent subséquemment membres de la corporation créée par elle, en corporation pour le ou les objets ci-dessus énumérés ou autres objets de même genre et pour nulle autre fin. S. R. 1941, c. 276, a. 214.

Requête.

215. 1. Les requérants doivent avoir au moins vingt et un ans révolus; ils déposent au secrétariat de la province une requête rédigée conformément à la formule 16, contenant les déclarations suivantes:

Nom.

a) Le nom projeté de la corporation, qui ne doit être celui d'aucune compagnie, corporation ou association connue, constituée ou non en corporation, sauf avec le consentement de cette dernière, et qui ne peut être confondu avec quelque autre dénomination sociale, ou être autrement inadmissible pour des raisons d'intérêt public;

DIVISION III

FORMATION OF NEW CORPORATIONS

214. The Lieutenant-Governor may, by letters patent under the Great Seal, grant a charter to any number of persons, not less than three, who apply therefor, for objects of a national, patriotic, religious, philanthropic, charitable, scientific, artistic, social, professional, athletic or sporting character, or the like, but without pecuniary gain.

Such charter shall constitute such persons, and others who have become subscribers to the application and memorandum hereinafter mentioned and who thereafter become members of the corporation thereby created, a body corporate and politic for any of the purposes or objects above set forth or other objects of the same nature, and for no other purpose. R. S. 1941, c. 276, s. 214.

215. (1) The applicants for such letters patent, who must be of the full age of twenty-one years, shall file in the Department of the Provincial Secretary an application drawn up according to form 16, setting forth,—

(a) The proposed corporate name, which shall not be that of any other known company, corporation, association or body, incorporated or unincorporated, unless with the consent of the latter, or any name liable to be confounded therewith, or otherwise on public grounds objectionable;

Objets.	b) Le ou les objets pour lesquels la constitution en corporation est demandée;	(b) The purposes for which incorporation is sought;	Purposes;
Siège social.	c) Le lieu, dans la province, où sera établi le siège social de la corporation;	(c) The place within the Province where its head office is to be situated;	Head office;
Biens immobiliers.	d) Le montant auquel sont limités les biens immobiliers ou les revenus en provenant, que peut acquérir et posséder la corporation;	(d) The amount to which the immoveable property which may be owned or held by the company, or the revenue therefrom, is limited;	Immoveables;
Requérants.	e) Les noms et prénoms, en toutes lettres, ainsi que l'adresse et la profession ou l'occupation de chacun des requérants avec mention spéciale des noms d'au moins trois d'entre eux qui doivent être les premiers administrateurs ou administrateurs provisoires de la corporation.	(e) The name in full and the address and calling of each of the applicants, with special mention of the names of not less than three of their number, who are to be the first or provisional directors of the corporation.	Applicants.
Mémoire des conventions.	2. La requête est accompagnée d'un mémoire des conventions, fait en double; ce document peut être rédigé conformément à la formule 17. S. R. 1941, c. 276, a. 215; 9-10 Eliz. II, c. 80, a. 5.	(2) The application shall be accompanied by a memorandum of agreement, in duplicate; such document may be drafted in accordance with form 17. R. S. 1941, c. 276, s. 215; 9-10 Eliz. II, c. 80, s. 5.	Memorandum of agreement.
Avis.	216. Le secrétaire de la province ou le sous-secrétaire de la province, aussitôt après l'octroi des lettres patentes, en donne avis par une insertion dans la <i>Gazette officielle de Québec</i> , suivant la formule 18; et, sujet à cette publication, mais à compter de la date des lettres patentes, les personnes dénommées dans ces lettres, ainsi que les autres personnes qui deviennent subséquentement membres de la corporation sont une corporation sous le nom mentionné dans les lettres patentes. S. R. 1941, c. 276, a. 216; 9-10 Eliz. II, c. 80, a. 3.	216. Notice of the granting of the letters patent shall be forthwith given by the Provincial Secretary or the Assistant-Provincial Secretary, by one insertion in the <i>Quebec Official Gazette</i> , as in form 18; and, subject to such publication, but counting from the date of the letters patent, the persons therein named, and such persons as thereafter become members of the corporation, shall be a corporation, by the name mentioned in the letters patent. R. S. 1941, c. 276, s. 216; 9-10 Eliz. II, c. 80, s. 3.	Notice.
Formule.			Form.
Corporations déjà constituées.	217. Toute corporation existante, déjà constituée en corporation en vertu d'une loi spéciale ou d'une loi générale de cette province, pour l'un des objets mentionnés dans l'article 214, peut demander des lettres patentes au lieutenant-gouverneur, constituant ses membres en corporation régie par la présente partie.	217. Any existing corporation created by or under any special or general act for any of the objects mentioned in section 214 may apply under this Part for the issue of letters patent creating it a corporation under this Part, and the Lieutenant-Governor may issue such letters patent incorporating the members of the said corporation as a corporation governed by the provisions of this Part.	Existing corporations.
Avis.	Le secrétaire de la province ou le sous-secrétaire de la province donne un avis de la constitution en corporation dans la <i>Gazette officielle de Québec</i> , suivant la formule 19; et, sujet à cette publication, mais à compter de la date de l'émission des lettres patentes, tous les droits, biens et obligations de l'ancienne corporation passent à la nouvelle, et toutes les pro-	Notice of the granting of the letters patent shall be forthwith given by the Provincial Secretary or the Assistant Provincial Secretary by one insertion in the <i>Quebec Official Gazette</i> , as in form 19; and, subject to such publication, but counting from the issue of such letters patent, all the rights, property and obligations of the former corporation shall	Notice.
Formule.			Form.
Transfert.			Transfer.

	cédures qui auraient pu être commencées ou continuées par ou contre l'ancienne corporation peuvent être commencées ou continuées par ou contre la nouvelle.	be and become transferred to the new corporation, and all proceedings may be continued or commenced by or against the new corporation that might have been continued or commenced by or against the old corporation.
Disposi- tions ap- plicables.	La corporation, par la suite, est régie à tous égards par les dispositions de la présente partie, sauf que la responsabilité des membres envers les créanciers de l'ancienne corporation reste ce qu'elle était avant l'obtention des lettres patentes. S. R. 1941, c. 276, a. 217; 9-10 Eliz. II, c. 80, a. 3.	The corporation shall thereafter be governed in all respects by the provisions of this Part, except that the liability of the members to creditors of the old corporation shall remain as at the time of the issue of the letters patent. R. S. 1941, c. 276, s. 217; 9-10 Eliz. II, c. 80, s. 3.
Contribu- tion annuelle.	218. La souscription ou contribution annuelle des membres de la corporation doit être payée en argent aux époques, lieu et en la manière fixés par les règlements. S. R. 1941, c. 276, a. 218.	218. The annual subscription or contribution of the members of the corporation or association must be paid in money at the dates and places and in the manner fixed by the by-laws or regulations. R. S. 1941, c. 276, s. 218.
Liste des membres.	219. Il doit être préparé annuellement une liste des membres de la corporation et chacun d'eux a droit d'en prendre connaissance. S. R. 1941, c. 276, a. 219.	219. Every year a list shall be prepared of the duly qualified members, and each of them shall be entitled to take communication thereof. R. S. 1941, c. 276, s. 219.
Disposi- tions ap- plicables.	220. Les articles de la première partie de la présente loi s'appliquent, en y faisant les changements nécessaires, aux corporations constituées sous l'empire des dispositions de la présente partie, sauf les suivants: 3 et 4; 6 et 7; le deuxième alinéa de 8; 11; 13 à 17; 23; 38 à 40; 42 à 73; 76; 78; 79; 83; les sous-paragraphes <i>a</i> et <i>b</i> du paragraphe 2 de 88; 90; 91; 93; les sous-paragraphes <i>j</i> et <i>k</i> du paragraphe 3 de 95; 99; 100; les sous-paragraphes <i>d</i> et <i>e</i> du paragraphe 1 et le paragraphe 2 de 101; 110; 111; 119 et 120. S. R. 1941, c. 276, a. 220.	220. The sections of Part I of this act shall apply, with the necessary alterations, to every corporation or association incorporated under the provisions of this Part, except the following: 3 and 4; 6 and 7; the second paragraph of 8; 11; 13 to 17; 23; 38 to 40; 42 to 73; 76; 78; 79; 83; paragraphs <i>a</i> and <i>b</i> of subsection 2 of 88; 90; 91; 93; paragraphs <i>j</i> and <i>k</i> of subsection 3 of 95; 99; 100; paragraphs <i>d</i> and <i>e</i> of subsection 1, and subsection 2 of 101; 110; 111; 119 and 120. R. S. 1941, c. 276, s. 220.
Excep- tion.		Excep- tions.
Interpré- tation:	221. Dans l'interprétation des dispositions des articles de la première partie de la présente loi qui sont applicables aux corporations constituées sous l'empire de la présente partie,	221. In applying to corporations created under this Part those sections of Part I of this act which apply to such corporations,
«com- pagnie»;	1° Le mot « compagnie » signifie la corporation ainsi constituée;	(1) The word "company" shall be deemed to mean a corporation so created;
«action- naire»;	2° Le mot « actionnaire » signifie un membre de telle corporation; et	(2) The word "shareholder" shall be deemed to mean a member of such a corporation;
Votation.	3° Lorsqu'une disposition exige pour un certain objet le vote d'actionnaires représentant une proportion déterminée du ca-	(3) A provision that the votes of shareholders representing a specified proportion in value of the stock of a company shall be

pital-actions d'une compagnie, telle disposition, pour les fins de la présente partie, signifie que la réalisation de cet objet exige le vote d'un nombre de membres de la corporation égal à la proportion déterminée en valeur. S. R. 1941, c. 276, a. 221.

requisite for any purpose, shall be deemed to mean that the votes of a like proportion in number of the members of the corporation are requisite for that purpose. R. S. 1941, c. 276, s. 221.

Responsabilité.

222. Les membres ne sont pas personnellement responsables des dettes de la corporation. S. R. 1941, c. 276, a. 222.

222. The members shall not be personally responsible for the debts of the corporation. R. S. 1941, c. 276, s. 222.

Lois applicables.

223. Aucune disposition de la présente partie n'a pour effet de soustraire les corporations constituées sous son empire, aux prescriptions de toute autre loi qui s'y applique. S. R. 1941, c. 276, a. 223.

223. No provision of this Part shall have the effect of withdrawing any corporation incorporated thereunder, from the provisions of any other law which is applicable thereto. R. S. 1941, c. 276, s. 223.

SECTION IV

DE L'APPROBATION DES RÈGLEMENTS ET DES RAPPORTS ANNUELS

Application.

224. Les dispositions de la présente section IV ne s'appliquent pas à une corporation religieuse. S. R. 1941, c. 276, a. 224.

224. The provisions of this Division IV shall not apply to any religious corporation. R. S. 1941, c. 276, s. 224.

Approbation des règlements.

225. Les règlements d'une corporation et leurs modifications ou amendements doivent être approuvés par le secrétaire de la province et n'entrent en vigueur qu'à compter de la date de la publication de l'avis de cette approbation dans la *Gazette officielle de Québec*.

225. The by-laws of a corporation and their changes or amendments must be approved by the Provincial Secretary, and shall come into force only from the date of the publication of a notice of such approval in the *Quebec Official Gazette*.

Dépôt.

À cette fin la corporation doit déposer chez le secrétaire de la province une copie dûment certifiée de ces règlements ou de leurs modifications ou amendements. S. R. 1941, c. 276, a. 225; 10 Geo. VI, c. 20, a. 5; 9-10 Eliz. II, c. 80, a. 9.

For such purpose the corporation must deposit with the Provincial Secretary a duly certified copy of such by-laws or of their changes or amendments. R. S. 1941, c. 276, s. 225; 10 Geo. VI, c. 20, s. 5; 9-10 Eliz. II, c. 80, s. 9.

Approbation.

226. Lorsqu'un règlement, une modification ou amendement à un règlement n'a pas reçu l'approbation prévue à l'article précédent, le secrétaire de la province peut, aux conditions qu'il détermine, approuver ce règlement ou cette modification ou amendement à un règlement.

226. When a by-law, a change or amendment to a by-law has not received the approval provided for in the preceding section, the Provincial Secretary may, upon such conditions as he shall determine, approve such by-law or such change or amendment to a by-law.

Avis.

Avis de cette approbation est publié dans la *Gazette officielle de Québec* et le règlement, la modification ou l'amendement au règlement ainsi approuvé a son effet à compter de son adoption. S. R. 1941, c. 276, a. 225a; 11 Geo. VI, c. 65, a. 12; 9-10 Eliz. II, c. 80, a. 10.

Notice of such approval shall be published in the *Quebec Official Gazette* and the by-law, change or amendment to the by-law so approved is effective as from the date of its adoption. R. S. 1941, c. 276, s. 225a; 11 Geo. VI, c. 65, s. 12; 9-10 Eliz. II, c. 80, s. 10.

Rapport
addition-
nel.

227. Le secrétaire de la province peut, en tout temps, par avis, ordonner à toute corporation de faire tout rapport sur des matières relatives à ses affaires dans le délai spécifié dans l'avis, et, à défaut de faire ce rapport, chaque administrateur de la corporation est passible, en sus des frais, d'une amende de vingt dollars pour chaque jour que dure cette omission, et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement pendant une période n'excédant pas trois mois. S. R. 1941, c. 276, a. 227; 14 Geo. VI, c. 70, a. 4; 9-10 Eliz. II, c. 80, a. 6.

227. The Provincial Secretary may, at any time, by notice, require any corporation to make any return upon subjects connected with its affairs within the time specified in the notice, and, upon failing to make such return, each director of the corporation shall, in addition to the costs, be liable to a fine of twenty dollars for each day of such default, and, failing payment of such fine and costs, to imprisonment for a term not exceeding three months. R. S. 1941, c. 276, s. 227; 14 Geo. VI, c. 70, s. 4; 9-10 Eliz. II, c. 80, s. 6.

Additional
return.Obliga-
tions
sauve-
gardées.

228. Les dispositions de l'article 227 n'ont pas pour effet de soustraire les corporations auxquelles s'applique la présente section iv, à l'obligation imposée par toute autre disposition de la présente loi ou par toute disposition d'une autre loi, de produire des rapports annuels ou autres. S. R. 1941, c. 276, a. 228; 14 Geo. VI, c. 70, a. 5.

228. The provisions of section 227 shall not have the effect of relieving the corporations to which this Division iv applies from the obligation imposed by any other provision of this act or by any provision of any other act to file annual or other returns. R. S. 1941, c. 276, s. 228; 14 Geo. VI, c. 70, s. 5.

Pro-
visions
safe-
guarded.

Enquête.

229. 1. Lorsque le lieutenant-gouverneur en conseil le juge à propos, il peut ordonner la tenue d'une enquête sur les affaires d'une corporation.

229. (1) The Lieutenant-Governor in Council may, whenever he deems fit, order the holding of an inquiry into the affairs of any corporation.

Inquiry.

Enqué-
teurs.

2. À cette fin il peut, par une commission, nommer une ou plusieurs personnes pour conduire cette enquête.

(2) He may, for such purpose, by commission, appoint one or more persons to conduct such inquiry.

Com-
missioners.

Pouvoirs.

3. Pour les fins de cette enquête la personne ou les personnes ainsi nommées ont les mêmes pouvoirs que ceux possédés par les commissaires nommés en vertu de la Loi des commissions d'enquêtes (chap. 11). S. R. 1941, c. 276, a. 229.

(3) For the purposes of such inquiry the person or persons so appointed shall have the same powers as those possessed by the commissioners appointed under the Public Inquiry Commission Act (Chap. 11). R. S. 1941, c. 276, s. 229.

Powers.

Annula-
tion des
lettres
patentes.

230. Un juge de la Cour supérieure du district où est situé le siège social d'une corporation, peut décréter l'annulation des lettres patentes de cette corporation, sur requête du secrétaire de la province signifiée à la corporation et basée sur des motifs d'intérêt public, et particulièrement lorsque la corporation:

230. A judge of the Superior Court of the district in which the head office of a corporation is situated may order the cancellation of the letters patent of such corporation, on petition of the Provincial Secretary served upon the corporation and based on grounds of public interest, and in particular whenever the corporation:

Cancel-
ling letters
patent.

Motifs.

a) Imprime, publie, édite ou met en circulation, ou aide de quelque manière que ce soit à imprimer, publier, éditer ou mettre en circulation un livre, un journal, un périodique, une brochure, un imprimé, une publication ou un document de toute nature, contenant un écrit blasphématoire ou séditieux; ou

(a) Prints, publishes, edits or circulates, or aids in any manner whatsoever in printing, publishing, editing or circulating, any book, newspaper, periodical, pamphlet, print, publication or document of any kind, containing any blasphemous or seditious matter; or

Grounds.

b) Permet qu'il soit prononcé des paroles blasphématoires ou séditeuses au cours d'une assemblée de ses administrateurs, de ses membres ou d'une assemblée publique qu'elle a convoquée; ou

c) Favorise ou aide les attroupements illégaux ou les émeutes. S. R. 1941, c. 276, a. 230; 9-10 Eliz. II, c. 80, a. 6; Statuts du Canada, 1 Ed. VIII, c. 29, a. 1.

(b) Allows blasphemous or seditious words to be uttered at a meeting of its directors or of its members or at a public meeting convened by it; or

(c) Aids or abets an unlawful assembly or riot. R. S. 1941, c. 276, s. 230; 9-10 Eliz. II, c. 80, s. 6; Statutes of Canada, 1 Ed. VIII, c. 29, s. 1.

Décret. **231.** 1. Le juge, si la preuve offerte sur cette requête justifie qu'elle doit être accordée, décrète l'annulation des lettres patentes de la corporation concernée.

Publica-
tion. 2. Avis de ce jugement est publié dans la *Gazette officielle de Québec* et, à compter de la date de cette publication, la corporation concernée est dissoute et privée de ses droits sauf pour les fins de sa liquidation. S. R. 1941, c. 276, a. 231.

231. (1) The judge, if the evidence adduced on the petition establishes that it should be granted, orders the cancellation of the letters-patent of the corporation concerned. Judg-
ment.

(2) Notice of such judgment is published in the *Quebec Official Gazette* and, from the date of such publication, the corporation concerned is dissolved and deprived of its rights except for the purposes of its liquidation. R. S. 1941, c. 276, s. 231. Notice.

SECTION V

DU TARIF DES DROITS

Tarif des
droits. **232.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire, amender, remplacer et abroger des tarifs de droits et honoraires payables lors de l'accomplissement de tout acte qui doit être fait par le secrétaire de la province, par le secrétariat de la province ou par un officier de ce ministère, de même que par le lieutenant-gouverneur ou par une personne quelconque, en vertu de la présente partie.

Régle-
menta-
tion. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut également prescrire et déterminer toutes autres matières et formalités pour assurer la mise à exécution de la présente partie.

Paiement
des droits. Les actes qui doivent être faits par le secrétaire de la province ou les certificats ou documents qu'il doit émettre en vertu de la présente partie ne le sont qu'après que tous les droits exigibles ont été payés. S. R. 1941, c. 276, a. 232; 9-10 Eliz. II, c. 80, a. 7.

DIVISION V

TARIFF OF FEES

232. The Lieutenant-Governor in Council may establish, alter, replace or repeal the tariff of the duties and fees to be paid on the doing of any act to be done by the Provincial Secretary, by the Department of the Provincial Secretary, or by an officer of such department, as well as by the Lieutenant-Governor or by any person whomsoever, under this Part. Tariff of
fees.

The Lieutenant-Governor in Council may likewise determine all other matters and prescribe all formalities necessary to ensure the carrying out of the objects of this Part. Regula-
tions.

No act to be done by the Provincial Secretary, or document or certificate to be issued by him under this Part, shall be so done or issued until after payment of all the fees payable in respect thereof. R. S. 1941, c. 276, s. 232; 9-10 Eliz. II, c. 80, s. 7. Payment
of fees.

FORMULES

1. — (Article 4, § 2)

Avis de lettres patentes supplémentaires concernant certaines compagnies existantes

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes supplémentaires en date du

jour de , modifiant la charte (*décrire ici la nature de la charte en en indiquant la date*) de la compagnie (*donner ici le nom de la compagnie*), comme suit: (*résumer ici les modifications que contiennent les lettres patentes supplémentaires.*)

Donné au bureau du secrétaire de la province (ou *suivant le cas*, sous-secrétaire de la province,) ce jour de 19 , A. B., secrétaire de la province (ou *suivant le cas*) sous-secrétaire de la province. S. R. 1941, c. 276, formule 1; 9-10 Eliz. II, c. 80, a. 11.

2. — (Articles 7, 8, 13)

Requête pour constitution en corporation

À Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

La requête de
représente respectueusement:

Les requérants soussignés désirent obtenir des lettres patentes en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies, constituant en corporation vos requérants et les autres personnes qui peuvent devenir actionnaires de la compagnie à être créée sous le nom de ou sous tout autre nom qui peut vous paraître convenable;

Les soussignés ont constaté et se sont assurés que le nom corporatif proposé sous lequel on demande de constituer la compagnie en corporation n'est pas le nom corporatif d'aucune compagnie connue, constituée ou non constituée en corporation, (*sauf dans le cas d'identité de nom si la compagnie dont on prend le nom y a*

FORMS

1.—(Section 4, § 2)

Notice of Supplementary Letters Patent respecting existing Companies

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the day of

were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, amending the charter, being (*here give the nature of the charter, with the date thereof*) of the

Company (*here state the name of the company*), as follows: (*here summarize the amendments mentioned in the supplementary letters patent.*)

Dated at the office of the Provincial Secretary (or Assistant Provincial Secretary, *as the case may be*), this day of 19 , A. B., Provincial Secretary (or Assistant Provincial Secretary, *as the case may be*). R. S. 1941, c. 276, form 1; 9-10 Eliz. II, c. 80, s. 11.

2.—(Sections 7, 8, 13)

Application for Incorporation

To His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec:

The application of
respectfully sheweth as follows:—

The undersigned applicants are desirous of obtaining letters patent under the provisions of Part I of the Companies Act, constituting your applicants and such others as may become shareholders in the company thereby created, a body corporate and politic under the name of

or such other name as shall appear to you to be proper in the premises.

The undersigned have satisfied themselves and are assured that the proposed corporate name of the company under which incorporation is sought is not the corporate name of any other known company incorporated or unincorporated (*saving the case of the use of an identical name with the consent of such other company*) or

consenti) ni un nom tel qu'on le puisse confondre avec quelque autre dénomination sociale, ni être autrement inadmissible pour des raisons d'intérêt public;

Vos requérants ont vingt et un ans révolus;

Les objets pour lesquels la constitution en corporation est demandée par les requérants sont les suivants:

Le siège social de la compagnie projetée sera à _____, dans le district de _____;

Le montant du capital-actions de la compagnie est de _____ dollars, divisé en actions de _____ dollars chacune.

(Si le capital-actions doit comprendre des actions privilégiées)

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de _____ dollars, divisée en _____ actions de _____ dollars chacune. *(Dans ce cas la requête doit contenir toutes les dispositions que devrait renfermer un règlement passé en vertu de l'article 45, autorisant l'émission d'une partie du capital-actions comme actions privilégiées.)*

(Si le capital-actions doit être divisé en actions sans valeur nominale ou au pair avec ou sans actions privilégiées)

Le capital-actions de la compagnie est divisé en _____ actions sans valeur au pair ou nominale et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de _____ dollars.

(ou selon le cas)

Le capital-actions de la compagnie est divisé en _____ actions sans valeur au pair ou nominale et en _____ actions privilégiées de _____ dollars chacune; *(Dans ce cas la requête doit contenir toutes les dispositions que devrait renfermer un règlement passé en vertu de l'article 45 autorisant l'émission d'une partie du capital-actions comme actions privilégiées)*, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de _____ dollars.

Les actions autres que les actions privilégiées seront émises et réparties au prix de _____ dollars *(ou selon le cas)* au prix qui sera fixé par les administrateurs.

any name liable to be confounded therewith or otherwise on public grounds objectionable;

Your applicants are of the full age of twenty-one years;

The purposes for which incorporation is sought by the applicants are:

The head office of the proposed company will be at _____, in the district of _____;

The amount of the capital stock of the company is to be _____ dollars, divided into _____ shares of _____ dollars each.

(If the capital stock is to include preferred shares)

The part of the capital stock to be issued as preferred shares is _____ dollars, divided into _____ shares of _____ dollars each.

(In such case the application must contain all the provisions which must appear in a by-law passed under section 45, authorizing the issue of part of the capital stock as preferred shares.)

(If the capital stock is to be divided into shares having no nominal or par value, with or without preferred stock)

The capital stock of the company is divided into _____ shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be _____ dollars;

(Or, as the case may be.)

The capital stock of the company is divided into _____ shares having no nominal or par value, and into _____ preferred shares of _____ dollars each; *(In this case the application must contain all the provisions which must appear in a by-law passed under section 45 authorizing the issue of part of the capital stock as preferred shares)*, and the amount with which the company will commence its operations will be _____ dollars;

Shares other than preferred shares shall be issued and allotted at the price of _____ dollars *(or, as the case may be,)* at such price as may be fixed by the directors.

Ci-suivent les noms au long, l'adresse, la profession ou l'occupation des requérants, avec le nombre d'actions souscrites par chaque requérant respectivement :

Requérants	Profession ou occupation	Nombre d'actions souscrites	
		Actions ordinaires	Actions privilégiées

The following are the names in full and the address and profession or calling of each of the applicants, with the number of shares subscribed by each applicant respectively:

Applicants	Profession or calling	Number of shares Subscribed	
		Common shares	Preferred shares

Lesdits seront les premiers administrateurs ou administrateurs provisoires de la compagnie.

Un livre d'actions a été ouvert et un mémoire des conventions par les requérants, conformément à la loi, a été fait en duplicata, l'un des duplicata étant transmis avec la présente requête.

Les soussignés demandent en conséquence qu'il soit accordé une charte les constituant, ainsi que les autres personnes qui pourront devenir subséquemment actionnaires de la compagnie, en corporation et corps politique pour les objets ci-dessus mentionnés.

The said will be the first or provisional directors of the company.

A stock-book has been opened and a memorandum of agreement by the applicants, in accordance with the act, has been executed in duplicate,—one of the duplicates being transmitted herewith.

The undersigned therefore request that a charter may be granted constituting them and such other persons as hereafter become shareholders in the company, a body corporate and politic for the purposes above set forth.

(Signatures des témoins)	(Signatures des requérants)

Signature of Witnesses	Signatures of Applicants

Daté à , ce jour de 19 .

S. R. 1941, c. 276, formule 2.

Dated at , this day of , 19 .

R. S. 1941, c. 276, form 2.

3. — (Articles 7, 8, 13)

Mémoire des conventions et livre d'actions

(Doit être fait en duplicata; l'un des
duplicata est transmis avec
la requête)

La compagnie

Nous, soussignés, par le présent, convenons et nous engageons séparément, l'un envers l'autre, à être constitués en corporation, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies sous le nom de « Compagnie »

ou sous tout autre nom que le lieutenant-gouverneur de la province de Québec pourra donner à la compagnie, avec un capital de _____ dollars, divisé en _____ actions de _____ dollars chacune, (ou en _____ actions privilégiées, ou en _____ actions ordinaires, *suivant le cas*) de _____ dollars chacune (ou en _____ actions sans valeur au pair ou nominale, etc., *suivant le cas*).

Et par les présentes nous souscrivons et convenons de prendre séparément et non solidairement les montants respectifs du capital social de la compagnie mis en regard de nos noms respectifs, comme ci-dessous, et convenons de devenir actionnaires de la compagnie pour lesdits montants.

En foi de quoi nous avons signé.

Nom du souscripteur	Montant souscrit		Date et lieu de la souscription		Résidence du souscripteur	Nom du témoin
	Actions ordinaires	Actions privilégiées	Date	Lieu		

S. R. 1941, c. 276, formule 3.

3.—(Sections 7, 8, 13)

Memorandum of Agreement and Stock Book

(To be executed in duplicate; one duplicate
to be transmitted with the
application)

The Company

We, the undersigned, do hereby severally covenant and agree each with the other to become incorporated as a company under the provisions of Part I of the Companies Act, under the name of The

Company, or such other name as the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec may give to the company, with a capital of _____ dollars divided into _____ shares of _____ dollars each (or into preferred shares or common shares, *as the case may be*,) of _____ dollars each (or into _____ shares without nominal or par value, etc. *as the case may be*).

And we do hereby severally, and not one for the other, subscribe for and agree to take the respective amounts of the capital stock of the said company set opposite our respective names as hereunder and hereafter written, and to become shareholders in such company to the said amounts.

In witness whereof we have signed.

Name of Subscriber	Amount of Subscription		Date and place of subscription		Residence of Subscriber	Name of Witness
	Common Shares	Preferred Shares	Date	Place		

R. S. 1941, c. 276, form 3.

4. — (Article 11)

Avis des lettres patentes

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du

jour de , 19 ,
constituant en corporation (*mentionner ici les noms, l'adresse et l'occupation de chaque actionnaire nommé dans les lettres patentes*) dans le but de (*résumer ici les principaux objets de la compagnie*), sous le nom de (*mentionner ici le nom de la compagnie comme aux lettres patentes*), avec un capital total de

dollars, divisé en actions ordinaires (et en actions privilégiées, *s'il en est*), de dollars chacune, (*ou suivant le cas*) en actions sans valeur au pair ou nominale.

Le siège social de la compagnie sera à (*nom de la localité*).

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce jour de 19 , A. B., secrétaire de la province (*ou suivant le cas*) sous-secrétaire de la province. S. R. 1941, c. 276, formule 4; 9-10 Eliz. II, c. 80, a. 12.

5. — (Article 12)

Avis de la correction des lettres patentes
(*ou suivant le cas*)

Avis de nouvelles lettres patentes corrigeant des lettres patentes émises

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec de corriger (*ou d'émettre de nouvelles lettres patentes en date du jour de , 19 , pour remplacer les lettres patentes en date du jour de , 19 , de la compagnie (nom de la compagnie) de la manière suivante: (relater brièvement la correction faite en donnant la date de telle correction, ou énoncer la teneur des nouvelles lettres patentes).*

4. — (Section 11)

Notice of issue of Letters Patent

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec bearing date the day of 19 , incorporating (*here state name, address and calling of each shareholder named in the letters patent*) for the purpose of (*here summarize the principal objects of the company*), by the name of (*here state the name of the company as in the letters patent*) with a total capital stock of dollars, divided into preferred shares (*if any*), and common shares (*as the case may be*) of dollars or shares without nominal or par value.

The head office of the company will be at (*name of place*).

Dated at the office of the Provincial Secretary, this day of 19 , A. B., Provincial Secretary (*or Assistant Provincial Secretary, as the case may be*). R. S. 1941, c. 276, form 4; 9-10 Eliz. II, c. 80, s. 12.

5. — (Section 12)

Notice of Correction of Letters Patent
(*or, as the case may be*)

Notice of new Letters Patent correcting the Letters Patent already issued

Notice is hereby given that, under Part I of the Companies Act, the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to correct (*or to issue new letters patent*) of date the day of 19 , or to replace the letters patent bearing date the day of 19 , of (*here state the name of the company*), in the following manner (*here state briefly the corrections, or state the tenor of the new letters patent*).

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce jour de 19 , A. B., secrétaire de la province (*ou suivant le cas*) sous-secrétaire de la province. S. R. 1941, c. 276, formule 5; 9-10 Eliz. II, c. 80, a. 12.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this day of 19 , A. B., Provincial Secretary (or Assistant Provincial Secretary, *as the case may be*). R. S. 1941, c. 276, form 5, 9-10 Eliz. II, c. 80, s. 12.

6. — (Article 14)

Avis de lettres patentes émises pour une compagnie déjà constituée en corporation dans cette province

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du jour de , 19 , constituant en corporation comme compagnie régie par ladite loi, la compagnie (*nom de la compagnie*) déjà constituée en corporation par (*donner ici le mode de constitution en corporation*), pour (*résumer ici les principaux objets de la compagnie*), sous le nom de (*donner ici le nom de la cie comme aux lettres patentes.*)

Le capital de ladite compagnie est de dollars divisé en actions ordinaires (et en actions privilégiées, *s'il en est*) de dollars, chacune, (*ou suivant le cas en actions sans valeur au pair ou nominale*).

Le siège social de la compagnie sera à (*nom de la localité*).

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce jour de 19 , A. B., secrétaire de la province (*ou suivant le cas*) sous-secrétaire de la province. S. R. 1941, c. 276, formule 6, 9-10 Eliz. II, c. 80, a. 12.

7. — (Article 17)

Avis de lettres patentes ou de lettres patentes supplémentaires constituant en compagnie à fonds social une corporation sans capital-actions

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies,

6.—(Section 14)

Notice of Letters Patent issued for a Company already incorporated in this Province

Notice is hereby given that under Part I of the Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the day of 19 , incorporating as a company governed by the said act, the company (*name of the company*) already incorporated by (*here state its manner of incorporation*), for the purpose of (*here summarize the principal object of the company*), by the name of (*here state the name of the company as in the letters patent*). The total capital stock of the company is dollars, divided into common shares, and into preferred shares (*as the case may be*) of dollars each, or into shares having no nominal or par value, and with its head office at (*name of place*).

Dated at the office of the Provincial Secretary, this day of 19 , A. B., Provincial Secretary (or Assistant Provincial Secretary, *as the case may be*). R. S. 1941, c. 276, form 6; 9-10 Eliz. II, c. 80, s. 12.

7.—(Section 17)

Notice of Letters Patent or Supplementary Letters Patent incorporating as a Joint Stock Company a Corporation without Share Capital

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent

il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes (*ou suivant le cas*, des lettres patentes supplémentaires), en date du _____ jour de _____, 19____, pour confirmer un règlement de la corporation (*donner ici son nom*) déjà constituée en corporation sans capital-actions, en vertu des dispositions de l'article 214 ou (*donner ici tous autres détails concernant la constitution en corporation*) pourvoyant à la création d'un capital-actions de _____ dollars, divisé en _____ actions ordinaires (et en _____ actions privilégiées, *s'il en est*) de _____ dollars chacune (*ou suivant le cas* en actions sans valeur au pair ou nominale).

Le siège social de la compagnie sera à (*nom de la localité*).

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce _____ jour de _____ 19____, A. B., secrétaire de la province (*ou suivant le cas*) sous-secrétaire de la province. S. R. 1941, c. 276, formule 7; 9-10 Eliz. II, c. 80, a. 12.

Note — Donnez, s'il y a lieu, tous autres détails mentionnés dans la formule 2 relativement à la répartition des actions, etc.

or, as the case may be, supplementary letters patent,) bearing date the _____ day of _____, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to confirm a by-law of the (*here state the name*) corporation, already incorporated without share capital, under the provisions of section 214 of the said act (*or, here give other details respecting the incorporation*), providing for the creation of a capital divided into shares, of _____ dollars, divided into _____ common shares, and (*as the case may be*) preferred shares of _____ dollars each, (*or as the case may be*), into _____ shares having no nominal or par value.

The principal place of business of the company is at (*name of the place*).

Dated at the office of the Provincial Secretary, this _____ day of _____ 19____, A. B., Provincial Secretary (or Assistant Provincial Secretary, *as the case may be*). R. S. 1941, c. 276, form 7; 9-10 Eliz. II, c. 80, s. 12.

Note.—Give all further details, if any mentioned in Form 2, respecting the allotment of shares, etc.

8. — (Article 18)

Avis de lettres patentes confirmant la requête pour la fusion de compagnies

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du _____ jour de _____ 19____, autorisant la fusion de (*donner ici les noms des compagnies avec, après le nom de chacune, son mode de constitution en corporation*) dans le but de (*résumer ici les principaux objets que les compagnies étaient autorisées à poursuivre*) sous le nom de la compagnie (*donner le nom comme aux lettres patentes*) avec un capital total de _____ dollars, divisé en _____ actions ordinaires (et en _____ actions privilégiées *s'il en est*), de _____ dollars chacune (*ou suivant le cas*, en

8.—(Section 18)

Notice of Letters Patent confirming the Petition for Amalgamation of Companies

Notice is hereby given that, under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the _____ day of _____, 19____, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, authorizing the amalgamation of (*here give the names of the companies, and, after each, the way in which it was incorporated*), for the purpose of (*here summarize the principal objects which the company is authorized to undertake*), under the name of (*here give the name as in the letters patent*), with a total capital of _____ dollars, divided into _____ common shares and _____ preferred shares, (*as the case may be*) of _____ dollars each, or (*as the case may be*) into _____ shares

actions sans valeur au pair ou without nominal or par value.
nominale).

Le nom de la nouvelle compagnie The name of the new company is .
est

Le siège social de la compagnie sera The head office of the company will be
à (*nom de la localité*). at (*name of the place*).

Daté au bureau du secrétaire de la pro- Dated at the office of the Provincial
vince, ce jour de Secretary, this day of
19 , A. B., secrétaire de la province 19 , A. B., Provincial
(ou suivant le cas) sous-secrétaire de la Secretary (or Assistant Provincial Secre-
province. S. R. 1941, c. 276, formule 8; tary, *as the case may be*). R. S. 1941, c. 276,
9-10 Eliz. II, c. 80, a. 12. form 8; 9-10 Eliz. II, c. 80, s. 12.

9. — (Article 19)

Avis de lettres patentes supplémentaires changeant le nom d'une compagnie

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du jour de , 19 , changeant le nom de la compagnie (*donner ici le nom qu'on veut changer*) constituée en corporation par lettres patentes (*ou lettres patentes supplémentaires, suivant le cas*) en date du jour de , 19 , sous le nom en celui de (*donner ici le nom adopté*).

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce jour de
19 , A. B., secrétaire de la province
(ou suivant le cas) sous-secrétaire de la province. S. R. 1941, c. 276, formule 9;
9-10 Eliz. II, c. 80, a. 12.

10. — (Articles 26, 127)

Avis d'acceptation de l'abandon d'une charte

Avis est donné qu'en vertu de la première partie (ou de la deuxième partie, suivant le cas), de la Loi des compagnies, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie (*donner ici le nom de la compagnie*) constituée en

9.—(Section 19)

Notice of Supplementary Letters Patent changing the Name of a Company

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the day of , 19 , were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the Company, incorporated by letters patent (or supplementary letters patent, *as the case may be*), bearing date the day of , under the name of (*original name*), to that of (*here state the new name*).

Dated at the office of the Provincial Secretary, this day of
19 , A. B., Provincial Secretary (or Assistant Provincial Secretary, *as the case may be*). R. S. 1941, c. 276, form 9; 9-10 Eliz. II, c. 80, s. 12.

10.—(Sections 26, 127)

Notice of acceptance of Surrender of Charter

Notice is hereby given that under Part I (or, *as the case may be*, Part II) of the Companies Act, the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to accept the surrender of the charter of the (*give name of the company*), incorporated by (*here state the*

corporation par (*donner ici son mode de constitution en corporation*) en date du _____ jour de _____, 19 ____ *manner of incorporation*) dated the day of _____, 19 ____.

Avis est de plus donné qu'à compter de la date de la publication du présent avis, la compagnie _____ a pris fin. Notice is also hereby given that from and after the date of the publication of this notice, the said _____ company shall be dissolved.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce _____ jour de _____, 19 ____, A. B., secrétaire de la province (*ou suivant le cas*) sous-secrétaire de la province. S. R. 1941, c. 276, formule 10; 9-10 Eliz. II, c. 80, a. 12. Dated at the office of the Provincial Secretary, this _____ day of _____, 19 ____, A. B., Provincial Secretary (or Assistant Provincial Secretary, *as the case may be*). R. S. 1941, c. 276, form 10; 9-10 Eliz. II, c. 80, s. 12.

11. — (Articles 30, 131)

11.—(Sections 30, 131)

Avis de la situation ou du changement d'adresse du siège social d'une compagnie

Notice of the Situation of or of any Change in the Address of the Head Office

Avis est donné que la compagnie (*donner ici le nom de la compagnie*) constituée en corporation (*donner son mode de constitution en corporation*) en date du _____ jour de _____, 19 ____, et ayant son siège social dans _____ (*donner le nom de la localité*) a établi son bureau au numéro _____ de la rue _____, (ou *s'il s'agit d'un changement d'adresse*) où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui (*indiquer ici l'ancienne adresse*), l'a transporté à (*donner la nouvelle adresse*).

Notice is hereby given that the (*name*) company incorporated by (*give the manner of incorporation*), on the _____ day of _____, 19 ____, and having its head office in (*name of the place*), has established its office at No. _____ street; (or *in the case of a change of address*), where its office was situated up to to-day, at (*give the old address*), has moved it to (*give the new address*).

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Donné à _____, ce _____ jour d' _____, 19 ____.
(*Signature de l'officier autorisé.*)
S. R. 1941, c. 276, formule 11.

Dated at (*name of the place*), this day of _____, 19 ____.
(*Signature of the authorized officer.*)
R. S. 1941, c. 276, form 11.

12. — (Article 37)

12.—(Section 37)

Avis des lettres patentes supplémentaires accordant des pouvoirs additionnels ou restreignant les pouvoirs

Notice of Supplementary Letters Patent granting further Powers and restricting the Powers

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies,

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, supplementary

il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du jour d , 19 , accordant des pouvoirs additionnels à la compagnie (ou restreignant les pouvoirs de la compagnie) (*nom de la compagnie, comme aux lettres patentes*), à (*résumer ici les principaux objets ou les restrictions mentionnées dans les lettres patentes supplémentaires*).

Date au bureau du secrétaire de la province, ce jour de 19 , A. B., secrétaire de la province (ou suivant le cas) sous-secrétaire de la province. S. R. 1941, c. 276, formule 12; 9-10 Eliz. II, c. 80, a. 12.

letters patent, bearing date the day of , were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, granting further powers to (or restricting the powers of, *as the case may be*) the Company, (*here summarize the principal objects or the restrictions, mentioned in the supplementary letters patent*).

Dated at the office of the Provincial Secretary, this day of 19 , A. B., Provincial Secretary (or Assistant Provincial Secretary, *as the case may be*). R. S. 1941, c. 276, form 12; 9-10 Eliz. II, c. 80, s. 12.

13. — (Article 62)

Avis des lettres patentes supplémentaires augmentant ou réduisant le capital ou modifiant la valeur des actions

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du jour d , 19 , à la compagnie (*nom de la compagnie*) augmentant (ou réduisant, suivant le cas), le capital de dollars à dollars; le capital additionnel étant divisé en actions de dollars; ou subdivisant ou refondant (*suivant le cas*) les actions originaires de dollars en actions de dollars chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce jour de 19 , A. B., secrétaire de la province (ou suivant le cas) sous-secrétaire de la province. S. R. 1941, c. 276, formule 13; 9-10 Eliz. II, c. 80, a. 12.

13.—(Section 62)

Notice of Supplementary Letters Patent changing the Amount of the Capital or changing the value of the Shares

Notice is hereby given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the day of 19 , have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, increasing (or reducing, *as the case may be*) the capital of (*here state the name of the company*), from dollars to dollars, the additional capital being divided into shares of dollars each; (or subdividing, or consolidating into shares of a greater par value, *as the case may be*, the shares of the stock of the company, originally divided into shares of dollars each).

Dated at the office of the Provincial Secretary, this day of 19 , A. B., Provincial Secretary (or Assistant Provincial Secretary, *as the case may be*). R. S. 1941, c. 276, form 13; 9-10 Eliz. II, c. 80, s. 12.

14. — (Articles 100, 192)

Procuration

(Nom de la compagnie ou corporation)

Je, (*), de ,
l'un des actionnaires de , possédant
actions ordinaires (ou privilé-
giées), nomme par la présente M
de , mon fondé de
pouvoir et l'autorise à voter pour et
en mon nom à l'assemblée, (générale,
annuelle ou spéciale) de la compagnie (ou
corporation) qui doit être tenue le
jour de , 19 , à ,
et à tout ajournement de telle assemblée,
et, (s'il y a lieu), révoque la procuration
en date du jour de , 19 ,
émise en faveur de M. (donner le nom du
fondé de pouvoir dont on révoque le mandat.)

Donné à , ce jour
de , 19 .

Témoin(**)

S. R. 1941, c. 276, formule 14.

(*) Si le mandant est une corporation ou un de ses
officiers, il y a lieu de changer la formule en conséquence.
(**) Si la procuration émane d'une corporation, elle
doit être revêtue de son sceau commun.

14.—(Sections 100, 192)

Proxy

(Name of the Company or Corporation)

I, (*) of
one of the shareholders of being
the owner of common or pre-
ferred shares, hereby appoint Mr.
of as my proxy to vote for me
and in my name at the annual (or special)
general meeting of the company (or cor-
poration), to be held on the day
of , 19 , at and at
any adjournment thereof, and (as the case
may be) revoke the proxy of date ,
19 , in favour of .

Dated at , this day
of , 19 .

Witness (**)

R. S. 1941, c. 276, form 14.

(*) If the appointor is a corporation or one of its
officers, the form must be varied accordingly.

(**) If the proxy is issued by a corporation, it must
bear its seal.

15. — (Article 153)

*Avis de lettres patentes supplémentaires
subdivisant ou refondant les actions
du capital*

Avis est donné qu'en vertu de la
deuxième partie de la Loi des compagnies,
il a été accordé, par le lieutenant-gouver-
neur de la province de Québec, des lettres
patentes, en date du jour de
, 19 , subdivisant (ou
refondant en une valeur au pair plus
élevée selon le cas) les actions du capital
de (mentionner ici le nom de la compagnie),
originellement divisé en actions
de dollars chacune, ces
actions maintenant subdivisées (ou refon-
dues, selon le cas) en actions
de dollars chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la pro-
vince, ce jour de

15.—(Section 153)

*Notice of Letters Patent Subdividing or Con-
solidating the Shares.*

Notice is hereby given that under Part
II of the Companies Act, letters patent
have been issued by the Lieutenant-
Governor of the Province of Quebec, bear-
ing date the day of
, 19 , subdividing (or consoli-
dating into shares of a greater par value,
(as the case may be) the shares of the stock
of (here state the name of the company),
originally divided into shares of
dollars each, such shares now being
subdivided (or consolidated, as the case
may be), into shares of
dollars each.

Dated at the office of the Provincial
Secretary, this day of

19 , A. B., secrétaire de la province
(ou suivant le cas) sous-secrétaire de la
province.
S. R. 1941, c. 276, formule 15; 9-10 Eliz. II,
c. 80, a. 12.

19 , A. B., Provincial
Secretary (or Assistant Provincial Secre-
tary, as the case may be).
R. S. 1941, c. 276, form 15; 9-10 Eliz. II,
c. 80, s. 12.

16. — (Article 215)

Requête pour constitution en corporation

À Son Honneur le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec.

La requête de

représente respectueusement:

Les requérants soussignés désirent obte-
nir des lettres patentes en vertu des
dispositions de la troisième partie de la
Loi des compagnies, constituant en corpo-
ration sans capital-actions, vos requérants
et les autres personnes qui peuvent devenir
membres de la corporation à être créée
sous le nom de
ou sous tout autre nom qui peut vous pa-
raître convenable;

Les soussignés ont constaté et se sont
assurés que le nom corporatif proposé
sous lequel on demande la constitution en
corporation n'est pas le nom corporatif
d'aucune corporation connue, (*sauf dans
le cas d'identité de nom si la corporation
dont on prend le nom y a consenti*) consti-
tuée ou non constituée en corporation, ni
un nom tel qu'on le puisse confondre avec
quelque autre dénomination sociale, ni
être autrement inadmissible pour des
raisons d'intérêt public;

Vos requérants ont vingt et un ans
révolus;

Les objets pour lesquels la constitution
en corporation est demandée par les
requérants sont les suivants:

Le siège social de la corporation sera
à , dans le
district de

Le montant auquel sont limités les
(ou les revenus annuels des) biens im-
mobiliers que la corporation peut posséder,
est de dollars.

Ci-suivent les noms au long, l'adresse,
la profession ou l'occupation des requé-
rants:

16.—(Section 215)

Application for Incorporation

To His Honour the Lieutenant-Gov-
ernor of the Province of Quebec.

The application of

respectfully sheweth as follows:

The undersigned applicants are desirous
of obtaining letters patent under the pro-
visions of Part III of the Companies
Act, constituting your applicants and
such others as may become members
in the corporation thereby created, a body
corporate and politic, without share ca-
pital, under the name of or such
other name as shall appear to you to be
proper in the premises;

The undersigned have satisfied them-
selves and are assured that the proposed
corporate name of the corporation under
which incorporation is sought, is not the
corporate name of any other known cor-
poration incorporated or unincorporated
(*saving the case of the use of an identical
name with the consent of such other corpora-
tion*) or any name liable to be confounded
therewith or otherwise on public grounds
objectionable;

Your applicants are of the full age of
twenty-one years;

The purposes for which incorporation is
sought by the applicant are:

The head office of the corporation will
be at , in the district of .

The amount to which the value of (or
the annual revenue from) the immoveable
property which the corporation may hold,
is to be limited, is dollars.

The following are the names in full and
the address and profession or calling of
each of the applicants:

Requérants	Profession ou occupation	Adresses

Lesdits

seront les premiers administrateurs ou administrateurs provisoires de la corporation.

Un mémoire des conventions signé par les requérants conformément à la loi, a été fait en duplicata, l'un des doubles étant transmis avec la présente requête.

Les règlements dont nous demandons l'insertion dans les lettres patentes se lisent comme suit: (*cet allégué sera inséré dans le cas où les requérants veulent se prévaloir des dispositions de l'article 8.*)

Les soussignés demandent en conséquence qu'il soit accordé une charte les constituant, ainsi que les autres personnes qui pourront subséquemment devenir membres de la corporation, en corporation et corps politique sans capital-actions pour les objets ci-dessus mentionnés.

Applicants	Profession or calling	Address

The said

will be the first or provisional directors of the corporation.

A memorandum of agreement by the applicants, in accordance with the act, has been executed in duplicate—one of the duplicates being transmitted herewith.

The by-laws the insertion of which in the letters patent we apply for, are as follows: (*This allegation to be inserted in case the applicants desire to avail themselves of the provisions of section 8.*)

The undersigned therefore request that a charter may be granted constituting them and such other persons as hereafter become members of the corporation, a body corporate and politic, without share capital, for the purposes above set forth.

(Signatures des témoins.)	(Signatures des requérants.)

Daté à _____, ce _____ jour
de _____, 19 _____.

S. R. 1941, c. 276, formule 16.

(Signatures of Witnesses)	(Signatures of Applicants)

Dated at _____, this _____ day of _____, 19 _____.

R. S. 1941, c. 276, form 16.

17. — (Article 215)

Mémoire des conventions

(Doit être fait en duplicata; l'un des duplicata est transmis avec la requête.)

La corporation (*nom de la corporation*)

Nous, soussignés, par le présent convenons et nous engageons séparément, l'un envers l'autre, à être constitués en corporation sans capital-actions, en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies, sous le nom de

ou sous tout autre nom que le lieutenant-gouverneur de la province de Québec pourra donner à la corporation.

En foi de quoi nous avons signé.

Nom du signataire	Occupation et résidence	Nom du témoin

S. R. 1941, c. 276, formule 17.

18. — (Article 216)

Avis des lettres patentes

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du jour de , 19 , constituant en corporation sans capital-actions (*mentionner ici les noms, l'adresse et l'occupation de chacun des membres de la corporation nommés dans les lettres patentes*), dans le but de (*résumer ici les principaux objets de la corporation*) sous le nom de (*mentionner ici le nom de la corporation comme aux lettres patentes*).

Le siège social de la corporation sera à (*nom de la localité*).

17.—(Section 215)

Memorandum of Agreement

(To be executed in duplicate; one duplicate to be transmitted with the application.)

The Corporation

We, the undersigned, do hereby severally covenant and agree each with the other to become incorporated as a corporation, without share capital, under the provisions of Part III of the Companies Act, under the name of The ,

or such other name as the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec may give to the corporation.

In witness whereof we have signed.

Name of Applicant	Calling and Residence	Name of Witness

R. S. 1941, c. 276, form 17.

18.—(Section 216)

Notice of issue of Letters-Patent

Notice is hereby given that under Part III of the Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the day of 19 , to incorporate as a corporation without share capital, (*here give the name, address and calling of each of the members of the corporation as mentioned in the letters patent*) for the purpose of (*here summarize the principal objects of the corporation*) under the name of (*here give the name of the corporation as in the letters patent*).

The head office of the corporation will be at (*name of place*).

Donné au bureau du secrétaire de la province (ou *suivant le cas*) sous-secrétaire de la province,) ce jour de 19 , A. B., secrétaire de la province (ou *suivant le cas*) sous-secrétaire de la province. S. R. 1941, c. 276, formule 18; 9-10 Eliz. II, c. 80, a. 11.

Dated at the office of the Provincial Secretary (or Assistant Provincial Secretary *as the case may be*), this day of 19 , A. B., Provincial Secretary (or Assistant Provincial Secretary, *as the case may be*). R. S. 1941, c. 276, form 18; 9-10 Eliz. II, c. 80, s. 11.

19. — (Article 217)

Avis de lettres patentes émises pour une corporation sans capital-actions, déjà constituée en vertu d'une loi de cette province

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du jour de 19 , pour constituer en corporation sans capital-actions, sous le nom de (*donner ici le nom sous lequel la corporation veut être constituée*) la (*donner ici le nom de la corporation déjà existante*) constituée en corporation (*dire ici comment elle a été originairement constituée, avec la date de telle constitution*) et que (*donner ici les détails requis par l'article 215 en indiquant sommairement les principaux objets de la corporation*).

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce jour de 19 , A. B., secrétaire de la province (ou *suivant le cas*) sous-secrétaire de la province. S. R. 1941, c. 276, formule 19; 9-10 Eliz. II, c. 80, a. 12.

19.—(Section 217)

Notice of Letters Patent issued to an Existing Corporation without Share Capital, previously incorporated under an Act of this Province

Notice is hereby given that under Part III of the Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the day of , to constitute as a corporation without share capital, under the name of (*here give the name under which the company wishes to be incorporated*), the (*here give the name of the existing corporation*) incorporated by (*here state how it was originally incorporated, and the date of the incorporation*), and that (*here give the details required by section 215 by indicating summarily the principal objects of the corporation*).

Dated at the office of the Provincial Secretary, this day of 19 , A. B., Provincial Secretary or Assistant Provincial Secretary, (*as the case may be*). R. S. 1941, c. 276, form 19, 9-10 Eliz. II, c. 80, s. 12.